

Supplément « Sans visa » Le Monde



15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15
QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14437 - 6 F
SAMEDI 29 JUIN 1991
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE ★★

Alors que les Douze envoient une mission de médiation

L'armée yougoslave a bombardé deux aéroports en Slovénie

L'Europe et la « question d'Orient »

Il était de bon ton de s'interroger sur les contours de l'Europe de l'après-communisme, mais les événements de Yougoslavie justifient encore plus vite que prévu les appréhensions des pessimistes : avant même de préfigurer ce qui peut se passer à plus grande échelle encore avec l'éclatement de l'empire soviétique, ils ramènent au premier plan la « question d'Orient » et sa « poudrière des Balkans », toutes choses que le Vieux Continent avait un peu trop vite oubliées.

On comprend que les chanceleries occidentales, tout occupées à préparer la vingt et unième siècle dans l'unification et la coopération tous azimuts, s'inquiètent et parfois s'offusquent de ce qui leur apparaît comme un retour au dix-neuvième, avec la flamme des nationalismes et l'engouement pour les micro-Etats. On comprend également la réserve dont ces puissances ont fait preuve face aux déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie : leur rôle n'est pas, bien entendu, de souffler sur le feu, ni même d'anticiper sur les événements.

CELA dit, l'emploi de la force change les données du problème. Ce ne sont pas les déclarations et gestes, encore très symboliques, de Ljubljana et de Zagreb qui ont causé la mort de ces dernières heures, mais l'intervention de l'armée fédérale. De là le changement de ton observé à Washington et à Londres, de là aussi le recours aux mécanismes de la conférence pan-européenne (CSCE) pour tenter de ramener le calme. Et cela ne pourra aller sans pressions sur la Serbie, dont l'entêtement a puissamment contribué, toutes ces dernières années, au mûrissement de la crise.

D'une manière générale, le souci de stabilité anime légitimement les capitales occidentales naissant d'être poussé jusqu'à l'obsession. D'abord parce que l'Ouest s'y connaît aussi en matière de micro-Etats : le grand-duché de Luxembourg, d'où est parti l'avertissement lancé dimanche aux indépendantistes yougoslaves, est-il plus grand que le Slovénie? Ensuite parce qu'il veut contrôler les peuples à accepter ce dont ils ne veulent plus ne peut conduire qu'à davantage d'instabilité.

OR le nationalisme est d'autant plus virulent à l'Est qu'il s'accompagne d'une situation économique déplorable (la prospérité arrondirait bien des angles) et qu'à l'Est, au vieux système de parti unique et d'oppression, la solution, si elle existe, passe beaucoup moins par une laborieuse adaptation de ces vieilles structures que par leur abolition, après quoi il devrait être possible de reconstruire.

C'est bien pourquoi la mise sur pied de cette « association d'Etats souverains » à l'ordre du jour pratiquement dans les mêmes termes en Yougoslavie et en Union soviétique est si laborieuse. L'Europe peut et doit y contribuer, pour peu qu'elle cesse de défendre, même mollement, un passé révolu.

M0147 - 0629 0 - 6.00 F



De violents affrontements entre les forces armées fédérales yougoslaves et la défense territoriale slovène se poursuivaient, vendredi matin 28 juin, principalement le long de la frontière avec l'Autriche. Les aéroports de Ljubljana et de Maribor ont été bombardés, annonce le ministère slovène de l'information. Selon un bilan du gouvernement fédéral, les combats ont fait, au cours de ces dernières quarante-huit heures, au moins cinq morts et plusieurs dizaines de blessés mais les autorités de Ljubljana annoncent un nombre plus important de victimes. A Belgrade, le premier ministre, M. Ante Markovic, a appelé à un cessez-le-feu immédiat. Au sommet européen à Luxembourg, les Douze ont décidé l'envoi d'une mission de médiation et le gel de leur aide à la Yougoslavie.

« Nous sommes en guerre »

LJUBLJANA

de notre envoyée spéciale

« Nous sommes en guerre », c'est en ces termes que le ministre de la Défense de Slovénie, M. Janez Jansa, s'est adressé aux téléspectateurs de Slovénie, jeudi 27 juin, à 21 heures. Il a tenté de présenter un bilan de la situation. « Les combats se sont élargis à l'ensemble du territoire de Slovénie (...). A ce moment même, les armées slovènes et fédérales s'affrontent dans vingt endroits. Le bilan indique « plus de cent morts et blessés mais, selon le rapport officiel, nous n'avons enregistré qu'une seule victime parmi les soldats slovènes. »

Les unités de la défense territoriale slovène ont, selon le ministre, abattu pendant la journée six hélicoptères et détruit une dizaine de chars de l'armée fédérale.

Dans la matinée du jeudi 27 juin, le commandant de la 5^e région militaire, le général Konrad Kolesar, avait informé le gouvernement de Slovénie que l'armée yougoslave avait reçu l'ordre de reprendre par tous les moyens le contrôle des frontières qui séparent la Slovénie de l'Autriche, de l'Italie et de la Hongrie. Le ministre fédéral de la Défense avait en effet annoncé que l'armée « exécutera ses obligations révolutionnaires jusqu'à bout, quels que soient l'envergure et le caractère des résistances possibles... » Les forces fédérales avaient donc été autorisées, par le gouvernement, à passer aux actes et à forcer les barrières routières établies mercredi par la population dans les zones frontalières. Dès l'aube, de nouvelles unités avaient été déployées à travers la Slovénie. Deux bataillons, quarante chars et blindés quittaient la caserne de Vrhnika, au sud de Ljubljana, pour se diriger vers l'aéroport de la capitale.

Vers 5 heures du matin, les habitants avaient été réveillés par les bruits sourds des chars qui passaient aux abords de la ville.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite page 2

M. Tapie veut affronter M. Le Pen aux élections régionales

page 9

Les centristes en quête de cohésion

page 9

Baisse du surendettement des ménages

page 23

Affaire Urba : la Cour de cassation a rejeté le pourvoi de la chancellerie



Lire page 10 l'article d'ANNE CHEMIN

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 14

Frederik De Klerk, l'homme qui a aboli l'apartheid

Le président sud-africain a signé, jeudi 27 juin, les textes qui suppriment définitivement, à compter du 30 juin, les dernières lois de discrimination raciale

par Michel Boile-Richard et Frédéric Fritscher

Minuit moins cinq. C'était l'heure politique, en Afrique du Sud, depuis les émeutes de Soweto en 1976 : à cinq minutes de l'explosion générale. Quinze ans ont passé, avec une seconde révolte, quatre ans d'état d'urgence et un nouveau président. Personne ne dit plus l'heure mais tout le monde sait qu'elle a changé. Une ère s'achève, une autre s'annonce.

Son artisan s'appelle Frederik Willem De Klerk, le très probable dernier président blanc du pays et du continent. « FW », comme on

le surnomme familièrement : sauveur pour les uns, traître pour les autres. Le pré-trésorier ou le bradeur de sa race, qui offre quarante ans d'hégémonie africaine pour la survie de sa tribu venue d'ailleurs. Ce quinquagénaire à l'allure bonhomme a fait tourner le pendule de l'histoire dans le bon sens. Il restera donc dans les manuels comme « l'homme qui a aboli l'apartheid ». Un mérite non usurpé que le Prix Nobel de la paix, l'archevêque anglican du Cap, Mgr Desmond Tutu, est le premier à lui reconnaître en saluant « son courage » et en lui donnant « crédit pour ses initiatives ».

Le tombeau de Pieter Botha, qui extirpe lentement son pays de l'anachronisme, donnait pourtant l'impression de n'être qu'un sosie à peine plus attrayant que son prédécesseur. Un style différent au service d'un discours identique. Tel était, en 1989, le sentiment général envers cet homme politique qui ne s'était jamais, jusqu'alors, singularisé par des prises de positions audacieuses ou des idées novatrices. En homme d'appareil discipliné et loyal, il avait toujours suivi scrupuleusement la ligne de son parti, le Parti national, promoteur du développement séparé depuis sa

victoire aux élections de 1948. « Le politicien Teflon par excellence, rien ne lui colle à la peau », avait dit de lui un journaliste local ne sachant pas encore de quelle étiquette l'affubler tel semblait « tout en rondure ».

Lire la suite page 7

Lire également

■ Si la discrimination disparaît, les inégalités demeurent...
■ Les quatre piliers de l'Etat raciste
■ Chronologie : quarante-trois ans de « développement séparé ».

Page 6

L'agitation des fils de harkis

La vague de contestation lancée par les fils d'anciens harkis regroupés à Narbonne fait tâche d'huile à la veille de la « manifestation nationale » prévue dans cette ville samedi 29 juin à 14 heures. Des incidents ont eu lieu dans la nuit de jeudi à vendredi à Narbonne tandis que d'autres rassemblements perturbaient la circulation sur plusieurs routes des Bouches-du-Rhône, de Lot-et-Garonne, du Var et du Vaucluse.

M^{me} Edith Cresson devait recevoir, vendredi, la « mission de réflexion sur la communauté rapatriée d'origine nord-africaine ».

Lire nos informations page 30

Le Monde L'EDUCATION

Juillet/Août 1991

Sondage exclusif

Faut-il enseigner Dieu à l'école ?

Les Français sont-ils pour ou contre l'enseignement de l'histoire des religions dans les établissements publics? Les uns y voient une occasion de développer la tolérance. D'autres redoutent des tensions dans l'école. A travers une grande enquête et un sondage exclusif, Le Monde de l'éducation explique et analyse les positions de l'opinion publique et des enseignants.

ENVENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Une « Flûte » chic et choc

Mozart dans l'imagerie de Bob Wilson : des moments d'enchantement à l'Opéra-Bastille

par Anne Rey

Dans quel état pouvait bien se trouver Mozart quand il composa la *Flûte enchantée*, il y a deux cents ans, en 1791? Au bout de l'épuisement et de la pauvreté, au sommet de l'euphorie aussi, foudroyé par son librettiste et complice en filles et en excitants, interdit de sortie pour composer à l'heure dite cette hydre, cet hybride : fêre animalière tous publics, cérémonie initiatique reconstituant le rituel maçonnique, duel du jour et de la nuit dans un espace interstellaire, affrontement de la paranoïa et de l'hystérie en toute prémonition psychanalytique, conglomérat de farce et de métaphysique, de chant et de dialogues parés, pari multiple sur le nonsense, œuvre sans descendance, point limite.

Le public de la Bastille a hué, jeudi soir, dans sa grande majorité, le travail que Bob Wilson a

effectué pour l'Opéra de la Bastille sur la *Flûte enchantée*. A part le très classique Peter Stein pour son *Falstaff* aux Champs-Élysées, tous les metteurs en scène sont hués à Paris au soir des premières, il faut le remarquer.

Sont d'ailleurs conspués avec la même énergie ceux qui s'appuient sur une dialectique brechtienne et une dramaturgie en béton comme Ruth Berghaus dans *Ariane et Barbe-Bleue*, et

ceux qui ne s'appuient sur rien, comme Alfredo Arias dans *L'Enlèvement au sérail*. Que Bob Wilson ait été hué, c'était bien le moins. Rien n'est plus éternel, plus frustrant, d'une certaine façon, qu'un « travail » qui ne prétend pas au statut de mise en scène, qui se limite à une succession de propositions, qui n'accorde, qui ne raccorde rien de ses caprices, de ses intuitions, qui pose côte à côte des références, des allusions, des emprunts si hétérogènes qu'ils ne font jamais office de signaux.

Petit Poucet pervers, Wilson plaque sur Mozart des images piochées ici et là, comme au petit bonheur, dans ses spectacles antérieurs, du *Regard du sourd* à *The Black Rider*, cailloux bien taillés, faciles à remarquer, mêlés de quelques indémodables et plus indéfinissables pierres précieuses.

Lire la suite page 12

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DZ; Maroc, 8 DH; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 250 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRO; Espagne, 120 PTA; Grèce, 350 DR; Irlande, 1,10 £; Italie, 2.200 L.; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRW; Pays-Bas, 2,75 F.; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F. SWE; Suisse, 1,50 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 250 C.

هَذَا مِنْ أَلَاصل

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE: l'intervention militaire et les combats en Slovénie

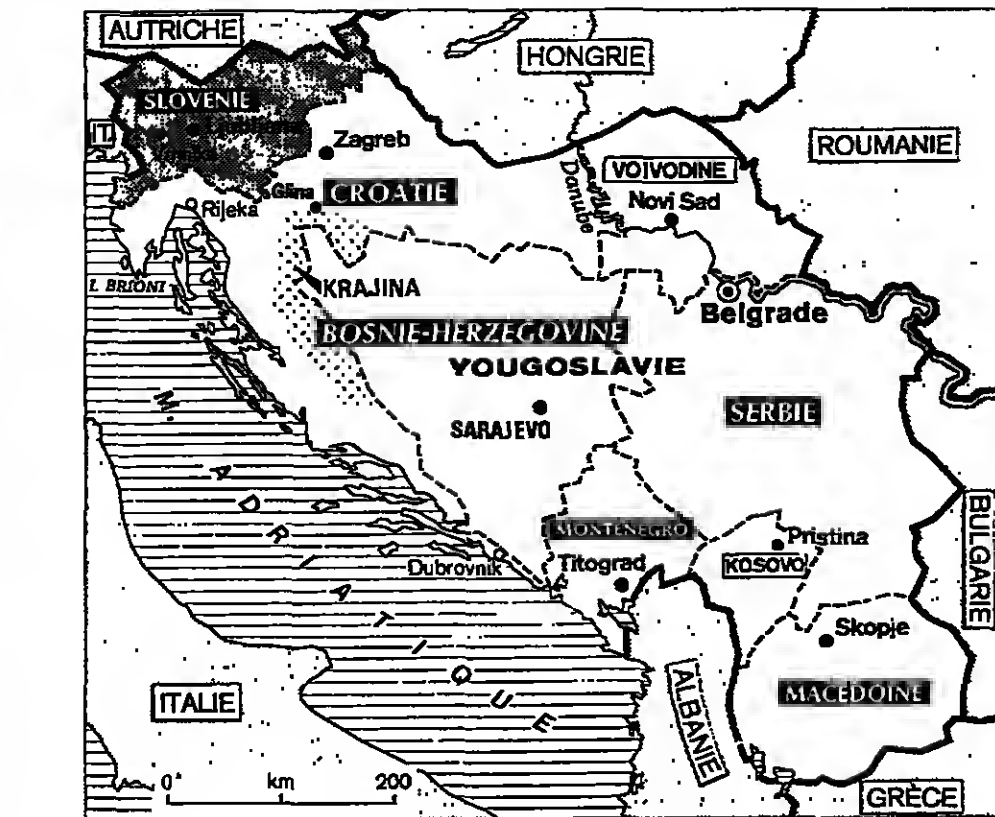
Les dilemmes de l'armée fédérale

Dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion présidée par le premier ministre, M. Ante Markovic, dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 juin, le gouvernement fédéral a exigé « la cessation sans délai de l'usage des armes et des hostilités dans toute la Yougoslavie ». Le texte précise que « la seule tâche » de l'armée est de protéger les frontières de l'Etat. M. Markovic avait auparavant proposé à la Slovénie et à la Croatie de suspendre pour trois mois leur décision d'indépendance. Cinq militaires fédéraux au moins ont été tués et onze autres blessés en Slovénie le mardi 25 juin, selon un bilan officiel fourni par les autorités militaires à Belgrade. Le ministre slovène de la défense, M. Janez Jense, a déclaré en revanche que six hélicoptères de l'armée yougoslave avaient été abattus, qu'une dizaine de chars ont été détruits et que les affrontements avaient fait plus de 100 morts et blessés.

Face aux mouvements nationalistes et aux conflits interethniques qui se sont développés ces trois dernières années en Yougoslavie, l'armée fédérale s'est toujours contentée de répondre, par communiqué: nous ne tolérerons ni la guerre civile ni le démembrement du pays. Elle est intervenue dès 1988 au Kosovo pour mettre fin à la révolte des Albanais de souche qui constituent 90 % environ de la population de cette province « autonome » et qui refusaient l'administration serbe que Belgrade leur impose. Toutefois, les unités fédérales déployées dans cette région se sont gardées de participer activement aux opérations de maintien de l'ordre, qui sont assurées par la police spéciale et par les milices serbes. Leur présence, massive, est surtout psychologique. Il s'agit de dissuader les contestataires d'organiser de nouvelles émeutes.

Plus récemment, des détachements de l'armée fédérale ont été envoyés par le gouvernement en Croatie, dans les régions de cette République - notamment la Krajina - où les Serbes, localement majoritaires, ont proclamé leur autonomie et réclamé leur rattachement à Belgrade. La mission était précise: éviter les affrontements entre les deux camps (qui ont fait une trentaine de victimes depuis le début de l'année) et désarmer à la fois les polices parallèles croates et les commandos d'autodéfense serbes. Non sans raisons, les autorités de Zagreb accusent les militaires de s'être surtout intéressés aux unités croates et d'avoir un peu fermé les yeux sur les groupes extrémistes serbes solidement équipés. En dépit de ce déploiement, les accrochages sont quotidiens.

L'armée fédérale avait été conçue par Tito comme le garant de l'unité nationale. Belgrade ayant rompu avec Staline en 1948, elle devait être aussi suffisamment forte pour résister à une menace extérieure - en l'occurrence soviétique. C'est la seule institution yougoslave à ne pas être soumise aux règles sacrosaintes encore, dans bien des domaines, de l'autogestion. Selon l'Institut international d'études stratégiques de Londres, l'armée compte environ 180 000 hommes, dont 100 000 conscrits. À ces effectifs, il faut ajouter à peu près 500 000 soldats de réserve pour une population totale de 23 millions d'habitants. Elle est dotée d'un matériel en



partie moderne: plus de 1800 chars lourds - dont 850 T-72, T-54 et T-55 de fabrication soviétique, 1 900 canons tractés, 455 avions de combat et près de 200 hélicoptères.

Avantages et privilèges

Si au sein du haut état-major, les différentes nationalités yougoslaves sont à peu près équitablement représentées (le chef de l'armée de l'air est, par exemple, un Slovène), on estime que 60 % des officiers supérieurs et des militaires d'active sont serbes, ce qui fait dire aux Croates, aux Slovènes et aux Albanais du Kosovo que l'armée est en fait une alliée du leader nationaliste et populiste serbe, M. Slobodan Milosevic, et de son équipe, qui prône une fédération yougoslave fortement centralisée et une dans laquelle la Serbie (9 millions d'habitants, 40 % de la population) tiendrait

une place prédominante. Faire carrière dans l'armée présente nombre d'avantages et de privilèges. Les militaires et leurs familles disposent de logements confortables; ils ont accès à des écoles et à des hôpitaux spéciaux; ils sont bien payés - et surtout régulièrement, ce qui n'est pas le cas, depuis quelques mois, pour des centaines de milliers d'ouvriers travaillant dans les entreprises en faillite - et leurs pensions sont substantielles. Jusqu'à ces dernières années, partir faire son service militaire donnait lieu, dans les villages, à des fêtes interromptes pendant deux ou trois jours. Les temps ont changé: les cas d'insubordination sont devenus rares, il y a eu des séjours multiples, notamment au Kosovo et en Slovénie où les jeunes, toujours soupçonnés de « séparatisme », se plaignent de tracasseries, des sévices, voire de tabassages, qu'ils subissent dans les casernes de la part de leurs supérieurs ou de leurs camarades conscrits d'autres Républiques.

Ideologiquement, il est clair que l'armée n'a pas vu d'un très bon œil la démocratisation et l'émancipation des Républiques qui s'est accélérée depuis 1989 et qui portait un coup sévère à l'idée « unitaire » de la Yougoslavie et de ses forces armées. L'évolution des événements a été trop rapide pour la plupart des cadres, qui sont restés fidèles à l'idéologie communiste ou plus exactement « socialiste autogestionnaire », et qui n'étaient pas habitués à être critiqués ou raillés dans une presse devenue insolente, comme le fameux hebdomadaire de la jeunesse slovène *Moderna*. Ce journal ne cessa, en 1988 et 1989, de publier des enquêtes portant, par exemple, sur les villas des généraux construits (avec quel argent?) sur la côte dalmate. Sans doute ne doivent-ils pas particulièrement apprécier le fait que l'actuel ministre de la défense slovène est un certain Janez Jansa, antimilitariste notoire, qui fut l'auteur de l'une de ces enquêtes - ce qui lui valut quelques mois de prison - et qui réclame le retrait des recrues slovènes des régiments fédéraux.

Les « manteaux de fourrure »

Face à la « décomposition » de la Yougoslavie et à l'effondrement de la Ligue des communistes fédérale (LCY), qui était considérée comme un autre pilier de l'unité nationale, certains vieux officiers ont bien tenté de prendre le relais en fondant, l'année dernière, un nouveau parti (la Ligue des communistes-Mouvement pour la Yougoslavie). Il est dirigé notamment par M. Mirjana Milosevic, l'épouse du président serbe et ex-animatrice du comité idéologique de l'université de Belgrade. Ce ne fut pas franchement un succès, et lorsqu'ils organisèrent un meeting contre les nationalistes, on parla ironiquement dans la capitale des « manifestations des manteaux de fourrure ».

La possibilité d'un coup de force militaire pour mettre un terme aux désordres et préserver l'unité du pays a souvent été évoquée mais, jusqu'à présent, l'armée a refusé de prendre des responsabilités politiques - même si cela a

le feu aux poudres et d'entraîner une véritable guerre civile.

Il est certain par exemple qu'en Croatie, où les sanglants combats de la seconde guerre mondiale sont toujours présents dans les esprits, les quelque 35 000 hommes de la garde nationale, à présent solidement armés grâce à de mystérieux achats de matériel en Hongrie, s'opposeraient immédiatement et violemment à une tentative d'occupation de leur territoire. Et les milices serbes, tout aussi bien équipées, ne resteraient pas les bras croisés. Si le gouvernement et le Parlement fédéraux ont demandé à l'armée d'intervenir contre l'acte d'indépendance de la Slovénie, ethniquement homogène, et non contre celui de la Croatie (où vivent 600 000 Serbes), qui l'a pourtant proclamé le même jour, mardi 25 juin, c'est probablement parce qu'ils jugeaient moins importants les risques de dérapage de l'opération dans la première de ces Républiques. Les prochains jours diront s'ils se sont trompés ou pas.

Comblant le vide

Tous ces dangers expliquent en grande partie les réticences de l'armée à prendre directement les choses en main à Belgrade. L'extrême confusion qui règne actuellement est accentuée par le fait que la Yougoslavie est toujours sans chef d'Etat, la Serbie s'étant opposée à la nomination d'un Croate à la tête de la direction collégiale du pays. Or cette direction assure en principe le commandement en chef des forces armées.

Selon un des scénarios qui circulent depuis quelques semaines pour sortir de l'impasse, le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, et certains membres de l'état-major pourraient s'être mis d'accord pour comblant le vide. Le chef du gouvernement, attaché à l'idée « yougoslave », et seul homme politique jouissant d'un certain crédit à l'étranger, poursuivrait son programme de réformes tandis que les militaires participeraient d'une façon plus musclée au rétablissement de l'ordre, dans l'attente d'un accord entre les Républiques qui maintiendrait l'unité du pays sous une forme ou sous une autre. Pour l'armée fédérale, c'est une question d'identité et de survie: si la Yougoslavie éclate, elle n'existe plus.

ALAIN DEBOVE

Deux aéroports bombardés

Suite de la première page

Les chars écrasaient sur leur passage des dizaines de voitures et de camions. Quelques heures plus tard, l'armée fédérale bloquait l'accès de la partie militaire de l'aéroport. De l'autre côté, la police et l'armée slovènes contrôlaient la zone civile.

Entre-temps, les autorités slovènes avaient donné l'ordre d'établir des barrières routières aux accès de la capitale à l'aide des autobus verts des transports publics. En signe de solidarité, les habitants formaient de nouveaux barrages avec des camions et des tracteurs. Des véhicules avaient même été garés sur les autoroutes afin d'empêcher les « fédéraux » d'utiliser ces dernières comme pistes d'atterrissage. Depuis mercredi, les hélicoptères et les avions de l'armée yougoslave survolaient sans cesse le territoire de Slovénie.

Les barricades vertes

Après la diffusion des premières images télévisées sur les dommages provoqués par le passage des chars aux abords de Ljubljana, des camionneurs sont venus, de leur propre initiative, protéger le Parlement et les autres édifices publics de la capitale avec leurs véhicules. Grâce à la coopération de la police slovène, les automobilistes réussissaient à éviter les barrières routières en suivant des parcours en forme de labyrinthe.

Empruntant les trottoirs ou les sens interdits, se faufilant entre les barricades d'autobus, les plus patients parvenaient à quitter la ville. Toutefois, les camions de livraison ne pouvaient en faire

autant et le ravitaillement était pratiquement paralysé. Jusqu'au milieu de l'après-midi, les habitants de la région de Ljubljana semblaient relativement calmes, à voir le nombre de curieux qui venaient contempler les barrières routières ou les traces des chars.

Puis la tension s'est mise à monter au fur et à mesure que les gens prenaient conscience de la gravité de la situation. Les nouvelles tragiques - et les rumeurs invérifiables - déferlaient: l'armée fédérale a débarqué par hélicoptères de nouveaux renforts, la Slovénie est désormais « occupée », annonçait la radio. Les colonnes de chars et de blindés progressaient vers la frontière italienne, forçant tous les barrières routières. Les premiers affrontements entre les armées slovène et yougoslave ont eu lieu lors de la reprise du contrôle des postes frontières.

Vers 19 h 30, une forte explosion retentit dans Ljubljana. La défense territoriale slovène (qui compte au total environ 12 000 hommes) venait d'abattre un hélicoptère qui survolait un quartier résidentiel de la capitale, proche du Parlement. Au sol, des points étaient niés aux débris de l'appareil qui, semble-t-il, était en mission de ravitaillement.

Selon les sources slovènes, l'armée fédérale contrôlait jeudi soir douze postes frontières, alors que les forces armées slovènes en gardaient toujours quinze. Les combats se sont poursuivis pendant la nuit, faisant de nouvelles victimes notamment à Maribor et à Poljane, près de l'Autriche. Les affrontements restent concentrés aux zones frontalières. La population civile ne semble pas avoir été touchée.

Dans la République voisine de Croatie qui a, comme la Slovénie,

proclamé son indépendance le 25 juin, la situation était extrêmement tendue. Les Serbes, qui représentent 11 % de la population de cette République, refusent de reconnaître les autorités « sécessionnistes » croates. De nouveaux heurts entre la police croate et des civils serbes armés ont éclaté à plusieurs endroits dans la nuit de mercredi à jeudi, faisant une dizaine de morts et plusieurs blessés. A Glin, au sud d'Osijek, dans le centre de la République, les conflits se sont poursuivis dans la journée de jeudi et l'armée fédérale est intervenue.

« Les rebelles serbes »

Les autorités de Zagreb ont exigé que l'armée yougoslave ne s'interpose plus entre les « rebelles serbes » et les forces de l'ordre croates afin que ces dernières puissent rétablir l'ordre dans la République. En cas de refus, la garde nationale croate, véritable armée, entrerait en conflit avec les forces armées yougoslaves. Le premier ministre croate, M. Manolich, n'exclut pas l'éventualité d'une intervention militaire dans sa République.

Les conflits entre Serbes et Croates pourraient se répéter dans la République voisine de Bosnie-Herzégovine puisque, en réaction contre la « sécession de la Croatie », l'enclave serbe de Krajina, en Croatie, a adopté, jeudi 27 juin, une déclaration d'indépendance avec la région à majorité serbe de Bosnie-Herzégovine. La « province autonome serbe de Krajina », qui réunit désormais la majorité des Serbes vivant hors de la République de Serbie, désire se rattacher à la Serbie en cas d'éclatement définitif de la Yougoslavie.

FLORENCE HARTMANN

Lire également page 29 la chronique de PIERRE GEORGES

Les Douze gèlent leur aide

Le sommet européen réuni vendredi 28 juin à Luxembourg a décidé d'envoyer une délégation de trois ministres des affaires étrangères (Italie, Luxembourg et Pays-Bas) en Yougoslavie pour demander un retour de l'armée fédérale dans les casernes pour faciliter une reprise du dialogue. La mission, qui prévoit de prévenir vendredi d'urgence de la CSCE en cas de crise en Europe.

La veille, la commission politique du Parlement européen avait réclamé la tenue immédiate d'une réunion des ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), pour discuter de la crise en Yougoslavie. Plusieurs pays ont invoqué pour la première fois la nouvelle procédure mise au point par la CSCE sur la prévention des crises en Europe, en demandant à la Yougoslavie de s'expliquer sur ses mouvements de troupes.

En effet, selon les dispositions adoptées lors du sommet de Berlin, la semaine dernière, la CSCE peut enquêter sur les affaires intérieures d'un pays membre si au moins trois pays participants sont d'accord. Mais ce recours à la CSCE pose le problème de la présidence de ce mécanisme de crise, actuellement détenue par la Yougoslavie. Impliquée directement dans cette crise, Belgrade devrait alors passer son tour, au profit de l'Albanie, devenue le trente-cinquième pays membre de la CSCE.

Le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, M. Jacques Poos, dont le pays assure jusqu'à dimanche la présidence tournante de la CEE, a de son côté accepté d'insérer une proposition allemande visant à débattre de la crise yougoslave lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne, vendredi 28 et samedi 29 juin, à Luxembourg.

L'Union de l'Europe occidentale (UEO) a fait savoir dans un communiqué, après une réunion de ses ministres de la défense et des affaires étrangères jeudi, qu'elle regrette les proclamations d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie.

Et l'OTAN s'est déclarée « vivement préoccupée » par les événements en Yougoslavie. La commission politique de l'OTAN, composée de hauts responsables et de diplomates des seize pays membres, s'est réunie en session extraordinaire pour évoquer cette question.

Interrogé à propos des derniers développements en Slovénie et en Croatie, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, a répondu: « Vous devez savoir que, pour les Nations unies, il s'agit d'une affaire intérieure et qu'à ce titre je ne peux la commenter ».

Les Etats-Unis, quant à eux, ont une nouvelle fois demandé jeudi à toutes les parties d'éviter les violences. « Nous sommes préoccupés », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marl Fitzwater, « Le danger d'un affrontement d'envergure s'est accru de façon importante, la Yougoslavie est un baril de poudre », a précisé M. Margaret Tutwiler. - (AFP, Reuters.)

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

EUROPE

URSS

Le Soviet suprême ukrainien renvoie à septembre l'examen du projet de traité de l'Union

L'Ukraine a infligé un grave revers, jeudi 27 juin, à M. Mikhaïl Gorbatchev en mettant fin à ses espoirs de voir le traité de l'Union signé en juillet, après examen par les Parlements des neuf Républiques soviétiques parties prenantes au processus. Le Soviet suprême ukrainien a en effet décidé jeudi, par 346 voix sur 402, de renvoyer au 15 septembre l'examen du projet de traité, estimant que le texte actuel (voir le Monde du 27 juin) contredit la déclaration de souveraineté votée par le Parlement ukrainien.

Le président soviétique se rendra donc à Londres en juillet auprès des dirigeants des sept pays les plus industrialisés sans pouvoir présenter de garanties sur la forme finale d'un traité de l'Union, dont dépend le lancement d'un plan de réforme économique coordonné au niveau fédéral soviétique. Un traité sans l'Ukraine, deuxième République de l'URSS par sa population et ses richesses, serait peu convaincant.

Or les pressions en faveur d'une application à la lettre de la déclaration de souveraineté ukrainienne - prévoyant notamment une monnaie et une armée propres - pourraient se renforcer d'ici l'automne. Lors du vote de jeudi, plusieurs centaines de militaires ont usé de gaz lacrymogènes pour barrer l'ac-

ces au Parlement de quelque cinq mille manifestants opposés à la signature de traité de l'Union.

Un nouveau syndicat indépendant, constitué dimanche dernier à partir de comités représentés dans toutes les régions d'Ukraine, avait brandi la menace d'une grève générale si les députés approuvaient le projet de traité. Même si les Ukrainiens se sont majoritairement prononcés lors du référendum du 17 mars pour le maintien de leur république «soverainement» au sein de l'Union, la pression montante en faveur de l'indépendance a obligé le président du

Soviet suprême Lennid Kravtchouk, un communiste pragmatique, à proposer lui-même de retarder l'examen du projet de traité.

La décision ukrainienne pourrait encourager M. Boris Eltsine à ne pas se presser non plus : intervenant pour la première fois jeudi devant le Soviet suprême de Russie depuis son élection au suffrage universel, ce dernier a longuement énuméré les points litigieux du texte, dont l'étude est une « affaire de trois ou quatre semaines au moins », a estimé un président de comité parlementaire russe. - (AFP, Reuters)

L'occupation du central téléphonique de Vilnius en Lituanie

Le porte-parole de M. Gorbatchev dénonce une «provocation»

Le porte-parole du président Mikhaïl Gorbatchev, M. Vitali Ignatenko, a suggéré jeudi 27 juin que l'occupation, la veille, du central téléphonique de Vilnius par les commandos spéciaux du ministère soviétique de l'intérieur constituait «une provocation pour engendrer l'atmosphère avant la rencontre du président soviétique avec les dirigeants occidentaux» au sommet du G-7, à Londres.

M. Gorbatchev a ordonné au ministère de l'intérieur d'ouvrir une enquête sur cette opération, que les services du ministère ont justifiée tout en disant que l'ordre

ne venait pas de Moscou. Le président lituanien, M. Landsbergis, a formellement démenti que des détonateurs ou des explosifs aient été saisis au cours de l'opération.

Par ailleurs, le président estonien, M. Arnold Ruutel, s'est entretenu jeudi avec M. Gorbatchev du projet de traité de l'Union. Le chef de la délégation estonienne a qualifié les entretiens de «douche froide» : «Au moins il est clair, a-t-il dit, que personne (au Kremlin) n'a de projet pour entamer avec l'Estonie des discussions sur son indépendance». - (AFP, Reuters)

BELGIQUE : soulagement pour le gouvernement

Le Parlement met fin à l'«affaire Khaled» en rejetant la création d'une commission d'enquête

BRUXELLES

de notre correspondant

En proie à d'âpres discussions internes sur la préparation du prochain budget et les économies nécessaires pour pallier la stagnation des recettes fiscales à un niveau inférieur à celui prévu pour les cinq premiers mois de l'année, le gouvernement belge est au moins débarrassé d'un boulet : l'«affaire Khaled», qui, après avoir alimenté les polémiques pendant des mois (le Monde du 13 juin), a pris fin, jeudi 27 juin, avec le rejet par la majorité des députés d'une proposition de l'opposition libérale visant à la création d'une commission d'enquête.

M. Mark Eyskens, ministre des affaires étrangères, est-il responsable du séjour à Bruxelles, en janvier, en pleine guerre du Golfe, de Walid Khaled, porte-parole du Fatah-Conseil révolutionnaire, venu s'entretenir du «suivi du dossier Silco», c'est-à-dire des contreparties à la libération des compagnons belges de M^{lle} Jacqueline Valente retenus chez eux au début de l'année, après de laborieuses et très secrètes négociations ? Ou bien s'agit-il seulement d'une erreur de subordination qui aurait mal compris les instructions du ministre et ne l'aurait pas averti de l'octroi d'un visa à l'encombrant personnage ?

Pour répondre à ces questions, une commission parlementaire

créée à cette fin avait étudié un rapport administratif, entendu le chef de la diplomatie et le premier ministre, M. Wilfried Martens, mais n'avait pas cru nécessaire d'exiger l'audition directe des hauts fonctionnaires mis en cause, ce qui lui interdisait d'aller au fond des choses et désamorçait le débat à la Chambre.

Le rapport indique que M. Eyskens était parfaitement informé des tractations et «essentiellement intéressé par le résultat mais pas par les modalités et les éléments juridiques opérationnels». Il avait donné son «accord de principe» pour la venue de Khaled, mais celui qui a délivré le visa - un

militaire reconverti en fonctionnaire des affaires étrangères - n'aurait pas compris qu'en langage diplomatique cela pouvait s'interpréter comme un refus !

Malgré les incohérences et les zones d'ombre, notamment le rôle joué par les Français dans les tractations avec les Libyens, 122 députés, contre 40, ont décidé qu'il n'y avait pas lieu de retourner le fer dans la plaie et que, à défaut de s'être montré tout à fait à la hauteur, M. Eyskens, confronté au drame humain des otages, n'avait rien commis d'infamant.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

POLOGNE

Le président Walesa de nouveau mis en minorité par les députés

L'épreuve de force entre le président Lech Walesa et la chambre basse du Parlement polonais, la Diète, s'est poursuivie vendredi 28 juin au détriment de M. Walesa lorsque les députés ont rejeté une seconde fois le veto présidentiel sur le projet de loi électorale. En vertu de la Constitution, M. Walesa est désormais contraint de signer le projet de loi. Le chef

de l'Etat polonais était partisan d'un scrutin de liste, alors que les députés préférent un scrutin nominal. Il a exprimé à plusieurs reprises le souhait de dissoudre la Diète, issue des élections «semi-démocratiques» de juin 1989 et domiée par les communistes, mais a reconnu au début de la semaine qu'il n'en avait pas le pouvoir. - (Reuters, AFP)

A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

Réunion à Pékin en juillet de toutes les factions khmères

Les dirigeants des factions rivales cambodgiennes vont se rencontrer le mois prochain à Pékin pour des pourparlers sur le plan des Nations unies destiné à mettre fin au conflit qui déchire depuis douze ans le Cambodge, ont indiqué vendredi 28 juin à Bangkok des sources proches des pourparlers de paix.

La rencontre, prévue les 16 et 17 juillet, marquera la première visite du premier ministre du Phnom-Penh, M. Hun Sen, en Chine, pays qui soutient les Khmers rouges. Cette entrevue informelle a été décidée jeudi, lors des discussions qui avaient res-

sambliés les adversaires cambodgiens à Pattaya, une station balnéaire thaïlandaise. Elle devrait réunir l'ancien souverain cambodgien Norodom Sihanouk, M. Hun Sen, le leader des Khmers rouges, Khieu Samphan, et les leaders des deux petites factions non communistes alliées aux Khmers rouges, le prince Norodom Ranariddh et M. Son Sann. - (AFP)

INDE

Un Israélien tué lors d'une tentative d'enlèvement au Cachemire

C'est à la suite d'une opération menée par un groupe de séparatistes musulmans à Srinagar, capitale d'été de l'Etat du Cachemire, dans le nord de l'Inde, qu'un Israélien a été tué, dans la nuit du

mercredi 28 au jeudi 27 juin, trois ont été blessés et un autre est porté disparu (le Monde du 28 juin).

Les agresseurs ont pris d'assaut un hôtel flottant situé sur le lac Dala. Ils ont neutralisé le gardien de l'établissement et ont pénétré dans les chambres où se trouvaient sept Israéliens, dont une femme, ainsi qu'un touriste néerlandais qui les accompagnait. Le commando a contraint les huit touristes à monter dans une embarcation et a pris la fuite. Quelques heures après, ils ont relâché les deux femmes. Une lutte s'est alors engagée entre les Israéliens et leurs ravisseurs. Les touristes ont réussi à s'emparer de trois fusils d'assaut avec lesquels ils ont tué l'un des Indiens et en ont blessé deux autres. Quatre Israéliens ont réussi à s'échapper à la nage, tandis que les ravisseurs, dont on ignore le nombre exact, se sont enfuis, emmenant avec eux un Israélien. - (AFP)

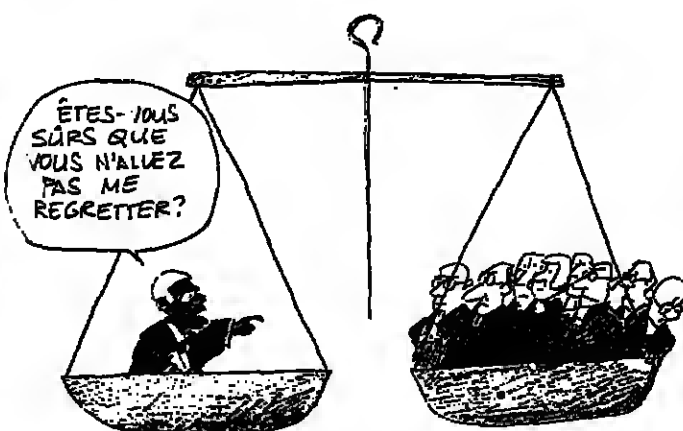
AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Démission d'un juge noir et libéral de la Cour suprême

M. Thurgood Marshall, un des neuf juges de la Cour suprême américaine et premier Noir à y avoir jamais siégé, a annoncé, jeudi 27 juin, à Washington, son départ à la retraite pour raison de santé.

Agé de quatre-vingt-deux ans, M. Marshall était considéré comme le plus libéral des neuf juges. Le président démocrate Lyndon Johnson avait nommé en 1967 ce pionnier de la lutte pour les droits civiques des Noirs, qui avait été pendant plus de vingt ans le conseiller juridique en chef de l'Association nationale pour le progrès des gens de couleur (NAACP). Ce départ donne l'occasion au président George Bush de nommer un nouveau juge, sans doute conservateur, à la Cour suprême. Nettement libéral au début des années 70, la Cour est devenue progressivement conservatrice, à la suite des nominations faites par le président Ronald Reagan, puis par M. Bush. Aujourd'hui, six de ses membres sont déjà des conservateurs. Troisième pilier du pouvoir aux États-Unis, la Cour suprême, dont le rôle est de



PANCHO

juger de la constitutionnalité des lois, a une grande influence sur des problèmes importants de la vie des Américains tels que les droits civiques, la peine de mort (que le juge Marshall avait jugé inconstitutionnelle dans un avis minoritaire), les pouvoirs de la police. Actuellement, son rôle

est particulièrement important dans le débat sur l'avortement, rendu légal en 1973 par la Cour suprême elle-même.

Les adversaires de l'interruption volontaire de grossesse espèrent que la Cour reviendra prochainement sur sa décision.

VENEZUELA : liée au trafic de drogue

Une série de scandales éclabousse les services de sécurité

CARACAS

de notre envoyé spécial

Une affaire de pots de vin sur des contrats d'armements de la marine impliquant de hauts fonctionnaires et des militaires à la retraite avait déjà contraint, à la mi-juin, M. Carlos Andrés Pérez à limoger le propre chef des services de sécurité de la présidence, M. Orlando García. L'opposition - démocrates-chrétiens du COPEI et socialistes du MAS - réclamait sa tête d'une seule voix et demandait l'ouverture d'un débat sur la manière dont les négociations pour la modernisation de deux frégates lance-missiles avaient été menées. Côté prévu : 630 millions de dollars. «Le secret militaire», dit Teodoro Petkoff, dirigeant du MAS, ne doit pas servir de prétexte pour dissimuler des extorsions.

L'ampleur des complications supposées de membres de l'establishment civil et militaire avec les cartels de la drogue colombienne relance cette semaine la violence polémique sur la corruption de l'appareil d'Etat et sur ce que la presse de Caracas appelle la «colombianisation» du pays.

Sont compris cette fois le général Fuernmayor, directeur des

services de renseignement de l'armée (DIM) qui était à la veille de la retraite ; un juge militaire de l'Etat du Zulia, frontalier de la Colombie ; un ancien gouverneur et ancien vice-ministre de l'intérieur du gouvernement Luisuchi, M. Ramirez Torres, et un magnat de la presse vénézuélienne, M. Manases Capriles.

Croisade contre les trafiquants

Un chargement de 600 kilos de cocaïne a été découvert dans une voiture appartenant au général Fuernmayor, M. Ramirez Torres, membre de l'Action démocratique (AD) au pouvoir, a été expulsé par les dirigeants du Parti. Et le sénateur Leandro Mora (AD) a lancé un pavé dans la mare en affirmant qu'un rapport de la DEA met en cause «trois cents personnalités soupçonnées d'être impliquées dans le trafic de drogue», et d'exiger sa publication.

Un peu bousculé par cette agitation, qui permet à l'opposition de faire fliche de tout bois contre le gouvernement social-démocrate, M. Pérez a limogé le général Fuernmayor et a convoqué le pays à «une croisade contre les trafiquants de drogue». «Nous ne sommes

plus seulement un pays de transit, dit-il, mais aussi une base d'opération des narcos.» Depuis le retour au pouvoir des civils, il y a trois décennies, l'armée vénézuélienne était de nouveau une «grande muette». Le malaise créé dans le haut commandement par les scandales secoue cette réserve. Le général Penabaz, ancien commandant en chef des forces armées, affirme froidement que «la conduite des affaires de l'Etat est trop importante pour la laisser aux seuls politiciens». Une opinion «personnelle», selon le général Jurado Toro, ministre de la Défense. Tout de même...

MARCEL NIEDERGANG

■ NICARAGUA : une caserne attaquée par des Contras. - Plusieurs journaux de Managua ont rapporté qu'une caserne a été attaquée, jeudi 27 juin, par d'anciens membres de la Contra à Quilich, dans le nord du Nicaragua, le jour du premier anniversaire de la fin de la guerre civile. La présidente, M^{lle} Violeta Chamorro, a demandé aux rebelles de rendre les armes et réaffirmé sa volonté de «lutter pour la paix». - (AFP, Reuters)

NUMÉRO SPÉCIAL DE L'HISTOIRE

PLUS DE 140 PAGES CONSACRÉES
A LA DÉCOUVERTE DU NOUVEAU MONDE
AVEC 75 ILLUSTRATIONS EN COULEURS



• POURQUOI ILS SONT PARTIS

• L'AVENTURE ATLANTIQUE

• LA COLONISATION DE L'AMÉRIQUE

L'HISTOIRE N° 146 - JUILLET/AOÛT 1991 - 36 F EN VENTE PARTOUT

DIPLOMATIE

Poursuivant sa réintégration dans la communauté internationale

L'Afrique du Sud va adhérer au traité de non-prolifération nucléaire

Poursuivant la normalisation de ses relations avec la communauté internationale (lire nos autres informations pages 6 et 7), l'Afrique du Sud, qui a toujours entretenu le plus grand mystère sur ses activités nucléaires, a décidé d'adhérer au traité de non-prolifération nucléaire, donc d'ouvrir toutes ses installations au contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

L'image de l'Afrique du Sud sur la scène mondiale « a changé » fondamentalement que le processus de normalisation de sa position internationale est maintenant devenu irréversible », a déclaré le président F. W. de Klerk dans un communiqué lu en son nom jeudi 27 juin à Pretoria par le ministre des affaires étrangères P. Botha, lors d'une conférence de presse.

La décision de l'Afrique du Sud de signer le traité confirme « son engagement non seulement à prendre la place qui lui revient au sein de la communauté internationale, mais aussi à jouer un rôle positif et constructif », a encore ajouté le chef de l'Etat. Bien que membre de l'AIEA, l'Afrique du Sud était aussi jusqu'à maintenant un Etat parti dans le domaine nucléaire, puisqu'elle refusait de signer le traité de non-prolifération.

La raison de ce refus était la volonté de l'Afrique du Sud d'empêcher l'AIEA d'inspecter l'usine d'enrichissement d'uranium de Valindaba (près de Pretoria), officiellement parce qu'elle avait mis au point un procédé unique d'enrichissement dont elle voulait garder le secret. Les trois réacteurs nucléaires dont dispose le pays étaient, eux, ouverts aux représentants de l'Agence.

Cette situation avait renforcé les spéculations concernant la fabrication par l'Afrique du Sud d'armes nucléaires. Ces spéculations étaient nées d'un incident survenu le 22 septembre 1979 et jamais démenti. Un satellite-spion américain avait enregistré, à l'époque, dans le sud de l'océan Indien, une mystérieuse explosion, dont l'intensité et les caractéristiques pouvaient correspondre à celles d'une explosion nucléaire.

Mise en accusation, l'Afrique du Sud avait nié qu'il se fût agi, comme le voulait la rumeur, d'un test nucléaire accompli en collaboration avec Israël. Mais les doutes n'ont jamais disparu. Interrogé jeudi, M. P. Botha a déclaré, n'être en mesure ni de confirmer, ni de démentir l'appartenance de l'Afrique du Sud au club des puissances disposant d'armes nucléaires, mais a assuré qu'elle n'avait jamais procédé au test d'une telle arme. Il a aussi rappelé que Pretoria avait « la capacité et le potentiel » d'en fabriquer. (AFP.)

PROCHE-ORIENT

IRAK : le contrôle des installations nucléaires

Menaces voilées de Washington contre Bagdad

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, ainsi que d'autres responsables de l'administration Bush, ont insisté, jeudi 27 juin, que la force pourrait de nouveau être utilisée contre l'Irak si ce pays tenait à empêcher la destruction totale des équipements de son programme nucléaire militaire. « C'est une affaire très grave que de refuser la visite d'inspecteurs des Nations unies qui cherchent à déterminer si l'Irak continue à tenter de se doter d'une capacité nucléaire », a déclaré M. Baker. Pour sa part, Bagdad a démenti pourchasser des recherches nucléaires à des fins militaires.

Le secrétaire d'Etat a rappelé que les alliés avaient « passé beaucoup de temps, entre août de l'année dernière et le 15 janvier à tenter de faire comprendre à quel point il était important que l'Irak applique les résolutions soennelles du Conseil de sécurité des Nations unies ». « Nous pensons toujours qu'il est important que l'Irak les applique », a-t-il dit après un entretien avec le premier ministre de Côte-d'Ivoire, M. Alassane Ouattara, dont le pays assure ce mois-ci la présidence du Conseil de sécurité.

Toutefois, des responsables de la défense et du département d'Etat

La retraite de l'ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne

Vernon Walters un soldat de la guerre froide

M. Vernon Walters, soixante-quatre ans, ambassadeur des Etats-Unis à Bonn depuis 1989, a annoncé, lundi 24 juin, qu'il avait demandé à prendre sa retraite avant la fin de cette année (le Monde du 26 juin).

BONN

de notre correspondant

Accompagner la réunification de l'Allemagne aura donc été la dernière mission délicate confiée par la Maison Blanche à ce géant massif, qui parle à la perfection huit langues, et a parcouru, selon sa biographie officielle, « deux millions de kilomètres en service commandé, qui l'ont amené dans cent huit pays ». La mois dernier, il a été à Bonn ses noces d'or avec la fonction publique. Ce catholique qui ne fume ni ne boit a passé cinquante ans au service de son gouvernement. De quoi faire pâlir d'envie nombre de ses collègues ambassadeurs soumis, eux, à la règle d'airain de la retraite obligatoire à soixante-cinq ans.

« Je suis reconnaissant à Hitler de m'avoir évité une carrière dans les assurances », dit-il souvent. Son engagement dans l'armée, en 1941, l'a enlevé en effet à un métier que ce New-Yorkais avait été contraint d'embrasser dès l'âge de seize ans en raison de revers de fortune de sa famille. Son don pour les langues lui vaudra un avancement rapide pendant la guerre, qu'il passe en Europe, interprète d'état-major, puis officier de liaison avec les troupes britanniques avant d'entrer dans les services de renseignements de l'armée. La guerre finie, cet anticommuniste viscéral devint un « soldat » de la guerre froide, gravissant tous

les échelons de la hiérarchie militaire jusqu'au grade de général trois étoiles.

Vernon Walters s'affirma comme l'homme des missions délicates, s'attachant à combattre l'expansionnisme soviétique partout où celui-ci semble menaçant. On le voit en Iran en 1953 jouer un rôle important dans le renversement de Mossadegh, au Brésil quelques années plus tard favorisant la mise en place de la dictature militaire.

Un homme de confiance des présidents

Sa carrière militaire s'achève au poste de directeur-adjoint de la CIA. Mais il demeure l'homme de confiance de plusieurs présidents : Richard Nixon, Ronald Reagan et enfin George Bush. Après avoir été ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, il est appelé, en 1989, à remplacer M. Richard Burt en Allemagne, car « on sentait à Washington qu'il allait se passer là-bas quelque chose d'important ».

A la différence de son prédécesseur, dont l'arrogance avait fortement déplu dans la capitale fédérale, Vernon Walters a joué d'emblée la carte de la confiance avec le gouvernement d'un pays qu'il estimait être le plus solide de l'Alliance atlantique en Europe. C'est lui qui a inspiré en grande partie la politique allemande de George Bush, qui a offert, en juin 1989, à Helmut Kohl, le « partenariat dans la direction de l'Alliance ». Son influence a également joué pour inciter le président Bush à favoriser plus nettement que ses homologues occidentaux une rapide unification de l'Allemagne. (LUC ROSENZWEIG)

Prochaine visite de M. Mitterrand en Tunisie. — M. François Mitterrand effectuera, le 11 juillet, en Tunisie, une courte visite de travail, qui s'achèvera par un dîner offert par le président Ben Ali. La dernière visite du chef de l'Etat français en Tunisie avait eu lieu en juin 1989.

Salvador : les Etats-Unis représentent leur aide militaire. — Arguant de l'échec des négociations entre le gouvernement et la guérilla salvadorienne, le président George Bush a annoncé, jeudi 27 juin, la reprise de l'aide militaire au Salvador, bloquée par le Congrès l'année dernière.

Le refus de préciser explicitement si leur gouvernement envisageait des opérations militaires contre des installations soupçonnées d'abriter des équipements nucléaires. De son côté, le représentant des Etats-Unis aux Nations unies, M. Thomas Pickering, a adressé une mise en garde très claire à l'Irak à la suite de son refus d'autoriser une commission de l'ONU à visiter l'un de ses sites nucléaires. « L'Irak risque de se retrouver dans la position dans laquelle il était avant le conflit armé » dans le Golfe, a-t-il dit. (AFP, Reuters.)

Égypte : un militant islamiste tué par la police. — Le responsable de l'organisation clandestine du Jihad islamique pour la ville de Beni Souef (Haute-Egypte), M. Abdel Ghani Abdel Hakim, a été tué, mercredi 26 juin, à la suite d'heures d'attente entre une quarantaine d'intégristes et la police, a annoncé jeudi le porte-parole du ministère égyptien de l'intérieur. Au cours de ces heures, trois membres de l'organisation ont été blessés et dix autres arrêtés. (AFP.)

AFRIQUE

ALGÉRIE : après plusieurs jours de violences

Le premier ministre a adressé une ferme mise en garde aux islamistes

Dans une allocution radio-télévisée, prononcée dans la soirée de jeudi 27 juin, le chef du gouvernement a rendu hommage à l'armée, qui « a fait son devoir et continuera de le faire avec fermeté et résolution ». M. Sid Ahmed Ghazali a réaffirmé son « souhait et sa détermination de ne rien négliger pour que l'état de siège instauré le 5 juin « soit levé dans les meilleurs délais possibles ». Se départant d'un quasi-mutisme depuis les jours précédents, le premier ministre a adressé une ferme mise en garde au Front islamique du salut (FIS), sans le nommer.

De l'avis de M. Ghazali, « le pays ne comprendrait pas que l'Etat tente de faire appliquer la loi dans des cas où des citoyens quels qu'ils soient déclarent ouvertement rejeter la loi en appelant à la violence, multipliant les appels à la désobéissance (soldats) et travaillent dans le cadre d'une stratégie de pourrissement à briser les institutions ».

M. Ghazali a aussi critiqué les islamistes qui ne croient pas à l'exploitation de la misère des gens, la marginalisation et la détresse des jeunes ». Il a lancé un appel pathétique aux autres partis afin qu'ils cessent d'être assis sur des « chaises à la fois » et « prennent sans ambiguïté position sur des questions aussi vitales que la paix civile, les libertés individuelles et la survie du processus démocratique ».

Le premier ministre a souligné que « le peuple algérien ne permettra à aucun groupe, à aucun parti de prétendre accéder au pouvoir par la violence ». Il a confirmé que les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre dans la nuit du mardi 25 au mercredi 26 juin avaient fait trop de morts et de blessés, ajoutant que « l'armée est la seule dévouée au FIS et à la sécurité des citoyens, à protéger les institutions et à préserver les chances

de la démocratie qui a été menacée ».

A Lakhdaria (ex-Palestro), à une soixantaine de kilomètres à l'est d'Alger, les affrontements entre forces de l'ordre et islamistes avaient fait au moins six morts dont deux policiers, l'un ayant été retrouvé éborgné sous un pont. D'autre part, à Bida, le bilan officiel fait état de trois morts au cours d'émeutes qui ont eu lieu à Ouled-Yaich, dans la cité des « 1 000 logements ».

Des coups de feu sporadiques ont été entendus, jeudi soir, dans divers quartiers d'Alger et de sa périphérie où des groupes d'islamistes ont tenté de violer le couvre-feu. Les tirs ont été suivis des cris de « Allah, Akbar » (« Dieu est grand »). A la veille de la grande prière du vendredi, l'armée a adressé une sévère mise en garde aux intégristes, leur recommandant d'accomplir leurs devoirs religieux dans les mosquées de leur quartier et de ne pas se déplacer ailleurs, pour des raisons de sécurité.

Exclusion de deux dissidents du FIS

La direction du FLN a été vigoureusement critiquée par plusieurs membres du comité central de l'ancien parti unique, réuni à huis clos depuis mercredi. Le secrétaire général, M. Abdelhamid Mehri, et l'ancien premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, se sont vu reprocher d'avoir rayé plusieurs cadres du FLN des listes de candidatures aux élections législatives qui devaient avoir lieu le 27 juin.

Le numéro deux du Front islamique du salut (FIS), l'imam Ali Benhadj, a annoncé, dans un communiqué, l'exclusion du Majlis Echour, la direction collégiale, de deux membres influents, M. Ahmed Marrani, président de la commission sociale du FIS, et Bachir Fkih, qui avaient qualifié, mardi, lors d'une intervention télévisée, M. Abassi Madani, le chef de file du mouvement intégriste, de « traître à la cause du FIS et à la sécurité des citoyens ». Le troisième dissident, le cheikh Hachemi Sah-

louni, a été reconnu « innocent ». Le ministère de l'intérieur a, d'autre part, donné son accord à la création d'une nouvelle « association à caractère politique », portant ainsi à quarante-sept le nombre des formations politiques reconnues. Le nouveau parti, dénommé El Djazair musulmane contemporaine, qui dirige un universitaire, M. Ahmed Benmohamed, se place dans la mouvance des organisations islamiques modernes.

De son côté, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a demandé, jeudi, dans un communiqué, une réunion entre le gouvernement et les partis politiques pour « discuter au calme les causes de la violence et prévenir la violence ». Il juge que « malgré les violences quotidiennes », « la loi, l'action gouvernementale tend à venir » et regrette que « le mouvement politique se réduise à un islamisme armé, extrémiste religieux » (AFP.)

L'expulsion de France de l'opposant marocain

L'avocat de M. Diouri dénonce « l'enlèvement » de son client

L'Association gabonaise des droits de l'homme a demandé, dans un communiqué rendu public jeudi 27 juin, au président Omar Bongo de « ne pas céder au chantage du roi du Maroc et de laisser le retour en France de l'opposant marocain », M. Abdelmoumen Diouri, que la France a expulsé, il y a une semaine, vers Libreville, et dont Hassan II a « suggéré » le départ vers une autre destination.

Me Mourad Oussidik, avocat de l'opposant marocain, a dénoncé, jeudi, dans un communiqué, « l'enlèvement » de son client. « Les raisons invoquées à son départ », selon lui, M. Diouri, « n'ont rien à voir avec la loi », mais « se réduisent à une simple manœuvre d'échange dans le cadre de tractations intermédiaires ». Me Simone Veil a, pour sa part, répondu, sur des ondes de radio O'FM, que cette expulsion, dans les conditions où elle s'était passée, avait violé les droits de l'homme. Elle a estimé qu'il serait « très déshonorant » pour la France que M. Diouri soit remis aux autorités de son pays.

Quant à M. Rached Ghannouchi, président du mouvement intégriste tunisien Ennahdha, il a démenti, jeudi, « tout contact » avec l'opposant marocain et même assuré qu'il n'avait « jamais fait sa connaissance ». « Je ne crois pas que les islamistes algériens le connaissent », a-t-il ajouté en réponse au ministre de l'intérieur qui avait reproché à M. Diouri d'avoir été en relation avec des fondamentalistes maghrébins.

TUNISIE : la France refuse à un opposant islamiste tunisien le renouvellement de son visa. — Les autorités françaises ont refusé, jeudi, de renouveler le visa d'entrée de M. Rached Ghannouchi, président du mouvement islamiste tunisien Ennahdha, qui continue de se déplacer avec un passeport diplomatique soudanais. Après plusieurs récents voyages en Iran, celui-ci séjourne actuellement à Alger, muni d'un visa algérien qui, croit-on, arrivera à expiration en septembre.

CAMEROUN : un manifestant tué à Douala. — L'agitation continue au Cameroun. Un manifestant a été tué et plusieurs personnes ont été blessées, jeudi 27 juin, à Douala, lors de heurts avec les forces de sécurité. L'opposition réclame une conférence nationale, dont l'idée a été à nouveau rejetée, jeudi, par le président Biya, dans un discours au Parlement.

KENYA : le président veut interdire aux étrangers de posséder des journaux. — Le président Daniel Arap Moi a annoncé, jeudi 27 juin, qu'il désirait interdire aux étrangers de posséder des journaux, auxquels il a reproché à plusieurs reprises de critiquer le régime. « Nous, les Nairs, au Kenya, nous autorisons même les hyènes à fonder des journaux dans notre pays ! » s'est notamment exilé le chef de l'Etat. (AFP.)

ASIE

BIBLIOGRAPHIE

« Les Paradis aveugles » et « Histoire d'amour racontée avant l'aube », de Duong Thu Huong

Impressions d'un Vietnam éclaté

Alors que vient de s'achever la VII^e congrès du PC du Vietnam, la répression frappe un des meilleurs écrivains de ce pays, M^{me} Duong Thu Huong, arrêtée en avril dernier pour avoir diffusé des « documents secrets », en fait déjà connus à l'étranger. Elle avait été exclue, il y a un an, d'un PCV où elle était entrée sous les bombes. Ses romans aussi dérangeant. Les Paradis aveugles (1) et Histoire d'amour racontée avant l'aube (2) vietnam d'être publiés en France.

Cette Tonkinoise de quarante-quatre ans n'est pas facile à réduire au silence, elle qui s'adresse ainsi à « ceux qui pourraient trouver insupportables les idées que j'exprime ici : vous pouvez me mettre en prison, vous pouvez même m'effrimer. Mais sachez que ni l'emprisonnement ne peuvent m'empêcher d'être fidèle à la confiance que j'ai mise en garde très claire à l'Irak à la suite de son refus d'autoriser une commission de l'ONU à visiter l'un de ses sites nucléaires. « L'Irak risque de se retrouver dans la position dans laquelle il était avant le conflit armé » dans le Golfe, a-t-il dit. (AFP, Reuters.)

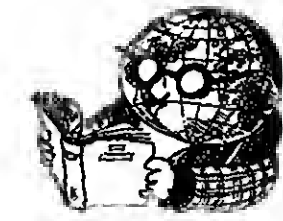
Égypte : un militant islamiste tué par la police. — Le responsable de l'organisation clandestine du Jihad islamique pour la ville de Beni Souef (Haute-Egypte), M. Abdel Ghani Abdel Hakim, a été tué, mercredi 26 juin, à la suite d'heures d'attente entre une quarantaine d'intégristes et la police, a annoncé jeudi le porte-parole du ministère égyptien de l'intérieur. Au cours de ces heures, trois membres de l'organisation ont été blessés et dix autres arrêtés. (AFP.)

Mélancolement pour les censeurs, la Vietnam qu'elle décrit est un pays schizophrène où s'opposent une population qui tente de survivre et des dirigeants coupés d'une réalité qu'ils s'efforcent de ne pas voir. Il est devenu, pour ses habitants, un cauchemar vivant où la parti régite tout. Le commandant Vu Sinh en fait l'amère expérience dans Histoire d'amour racontée avant l'aube : marié par la parti, il verra son divorce, pourtant librement consenti, annulé par ce même parti, qui brisera sans remède sa vie et celle de sa famille.

« La danse des seigneurs »

C'est dans les Paradis aveugles que M^{me} Huong dresse le bilan le plus impitoyable du régime, car il est de ses descriptions les plus horribles de la réforme électorale à l'absurdité actuelle, des générations ont perdu foi en l'existence. Quelques réflexions bien senties enfoncent le clou. Voyant des Japonais « heureux », le jeune Hang soupire : « Qu'étaient-ils de plus que nous ? (...) Ils étaient comme nous. Pour l'ignorance. Pour l'endurance, qualité que nous n'avions que trop en Asie. Ils n'avaient eu qu'un peu de chance. La chance de naître où il faut. » Ailleurs.

L'héroïne n'attend plus rien d'un monde gouverné par des hommes comme son oncle Chinh, bureaucrate étié, ayant mal assimilé l'éthique, tortionnaire à leur heure, potentat de village et métreux de la pensée, traquent quand ils peuvent, avertis et avides, pusill-



nimes et craintifs, frustrés, qui dansent la « danse invisible », celle « des seigneurs, quand ils ont fini de rendre leurs piéges à leurs adversaires, quand ils ont réussi à faire la cour aux grands dignitaires, quand ils approchent de leur but, un poste avec pouvoir et prébendes. (...) Nous, nous dansons en serrant nos armes dans nos bras. Eux, ils dansent avec leurs ombres en serrant le fauteuil de leurs désirs ».

Chanceux Vietnam, qui possède des écrivains comme Duong Thu Huong, Nguyen Huy Thiep ou Phan Thi Hoai, alors que « son unique obsession, sa mesure de tout, amour, haine, honneur, humiliation, se résument à un mot : manger » écrit l'excellent traducteur des Paradis aveugles. Ce n'est pas ce congrès du PCV qui y changera quelque chose. Une grand-messe qui n'intéresse plus grand monde, y compris parmi ceux qui la servent, par ambition ou habitude.

PATRICE DE BEER

(1) Traduit par Phan Huy Duong. Ed. des Femmes, 397 p., 150 F.

(2) Traduit par Kim LeFevre. Ed. de l'Aube, 148 p., 85 F.

Pétition en faveur de l'écrivain Duong Thu Huong. A l'initiative des enseignants de littérature de l'université Paris-VII, qui assurent des échanges avec leurs collègues de Hanoi, des universitaires français protestent, dans une pétition, contre l'arrestation « arbitraire » de la romancière Duong Thu Huong et « s'interrogent sérieusement sur l'avenir de la coopération dans laquelle ils se sont engagés ».

Le ministre a adressé
un message en garde aux islamistes

Ensemble...

Ensemble, Jeumont-Schneider Industrie, Merlin Gerin, Spie-Batignolles,
Square D, Telemecanique, nous sommes présents sur tous les continents.
Ensemble, nous sommes leaders dans la distribution électrique et
le contrôle industriel.
Ensemble, nous sommes un leader mondial.
Ensemble, nous pouvons affronter l'avenir.


**GROUPE
SCHNEIDER**

AFRIQUE

La fin de la ségrégation raciale

Si la discrimination disparaît, les inégalités demeurent

Sans que les médias aient été admis à assister à cette cérémonie historique, le président Frederik De Klerk a signé, jeudi 27 juin, à Pretoria, l'abrogation — déjà votée par les trois chambres du Parlement — des quatre lois qui servaient de piliers au système de l'apartheid, mis en place en 1948. Ces textes, qui devaient officiellement disparaître de l'arsenal juridique le 30 juin, portaient sur la ségrégation dans les lieux publics, le partage des terres, l'habitat séparé et la classification raciale de la population.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le monstre a la vie dure. L'agonie annoncée de l'apartheid ne fait que commencer. Les lois qui fondaient le système de ségrégation raciale sont, aujourd'hui, abolies. Mais la Constitution de 1983 est toujours en vigueur. Le texte de référence de l'Etat sud-africain, adopté par référendum au sein de la petite communauté blanche, est encore gros de discrimination.

Le système parlementaire tricastré en est issu. Seuls les Blancs, les métis et les Indiens peuvent voter les lois. Est-ce par une cruelle ironie du sort que les Noirs, premières victimes de l'apartheid, n'ont pas pu se prononcer sur l'abolition de textes qui leur déniaient les droits les plus élémentaires? Certainement pas! Tout, jusqu'à présent, avait été méticuleusement conçu pour leur barrer l'accès à l'arsenal politique.

Des milliers de textes de loi organisaient, dans ses moindres détails, la ségrégation raciale. Lorsque les députés des trois Chambres ont voté, le 5 juin, les nouvelles dispositions sur la propriété foncière, ils ont effacé des tablettes soixante-neuf lois, en ont amendé cent vingt et ont annulé quelque quinze mille proclamations... Un arsenal juridique très fouillé devait permettre la réalisation du rêve afrikaaner: «le développement séparé».

Des générations de Blancs ont défendu ardemment le bien-fondé de leurs aspirations, confondues avec «un devoir chrétien». La toute puissante Eglise réformée hollandaise (NGK) n'hésitait pas, jusqu'à ces dernières années, à soutenir que la séparation des races était bien inscrite dans la Bible. La tour de Babel n'était-elle pas l'exemple — souvent invoqué — d'intégration de communautés différentes partici-

part à une même entreprise que Dieu a déclinée en introduisant la diversité des langues? Des décennies durent, les pasteurs de la NGK ont prêché, dans les temples blancs, la suprématie de la race blanche et, chez les Noirs, l'irréductibilité du fait que les afrikaaners n'étaient rien moins qu'un «peuple élu».

Le rêve afrikaaner

Il fallait bien recourir à Dieu pour justifier l'injustifiable. Il n'est probablement pas de pays au monde où les théologiens sont aussi impliqués dans la vie politique. Les pasteurs de l'extrême droite réfractaire à tout abandon de privilège pour les Blancs sont des pasteurs calvinistes. Le pasteur Andries Treurnicht, chef incontesté du Parti conservateur (CP), incarne l'opposition parlementaire légale aux réformes actuelles. Le pasteur Carl Boshoff, gendre de l'ancien premier ministre Hendrik Verwoerd, est président de l'Afrikaanse Volksraad, une organisation «culturelle» pour «la sauvegarde du peuple afrikaaner». C'est lui le chantre de l'Orania, l'utopique homeland d'où tous les non-Blancs sont exclus et qui a pris forme à Orania, au sud de Kimberley, à la mi-avril.

Andries Treurnicht et Eugene Terreblanche, le président de l'AWB, un mouvement néo-nazi dont l'emblème emprunte beaucoup à la croix gammée, sont membres de l'Afrikaanse Volksraad. Et plusieurs dizaines de mouvements d'extrême-droite réformistes, maintenant la création d'un homeland blanc, sur une partie du territoire sud-africain, comme la solution appropriée à leur désir de décider eux-mêmes de leur sort, en cultivant la pureté raciale de leur peuple.

Mais les Eglises sont aussi présentes de l'autre côté de l'échiquier politique. Le pasteur méis Allan Boesak, un temps président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées — dont il avait fait exclure la NGK — est l'un des fondateurs du Front démocratique uni (UDF) créé en 1983 pour tourner le veto qui pesait sur les organisations anti-apartheid. Le Conseil sud-africain des Eglises (SACC) penche ouvertement du côté du Congrès national africain (ANC). Son engagement dans la lutte anti-apartheid est aussi réel que celui de l'archevêque anglican du Cap, Mgr Desmond Tutu, Prix Nobel de la paix.

Le souci évident d'imbriquer le temporel et le spirituel, de justifier l'un par l'autre, n'est peut-être que l'expression inconsciente d'un désarroi moral collectif engendré par l'iniquité du système. Cependant, les courageuses réformes entreprises par le président Frederik De Klerk et les négociations engagées, en mai 1990, avec l'ANC de M. Nelson Mandela, ne sont pas garantes d'une évolution à rebours des mentalités. Et c'est là que le bât blesse. Car s'avait d'évoquer l'hypothèse d'une réconciliation nationale, les responsables politiques des deux bords savent bien qu'ils devront amener leurs oies à regarder l'avenir de l'Afrique du Sud avec le même lucidité.

La bonne foi des uns et des autres n'est plus en cause. Le Parti national (NP) ne défait pas, aujourd'hui, par philanthropie politique, ce qu'il avait patiemment échafaudé en quelque quarante ans. M. De Klerk et les siens ont compris l'urgence de la situation. Le salut de leur communauté, d'abord, et, plus généralement, l'avenir du pays passent par la négociation. Que le gouvernement essaie, ce faisant, de retenir le maximum du

pouvoir qui était, hier, celui de la communauté blanche, ne fait aucun doute.

L'abrogation de textes de loi et la convergence de bonnes volontés ne sont pas suffisantes pour faire table rase, du jour au lendemain, des inégalités sociales qui sont aussi l'apanage de la société sud-africaine. Les Noirs ont le droit d'acheter des terres et de s'installer en ville, dans les quartiers les plus chics. Mais avoir le droit ne signifie pas avoir les moyens financiers de l'exercer. Il est évident qu'une ségrégation économique va se substituer aux discriminations raciales et politiques, perpétuant de facto l'apartheid.

45 % d'illettrés dans la population noire

Le degré de sincérité du gouvernement va se mesurer, maintenant, à l'aune de l'efficacité avec laquelle il affrontera les problèmes économiques cruciaux qui se posent au pays. Que va-t-il faire pour les 7,4 millions de Noirs démunis qui survivent dans les bidonvilles? Entre 800 000 et 2 millions de logements font déjà défaut aux familles noires qui auraient les moyens de s'endetter pour acheter. Des statistiques montrent qu'il faudrait en construire 250 000 par an, d'ici à la fin du siècle. Ce qui coûterait la bagatelle de 11 milliards de francs par an...

Une étude faite à l'échelon national révèle que quatre foyers noirs sur cinq, c'est-à-dire 20 millions de Sud-africains, étaient toujours sans électricité. Pour les racorder au réseau, la note globale s'élèverait à 30 milliards de francs. Le manque de lits d'hôpitaux est si grave au sein de la communauté noire que la mise à disposition des 11 700 lits aujourd'hui inutilisés dans les hôpitaux pour Blancs ne

suffirait pas à combler le déficit. Ce qui coûterait, quand même, 1,5 milliard de francs en frais de personnels supplémentaires, chaque année.

Le fossé entre Noirs et Blancs se mesure aussi en termes de mortalité infantile. Le taux est de quatre-vingts pour mille à Soweto, quatre fois plus élevé qu'au sein de la communauté blanche. La situation est certainement pire dans les campagnes, pour ne pas parler des bantoustans. Trente pour cent des Noirs qui ont un emploi n'ont jamais été à l'école. Quarante-cinq pour cent de la population noire n'a jamais appris à lire ni à écrire! Le problème de l'éducation est un des plus difficiles à résoudre. Il manque au moins 33 000 salles de classes aux enfants noirs alors que les 7 400 salles vides des écoles des quartiers blancs ne couvriraient qu'un cinquième des besoins.

D'après une autre étude, citant des estimations gouvernementales, il faudrait consacrer près de 45 milliards de francs par an, au lieu de 12 milliards aujourd'hui, pour amener les dépenses consenties pour l'éducation des Noirs à un niveau comparable aux dépenses faites pour celle des Blancs. Le Conseil de recherche en sciences humaines a calculé qu'une mise à niveau des deux types d'éducation pour l'année scolaire 1990-1991 aurait coûté globalement près de 82 milliards de francs.

Plus généralement, pour réduire l'écart entre les niveaux de vie de Noirs et des Blancs, M. Azar Jarraie, de l'Institut Econométrique estime qu'il coûterait entre 44 et 66 milliards de francs par an pendant la prochaine décennie. C'est cette réalité statistique que M. De Klerk devra affronter. Il veut vraiment éradiquer l'apartheid.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Quarante-trois ans de «développement séparé»

1948. — Le Parti national (NP), afrikaaner pur et dur, remporte les élections. L'Afrique du Sud commence à codifier le racisme en mettant en place un système politique fondé sur la séparation des races: l'apartheid.

1949. — Les mariages entre Blancs et non-Blancs deviennent passibles des tribunaux. Jusqu'alors, la loi de Hertzog de 1917 se contentait de prohiber tout rapport sexuel entre Noirs et Blancs, hors les liens du mariage.

1950. — Adoption du «Population Registration Act», selon lequel chaque individu doit être classé dans une catégorie correspondant à sa race. Cette loi facilitait l'application d'un autre texte voté la même année, le «Group Areas Act», définissant la ségrégation résidentielle.

1951. — Entrée en vigueur de l'«Immorality Act» qui interdit toutes relations sexuelles inter-raciales.

1952. — Interdiction du Parti communiste sud-africain (SACP).

1952. — Mise en place du «Reference Books», le «pass» ou document récapitulatif servant de laissez-passer aux Noirs.

1953. — Adoption du «Reservation of Separate Amenities Act» régissant l'accès aux lieux publics et l'utilisation des installations communes en fonction de la couleur de la peau. Le «Bantu Education Act» codifie l'apartheid dans le système éducatif.

1954. — Démission, à quatre-vingts ans, de M. Daniel Malan, premier ministre depuis la victoire du NP en 1948. Johannes Strijdom lui succède.

1959. — Nomination de M. Hendrik Verwoerd, l'un des théoriciens du développement séparé, comme premier ministre, le troisième du NP après MM. Malan et Strijdom.

1959. — Adoption, par le Parlement, du «Promotion of Black Self-Government Act» qui permet de mettre en application l'idéologie du développement séparé, en créant des «nations» noires autonomes (bantoustans ou homelands), puis indépendantes.

1960. — Manifestation à Sharpeville. Le 21 mars, les forces de l'ordre ouvrent le feu sur plusieurs milliers de manifestants: soixante-neuf morts et cent quatre-vingt blessés. Instauration de l'état d'urgence et dissolution du Congrès national africain (ANC), le 30 mars, et du Congrès panafricainiste (PAC), le 8 avril. L'opposition noire entre dans la clandestinité. M. Albert Lutuli, président de l'ANC, est le premier africain noir à recevoir le prix Nobel de la paix.

1961. — Création d'une République en Afrique du Sud qui, le 31 mai, prend son autonomie de la couronne britannique puis est aussitôt mise au ban du Commonwealth. Création d'Umkhonto We Sizwe (la lance de la nation), la branche armée de l'ANC.

1964. — Condamnation de M. Nelson Mandela, accusé de sabotage et de complot révolutionnaire, à la réclusion criminelle à perpétuité, au terme du procès de Rivonia qui aura duré d'octobre 1963 à mai 1964.

1966. — Assassinat du premier ministre, M. Hendrik Verwoerd, le 6 septembre, par un attaqué parlementaire, M. John Vorster lui succède.

1970. — Adoption de la loi imposant à chaque Noir d'être citoyen d'un bantoustan.

1973. — Succession de grèves sauvages, de janvier à mars, à Durban, qui marquent le renouveau du syndicalisme noir.

1976. — Manifestation de milliers de lycéens noirs qui, le 16 juin, protestent contre l'introduction de l'afrikaans, langue d'enseignement, dans leur cursus. La police ouvre le feu: vingt-cinq morts le premier jour et six cents, trois mois plus tard.

1976. — Accession à l'indépendance du premier bantoustan, le Transkei.

1977. — Mort en détention de Steve Biko, le fondateur du mouvement de la Conscience noire, inculpé et décapité le 12 septembre, dans des circonstances dramatiques. Deux mois plus tard, dix-neuf organisations, proches de la Conscience noire, sont déclarées illégales, ainsi que le quotidien de Soweto, *The World*.

1978. — Accession à l'indépendance d'un deuxième bantoustan, le Bophutatswana.

1978. — Nomination de M. Pieter Botha au poste de premier ministre, eo remplacement de M. Vorster.

1979. — Accession à l'indépendance d'un troisième bantoustan: le Venda.

1981. — Accession à l'indépendance d'un quatrième bantoustan, le Ciskei.

1982. — Scission au sein du Parti national. Le pasteur Andries Treurnicht crée, avec une vingtaine d'autres dissidents, le Parti conservateur.

1983. — Création du Front démocratique uni (UDF), la plus importante force anti-apartheid depuis les années 50.

1984. — Adoption, par référendum, au sein de la communauté blanche, d'une nouvelle Constitution, fondée sur un système parlementaire tricastré.

1984. — Election de M. Pieter Botha comme président de la République.

1984. — Entrée en application de la Constitution. Le Parlement est composé de trois chambres: l'une réservée aux Blancs, les deux autres aux métis et aux Indiens qui retrouvent, à cette occasion, le droit de vote.

1984. — Nouvelle vague d'émeutes dans les ghettos noirs.

1984. — Attribution du prix Nobel de la paix à Mgr. Desmond Tutu, archevêque anglican du Cap.

1985. — Création du puissant

Congrès des syndicats sud-africains (COSATU).

Imposition de l'état d'urgence après de nouvelles émeutes dans les townships où l'armée fait son entrée. Le président Botha propose de libérer sous conditions M. Nelson Mandela, qui refuse.

Abrogation de la loi sur les mariages mixtes de 1949 ainsi que d'une partie de l'Immorality Act.

Abrogation de la loi obligeant les Noirs à être en possession de leurs «passes».

Adoption, par le Congrès américain, de l'«Anti-Apartheid Act», une loi sur les sanctions économiques.

Rencontre, à Dakar, au Sénégal, entre des Sud-Africains blancs libéraux et des militants de l'ANC.

Mesures restrictives contre dix-neuf mouvements anti-apartheid dont le COSATU et l'UDF. M. Mandela, le plus ancien prisonnier politique du monde, est atteint de tuberculose.

Libération du président du PAC, M. Zeph Moteng, et de M. Harry Gwala, un vétéran de l'ANC.

Accession de M. Frederik De Klerk à la tête du NP en remplacement de M. Pieter Botha. Le 6 septembre, le NP remporte les élections législatives. Le 20, M. De Klerk devient président de la République.

Abolition de l'apartheid sur les plages, le 16 novembre.

Égalisation de l'ANC, du PAC, du Parti communiste (SACP) et d'autres organisations auparavant interdites: l'annonce est faite par M. De Klerk, le 2 février, au Cap, devant le Parlement.

Libération de M. Mandela qui sort de prison, le 11 février, après vingt-sept années d'incarcération.

Première rencontre officielle, du 2 au 4 mai, à Groote Schuur, près du Cap, entre le gouvernement et l'ANC. M. De Klerk et M. Mandela mènent sur rails un processus de négociation.

Abolition de l'apartheid dans les hôpitaux, le 16 mai.

Suspension de la «lutte armée», par l'ANC, le 6 août, au terme de la deuxième rencontre avec le gouvernement.

Abrogation, le 15 octobre, du «Separate Amenities Act», qui définissait les règles de l'apartheid mesquin.

Flambée de violence dans les townships de la région de Johannesburg, en août et en septembre: plusieurs centaines de morts.

Accession à l'indépendance de la Namibie, le 21 mars.

Abolition, par le Parlement, des trois piliers de l'apartheid: le «Group Areas Act» et le «Land Act», le 5 juin et le «Population Registration Act» le 17 juin.

Les quatre piliers de l'Etat raciste

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le Parti national (NP), au pouvoir depuis 1948, n'a pas introduit la ségrégation en Afrique du Sud. Les lois raciales sur la propriété foncière, par exemple, furent adoptées par le Parlement de l'Union sud-africaine en 1913, puis modifiées en 1936, sans que la tutelle britannique soulevât. Les *Nats*, comme on appelle les militants du NP, codifièrent en revanche, jusqu'à la fin des années 1940, le système de l'apartheid, qui se révéla, bien vite, n'être rien d'autre qu'un système fondé sur la discrimination raciale: l'apartheid.

Ce Land Act modèle 1913, révisé en 1936, attribua simplement 67 % des terres à la minorité blanche tandis que le restant de 33 % était «général» et donné aux populations noires qui n'auraient plus la possibilité de s'agrandir. Ces réserves indigènes, prévues à l'origine pour protéger les ethnies noires, étaient constituées d'une constellation de petites parcelles dispersées sur le territoire sud-africain. Transformer ces réserves en Etats dom dépendants légalisait tous les Noirs tels qu'ils étaient: des «grand apartheid» que le premier ministre, M. Hendrik Verwoerd, commença sérieusement à mettre en application en 1958.

Il ne restait plus qu'à fabriquer ces nations noires autonomes, puis indépendantes, pour permettre à l'Afrique du Sud, devenue blanche, d'obtenir son estampille d'Etat démocratique. Comme aucun peuple ne réclamait ni indépendance d'une nation coloniale ni souveraineté territoriale, les Afrikaners décidèrent donc de créer, d'autorité, sur des bases ethniques et linguistiques, dix nations noires, regroupées dans dix entités territoriales, les bantoustans ou homelands.

Le groupe Nguni fut divisé en quatre nations: les Zoulous, au KwaZulu; les Xhoses, au Transkei et au Ciskei; les Swazis au KwaNgweni; les Ndebelés au KwaNdebele. Le groupe Sotho composa le Bophutatswana, le Owerwa, le Lebowa, le Gazankulu ou l'on parle shangaan et le Venda dont la langue est le venda. Le fellu, ensuite, doter chacun de ces bantoustans de la population indienne. La police et l'armée de Pretoria contraignirent ainsi plus de trois millions et demi de Noirs sud-africains à

rejoindre leurs «nouvelles patries», entre 1960 et 1985.

Les dix bantoustans, dotés d'institutions gouvernementales, de Parlements et de Constitutions, devinrent autonomes entre 1963 (Transkei) et 1984 (KwaNgweni). Mais, dans la logique de l'apartheid, il fallait aller plus loin. Le pas supplémentaire devait conduire à l'indépendance. Pourquoi? Simplement parce que le jour où les dix bantoustans seraient indépendants et souverains, il n'y aurait plus un seul Noir citoyen de la République d'Afrique du Sud.

La Transkei, le Bophutatswana, le Venda et le Ciskei se virent successivement octroyer, par Pretoria, une «indépendance» qu'aucun pays du monde — hormis l'Afrique du Sud — ne leur reconnut jamais. Les dix autres bantoustans conservèrent leur statut d'autonomie. Mais, d'un coup de baguette, ce furent des millions de Noirs qui disparurent des statistiques. En 1989, la population sud-africaine était officiellement estimée à 30 193 000 personnes dont 18,5 % de Blancs et 89,8 % de Noirs. La population réelle, incluant les 8 437 958 habitants des quatre homelands indépendants, était donc de 38 630 958 dont 75,2 % de Noirs et seulement 13,8 % de Blancs qui, compte tenu des taux d'expansion démographique différents selon les communautés, n'étaient plus que 13,5 % en 1990.

Changement de domicile

L'abrogation du Land Act réintégrera bien les Noirs, ainsi que les autres communautés, dans leurs droits d'acheter des terres où bon leur semblera. Cela ne signifie pas *pro facto* la disparition des bantoustans qui, autonomes ou indépendants, resteront en place jusqu'à ce qu'une décision politique les concernant soit prise et qu'une nouvelle Constitution soit adoptée.

Cependant, pour restituer leur liberté de mouvement aux non-Blancs, il fallait aussi rendre caduc le Group Areas Act, la loi sur l'habitat séparé, qui attribuait à chacun un lieu de résidence en fonction de la couleur de sa peau. Les villes proprement dites étaient toutes réservées aux Blancs. Les Noirs, les métis et les Indiens étaient cantonnés dans leurs ghettos respectifs. Cette loi, adoptée en 1950, deux ans à peine après l'arrivée

au pouvoir du NP, affluait à plusieurs reprises, avait entraîné jusqu'en 1984, selon des chiffres officiels, l'expulsion de leur foyer de plus de 126 000 familles qui résidaient dans des quartiers attribués à d'autres groupes raciaux.

Sophiatown disparut ainsi des plans. Le faubourg où cohabitaient Noirs, métis et Indiens depuis 1906 devait devenir une banlieue blanche. En gonflant ce nom des lieux, en 1955, l'administration chassait aussi 60 000 personnes d'un quartier populaire, à l'ouest de Johannesburg, vers ce qui allait donner naissance à Soweto. Ce nombre tentaculaire comptait aujourd'hui certainement plus de 2 millions d'habitants.

En 1966, le couperet tomba sur District-Six, un quartier malsain du Cap où diverses communautés partageaient le sort de la population métisse, majoritaire. 26 000 personnes furent expulsées vers des villes nouvelles saines, bien souvent, à plusieurs dizaines de kilomètres du Cap. District-Six fut rasé pour devenir zone blanche. Vingt-cinq ans plus tard, c'est toujours un terrain vague, au cœur du Cap.

Mais l'abolition du Separate Amenities Act, qui régissait l'accès aux lieux publics, le 15 octobre 1989, du Land Act et du Group Areas Act, en juin 1981, n'aurait été que des coups d'épée dans l'eau sans l'abrogation du quatrième pilier de l'apartheid, le Population Registration Act. La pierre angulaire de la ségrégation raciale, la loi qui définissait chaque individu en fonction de la couleur de sa peau (le *Moniche* du 18 juin).

Classés par race, voire dans une quelconque sous-division de l'un des quatre groupes (Blancs, Noirs, métis et Indiens), les Sud-Africains étaient, pour ainsi dire, programmés dès leur naissance. La loi fixait l'endroit où ils habitieraient, les écoles et les universités qu'ils fréquenteraient, les hôpitaux où ils recevraient des soins et les cimetières où ils auraient, enfin, le droit de goûter au repos éternel.

Les bébés qui naîtront dorénavant ne seront plus Blancs ou Noirs, mais simplement Sud-Africains. Une décision qui, selon un député du Parti démocratique, met fin «au rêve nazi, l'incarnation des convictions de Hitler en matière de pureté de race». Le bon moyen de réformer officiellement, et une bonne fois pour toutes, le registre de l'apartheid.

F. F.

Frederik De Klerk, l'homme qui a aboli...

حکومت الرشید

AFRIQUE

en Afrique du Sud
Frederik De Klerk, l'homme
qui a aboli l'apartheid

Suite de la première page

Les labels ne manquent plus, aujourd'hui, pour qualifier le « libérateur de Nelson Mandela ». Aucun d'entre eux cependant n'explique pourquoi cet Afrikaner pure souche a tourné casaque et trompé ainsi son monde. Comment comprendre la profonde mutation qui s'est opérée chez cet avocat discret et modeste alors que son héritage et sa culture le voulaient au conformisme, qu'il avait d'ailleurs toujours fait sien ? Frederik De Klerk a bien caché son jeu. Jusqu'à son accession à la magistrature suprême, le 20 septembre 1989, et même après, il fait figure de conservateur modéré suivant tranquillement le mouvement. Son premier discours de chef du Parti national quelques jours après son élection à la tête des « Nats », le 2 février 1989, témoigne, certes, d'un esprit d'ouverture. Mais ce n'est pas la première fois que les expressions « *ère nouvelle* », « *nouveau modèle* » sont utilisées dans la dialectique sud-africaine. Ces louables intentions se sont ensuite toujours perdues dans les arripes. La circonspectio s'impose d'autant plus envers celui qui chante maintenant l'« *Afrique du Sud sans domination ni oppression* » que son passé politique ne plaide pas en sa faveur.

Si, à cinquante-cinq ans, « *FW* » peut se vanter de n'avoir jamais prononcé le mot « *apartheid* » au long des dix-sept années de sa carrière parlementaire, il s'est souvent posé en défenseur de la ségrégation. En tant que député, mais aussi comme ministre, il a prôné la séparation des races dans le travail, l'habitat, l'enseignement et les lieux publics. Il s'est opposé à la création des syndicats pour les Noirs et leur a dénié le droit de faire grève. Il a rejeté le principe démocratique « *un homme, une voix* » et refusé le dialogue avec le Congrès national africain (ANC), « *donner trop de trop vite aux Nats est aussi dangereux que donner trop peu et trop tard* ».

« Un homme
de principes »

Son frère « *Wimpey* », de huit ans son aîné, un libéral favorable depuis longtemps aux pourparlers, avait pris part, en 1985, aux entretiens de Londres avec des nationalistes noirs. Il se souvient aujourd'hui avec amusement de la réaction de son cadet. « *Ceux qui ont participé à ces contacts, écrivait Frederik De Klerk, en octobre 1989, sont entre les mains de forces qui veulent déstabiliser l'Afrique du Sud, détruire la loi et l'ordre* ». Cambio de fais a-t-il répété au cours de cette même année que son gouvernement ne négocierait jamais avec « *les responsables de la violence et du terrorisme* » ?

Tout conduit alors à penser que le président fraîchement élu sera « *homme de la continuité* ». N'est-il pas celui qui, ministre de l'éducation nationale, avait voulu réduire le nombre des étudiants noirs dans les universités ? N'est-il pas celui qui avait menacé de couper les vivres aux établissements supérieurs pour mettre un terme à l'agitation sur les campus ? C'est le même homme qui avait demandé « *dix ans* » pour combler le fossé entre Noirs et Blancs dans l'éducation, avant de renouer publiquement, quelque temps plus tard, à ses projets. C'est lui, aussi, qui avait milité pour le maintien d'une loi interdisant la multiracialité des partis. Lui, encore, qui avait refusé d'enregistrer officiellement des écoles religieuses ouvertes aux enfants de toutes races.

La rumeur politique veut aussi que cet « *homme de principes* » ait incité l'ancien président Pieter Botha à mettre un démol au projet réarmiste que ce dernier préparait à la fin 1985. Quelques années bien intentionnées le soupçonnent même d'avoir sailli à son prédécesseur de « *saquie* » le ministre des affaires étrangères, P. Botha, qui, en février 1986, avait admis qu'il pourrait y avoir un président noir à la tête de l'Etat avant l'an 2000.

Au lendemain de la remontrance sévère dont fut l'objet P. Botha, l'auteur du sacrilège, Frederik De Klerk, lui, chargé de rectifier le tir, il réaffirme alors la ligne dure, celle du maintien de la ségrégation dans les écoles afin d'« *éviter le chaos* ». En juin 1989 à Pretoria, pendant le congrès de son parti, le

nouveau chef des « *Nats* » s'acrabie coeare à la nation de « *groupes* » et à celle d'« *affaires propres* » de chaque communauté, pour prouver, un peu paradoxalement, la « *nouvelle Afrique du Sud, juste et équitable* ».

A ce moment-là, personne ne prend vraiment au mot celui qui veut d'hériter de la charge de l'Etat quand il prône « *un ordre constitutionnel, économique et social juste* ». Chacun reste sceptique quant au virage annoncé, à la « *nouvelle donne* », promise. « *Que le véritable De Klerk se lève et nous dise ce que tout cela signifie* », s'exclame Zach De Beer, l'un des fondateurs du Parti démocrate. Helen Suzman, l'incarnation de la bonne conscience libérale, estime qu'il est franchement inutile de lui « *donner une chance* » puisqu'il n'a jamais montré la moindre volonté d'abolir l'apartheid.

« La porte ouverte
sur le vide »

Wynand Malan, dissident du Parti national, déclare que « *la porte est ouverte sur le vide* ». Et le très sérieux quotidien économique *Business Day* enfonce le clou en écrivant, le 16 août 1989, que « *Frederik De Klerk n'est pas l'homme qu'il faut pour s'attaquer aux problèmes raciaux et constitutionnels en ayant la moindre chance de les résoudre* ». Car, souligne l'éditorialiste, « *sa logique est fondée sur une absurdité scientifique : l'idée de définition des races* ».

Deux jours auparavant, Pieter Botha, à démissionné. Après avoir conduit son parti à la victoire lors des élections du 6 septembre 1989, Frederik De Klerk devient président de la République. Deux semaines plus tard, le 20 septembre, il annonce la couleur : « *Nous sommes déterminés à passer de la parole aux actes. Le temps est venu pour l'Afrique du Sud de restaurer sa fierté et de sortir du marasme de l'isolement international et du déclin économique*... » Il a compris que son élection avait fait naître l'espoir. Il va donc s'ingénier à prouver qu'il est un homme de parole capable de traduire dans les faits ce qu'il avance ce terme généreux depuis six mois. S'il demande cinq ans, ce n'est pas pour d'autres réarmements mais pour éviter la catastrophe.

Ce fin politique est passé au moule du Broederbond, une organisation secrète fondée jadis pour « *travailler à la survie du peuple afrikaner et à la promotion de ses intérêts* ». Cette société initiatique, considérée comme un véritable pouvoir d'ombre, présente dans tous les rouages de la nation, n'a jamais perdu de vue ses principes fondateurs. Elle est l'inspiratrice de l'idéologie de l'apartheid. Mais les chambardements des équilibres internationaux et surtout l'évaluation de la société sud-africaine l'obligent à intégrer de nouveaux paramètres d'expansion démographique, de croissance économique, de sanctions et d'exclusion de la communauté internationale.

Le Broederbond, cellule de réflexion des « *Nats* », pendant des décennies, a livré un verdict que Frederik De Klerk va reprendre à son compte : sans retournement de situation, sans adaptation aux réalités, sans négociations avec les autres communautés, point de salut, à terme, pour les Blancs d'Afrique du Sud.

L'équation est passée. « *FW* », dont son frère dit qu'il a toujours une oreille collée au sol pour percevoir les moindres vibrations, a compris que son pays était dans un cul-de-sac. Il a l'intime conviction d'être le dernier recours pour éviter l'effondrement de la nation et la déroute des Afrikaners. Il sait que le scrutin du 6 septembre 1989 est la dernière consultation électorale réservée aux seuls Blancs. « *Nulla pars au monde une minorité blanche ne s'est accrochée au pouvoir sans avoir à affronter une révolution* », déclare-t-il au conseil présidentiel, le 16 novembre.

C'est donc pour éviter d'être confronté à cette extrémité que Frederik De Klerk va changer son fusil d'épaule. Il doit lâcher rapidement le lest et s'affirmer afin d'être crédible. Lors de l'ouverture de la session parlementaire, le 2 février 1990, il annonce la libération de Nelson Mandela, la légalisation des organisations interdites, l'élargissement des prisonniers politiques et la suspension de la peine capitale.

Le grand virage est amorcé. Jus-

qu'il ira-t-il ? Les fruits tiendront-ils la promesse des fleurs ? Il n'empêche : la « *Fretniaströika* » est en marche ! Désavoué l'ancien premier ministre britannique Harold MacMillan, pour qui le succès en politique obéit aux principes de l'aviation : « *Vous regardez droit dans une direction et vous vous déplacez avec la même détermination dans le sens opposé* », Frederik De Klerk, lui, n'a plus le choix. Il est acculé. « *Il doit aller de l'avant, sous peine d'être jeté par-dessus bord* », comme le fait remarquer Mgr Totu.

Ceux qui connaissent bien Frederik De Klerk affirment qu'il lui a fallu plusieurs années pour surmonter ses doutes, forger ses certitudes, mûrir ses convictions. Pour son frère, ancien journaliste, aujourd'hui professeur d'université, auteur de *l'Homme de son temps*, no livre tentant d'expliquer la « *conversion* » du président, sa réflexion approfondie a commencé dès 1986, en plein état d'urgence, alors que le pays se replait sur lui-même. La maturatio s'est ensuivie accomplie leciement, sans que jamais il livre les fruits de ses cogitations ou essaie de les mettre en pratique. Ce qui l'aurait conduit, à l'époque, à transiger avec « *la règle d'or* » de sa carrière qui lui imposait de défendre *maiusculus* la ligne et les intérêts de son parti.

Loyal jusqu'au bout des angles, droit et fidèle exécutant d'une ligne donnée, il s'est toujours refusé à la moduler en fonction de ses inclinations. Frederik De Klerk a donc beau jeu de dire aujourd'hui qu'il est resté le même homme, qu'il n'effectue pas son « *chemin de Damas* », et de refuser le terme « *conversion* », qu'il trouve inapproprié. Il a, cependant, bel et bien viré de bord « *pour sauver son pays et son peuple* », comme le confirme Wynand Malan, qui attribue ce changement à « *une extraordinaire faculté d'adapter aux réalités* » et à une acuité nouvelle, fruit d'une multiplicité de rencontres.

Le professeur Karl Nötke, directeur des études américaines à l'université afrikaner de Johannesburg, et ami du président, va plus loin encore : « *Il a pris conscience qu'il n'avait pas une femme derrière lui* », confie-t-il en citant l'exemple de Truman, qui avait placé sur son bureau un *« *check stops here* » » (le frein s'arrête ici), autrement dit : c'est sur moi que tout repose. « *Wimpey* », le libéral, aime laisser entendre qu'il n'est pas étranger à la conversion de son frère, que « *certaines des petites graines* » qu'il a « *semées ont peut-être germé* ». Mais il admet volontiers que son cadet, qui l'a rejoint sur « *le chemin de la sagesse* », ait pu ressentir l'« *urgent besoin d'un changement radical* ». Ce que le président appelle « *la pression du renouveau* ».*

« Un vent
d'air frais »

Les circonstances sont favorables. L'indépendance de la Namibie, le 21 mars 1990, et son corollaire, la fin de la présence cubaine en Angola, l'effondrement du communisme en Europe de l'Est et la distance prise par Moscou à l'égard de l'ANC ont fait reculer l'épouvantail marxiste. Frederik De Klerk l'a bien compris. Il a aperçu la brèche et s'y est engouffré après avoir été stupéfié par le *« *degré de frustration et d'ingratitude* »* des milieux gouvernementaux, selon les propos d'un député du Parti démocrate.

Ce parlementaire explique que après la démission de Pieter Botha, « *un vent d'air frais* » s'est mis à souffler dans les sphères du pouvoir : que ce fut comme « *un libéralisme* », une explosion d'« *coergie* » et d'idées. Apparaissait, « *tout le monde était paralysé par la peur du grand crocodile* », comme était désigné à l'époque « *Pee Wee* », le président P. Botha. Homme de dialogue et de médiation, Frederik De Klerk s'est, lui aussi, senti soulagé, à ce moment précis, du poids de l'autorité morale et politique.

Pourtant, cet homme profondément enraciné dans le terrain afrikaner, nourri à la mamelle du Parti national et dont on disait volontiers qu'il ne laissait « *pas de traces* », va imprimer sa marque et faire cultiver l'orthodoxie. Issu d'une famille de patriciens, le jeune Frederik, né le 18 mars 1936, est pourtant connoté dans le moule d'une solide conviction. A doze ans, il est dans les bureaux de vote quand les Afrikaners conquièrent le pouvoir, en 1948. De plus, il a de qui tenir. Son père fut président du Sénat. Son grand-père se présente deux fois à la députation. Son oncle Hans Strijdom fut chef du gouvernement, issu d'une telle lignée, il ne pouvait pas échapper à la politique et au Parti national.

Il entrera cependant dans la

carrière qu'il a trente-six ans, en 1972, en se présentant aux élections législatives, contre la volonté de son épouse Marika, qui le voyait d'un mauvais oeil abandonner la robe d'avocat après dix ans de barreau. Il s'apprêtait de toute façon à rejoindre une chaire de droit à l'université de Potchefstroom. Et, soudain, il lâche tout. Ensuite, tout ira très vite pour l'ancien gringalet qui dans son enfance avait remporté un concours du plus petit mollet. Six ans plus tard, à quarante-deux ans, « *FW* » devient le plus jeune ministre « *Nat* » de tous les temps. Quatre ans plus tard, il est chef du Parti dans le Transvaal, la plus importante des quatre provinces du pays.

En dix ans à peine, Frederik De Klerk s'est hissé au poste le plus sûr pour devenir président de la République, d'abord ainsi le pion

auprès duquel elle joue un rôle important. « *Elle m'aide à affirmer ma pensée et mes intuitions* », dit volontiers Frederik De Klerk de cette compagne appréciée avec laquelle il a élevé trois enfants adoptés.

Marika De Klerk a parfaitement su se glisser dans son rôle de première dame du pays. Elle s'est immédiatement fait enlever les rides profondes qui, au centre du front, lui donnaient un air trop sévère. Personnage influent, elle sait ce que cela veut dire. « *Si la femme inspire à l'homme d'être bon, il est bon. Si elle lui inspire d'être fort, il est fort. Si elle lui inspire de travailler, il travaille. Nous, les femmes, avons le pouvoir d'inspirer aux hommes ce que nous voulons qu'ils soient ou ce que nous voulons qu'ils fassent* », a-t-elle dit

C'est lui qui a d'ailleurs uni religieusement Frederik et Marika, le 11 avril 1959.

Pour « *FW* » le Doppler, ce concept de « *mission sur Terre à accomplir* », de fonction dans l'Histoire à remplir quand l'on est en charge, doit être étroitement lié à l'idée de justice. C'est ce sens aigu des responsabilités et des valeurs chrétiennes allié à une rigueur protestante et à la constatation du caractère inapplicable de la ségrégation raciale qui l'aide finalement à tourner la page. La décision s'imposait, bien sûr, pour d'autres raisons, aussi bien politiques qu'économiques, mais Frederik De Klerk, a mis, en quelque sorte, la morale en exercice.

Est-il totalement convaincu de l'ineptie du concept ? Dans les rangs nationalistes, nombreux sont ceux qui restent persuadés que l'apartheid n'est, par essence, pas un mauvais modèle mais qu'il a été perverti, mal interprété, mal appliqué. « *C'est un peu comme le communisme, dit-on, l'idée est bonne au départ, c'est après que cela tourne mal* ». C'est pourquoi le président ne présentera pas d'excuses aux Noirs pour avoir commis « *le péché d'apartheid* », comme l'a finalement reconnu tout récemment l'Eglise réformée hollandaise. D'autres, comme Leon Wessels, ministre adjoint des affaires étrangères, se sont repentis publiquement.

L'esprit de survie
du peuple afrikaner

Franchir ce pas serait pour Frederik De Klerk renier son propre passé, un ancien credo, et, surtout, le souvenir sacré de son politicien de père et de ses prédécesseurs à la tête de l'Etat qui, selon lui, « *étaient persuadés d'agir en toute bonne foi* ». D'ailleurs, ne s'ap-
puyant-ils pas sur la Bible ? S'ampie Terreblanche, professeur d'économie à l'université de Stellenbosch, près du Cap, s'étonne malgré tout que « *De Klerk ne comprenne pas la différence fondamentale qu'il y a entre une politique qui o fait la preuve de sa faillite et une politique par essence immorale* ».

S'agit-il des limites d'un homme qui en a déjà dépassé quelques-unes et dont la religion continue océaniques de sous-tendre l'action. On fait toujours la prière du soir chez les De Klerk ! C'est à n'en pas douter le calviniste qui s'exprime en lui quand il choisit de réduire la pompe et l'apparat de son prédécesseur. Plus de chapeau melon obligatoire pour les ministres lors des cérémonies, plus de garde présidentielle, moins de floufous lors des inaugurations.

Frederik De Klerk fait dans la simplicité, le consensus, l'effacement. Il est l'anti-Botha, homme cassant et autoritaire qui hussait ses ministres. Il sait écouter, ce qui lui a permis d'établir un vrai contact, notamment avec celui qui deviendra d'une certaine façon son complice : Nelson Mandela. « *C'est un homme d'intégrité* », répute ce dernier. Nous nous respectons énormément l'un l'autre. Je peux le tirer du lit ou d'un cabinet ministériel.

Grâce à ce tandem inspiré, l'Afrique du Sud est en train de sortir de l'ornière. En démantelant une partie de l'appareil sécuritaire, Frederik De Klerk a redonné les commandes aux civils. En moins d'un an, il a rendu caduc le Parti démocrate et fait apparaître les conservateurs comme de vieux croûtons passés. Est-il le sauveur, l'homme providentiel qui a surgi quand la situation l'imposait ? Ne s'agit-il que d'un changement de stratégie, et non de cœur ? Le « *réhabilitateur* » de l'Afrique du Sud est en fait une parfaite incarnation de l'incroyable esprit de survie du peuple afrikaner, qui est capable de se sauver chaque fois qu'un grand danger le menace.

MICHEL BOLE-RICHARD
et FRÉDÉRIC FRITSCHER

Le prix Félix Houphouët-Boigny décerné à MM. Mandela et De Klerk. L'UNESCO a décerné, jeudi 27 juin, à Paris, le prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix au vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela, et au chef de l'Etat sud-africain, M. Frederik De Klerk, pour leur contribution à la paix internationale et pour les encouragements à persévérer dans leurs efforts pour vaincre les préjugés.



DELPECH

avant une assemblée pentecôtiste naître en mai.

Après un discours difficile, un moment de vérité, le premier regard de Frederik De Klerk est pour sa femme. Des yeux, il l'interroge. Elle est son baromètre, sa confidente, celle qui règle la vie de famille à laquelle il est très attaché et qu'il protège farouchement. L'idylle de son fils Willem avec la jeune Erica Adams, fille d'un politicien médis du Cap, n'a de ce fait pas été exploitée. « *FW* » maintenant fermement les barrières de sa vie privée.

Sportif, passionné de golf, pratiquant à l'occasion, la chasse, ce bon père de famille à l'apparence d'un homme tranquille, méthodique et quelque peu introverti. Son frère pense qu'il correspond parfaitement à la maxime de leur père : « *Agis normalement, c'est déjà bien. Ne sois pas comme ça* ». C'est dire à quel point « *FW* » déteste les extrêmes, l'écubérance et l'immobilité. Fraternel et amical, avec de ses amis ne se souvient de l'avoir vu un jour s'emporter.

Fumeur impénitent, être convivial aimant boire un verre avec ses proches, il apparaît toujours détendu. « *Pauvre ?* », lui a un jour demandé le Vénérable. « *Je travaille comme un chien, mais je ne m'ennerve jamais, car je sais que ma cause est bonne. Le reste, je le laisse à Dieu* », a-t-il simplement répondu.

« *Frederik le raisonnable* » est un croyant sincère. Un calviniste convaincu, un « *Dopper* », fidèle de cette branche fondamentaliste de l'Eglise réformée hollandaise, celle des traditionalistes aux principes stricts et rigoureux. La séparation de l'Eglise-mère s'est opérée en 1859 sur une question d'hymnes religieux qui n'étaient pas considérés comme de véritables psaumes bibliques. Un dérapage qualifié d'« *idolâtrie* ». Représentant 4 % ou 5 % du monde afrikaner, cette « *geréformeerde Kerk* » a pour mission de revenir à la source, aux racines, à la Bible, car toute œuvre humaine est suspecte.

« *Les Doppers sont rationnels, dogmatiques, très réalistes, mais pas aussi conservateurs qu'on veut bien le dire* », juge bon d'expliquer « *Wimpey* » De Klerk. Le premier chef d'Eglise Doppler fut Paul Kruger, l'homme qui n'a eu qu'un seul livre : la Bible. Le second s'appelle Frederik De Klerk. Comme son illustre prédécesseur, « *il est convaincu que sa fonction est un appel de Dieu* », affirme son pasteur et ami, le révérend Pieter Bingle, qui ne manque pas de souligner que le grand-père du président fut ministre du culte Doppler.

Un détail que Frederik De Klerk n'a pas oublié. Lors de son récent voyage au Kenya, il a tenu à assister à un service dans le temple d'Eldoret, chez une petite communauté Baer au san grand-père prêchait jadis. Son épouse, la « *Wimpey* », après des études de théologie, fut lui aussi pasteur.

POLITIQUE

Les travaux du Parlement

L'abstention des communistes permet l'adoption du projet de loi sur la ville

Les députés ont adopté en nouvelle lecture, jeudi 27 juin, après l'échec de la commission mixte paritaire, le projet de loi d'orientation sur la ville présenté par M. Michel Delebarre, ministre d'Etat, chargé de la ville et de l'aménagement du territoire. Seul le PS a voté « pour ». Le PC s'est abstenu, les groupes RPR, UDF et UDC ont voté « contre ». Après une nouvelle lecture par le Sénat, ce projet reviendra à l'Assemblée nationale pour être adopté définitivement au cours de la session extraordinaire du Parlement, début juillet. La procédure du vote personnel, instituée au cours de cette session, devrait être inaugurée à cette occasion.

Du texte du Sénat, il ne reste rien, ou si peu... Au cours de l'examen en nouvelle lecture, jeudi, du projet de loi « anti-ghetto », la majorité de l'Assemblée nationale a définitivement voté que les sénateurs avaient construit. « Retour au texte de l'Assemblée », a déclaré, sans digressions superflues, le rapporteur du projet, M. Guy Malandain (PS, Yvelines), pour donner son avis sur la grande majorité des articles. Exit donc la série de dispositions sur le renforcement de « la protection des personnes et des biens », qui rappelait l'Etat à ses devoirs en matière

de lutte contre l'immigration clandestine. Exit également l'élaboration du schéma directeur de la région Ile-de-France par le conseil régional. Exit, surtout, le chapitre d'attribution des logements d'HLM en fonction de la nationalité (hors CEE) des demandeurs, « afin de répartir de façon équilibrée les familles étrangères dans un grand nombre d'immobiliers et de prévenir, ainsi, les regroupements trop importants de celles-ci dans les mêmes ensembles immobiliers ou dans les mêmes communes ».

Retour, en revanche, de deux innovations majeures du projet, auxquelles le groupe socialiste et le rapporteur étaient particulièrement attachés : le dispositif contraignant pour la participation des constructeurs privés à la diversité de l'habitat et l'extension du champ d'application des zones d'aménagement différé (ZAD), qui autorise l'Etat à faire jouer son droit de préemption sur certains terrains.

Retour au titre initial

Au-delà de ce travail de substitution méthodique au texte du Sénat de celui adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, les députés ont introduit quelques dispositions nouvelles. Pour inciter les grandes agglomérations à répartir de façon « équilibrée et diversifiée » l'offre de logements, le projet prévoit qu'en cas de mauvaise volonté affichée de la collectivité

locale concernée à établir son « programme local de l'habitat », le représentant de l'Etat peut décider d'exercer son droit de préemption urbain. Pour définir ces grandes agglomérations, les députés avaient retenu, en première lecture, les villes de plus de trois cent cinquante mille habitants ou celles comprises entre deux cent mille et trois cent cinquante mille habitants lorsque leur croissance avait été de plus de 0,5 % entre les deux recensements. Un amendement du gouvernement, adopté par l'Assemblée, a fixé un seul seuil à deux cent mille habitants (ce qui devrait concerner sept communes supplémentaires).

Résistance passive

Autre innovation, qui répond particulièrement au souci qu'avait eu le Sénat d'aider le « logement intermédiaire », les députés ont adopté un amendement du rapporteur autorisant les communes qui ont plus de 20 % de leurs résidences en logements sociaux à utiliser l'argent provenant de la participation à la diversité de l'habitat pour la construction de logements locaux intermédiaires.

Les députés ont enfin repris, en élargissant une initiative des sénateurs, qui avaient inséré une commission d'attribution des logements locaux au sein des offices d'HLM. Composée de six membres, auxquels s'ajoute le maire de la commune, membre de droit, cette

commission existera, désormais, dans l'ensemble des organismes d'HLM, publics ou privés.

D'une lecture à l'autre, le groupe socialiste n'est pas parvenu à faire fléchir le gouvernement en faveur de l'extension du champ d'action et des moyens financiers de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). Face à la détermination de sa majorité, M. Delebarre a dû, une fois de plus, recourir au vote bloqué pour empêcher l'adoption de cet amendement.

L'opposition, représentée par MM. Michel Giraud (RPR, Paris) et Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne), n'a, pour sa part, offert qu'une assistance très passive et désabusée à cette réécriture du texte, en soulignant, comme elle l'avait fait lors de l'examen en première lecture, que ce qui était présenté comme le « grand » projet de la session ne pourrait en rien répondre aux vrais problèmes qui se posent dans les banlieues et dans les grandes agglomérations.

Les députés de droite se sont contentés d'accueillir avec un soupir fatigué le retour triomphal du nom de baptême initial du projet de loi : le technocratique projet « relatif à la maîtrise foncière urbaine et à la diversification de l'habitat » qu'avait voulu imposer le Sénat, est ainsi redevenu, sur amendement du gouvernement, le notoirement plus orgueilleux projet de loi d'« orientation sur la ville ».

PASCALE ROBERT-DIARD

La construction européenne

Les sénateurs approuvent les accords de Schengen malgré des inquiétudes sur leurs conséquences

Les sénateurs ont adopté, dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 juin, par 227 voix contre 78 (dont 31 républicains et indépendants, 29 RPR et 16 communistes) le projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'application des accords de Schengen, adoptés à l'Assemblée nationale par 495 voix contre 61, entre les gouvernements allemand, belge, hollandais, luxembourgeois et français, qui prévoit la suppression graduelle des contrôles aux frontières.

Si, contrairement à ce qui s'était passé à l'Assemblée nationale, il avait pu y avoir un doute, la semaine passée, sur le sort réservé par les sénateurs aux accords de Schengen, la décision prise par la majorité sénatoriale, le 26 juin, de constituer par avance une commission de contrôle chargée de la mise en place du dispositif prévu par ces accords permettait de pronostiquer

sans risques, avant même l'ouverture des discussions, un vote favorable.

M. Elisabeth Guigou, ministre chargée des affaires européennes, n'a pas manqué de se féliciter de cette création et d'assurer que la formule retenue était meilleure que celle de l'observatoire parlementaire proposée à l'Assemblée nationale.

La commission de contrôle sénatoriale était aussi, et surtout, le moyen, pour la majorité sénatoriale, traversée par des sensibilités opposées, de maintenir un peu artificiellement son unité. Ces divergences d'approche sont naturellement apparues au cours de la discussion générale, principalement au sein du RPR et des républicains et indépendants.

Les partis de gauche n'ont pas été affectés par de semblables états d'âme. Les sénateurs communistes, sous la houlette de M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne), qui a joué sur le même registre que M. Pierre Masson (RPR, Haute-Savoie) à l'Assemblée nationale, ont déployé une partie de leur arsenal de procédure pour bien montrer

leur opposition viscérale aux accords. Les orateurs socialistes, MM. Claude Estier (Paris) et Jean-Pierre Bayle (Français établis hors de France) ont fait bloc derrière M. Guigou.

L'essentiel du débat a donc été alimenté par les plaidoyers et par les réquisitoires des intervenants des groupes de la droite sénatoriale qui ont mêlé certitudes et réserves, à l'instar de M. Paul Masson (RPR, Loiret), bon spécialiste du texte, lequel devait confier, au terme d'un examen imparable, son intention de voter malgré tout en faveur de la ratification. Deux querelles se sont en fait entrecroisées tout au long de la discussion : celle des faits et celle des idées.

L'immigration et la drogue

Le premier débat a été l'occasion pour les détracteurs de la suppression des frontières de mettre en avant deux sujets d'inquiétude : l'immigration et la drogue. M. Emmanuel Hamel (RPR, Rhône), dans une diatribe passionnée, s'est insurgé contre la renonciation de la France à contrôler elle-même ses frontières. M. Michel Poniatowski (Rég. et Ind., Val-d'Oise) a assuré que « ces accords seront mauvais pour nous parce que nous sommes laxistes et faibles ». L'ancien ministre de l'Intérieur de M. Valéry Giscard d'Estaing a tenu un discours très ferme, approuvé par la majorité des sénateurs de son groupe, mais jugé « inquiet » par M. Guigou, pour dénoncer « l'immigration clandestine, danger majeur pour nos identités nationales ». « Schengen sera une zone morte où la France pompe aspirante de la pauvreté, sera le maillon le plus faible », a-t-il dit.

Le rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, M. Xavier de Villepin (Un. cent., Français établis hors de France), promu avocat en chef des accords de Schengen, a récusé cet acte d'accusation en indiquant que « s'opposer à la libre circulation serait illusoire, elle est entrée dans les faits ».

A propos des périls évoqués, entre autres, par M. Poniatowski, il a assuré que « nous sommes devant des problèmes d'une dimension telle que nous ne pouvons les résoudre qu'avec la coopération de nos partenaires ». M. Jean Lecanuet (Un. cent., Seine-Maritime) a ajouté que les instruments prévus par les accords (la politique commune des visas, les contrôles plus mobiles et plus ciblés et les fichiers informatisés du système d'information Schengen) représentaient à cet égard un progrès. Pour les sénateurs de

départements « difficiles », comme M. Ernest Carignay (Rass. dém., Seine-Saint-Denis) ou frontaliers, MM. Louis Jung et Daniel Hoeflich, centristes du Bas-Rhin, les convictions européennes l'ont emporté sur ces appréhensions.

Les atteintes à la souveraineté nationale

Une autre discussion, engagée notamment par MM. Jacques Larché (Rég. et Ind., Seine-et-Marne) et Lederman, s'est instaurée sur le thème des atteintes à la souveraineté nationale contenues en germe dans le texte, notamment à propos du comité exécutif collégial chargé de l'application des accords. M. Yves Guéna (RPR, Dordogne) s'est inquiété de voir « le droit communautaire s'appliquer des 1993 ». M. Guigou a rappelé que les décisions du comité se prennent à l'unanimité et que les règles décidées doivent être transposées en droit national.

Dressant le bilan de cette ratification, M. Jean François-Poncet (Rass. dém., Lot-et-Garonne) s'est félicité de cette avancée « en formation restreinte » des Etats signataires, à l'image de l'Europe des Six, devenue l'Europe des Neuf, puis des Douze, et a invité M. Guigou à s'en souvenir pour l'union monétaire, puisque « la voie de la grande Europe passe par la petite ». M. François-Poncet a ajouté que l'accord intervenait à temps, « quand l'Europe balance entre la dynamique des nationalités et la dynamique communautaire ». « La tentation nationaliste », a déclaré l'ancien ministre des affaires étrangères, ramènerait l'Europe à la situation de 1913, à la différence près qu'elle ne dominerait plus le monde et qu'elle serait conduite par l'Allemagne, dominée par les Etats-Unis et colonisée par le Japon ».

GILLES PARIS

Les sénateurs s'insistent le Conseil constitutionnel du projet de loi relatif à la fonction publique. Soixante-treize sénateurs de la majorité sénatoriale ont saisi, mercredi 26 juin, le Conseil constitutionnel du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la fonction publique. Premier signataire du recours, M. Etienne Dailly (Rass. dém., Seine-et-Marne) a justifié cette initiative en soulignant que l'article 2 du texte, qui supprime la condition de nationalité pour l'accès à la fonction publique, est manifestement contraire à l'article 48 du traité de Rome en vigueur dans le CEE, et qu'il méconnaît « le principe constitutionnel qui réserve l'accès aux emplois publics aux personnes ayant la nationalité française ».

Comment se débarrasser des déchets radioactifs ?

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 27 juin, par 284 voix contre 84, un projet de loi relatif aux recherches sur l'élimination des déchets radioactifs. Le vote de ce texte a bénéficié de l'abstention du groupe communiste et de celle d'une majorité du groupe RPR.

Deux députés du groupe socialiste, M. Huguette Bouchardeau et Ségolène Royal, n'ont pas participé au scrutin.

Ce n'était quand même pas tout à fait banal : pour la première fois depuis le couplage d'une centrale nucléaire française au réseau d'électricité en 1956, l'Assemblée nationale a eu à se prononcer, mardi 25, puis jeudi 27 juin, sur l'une des conséquences de la politique énergétique menée depuis cette date. Et le fait qu'elle s'y soit livrée, en ce domaine, sur le dernier maillon de la chaîne, celui de l'élimination des déchets radioactifs, n'en est peut-être que plus éclairant encore sur la considération portée, pendant plus de trente ans, par les gouvernements successifs, aux avis de la représentation nationale.

Avec quelque trente-cinq ans de retard, le président de la commission de la production et des échanges, M. Jean-Marie Bockel (PS, Haut-Rhin), a pu se féliciter de « la collaboration exemplaire entre le gouvernement et le Parlement ». Cela, en effet, sous la houlette de l'ancien premier ministre, M. Edith Cresson, que, grâce à un moratoire décidé, en février 1990, par son prédécesseur à l'hôtel Matignon, M. Michel Rocard, à la suite de vives réactions — et, parfois, de violentes manifestations — observées sur de futurs sites de stockage des déchets nucléaires, l'Assemblée nationale a pu, via l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques, inspirer un projet de loi.

« Stockage souterrain irréversible »

Le rapport livré par cet office, à la fin de 1990, sous la signature de M. Christian Bataille (PS, Nord), a renvoyé au domaine législatif le traitement des déchets nucléaires. A la solution des quatre sites, situés dans l'Ain, l'Aisne, les Deux-Sèvres et en Mayotte-et-la Réunion, et présélectionnés, en quelque sorte, pour recevoir des déchets nucléaires, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques a opposé une autre démarche : la volonté de trouver les meilleurs moyens de se débarrasser des radionucléides, dont la durée de vie peut atteindre jusqu'à quelques millions d'années... Cela passerait, dans le meilleur des cas, par l'abandonnement de recherches sur la transmutation, ou, à défaut, par l'enfouissement, le plus profondément possible, des déchets en question.

Un petit cube dans la main, le ministre délégué chargé de l'Industrie et du commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, a tenu, d'emblée, à rassurer son auditoire sur l'ampleur du pro-

blème : la petite poubelle russe, de la taille d'un gros dé, ainsi offerte à la curiosité des députés, représentait les déchets accumulés, de 1956 à l'an 2000, par une famille type, consommatrice d'électricité. A l'adresse de ceux qui n'avaient pas été convaincus par sa démonstration, le ministre a ajouté : « On ne peut pas, à la fois, produire des déchets et s'en désintéresser ».

Longtemps, pendant le débat, la démonstration du ministre n'a pas suffi à convaincre. Les craintes ou les fantasmes suscités par le nucléaire avaient traversé tous les bancs de l'Assemblée, de la même manière qu'ils agitent à peu près toutes les couches de l'opinion. Et c'est un député RPR, M. Jean-Louis Masson (Moselle), ancien inspecteur national des installations nucléaires, qui, le premier, a affirmé que « l'objectif de la technocratie est bel et bien de privilégier le stockage souterrain irréversible ».

« Souvenez-vous de Superphénix ! »

Des socialistes, en revanche, que l'on avait crus, il y a dix ans, plutôt réservés vis-à-vis de la filière électronucléaire, ont préféré vilipender, comme M. Jean-Yves Le Déaut (PS, Meurthe-et-Moselle), « certains écologistes », qui ne paraissent pas s'élever, selon lui, « avec la même virulence et avec la même efficacité pour dénoncer le développement anarchique de nos mégapoles et de nos sociétés industrialisées, l'utilisation abusive de carburants fossiles et l'augmentation exponentielle des taux de gaz carbonique dans l'atmosphère ».

Mis à part les présences rapides, complètes, mais quelque peu furtives, dans l'hémicycle, de MM. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, et Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, l'Assemblée nationale a été dominée, à l'occasion de ce vote, par la présence présidentielle de Ségolène Royal (PS, Deux-Sèvres), a lancé cet avertissement : « Souvenez-vous de Superphénix ! Ceux qui doutaient alors étaient, eux aussi, traités d'obscurantistes. Pourtant, la suite leur a donné raison. » Instruite par l'expérience, M. Royal a ajouté : « Si aujourd'hui nous n'arrivons pas à remettre en cause le choix de l'enfouissement, comment voulez-vous qu'on y arrive dans quinze ans, quand des milliards auront été engloutis ? »

JEAN-LOUIS SAUX

La fin de la session ordinaire

Le rap fait son entrée à Matignon

Pour la première fois, à l'occasion de la traditionnelle gardien-party organisée par le premier ministre à l'honneur du Parlement, la musique rap a été introduite, jeudi 27 juin, dans le parc de l'hôtel Matignon. Trois groupes se sont succédés sur une scène dressée au bout de l'allée formée par les tentes où pouvaient se restaurer les invités du premier ministre. Les musiciens avaient été choisis — pour honorer « les loufoques des banlieues », selon l'expression de M. Edith Cresson — par l'entremise de MM. Jack Leng, ministre de la culture, et Michel Delebarre, ministre de la ville. L'un des groupes, les Retons rappeurs, était venu de Châtelleraut, le ville dont M. Cresson est le maire.

Le premier ministre et d'ailleurs, noté que « tout Châtelleraut » était là. L'un des deux autres groupes avait été remarqué par M. Cresson et M. Delebarre

lors d'une récente visite à Orly (Val-de-Marne). Les jeunes rappeurs, en tout cas, n'ont pas paru intimidés par la qualité de leur auditoire. On les a entendus scander : « Je rappe social ! », « Je juge ce que je vois, et je ne vois rien », « Un gouvernement qui investit de l'argent dans des armements c'est dégoûtant ».

Permi les autres invités à l'honneur figuraient les policiers des banlieues difficiles, que le premier ministre avait tenu à « féliciter pour les remerciements du travail qu'ils font ».

M. Michel Rocard, revenu de vacances et maintenant voisin de M. Cresson — ses bureaux sont installés rue de Verenne, à quelques dizaines de mètres de Matignon, — n'était pas venu, mais les ministres rocardiens étaient là, ainsi que de nombreux anciens membres de son cabinet.

POLITIQUE

La désignation des candidats socialistes aux élections régionales

M. Tapie veut « combattre » M. Le Pen en Provence

La désignation des candidats socialistes aux élections régionales provoque, dans quelques fédérations, des tensions entre les principaux courants. Les partisans de M. Laurent Fabius se plaignent, dans plusieurs cas, de se heurter à des alliances entre rocardiens et jospinistes et observent que la répartition des candidatures selon les courants aboutit à minorer leur représentation parmi les candidats placés en position éligible. M. Bernard Tapie a annoncé sa candidature dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, face à celle de M. Jean-Marie Le Pen.

La désignation des candidats socialistes aux élections régionales provoque, dans quelques fédérations, des tensions entre les principaux courants. Les partisans de M. Laurent Fabius se plaignent, dans plusieurs cas, de se heurter à des alliances entre rocardiens et jospinistes et observent que la répartition des candidatures selon les courants aboutit à minorer leur représentation parmi les candidats placés en position éligible. M. Bernard Tapie a annoncé sa candidature dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, face à celle de M. Jean-Marie Le Pen.

La désignation des candidats socialistes aux élections régionales provoque, dans quelques fédérations, des tensions entre les principaux courants. Les partisans de M. Laurent Fabius se plaignent, dans plusieurs cas, de se heurter à des alliances entre rocardiens et jospinistes et observent que la répartition des candidatures selon les courants aboutit à minorer leur représentation parmi les candidats placés en position éligible. M. Bernard Tapie a annoncé sa candidature dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, face à celle de M. Jean-Marie Le Pen.

La désignation des candidats socialistes aux élections régionales provoque, dans quelques fédérations, des tensions entre les principaux courants. Les partisans de M. Laurent Fabius se plaignent, dans plusieurs cas, de se heurter à des alliances entre rocardiens et jospinistes et observent que la répartition des candidatures selon les courants aboutit à minorer leur représentation parmi les candidats placés en position éligible. M. Bernard Tapie a annoncé sa candidature dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, face à celle de M. Jean-Marie Le Pen.

Autonomie, droitisation ou alliance avec la gauche

M. Méhaignerie s'emploie à préserver la cohésion du groupe centriste

Les centristes vivent une difficile fin de session parlementaire. Le retour en force de la bipolarisation, la reprise de « frassants » débats, l'approche des échéances électorales, tout cela fait qu'ils ont bien du mal à rester groupés. A l'Assemblée nationale, les tensions au sein du groupe UDC lors du vote de la réforme hospitalière du 19 juin ont montré qu'il existe désormais, chez eux, trois tendances ou plutôt quatre.

Les centristes vivent une difficile fin de session parlementaire. Le retour en force de la bipolarisation, la reprise de « frassants » débats, l'approche des échéances électorales, tout cela fait qu'ils ont bien du mal à rester groupés. A l'Assemblée nationale, les tensions au sein du groupe UDC lors du vote de la réforme hospitalière du 19 juin ont montré qu'il existe désormais, chez eux, trois tendances ou plutôt quatre.

L'HÉSITE ENTRE LA GAUCHE QUI PERD ET LA DROITE QUI NE GAGNE PAS.



socialiste par M. François Bayrou, milite pour le retour au plus vite de l'UDC dans le giron de l'UDF. La troisième est plutôt tentée par une alliance parlementaire avec les socialistes; elle compte notamment M. Gérard Vignoble, député du Nord, et son collègue, M. Jean-Marie Le Pen. M. Jean-Jacques Jégou.

socialiste par M. François Bayrou, milite pour le retour au plus vite de l'UDC dans le giron de l'UDF. La troisième est plutôt tentée par une alliance parlementaire avec les socialistes; elle compte notamment M. Gérard Vignoble, député du Nord, et son collègue, M. Jean-Marie Le Pen. M. Jean-Jacques Jégou.

socialiste par M. François Bayrou, milite pour le retour au plus vite de l'UDC dans le giron de l'UDF. La troisième est plutôt tentée par une alliance parlementaire avec les socialistes; elle compte notamment M. Gérard Vignoble, député du Nord, et son collègue, M. Jean-Marie Le Pen. M. Jean-Jacques Jégou.

socialiste par M. François Bayrou, milite pour le retour au plus vite de l'UDC dans le giron de l'UDF. La troisième est plutôt tentée par une alliance parlementaire avec les socialistes; elle compte notamment M. Gérard Vignoble, député du Nord, et son collègue, M. Jean-Marie Le Pen. M. Jean-Jacques Jégou.

« Echéec d'un système »

Sans attendre, M. Jégou s'est dit, le même jour, dans un entretien accordé à l'événement du jeudi, « favorable à ce nouveau groupe, si celui-ci reste indépendant et si il parvient véritablement à la recomposition de la vie politique ». M. Vignoble, tant critiqué la semaine dernière pour son vote favorable sur le projet Durieux, ne devrait guère tarder à prendre des dispositions semblables. Dans un entretien à Nord-Eclair, samedi 22 juin, se plaignant de « la dérive droite » de son groupe, il a prévenu qu'il n'aurait nullement le désir « d'être un actionnaire minoritaire d'une filiale du RPR ».

Sans attendre, M. Jégou s'est dit, le même jour, dans un entretien accordé à l'événement du jeudi, « favorable à ce nouveau groupe, si celui-ci reste indépendant et si il parvient véritablement à la recomposition de la vie politique ». M. Vignoble, tant critiqué la semaine dernière pour son vote favorable sur le projet Durieux, ne devrait guère tarder à prendre des dispositions semblables. Dans un entretien à Nord-Eclair, samedi 22 juin, se plaignant de « la dérive droite » de son groupe, il a prévenu qu'il n'aurait nullement le désir « d'être un actionnaire minoritaire d'une filiale du RPR ».

Caporalisme bureaucratique

M. Bernard Tapie, qui a annoncé, le 27 juin, sa candidature dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, n'a pas à craindre de difficultés de ce genre. « Je vais aux élections régionales, a-t-il expliqué, parce que je crois que si je n'y vais pas, le Pen gagnera, et qu'il sera le patron de cette région ne me rejoint pas. Si je ne peux pas y faire grand-chose, je le regrette; si je peux y faire grand-chose, je le combats. Il avait dit qu'il voulait me combattre, c'est le moment. » La candidature de Jean-Marie Le Pen à la tête de la liste du Front national dans les Alpes-Maritimes, département qui appartient à la même région, ne fait pas de doute (le Monde du 20 juin). Celle de M. Tapie dans les Alpes-Maritimes, au premier rang d'une liste du PS, est de la majorité présidentielle, avait été souhaitée publiquement, en mars dernier, par M. Pierre Mauroy.

M. Bernard Tapie, qui a annoncé, le 27 juin, sa candidature dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, n'a pas à craindre de difficultés de ce genre. « Je vais aux élections régionales, a-t-il expliqué, parce que je crois que si je n'y vais pas, le Pen gagnera, et qu'il sera le patron de cette région ne me rejoint pas. Si je ne peux pas y faire grand-chose, je le regrette; si je peux y faire grand-chose, je le combats. Il avait dit qu'il voulait me combattre, c'est le moment. » La candidature de Jean-Marie Le Pen à la tête de la liste du Front national dans les Alpes-Maritimes, département qui appartient à la même région, ne fait pas de doute (le Monde du 20 juin). Celle de M. Tapie dans les Alpes-Maritimes, au premier rang d'une liste du PS, est de la majorité présidentielle, avait été souhaitée publiquement, en mars dernier, par M. Pierre Mauroy.

M. Bernard Tapie, qui a annoncé, le 27 juin, sa candidature dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, n'a pas à craindre de difficultés de ce genre. « Je vais aux élections régionales, a-t-il expliqué, parce que je crois que si je n'y vais pas, le Pen gagnera, et qu'il sera le patron de cette région ne me rejoint pas. Si je ne peux pas y faire grand-chose, je le regrette; si je peux y faire grand-chose, je le combats. Il avait dit qu'il voulait me combattre, c'est le moment. » La candidature de Jean-Marie Le Pen à la tête de la liste du Front national dans les Alpes-Maritimes, département qui appartient à la même région, ne fait pas de doute (le Monde du 20 juin). Celle de M. Tapie dans les Alpes-Maritimes, au premier rang d'une liste du PS, est de la majorité présidentielle, avait été souhaitée publiquement, en mars dernier, par M. Pierre Mauroy.

Conflit en Gironde

En Gironde, les courants Mauroy-Mermaz-Jospin et Rocard ont refusé d'entériner la liste élaborée par les fabiusiens, majoritaires. Il font grief à ces derniers de ne pas respecter « le juste poids des différentes motions » et de faire trop de

En Gironde, les courants Mauroy-Mermaz-Jospin et Rocard ont refusé d'entériner la liste élaborée par les fabiusiens, majoritaires. Il font grief à ces derniers de ne pas respecter « le juste poids des différentes motions » et de faire trop de

En Gironde, les courants Mauroy-Mermaz-Jospin et Rocard ont refusé d'entériner la liste élaborée par les fabiusiens, majoritaires. Il font grief à ces derniers de ne pas respecter « le juste poids des différentes motions » et de faire trop de

La préparation du congrès du PS

M. Fabius fait un pas vers M. Mauroy

M. Pierre Mauroy s'est entretenu, jeudi 27 juin, avec M. Laurent Fabius de sa proposition d'organiser à la fin de cette année, au lieu du printemps 1992, la prochaine convention du Parti socialiste. Le président de l'Assemblée nationale, qui doit rencontrer prochainement M. Lionel Jospin et M. Michel Rocard, a fait un pas vers le premier secrétaire en envisageant l'adoption du futur « projet » du PS puisse donner lieu à une convention extraordinaire.

M. Pierre Mauroy s'est entretenu, jeudi 27 juin, avec M. Laurent Fabius de sa proposition d'organiser à la fin de cette année, au lieu du printemps 1992, la prochaine convention du Parti socialiste. Le président de l'Assemblée nationale, qui doit rencontrer prochainement M. Lionel Jospin et M. Michel Rocard, a fait un pas vers le premier secrétaire en envisageant l'adoption du futur « projet » du PS puisse donner lieu à une convention extraordinaire.

M. Pierre Mauroy s'est entretenu, jeudi 27 juin, avec M. Laurent Fabius de sa proposition d'organiser à la fin de cette année, au lieu du printemps 1992, la prochaine convention du Parti socialiste. Le président de l'Assemblée nationale, qui doit rencontrer prochainement M. Lionel Jospin et M. Michel Rocard, a fait un pas vers le premier secrétaire en envisageant l'adoption du futur « projet » du PS puisse donner lieu à une convention extraordinaire.

M. Pierre Mauroy s'est entretenu, jeudi 27 juin, avec M. Laurent Fabius de sa proposition d'organiser à la fin de cette année, au lieu du printemps 1992, la prochaine convention du Parti socialiste. Le président de l'Assemblée nationale, qui doit rencontrer prochainement M. Lionel Jospin et M. Michel Rocard, a fait un pas vers le premier secrétaire en envisageant l'adoption du futur « projet » du PS puisse donner lieu à une convention extraordinaire.

« Pas de Rennes bis »

La position des fabiusiens n'a pas changé, sur le fond, quant à l'hypothèse d'un congrès du PS avancé à la fin de l'année. Pour eux, on peut certes douter de la possibilité d'un congrès d'été, mais il ne faut pas se laisser aller à l'optimisme. M. André Billardon, numéro deux du PS, a préféré mieux renvoyer tout congrès au lendemain des élections législatives, c'est-à-dire à l'automne de 1993. La commission qu'il travaille déjà, après le premier secrétaire, sur une modernisation des statuts du parti, n'envisage-t-elle pas de porter de deux à trois ans le délai entre deux congrès ?

Alliance rouge-rose-vert

L'orientation prise par l'ancien ministre de la défense et ses partisans a convaincu M. Roger Madec, conseiller de Paris, proche de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, de rejoindre le groupe Espace socialiste de M. Charazat. Dans une lettre aux militants, M. Madec indique qu'il avait voté « à contre-cœur » pour le texte majoritaire, présenté par M. Sarre, lors des débats de Socialisme et République le 23 juin

L'orientation prise par l'ancien ministre de la défense et ses partisans a convaincu M. Roger Madec, conseiller de Paris, proche de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, de rejoindre le groupe Espace socialiste de M. Charazat. Dans une lettre aux militants, M. Madec indique qu'il avait voté « à contre-cœur » pour le texte majoritaire, présenté par M. Sarre, lors des débats de Socialisme et République le 23 juin

L'orientation prise par l'ancien ministre de la défense et ses partisans a convaincu M. Roger Madec, conseiller de Paris, proche de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, de rejoindre le groupe Espace socialiste de M. Charazat. Dans une lettre aux militants, M. Madec indique qu'il avait voté « à contre-cœur » pour le texte majoritaire, présenté par M. Sarre, lors des débats de Socialisme et République le 23 juin

(Publicité)

I comme Internationale

Dans LICRA se trouve un I qui place son combat contre le racisme et l'antisémitisme au niveau international. La section de Suisse, depuis vingt-cinq ans, a démontré avec succès que l'action de la LICRA était « exportable » en s'adaptant à chaque contexte national. Au cours des derniers mois, des sections ont été créées en Italie, au Luxembourg, en Espagne, au Portugal. En juin, le président Pierre-Bloch et M^{me} Pauline Salmona installeront officiellement la section de Montreuil, et en septembre la section de Munich; d'autres suivront. La LICRA n'a cessé de porter son intérêt sur des situations de racisme ou d'antisémitisme frappant soit les Juifs d'URSS ou d'Ethiopie, soit des minorités comme les Kurdes ou les Arméniens. La lutte contre toutes les formes de racisme prend une dimension internationale parce que les racistes créent des réseaux à travers le monde. Les néo-nazis et les négationnistes tiennent des réunions internationales de coordination, les extrémistes droites se regroupent au Parlement européen. Avec l'Europe sans frontières qui verra le jour en 1993, le problème des immigrés, y compris ceux issus des pays de l'Est, prend la mesure du continent.

LICRA, 40, rue de Paradis, 75010 Paris. Tél. 47-70-13-28.

(Publicité)

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFIER DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre (section B) de la cour d'appel de Paris, du 28 février 1991
- M. GOLDSTEIN Jacques, né le 7 novembre 1932 à PARIS (4^e), et demeurant à PARIS (16^e), 4, rue Migon
a été condamné à 10 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 30 000 F d'amende.
Pour fraude fiscale par omission volontaire des déclarations relatives à la TVA + fraude fiscale par dissimulation d'une partie des sommes sujettes à l'impôt sur le bénéfice non commercial par imputation indue aux frais du condamné.
1^o la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Monde et le Figaro.
2^o l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de M. GOLDSTEIN à Paris (16^e).
Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur général sur sa réquisition.
PYLE GREFFIER EN CHEF.

PYLE GREFFIER EN CHEF.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

La validité de la procédure ouverte au Mans

Affaire Urba : la Cour de cassation a rejeté le pourvoi de la chancellerie

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Christian Le Garrec, a rejeté, jeudi 27 juin, les pourvois du procureur général de la cour d'appel d'Angers et du seul inculpé dans l'affaire Urba, M. Christian Giraudon. Elle a donné raison à la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers, qui, le 19 avril, avait déclaré « conforme au droit » le réquisitoire introductif pour extension de la procédure au Mans. L'instruction du dossier Urba peut désormais se poursuivre : en vertu du privilège de juridiction, qui exige le « dépaysement » des dossiers comprenant des noms d'élus, la Cour de cassation a confié l'instruction à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes.

Pour ce nouvel acte de l'affaire Urba, la chambre criminelle de la Cour de cassation avait décidé d'ouvrir ses portes au public. Le dossier n'a plus de secret à offrir, mais la justice décidait là de débiter publiquement de l'acte fondateur du dossier Urba : l'ouverture au Mans, le 8 janvier, d'une information judiciaire contre X pour extorsion de fonds. Sans cette pièce signée par l'un des substituts du parquet du Mans, M. Edouard Wawrzyniak, le dossier Urba n'aurait jamais atteint sur le bureau du juge Jean-Pierre. Et il y aurait pas eu d'affaire Urba au Mans.

A l'époque, le juge Jean-Pierre était chargé d'un dossier d'accident du travail : la mort de deux ouvriers sur le chantier de l'Ilot-7. Au cours de son instruction, M. Thierry Jean-Pierre recevait un coup de téléphone d'un dénommé « Fournier », qui affirmait que le docteur Pierre Colicadan, ancien secrétaire fédéral du Parti socialiste et ancien conseiller municipal du Mans, avait des révélations à faire. Après avoir versé au dossier une note manuscrite faisant état de ce coup de téléphone, le juge Jean-Pierre convoquait le docteur Colicadan au tribunal du Mans.

Des infractions pénales

La déposition de l'ancien responsable socialiste était alors laennique : M. Colicadan, qui déclarait n'avoir « aucune révélation à faire sur le chantier de l'Ilot-7 et sur son financement », disait que « certains responsables étaient gênés quand ils en parlaient sans qu'il sache quelle était la cause exacte de cette gêne ». Le médecin adjoint répondait : « J'ai su, de par mon activité de militant au PS et de secrétaire fédéral, que certaines entreprises versaient des commissions par l'intermédiaire de bureaux d'étude pour avoir des marchés publics. Je ne sais pas si cela a été le cas pour l'Ilot-7 ». Le juge Jean-Pierre se rendait alors dans le bureau de l'un des substituts du parquet du Mans, M. Wawrzyniak, qui ouvrait sur-le-champ une information judiciaire contre X pour extorsion de fonds. L'affaire du Mans était née.

Ces fameux réquisitoires soulevaient pourtant bien des polémiques. Le procureur de la République du Mans, M. Henri Bertrou, qui affirmait avoir eu connaissance de cette information judiciaire par hasard, deux mois après son ouverture, parlait de « parti pris » voire de « collusion » entre le juge Jean-Pierre et le substitut. Soulignant l'imprécision des déclarations du docteur Colicadan, M. Bertrou saisissait la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers : il demandait l'annulation du réquisitoire introductif, qui entraînait l'annulation de l'ensemble des actes qui avaient suivi, et donc de la procédure tout entière.

Le 19 avril, la cour d'appel de Rennes a décidé autrement : ce jour-là, au terme d'une audience à huis clos extrêmement novatrice, elle déclarait l'ouverture de l'information judiciaire « conforme au droit ». A ses yeux, la déposition de M. Colicadan, « témoin particulièrement bien informé », révélait des faits « qui ne laissent pas seulement supposer qu'une infraction a pu être commise, mais qu'elle a été commise ». Après bien des hésitations, la chancellerie décidait de se pourvoir en cassation. La plus haute juridiction française serait donc appelée à se prononcer à son tour sur cette affaire. Elle avait la possibilité, elle aussi, d'annuler le réquisitoire et, par voie de conséquence, l'ensemble de la procédure, perquisition comprise.

M. Lyon-Caen détaillait alors les premières déclarations du docteur Colicadan. Une déposition « vague et imprécise » qui, à ses yeux, ne permettait en aucun cas d'ouvrir une information judiciaire pour extorsion de fonds. « La jurisprudence est claire : le juge d'instruction ne peut être saisi que de faits déterminés et déterminables, expliquait-il. Or le docteur Colicadan se contente de dénoncer des pratiques de financement répréhensibles sans donner aucune précision. Tous les citoyens qui lisent les journaux en savent autant que lui ».

Des bases parfois ténues

Dans ce dossier, la Cour de cassation était confrontée à un problème d'importance. L'avocat d'Urba et le parquet général lui demandaient, en fait, d'apprécier la validité du réquisitoire au regard de l'insuffisance des pièces. Un débat que la chambre criminelle de la Cour de cassation n'avait encore jamais abordé : jusqu'à cette affaire, elle s'était contentée d'apprécier cette validité en matière de forme.

« Une analyse souveraine des pièces »

Voici les principaux extraits de l'arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation : « Pour refuser d'annuler le réquisitoire introductif du 8 janvier 1991, la chambre d'accusation énonce notamment que les faits révélés avant l'arrestation de X et consistant dans le versement par des entreprises de commissions pour l'obtention de marchés publics auraient été commis dans la ville du Mans et qu'il ne peut dès lors être contesté que le réquisitoire litigieux a été délivré par un magistrat du parquet territoriallement compétent : qu'elle observe, en outre, que la saisine du magistrat instructeur, quant aux faits, est déterminée par les pièces annexées au réquisitoire. En statuant ainsi par une analyse souveraine de ces pièces, et alors que la Cour de cassation est en mesure de s'assurer que le réquisitoire introductif satisfait en la forme aux conditions d'accusation, la chambre d'accusation a justifié sa décision sans encourir les griefs allégués. »

Les réactions

Le juge Thierry Jean-Pierre a exprimé son « contentement », jeudi 27 juin, après l'annonce de la décision de la chambre criminelle de la Cour de cassation. « Il faut attendre de voir ce que fera la cour d'appel de Rennes. Si le parquet général veut continuer la procédure judiciaire, il ressortira de la chambre d'accusation de cette cour d'appel sur d'autres points de la procédure, comme la perquisition ». Rappelant les déclarations du procureur de la République du Mans sur la « collusion » contre le juge d'instruction et le substitut, le juge Jean-Pierre a ajouté : « Ce n'est pas la première fois que l'on puisse dire, c'est l'histoire leur donne tort. Cela n'a fait que retarder l'instruction de trois mois ». La garde des sceaux, M. Henri Nallet, qui était l'invité de RTL, a estimé que cette décision « démontrait de manière tout à fait remarquable l'indépendance de la justice ». « C'est la meilleure preuve qu'à la Cour de cassation, les juges sont

totallement indépendants du pouvoir exécutif. Ils ont tranché comme ils le pensaient devoir le faire. Cette affaire suivra son cours selon ce que décidera la justice ».

M. Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée, demande, lui, la démission de M. Nallet. « Cet arrêt est une terrible canonnade pour le parti de la justice. Désormais, la justice par la justice, à Angers et à Paris, le ministre de la justice ne mérite plus ce nom. Il doit immédiatement démissionner après avoir présenté des excuses publiques au juge Jean-Pierre ». Enfin, l'association professionnelle des magistrats (APM, droite) a salué jeudi la « courageuse manifestation d'indépendance » de la Cour de cassation « face aux formidables manœuvres d'intimidation du pouvoir politique ». L'APM « s'interroge une fois de plus sur la possibilité pour un garde des sceaux d'avoir de la main à se tenir devant la justice ».

Des révélations de l'Express sur les suites de l'attentat contre le DC-10 d'UTA

Deux responsables libyens pourraient être inculpés

Chargé du dossier de l'attentat contre le DC-10 d'UTA (cent soixante-dix morts en septembre 1989), le juge d'instruction parisiens Jean-Louis Bruguière serait sur le point d'inculper deux responsables de l'Etat libyen, selon l'Express du 27 juin. Il s'agit notamment de M. Moussa Koussa, vice-ministre des affaires étrangères, et Abdallah Senoussi, numéro deux des services de renseignements libyens. Cet attentat aurait été décidé lors d'une réunion, tenue à Tripoli (Libye)

en septembre 1988, au cours de laquelle aurait également été programmée l'explosion en val d'un Boeing-747 de la Pan-Am au-dessus de Lockerbie, en Ecosse (deux cent soixante et onze morts en décembre 1988). Toujours selon l'hebdomadaire, l'Etat libyen aurait visé un « double objectif » en décidant ces attentats : frapper le Fraee pour se venger de ses défaites au Tchad ; frapper les Etats-Unis après les bombardements de Tripoli.

Certains réquisitoires avaient ainsi été annulés parce que la date avait été oubliée, d'autres parce que aucune pièce n'avait été jointe. « La nullité des réquisitoires reposait alors sur des critères objectifs », notait l'avocat général, M. Nicole Pradain. Elle était sans incidence sur le pouvoir d'appréciation du parquet ».

La question, dans le dossier Urba, était bien différente : il s'agissait de dire si les pièces, et notamment la déposition du docteur Colicadan, étaient suffisantes. La question devenait dès lors plus délicate. « Si la Cour de cassation permet un contrôle sur l'importance des charges retenues par le ministère public, nous allons aboutir à une augmentation très importante des contentieux, car certains inculpés ne manqueront pas de contester les réquisitoires », notait alors M. Nicole Pradain. Cela entraînerait gravement l'exercice de l'action publique », estimait l'avocat général. L'arrêt, en outre, entre autres, aux trafics de stupéfiants, pour lesquels les parquets ouvrent des informations judiciaires sur la base d'éléments parfois ténus. La conclusion de M. Pradain était claire : « Il faut continuer à permettre aux magistrats du parquet d'ouvrir des informations judiciaires en leur libre et conscience ». L'avocat général concluait donc au rejet des deux pourvois.

La chambre criminelle de la Cour de cassation a décidé de la suite. Son arrêt est bref : il se contente de donner raison à la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers, « notant, note la Cour de cassation, par une analyse souveraine des pièces ». Deux mois après l'arrêt d'Angers, il s'agit là d'une nouvelle victoire pour le juge Jean-Pierre : la procédure est sauvée et l'instruction peut désormais se poursuivre. Avec l'application du privilège de juridiction, la Cour de cassation a décidé de confier le dossier à la cour d'appel de Rennes. Le nouveau juge d'instruction pourra se pencher sur ce dossier qui n'a guère progressé depuis la perquisition du juge Jean-Pierre dans les locaux d'Urbanich, à Paris, le 7 avril.

ANNE CHEMIN

A la cour d'assises d'Indre-et-Loire

« Au bout de l'horreur »

La cour d'assises d'Indre-et-Loire a condamné jeudi 27 juin à la réclusion criminelle à perpétuité Sylvie Reviriego, accusée d'avoir assassiné une de ses amies puis dépecé durant plusieurs jours à son domicile le corps de sa victime [Le Monde du 28 juin].

TOURS

de notre envoyé spécial

Ce fut, selon l'avocat général, un lourd voyage « à l'extrême point de l'horreur ». Ce fut aussi, quatre jours durant, une longue équipée aux marches du normal et du pathologique, un étonnement entre le monstrueux et l'incompréhensible. A l'heure des plaidoiries, la question fut maintes fois posée : avait-on affaire à un monstre, cet assassin lucide s'échappant ignominieusement sur le corps de celle qu'elle venait de tuer ? Et s'il ne s'agissait pas d'un monstre, où étions-nous ?

Pour M. Catherine Liaon-Croza, du barreau de Tours, l'un des défenseurs de l'accusée, il ne fallait voir dans les gestes de Sylvie Reviriego que l'effet de cocktails médicamenteux illicites, exacerbant les tendances profondes d'un terrain psychologique particulier. L'horrible conséquence, en somme, de fautes déontologiques répétées ou de pratiques médicales condamnable. Arguant du fait qu'en naissant, elle n'était qu'une enfant, la réclusion à perpétuité, le réquisitoire de l'avocat plaide le délire, la folie dans l'inconscience, la maladie mentale et la dépendance amphetamine. Elle critique violemment les conditions dans lesquelles travaillaient les experts psychiatres (docteurs Mesan, Martin, Layrie, et Brion), ces mêmes experts qui, contre leur attente, ne trouvaient chez l'accusée aucun trait psychiatrique laissant penser

qu'elle avait pu accomplir ces gestes sous l'effet de la démence. Le second défenseur de Sylvie Reviriego, M. Jacques Laouté, ancien directeur de l'Institut de criminalologie de Paris, ne dit pas autre chose en plaidant l'article 64 du code pénal. Il explique ainsi que le crime, tout comme les écarts de conduite préalables de l'accusée (vol, infractions au carnet de chèques, falsifications d'ordres de paiement) ne pouvaient être que la résultante pathologique de la consommation effrénée d'amphétamine et d'autres drogues. Contre l'avis unanime des experts délégués à l'audience, la défense s'est ainsi à une meigre tentative d'explication médicamenteuse de l'impensable.

Conséquence logique, celle que la partie civile (M. Colin et Sieklucki) avait présentée comme un « monstre » n'aurait donc plus été que la simple victime d'une pratique médicale déviante, le crime aussi du risque thérapeutique inhérent à tout geste de praticien. Etait-ce recevable ?

Le verdict raté par la défense était trop simple pour une affaire aussi complexe. Il est vrai que cette stratégie avait entre-temps été ruinée par M. Michel Sabourault, avocat général, qui, avec un certain courage, et un grand talent, avait seul relevé le défi. Celui lancé, du fond de son mutisme, par cette femme qui, avant d'être condamnée, réclamait d'autres schémas explicatifs que de pauvres images empruntées aux bestiaires de l'énigmatisme ou de la compassion. « Vous êtes allée au bout de l'horreur, mais vous n'avez pas pu rester à la hauteur du crime que vous avez commis », dira encore l'avocat général avant de raquer, rapidement suivi par les jurés, la réclusion criminelle à perpétuité.

JEAN-YVES NAU

Les communes et l'inscription scolaire des jeunes immigrés

Le maire de Beaucaire jugé pour discrimination raciale

Le maire de Beaucaire (Gard), M. Jean-Marie André, conseiller (apparenté UDF) de la région Languedoc-Roussillon, comparaissait, jeudi 27 juin, devant le tribunal correctionnel de Grenoble. En 1989, il avait refusé de délivrer à une trentaine d'enfants immigrés arrivant en France et parlant peu ou pas le français, des certificats d'admission dans les écoles et les cantines de la commune. La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) avait porté plainte pour discrimination raciale.

GRENOBLE

de notre correspondant

En 1989, Beaucaire était une commune sinistrée et on la montrait du doigt dans tant la région : un très grand nombre d'enfants se trouvaient en situation d'échec scolaire. Le taux de redoublement était très élevé et l'on ne comptait que 7,6 % de bacheliers dans la ville. « Je me suis affolé lorsque j'ai pris connaissance de cette situation », affirme aujourd'hui le maire qui enseigne pourtant depuis trente ans dans sa commune en tant qu'instituteur.

« On a alors désigné à la vindicte publique un groupe d'enfants qui auraient été les responsables du taux particulièrement élevé d'échec scolaire », dit le président local de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), M. Jean-François Milesi, venu témoigner devant le tribunal. Effectivement, dans les classes de Beaucaire, le nombre des enfants d'immigrés était très élevé, dépassant souvent 60 %, parfois 80 %. « En laissant venir de nouveaux élèves, je pénalisais

sois les jeunes Français et les enfants d'immigrés installés dans la commune depuis longtemps », rappelle le maire. En s'opposant à l'arrivée des jeunes Maghrébins, il pensait assurer plus facilement l'intégration des « siens » dans la petite communauté de Beaucaire forte de 13 400 habitants.

En apprenant, quelques mois avant la rentrée de 1989, l'arrivée dans sa commune de soixante-dix nouvelles familles d'immigrés, M. Jean-Marie André, selon ses détracteurs, a « disparu » et a « cédé à la pression de son électeur et à la crainte que représentaient pour lui les 35 % d'électeurs du Front national ». Il a refusé à ces familles le bénéfice d'un droit auquel elles pouvaient prétendre, celui d'inscrire leurs enfants dans l'une des écoles de la ville.

« Je criais au secours »

L'avocat de la Ligue des droits de l'homme, M. Michel Tubiana, voulait savoir si cette démarche était de nature raciale. Le maire de Beaucaire, qui a longtemps milité dans les associations caritatives et avait pris soin de se faire accompagner au procès par des travailleurs immigrés et des harkis, ne semble pas avoir agi dans cet esprit. Le substitut du procureur de la République, M. Richard Palisin, a rejeté l'accusation de racisme et a demandé au tribunal de l'homme, M. Michel Tubiana, de pas condamner le maire de Beaucaire. Il a regretté que ce dernier « n'ait pas trouvé auprès des pouvoirs publics l'aide et la compréhension qu'il attendait. Ce qui explique son coup d'éclat ».

A de nombreuses reprises, en effet, M. André avait essayé d'alerter les préfets successifs de Gard, mais en vain. Sa cité a vu croître le nombre des immigrés qui ont investi le centre ancien. Celui-ci a très vite pris l'allure d'un

« ghetto », tandis que les écoles de Beaucaire se vidaient progressivement de leurs élèves français. « Aussitôt après ma décision de ne plus recevoir d'enfants primo-arrivants, le préfet a pris enfin conscience que Beaucaire ne devait plus être le refuge de toute la misère du monde et que nous courrions tout droit à l'explosion », dit aujourd'hui le maire. « Je ne suis pas fier d'avoir pris des enfants en otage. Mais, depuis 1983, je criais au secours et l'on ne voulait pas m'entendre. Il a fallu en arriver là pour trouver une solution aux problèmes d'immigration que connaît ma commune ».

Le jugement du tribunal correctionnel sera rendu le 18 juillet.

CLAUDE FRANCILLON

Réclusion à perpétuité pour l'incendiaire de Belfort

La cour d'assises de la Haute-Saône a condamné, jeudi 27 juin, l'incendiaire de Belfort à la réclusion criminelle à perpétuité. Elle s'est accordée de circonstances atténuantes à Xavier Curtet, marginal âgé de vingt-cinq ans, accusé d'avoir provoqué l'incendie au cours duquel quinze personnes avaient trouvé la mort, le 8 mars 1989, à Belfort.

L'annonce de sa condamnation a été applaudie par le public où figurait, depuis le début du procès (le Monde du 27 juin), de nombreux parents des victimes, parties civiles. Leur principal avocat, M. Jean Gonnin, du barreau de Belfort, avait demandé que la condamnation à vie qu'il réclamait à l'incendiaire de Xavier Curtet fut assortie d'une période « incompressible » de dix-huit ans, la peine la plus lourde prévue par le code pénal. L'avocat général, M. Christiane Cortey, avait, elle aussi, requis cette « période de sûreté maximum ».

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

Vingt morts dans un établissement thermal du Gers

La catastrophe de Barbotan serait due à des émanations de gaz toxiques

Vingt personnes, dix-neuf curistes et une employée, sont mortes, jeudi 28 juin, à Barbotan-les-Thermes (Gers), asphyxiées par des émanations de gaz toxiques au sein de l'établissement thermal (nos dernières éditions du 28 juin). La tragédie serait la conséquence de travaux d'aménagement qui se déroulaient sur le toit des thermes, selon les premières explications données par le préfet, M. Gérard Guiter, le procureur de la République, M. Hervé Robin, et le commandant Vinel, qui dirigeait les secours. Une information judiciaire pour homicide involontaire a été ouverte.

BARBOTAN (GERS)

de notre correspondant

Il est à peine plus de 11 heures, jeudi matin à Barbotan, et, comme chaque jour, dans la piscine des thermes et aux abords, une cinquantaine de curistes nagent ou patientent en attendant de se faire soigner. C'est à la même heure que la vie des pompiers aperçoit une fumée noire au-dessus de l'établissement. Très vite, c'est l'alerte générale, mais les secours-pompiers éprouvent les pires difficultés à pénétrer dans les locaux. A cause de la fumée, mais aussi parce que cette partie des thermes est en travaux.

Les sauveteurs mesurent rapidement l'ampleur de la tragédie, et le plan rouge, qui permet de mobiliser des moyens d'urgence considérables,

est déclenché par le préfet. Au total, les corps sans vie de vingt curistes, originaires de la France entière, seront évacués sur des brancards. Contrairement à ce que les sauveteurs ont pu d'abord croire, il n'y a pas eu d'incendie à proprement parler, et le commandant Vinel, patron du service départemental de secours, comme les médecins présents sur les lieux ont conclu à une « asphyxie foudroyante » provoquée par l'émission de gaz toxiques complexes. Une seule des victimes présentait des brûlures au troisième degré, jugées insuffisantes pour provoquer la mort.

La chute d'un chaudière de bitume

Au moment du drame, des ouvriers effectuaient des travaux sur le toit situé juste au-dessus de la piscine et de sa salle d'attente. Un chau-

dra de bitume ou de goudron liquide se serait accidentellement répandu. Après s'être enflammé, il aurait pénétré dans la toiture « par des interstices, des conduites et des ventilations », selon le rapport d'enquête. Ce produit « un hydrocarbure » s'est accumulé dans le faux plafond et a brûlé un certain temps. Le plafond translucide s'est alors amolli et est tombé sur les patients qui attendaient d'entrer dans la piscine. Ce ne sont pourtant pas ces chutes de plaques qui, selon les spécialistes, auraient provoqué la mort, mais bien plutôt les gaz émanant de la combustion lente et de l'échauffement des matériaux de la toiture. « Les positions de certaines victimes montrent qu'elles n'ont pas eu le temps de réagir », a indiqué le commandant Vinel. Il reviendra à l'enquête ordonnée par le parquet de déterminer les responsabilités. La commission de sécurité de l'arrondissement venait de passer dans l'établissement thermal, mais la municipalité de Barbotan, dont dépend Barbotan-les-Thermes, soutient « une enquête pénale et civile jusqu'à son terme ». Trois questions restent posées : pourquoi des travaux ont-ils été engagés sur la toiture alors que des curistes se trouvaient dans la pièce au-dessous ? Comment le goudron liquide a-t-il pu pénétrer dans la toiture ? Si les matériaux utilisés pour la construction de la toiture et du faux plafond étaient conformes aux normes, est-ce que l'échauffement a-t-il pu provoquer l'émission de gaz toxiques ? « Ce drame présente toutes les caractéristiques des sinistres modernes, a commenté le commandant Vinel. Avec très peu de dégâts matériels et beaucoup de victimes humaines. »

DANIEL HOURQUERIE

A Garges-lès-Gonesse

Un blessé grave lors d'une altercation entre un vigile et un groupe de jeunes

Un agent de sécurité de trente-six ans a ouvert le feu, le jeudi 27 juin vers 20 h 30, contre un groupe de jeunes qui faisaient exploser des pétards dans le quartier des Doucettes, à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise). Un jeune homme de vingt-deux ans a été blessé grièvement. Le tireur, maître-chien dans une société de gardiennage, était descendu, armé d'un revolver 22 long rifle, de son logement situé au deuxième étage, pour demander aux jeunes de cesser de faire du bruit.

Accueilli par des injures, il est

ensuite remonté dans son appartement, dont les vitres étaient attaquées à coups de pierres. Il a alors tiré à deux ou trois reprises, atteignant le jeune Luis Pinto, qui passait par là en revenant d'un cours d'auto-école. Quelques instants plus tard, se sont rassemblés au pied de l'immeuble, menaçant de lyncher le tireur. La police a protégé l'auteur des coups de feu et l'a placé en garde à vue, tandis que le procureur de Pontoise apaisait la tension, en recevant une délégation des jeunes protestataires. Le calme n'est revenu qu'après minuit.

SPORTS

TENNIS : les championnats de Wimbledon

Edberg sauvé des eaux

Le cent cinquantième tournoi de tennis de Wimbledon marche au ralenti. Pour la quatrième journée consécutive, la pluie a perturbé la compétition. Vingt-huit matches joués mardi, dix-huit mercredi et six jeudi : le tournoi 1991, dont la première journée avait été complètement annulée, accuse un retard de plus en plus lourd. Tout ce qui voulait rester sérieux devant cette « catastrophe météorologique », les membres du comité du tournoi reconnaissent maintenant à demi-mot que le tournoi a peu de chance de se conclure à la date prévue, dimanche 7 juillet. Le premier tour du simple messieurs (13 matches joués sur 64) et du simple dames (39 sur 64) est loin d'être terminé (76 étaient encore à jouer vendredi). Pour rattraper ce retard, le comité a annoncé qu'il étudierait la possibilité d'utiliser le premier dimanche, journée traditionnellement réservée aux repos. Jusqu'à présent, cette solution de secours avait été repoussée en raison de l'opposition des riverains et de la difficulté à organiser une journée de compétition de façon inopinée (problèmes de billetterie, de transports, etc.). Jeudi 27 juin, cinq joueurs et une joueuse ont réussi à se qualifier entre deux averses, devant un public toujours aussi nombreux malgré les intempéries. Le tenant du titre, le Suédois Stefan Edberg (n° 1) a notamment fini par battre le Suisse Marc Rosset (6-4, 6-4, 6-4) au terme d'un match marathon, reporté lundi, arrêté mardi après deux sets, reporté encore mercredi et achevé jeudi en deux épisodes. Les autres vainqueurs du jour ont été le Français Jean-Philippe Fleurian, l'Américain Pete Sampras, le Suédois Anders Jarryd, l'Allemand Michael Stich et l'Australienne Anne Minter. (AFP)

Quatre morts dans un accident d'hélicoptère. - Le pilote et les trois passagers d'un hélicoptère de la protection civile ont trouvé la mort, jeudi 27 juin, dans l'accident de leur appareil qui, après avoir vraisemblablement heurté une ligne à haute tension, s'est abîmé dans une rivière près de Châteaulin (Finistère). Ils survolaient le secteur de la commune de Dinfaul, à la recherche d'une femme disparue la veille non loin des bords de l'Aulne, une rivière côtière proche.

Démantèlement d'un réseau de proxénétisme à Paris et à Marseille. - Une quinzaine de membres d'un réseau de proxénètes impliquant le milieu marseillais du grand banditisme ont été interpellés, mardi 25 juin, à Paris et dans les Bouches-du-Rhône. Six d'entre eux ont été inculpés de proxénétisme aggravé et d'association de malfaiteurs, et écroués, par M. Franck Landou, juge d'instruction à Toulon. Leur réseau avait fait « monter » dans la capitale dix jeunes femmes de la cité phocéenne pour les prostituer dans des studios de la rue Saint-Denis; elles étaient surveillées par Paul Mitoux, un Marseillais déjà condamné pour des braquages, et deux anciennes prostituées. L'argent de la prostitution était expédié à Marseille par mandats postaux.

Précisions. - Après la publication, dans le Monde du 14 juin d'une information fautive état d'une perquisition, lors d'une enquête sur un réseau de travail clandestin, au siège de la société ASB Industries, le PDG de la société ASB Interim, M. Daniel Barus, nous prie de préciser que sa société « n'a aucun lien avec ASB Industries ». Il ajoute qu'elle ne fait l'objet d'aucune poursuite et que « la législation du travail est totalement respectée par ses agents ».

SCIENCES

Dans le rapport annuel sur la sûreté des installations nucléaires

Le Commissariat à l'énergie atomique est vivement critiqué

M. Michel Lavie, responsable de la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), ne s'embarrasse pas de mots. Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) vient de faire le frais de sa rude franchise lors de la présentation, mercredi 26 juin, du rapport d'activité de la DSIN pour 1990 (1). Son directeur a, en effet, pas hésité à parler des « carences » de la hiérarchie de cet organisme, qui laisserait trop la responsabilité de la sûreté au personnel.

C'est aux exploitants, a-t-il dit, d'être responsables de la sûreté de leurs installations. Les grandes comme les petites. La sûreté ne peut être à deux vitesses. Rude coup donc pour le CEA, qui paie les affaires de la décharge de Saint-Aubin, où des traces de plutonium avaient été découvertes, de la société Oris, dont la DSIN avait fermé l'unité de production d'isotopes radioactifs en raison de manquements aux règles de sûreté, et celle enfin - où sa responsabilité n'est pas engagée - de l'usine de combustible de la FBFC à Pierrelatte, exposée à des problèmes de « criticité ».

« Si, sur le fond, M. Lavie a raison », estime M. Guy Paillet, administrateur général adjoint au Commissariat à l'énergie atomique, « ses remarques sont trop fortes quant à la forme ». « D'autant », ajoute-t-il, que l'ensemble de la réorganisation de la sûreté a fait l'objet, à la fin de 1990, d'un rapport de l'inspecteur général de la sûreté nucléaire dont les conclusions ont été présentées à la DSIN. « Il faut rappeler, a-t-il précisé, que le CEA n'a jamais enregistré d'accident grave et qu'il se trouve être à l'origine de la tradition de sûreté nucléaire dans notre pays ».

A Asnières

La colère de la rue Trarieux

Pavillons baroques, hétéroclites, cernés de roses et de vigne vierge... Charme un peu suranné d'une rue tranquille de la banlieue parisienne : rue Trarieux, à Asnières, dans les Hauts-de-Seine, à des kilomètres du terminus de la ligne 13 du métro qui traverse Paris du nord au sud. Une situation sans doute trop belle...

Alentour, les usines Chausson ont fermé, une fabrique de boutons est sur le point d'en faire autant. Au total huit hectares ont été libérés, que la municipalité a rachetés pour y aménager la ZAC du métro. L'occasion est inespérée pour élargir la rue Trarieux (et deux autres parallèles) qui borde le périmètre : du centre-ville jusqu'au métro, la voie permettrait aux voitures d'éviter un long détour.

Le commune et le société d'économie mixte SEM 92 qu'elle a choisie comme aménageur se sont déjà rendus propriétaires d'une demi-douzaine de pavillons ou appartements. Les pavillons font place, selon la mairie, à des logements dont une partie à loyers modestes, des bureaux, des locaux d'activités des commerces. Grâce à la ZAC, souligne le maire, M. Michel Maurice-Bokanowski (RPR), des équipements pourront être construits sans bourse délier pour la ville : une école, une crèche et une halte-garderie, un gymnase et 6 000 m² d'espaces verts.

Mais les riverains de la rue Trarieux voient leur univers s'écrouler. Ils multiplient les démarches, les manifestations, les pétitions revêtues déjà de

2 300 signatures. Certains accepteraient la ZAC, à la rigueur, tout en déplorant la densification de l'ensemble urbain - « plus de neuf ZAC en trois ans à Asnières », s'insurgent-ils - si l'on épargnait la bande des pavillons et ses petits jardins.

Impossible, répond la municipalité. Le verdict des experts, les prévisions de trafic de la future ligne de métro Métro, le plan d'occupation des sols adopté en 1988 : tout, dit-elle, lui donne raison de vouloir élargir la rue Trarieux. « Je ne voudrais pas que, demain, l'on m'accuse de n'avoir pas fait ce qu'il fallait pour qu'on puisse circuler à Asnières », se défend M. Maurice-Bokanowski. Organisant une « enquête de concertation » auprès de la population du 27 juin au 5 juillet, il plaide même « l'intérêt des propriétaires » en les avertissant que, s'ils veulent vendre un jour, la rue étant frappée d'élargissement, les Dornes lèveront des prix « très inférieurs à ceux que la ville leur propose aujourd'hui ».

Les riverains ne l'entendent pas de cette oreille. Tels les animateurs d'une association spiritualiste logée rue Trarieux qui rejettent l'offre d'un nouveau local à moins de 300 mètres du métro. Et, dans la rue qui porte le nom de Ludovic Trarieux, premier président de la Ligue des droits de l'homme, ils se rassemblent derrière la banderole où se lit l'arête de la Déclaration selon laquelle « nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété ».

CHARLES VIAL

RELIGIONS

Consistoire au Vatican : la barrette pourpre remise aux 23 nouveaux cardinaux. - Le pape a remis, vendredi 28 juin, la barrette pourpre aux 23 nouveaux cardinaux créés le 28 mai (le Monde du 30 mai), au cours d'un consistoire solennel, en présence de tous les prélats de la Curie romaine, des ambassadeurs et d'un public nombreux. M. Alain Vivien, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, conduisait la délégation française, comprenant également M.M. Robert Vigouroux, secrétaire de M. de Morsille et Jean-Claude Gaudin, président du conseil général des Bouches-du-Rhône :

l'archevêque de Marseille, Mgr Robert Coffy, fait partie des nouveaux cardinaux, avec Mgr Gong Pinmei, premier cardinal originaire de la Chine communiste. Un nouvel évêque sera consacré en juillet par la Fraternité latine d'Église. Trois mois après la mort de Mgr Marcel Lefebvre, neuf nouveaux prêtres ont été ordonnés, jeudi 27 juin, au séminaire intégriste d'Ecône, en Suisse. A cette occasion, les quatre évêques schismatiques de la Fraternité Saint-Pie X ont annoncé qu'ils allaient sacrer, le 28 juillet, dans le diocèse de Campos, au Brésil, un nouvel évêque.

Société spécialisée dans la localisation et la messagerie par satellite

Locstar sur la voie de la liquidation

La société Locstar, spécialisée dans la localisation et la messagerie de véhicules par satellite, devait annoncer d'ici la fin juillet sa mise en liquidation. Lors du dernier conseil d'administration, les actionnaires ont constaté qu'ils ne pouvaient boucler le plan de financement de leur programme à venir : 500 millions de francs ont manqué pour atteindre la somme de 1,5 milliard que Locstar souhaitait investir pour couvrir les frais de lancement par Ariane d'un satellite de messagerie et la construction d'un centre de traitement des données.

Déjà, en avril (le Monde du 27 avril), Locstar avait dû réduire ses ambitions de 1 milliard de francs, faute d'avoir pu trouver l'argent nécessaire au programme de 2,5 milliards de francs qu'elle envisageait de mettre en place. La société, créée par M. Frédéric d'Allest en décembre 1988, espérait alors mettre en orbite, à partir de 1992, deux satellites construits par Matra pour assurer les services qu'elle proposait.

Le projet n'a su séduire ni les actionnaires potentiels, ni, semble-t-il, les pouvoirs publics. Résultat : une centaine de personnes vont avoir à souffrir de cette liquidation qui laisse désormais le champ libre au concurrent direct de Locstar, le système américain Qualcomm - moins précis, mais moins cher - que l'organisation européenne de télécommunications par satellite Eutelsat va prochainement commercialiser sous le nom d'Eutelsat.

(1) L'an dernier, les inspecteurs de la DSIN se sont livrés à 595 vérifications. Il y a eu, au cours de cette période, 444 « événements déclarés », dont 116 ont été classés sur l'échelle de gravité des incidents dans les installations nucléaires : 108 étaient de niveau 1, le plus bas, et 8 de niveau 2. Sur ce total, 61 ont eu lieu sur des réacteurs de 900 MW, 25 sur ceux de 1 300 MW, 14 sur d'autres types de réacteurs et 16 dans des installations nucléaires de base (fabrication de combustible, enrichissement, retraitement, etc.).

On y prend goût NOUVELLES FRONTIÈRES

C'est pas compliqué surtout ne pas se presser le vin : le siroter, le savourer, l'éviter, en particulier à l'heure de la sieste... parce que ça, c'est sacré

CORSE 995 F

VOI ALLER RETOUR. DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

(Publicité)

Connaître les modes de vie et de consommation des jeunes

Colloque européen 26-27 septembre 1991 Paris

Organisé par l'Adéc-Fen, la JPA, les Universités de Rouen et de Paris V

Pour tous renseignements s'adresser à :

Association d'Éducation et d'Information du Consommateur de la Fédération de l'Éducation Nationale

43, boul. du Montparnasse 75006 Paris

Tél. : 40-49-03-04

CULTURE

VENTES

Gloire modeste

Plus de peur que de mal
lors des ventes d'art contemporain à Londres

«Le marché a trouvé une base, ce n'est pas un désastre», affirmait Hugues Joffe, expert chez Sotheby's après la vente d'art contemporain qui a eu lieu le 27 juin à Londres. Résultat : 7,079 millions de livres (environ 70 millions de francs) et surtout 90 % de lots vendus ce qui, dans ce domaine, tient lieu de résultat quasiment exceptionnel après les déconforts de l'hiver à Londres. Sotheby's ne disperse que de la peinture européenne : mais comme le propriétaire était pressé et ne pouvait attendre les ventes de New-York (novembre), deux toiles de peintres américains, l'une de Sam Francis, l'autre de Rothko, ont été mises aux enchères : *Saffron*, de Rothko, estimée entre 550 000 et 750 000 livres, était le lot le plus important de la vente, parti pour 770 000 livres (7,7 millions de francs).

Au sommet, on retrouvait Jean Dubuffet avec *Cingria blanc sur champ formel*, peint en janvier 1947 et représentant l'ami Charles-Albert Cingria, gentilhomme suisse amateur de bonne chère, de livres et de voyages. La toile a fait partie de la série *Plus beaux qu'ils croient*, plus beaux qu'ils valent exposée en 1947 à la galerie René Drouin, place Vendôme. Estimée entre 500 000 et 700 000 livres, elle s'est vendue 540 000 livres (5,4 millions de francs). Sur les huit Dubuffet de la vente, sept ont trouvé preneur. Ce qui confirme, selon Hugues Joffe, la présence de «vrais collectionneurs» sur un marché hier par trop spéculatif et surtout le succès justifié par des estimations raisonnables. «On a retrouvé le bon niveau», dit-il. Depuis un an et demi les prix de Dubuffet étaient trop forts. Et de citer l'exemple d'un tableau des années 60 adjudé 4 millions de dollars en 1989 (24 millions de francs). Parmi les autres succès : le très beau *Boccal de Nicolas* de Staël, parti à 572 000 livres (5,7 millions de francs) ; Francis Bacon avec, d'une part une impressionnante *Etude de nu*, masse prête à bondir de la pénombre (506 000 livres - 5 millions de francs) et surtout une *Etude pour un autoportrait*, allégorie de la peur illustrant d'ailleurs la couverture du catalogue. Elle a été acquise pour 363 000 livres (3,6 millions de francs) par un acheteur anonyme.

Un amateur attaqué par un lion

La vente Christie's a eu moins de succès et ses performances moyennes (1,981 million de livres - environ 19,8 millions de francs - 62,20 % de lots vendus) coïncident sans doute avec la sélection moins pointue du catalogue. On y retrouvait une toile de Georges Mathieu assez justement intitulée *O douleur, O douleur...*, deux semi-pornographiques accumulations d'Arman, enfin Atlan et Poliakoff, véritable souffrance du marché actuel après quelques années d'euphorie.

Dans le tiercé gagnant on peut citer Alexandre Calder avec un mobile daté de 1958, parti pour 209 000 livres - 2 millions de francs - (il était estimé entre 140 000 et 180 000 livres), ou encore l'Allemand Gerhard Richter avec cette image de la série *Toujours*, photo retravaillée pour augmenter dans l'illusion l'instinct du danger. Il s'agissait de la pellicule d'un amateur attaqué par un lion au moment où il prenait cette photo (159 500 livres, 1,5 million de francs). Signe des temps : les gloires se font plus modestes et les beureuses flues, à une ou deux exceptions près, sont des œuvres (Fontana, Tinguely, Richter) vendues dans la fourchette de leur estimation d'ailleurs révisée à la baisse. Un tel contexte rend possible les bonnes surprises puisqu'un part de plus bas. Une toile de Schnabel, estimée entre 35 000 et 45 000 livres a franchi les 115 000 livres (1,1 million de francs). Avec son message «gratifié» au marqueur sur du velours *There is no Place on This Planet More* (il n'y a plus de place sur cette planète), elle semble bien correspondre aux tendances du moment, au snobisme du «radical art».

Les résultats de cette semaine de ventes à Londres confirment les nouvelles orientations du marché devenu, d'une manière générale, plus sélectif et plus hésitant. La catastrophe semble avoir été évitée, comme le prouve notamment le succès des *Chevaux de course* de Degas partis chez Christie's pour 6 millions de livres (60 millions de francs). Mais la guerre du Golfe aura servi de révélateur à la crise d'un marché hier soumis à une intense spéculation. Le point culminant date de février 1990 avec les prix obtenus à New-York par des tableaux de qualité moyenne. Comme l'affirme Guillaume Duhamel, spécialiste du marché impressionniste et moderne chez Christie's à Paris, «entre décembre 1990 et juin 1991 les estimations ont baissé de 30 % à 50 %». Et de donner un exemple avec cette petite soupière de Renoir, vendue le 26 février 1990 à New-York 200 000 dollars (1 million de francs) : «Aujourd'hui on la vendrait au prix de son estimation entre 70 000 et 90 000 dollars». Si l'on note un relâchement du côté des surréalistes cette saison c'est que ces œuvres, prises surtout par les collectionneurs, n'ont jamais vraiment beaucoup monté. Et Guillaume Duhamel conclut : «Un mauvais *Kiss* ne se vend plus, et on ne peut plus surestimer un Picasso». Le marché impressionniste et moderne souffre de l'absence des Japonais aujourd'hui en proie à des scandales financiers. Rappelons qu'en 1990 ils auraient acheté 18 339 toiles françaises dont une majorité réalisées il y a plus de cent ans. Peu prisé par les Japonais, l'art contemporain semble, de ce côté-ci, épargné.

LAURENCE BENAÏM

MUSIQUES

Une «Flûte» chic et choc

Suite de la première page

Si aucune piste, ainsi, n'est tracée, c'est, on le sent bien, par peur de cette vulgarité qui consisterait à donner du sens, à viser l'unité, à s'engager.

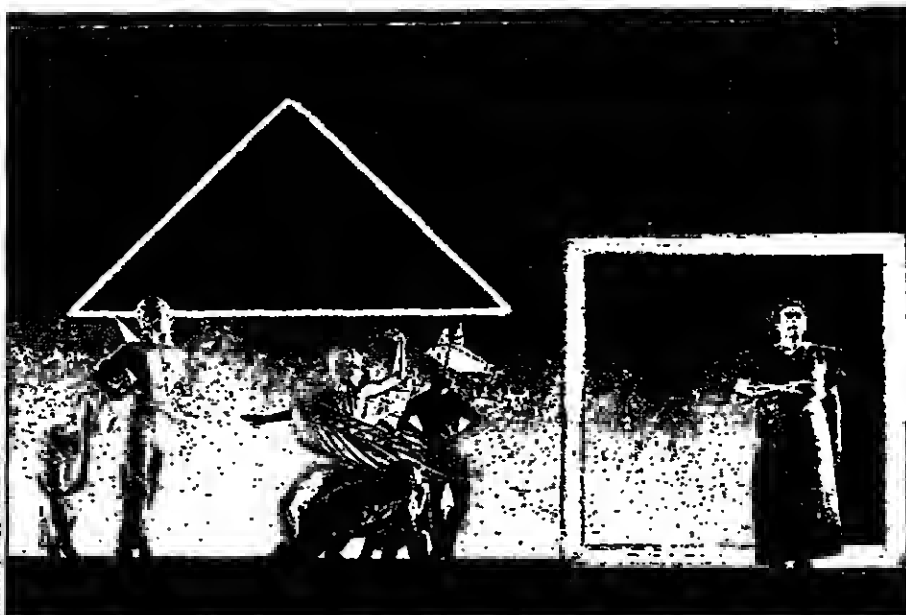
Cette façon de toucher à tout pour ne trancher sur rien peut passer pour du raffinement. Ou pour de la paresse intellectuelle. Dans ce cas précis, elle renvoie pourtant à Mozart lui-même et oblige à s'interroger sur le dépassement de tous les sens qui vit naître cette très post-moderne *Flûte enchantée*.

Alors, un peu de Japon, un peu d'Égypte, un peu de fantastique, de science-fiction, de BD, de rite orphique, dans un climat de design océan et de haute couture internationale. Le Tamino de David Rendall (parfaitement remis de son Idoménée à l'Opéra Comique) sort d'un film de Mizoguchi, marche de profil comme sur un bas-relief ; le Sarastro de Carsten Stæbel (jeune et solide basse norvégienne) est le sosie de Christopher Lee.

La Reine de la nuit (Ewa Malas-Godlewska, soprano inconnue et polonaise) n'a pas les aigus à la hauteur de la tête rasée, très *THX 1138*, qu'elle trimballe à trois mètres du sol, sur un cornet de carton-pâte. Les trois dames se sont habillées et coiffées punk psychédélique chez Thierry Mugler (Clarry Barba, Hanna Schaefer, Hélène Perraguin, trio vocal excellentement soudé). Pamina est une captive noire, comme on en a vu beaucoup au cinéma (Cynthia Haymon eût heureusement la voix d'une douceur et d'un legato exceptionnels). Les prêtres ont la peau bleue (excellents Wolfgang

Schöne et Horst Nitsche). Les trois garçons sont turbulents comme les vrais petits garçons qu'ils sont (un trio de spécialistes du Tölzer Knaben Chor).

Les rôles comiques sont moins vigoureusement caractérisés - le



David Rendall : Tamino

comique n'a jamais été la tasse de thé du flegmatique Bob Wilson, même si Anne Costantin, l'un des espoirs de notre École de chant, campe dans un costume de perruche une piquante Papagena. Les rôles de Papagena (Christian Boesch) et de Monastatos (Volker Vogel) sont de loin les moins bien chantés. Les costumes sont de John Conklin. Les décors, les meubles et les objets (bois brut ou fils de fer) de Bob Wilson lui-même,

contre terre comme des carmélites, Pamina encore, traversant lentement la scène dans l'ombre, sa seule main droite illuminée comme un cierge. Pour ces seules images, on eût aimé que la direction d'Armin Jordan (à la tête d'un orchestre précis mais un peu guindé) fût plus concernée, plus en osmose avec le plateau.

Reste à savoir si le ballet ajouté au second acte pour les danseurs d'Andy Degroat (sur quelques sons

heureusement discrets, mi-écroulés, mi-électroniques) méritait une telle entorse à l'authenticité. Reste enfin que le traitement en play-back des récitatifs parlés, ponctués de percussions sèches comme dans le théâtre japonais, et poussés vers l'expressionnisme (Pamina parle comme une poupée, l'oiseleur Papagena pépie et bégaye) semblait contredit par la rareté et la désinvolture des surtins. Car tant qu'à inventer un

ANNE REY

► Prochaines représentations : le 29 juin, les 1^{er}, 3, 5, 9, 11, 13, 15, 17 et 19 juillet. 19 h 30. Tél. : 40-01-17-89.

CINÉMA

Deux flics et des voitures

Des bagarres, des poursuites, de l'autodérision

LA RELÈVE de Clint Eastwood

Dans son personnage de flic dur à cuire, spécialisé dans la recherche des voleurs de voitures, raviné, revenu de tout mais qui cache un cœur généreux, Clint Eastwood est parfaitement à l'aise. Dans le rôle du coéquipier, bleuaille chic et bien élevé tourné par un affreux secret, Charlie Sheen, est un peu empêtré. Mais finalement son personnage de fils de famille révolté doit l'être également. Et, surtout, la *Relève*, produit, dirigé, joué par Clint Eastwood, est un pastiche de films qui l'ont rendu célèbre. L'autodérision ne lui fait pas peur, ni la mise en scène à effets.

Des effets, il y en a : d'abord une course-poursuite absolument époustouflante sur une autoroute. Après une telle entrée en matière, il est difficile de tenir la distance, mais on a quand même de très belles bagarres avec du sang partout, dont une dans une officine touchée où les combats de chiens alternent avec les jeux de hasard, et une scène torride où l'on voit, multiplié par quatre murs vidéo, Clint Eastwood ligoté sur une chaise se faire violer par Sonia Braga qui, dans son personnage de camée sado, est tout simplement magnifique, impossiblement drôle et en même temps inquiétante.

Si elle avait fait couple avec Clint Eastwood, au lieu d'être seulement un personnage moins important, la maîtresse de Raul Julia - qui est aux gangsters hispaniques ce que Daliau fut aux croupiers français dans le cinéma hollywoodien des années 40 - le film aurait sûrement atteint un très haut niveau d'insolence provocatrice. Là, on a seulement une suite de morceaux de bravoure, séparés par des scènes de comédie un peu conyueuses - plus une échappée pas triste dans le

□ Succès pour la Fête du cinéma. Les quinze-vingt ans ont assuré le succès de la Fête du cinéma, qui a eu lieu dans toute la France, le 27 juin. Selon les estimations partielles, données en fin d'après-midi par la Fédération des exploitants de salles, le nombre total de spectateurs s'élèverait environ à deux millions, soit deux cent mille de plus que l'an dernier, dix fois plus d'entrées qu'un jeudi habituel de juin et cinq fois plus qu'un jour normal de l'année.

grand monde - c'est-à-dire un film un peu banal, dont l'ironie se dilue par instant.

C'est peut-être par ironie encore que Clint Eastwood veut faire parfois preuve de gentillesse. Il aurait été plus efficace s'il avait tenu sans faiblir son personnage de taté philosophe qui, criblé de balles, s'effondre, un immense cigne vissé aux lèvres, cherchant en vain du feu et disant : «C'est l'histoire de ma vie.»

COLETTE GODARD

La contagion de la bonté

Le merveilleux, l'humour, l'idéalisme : un concentré du charme de l'entre-deux-guerres

LADY FOR A DAY de Frank Capra

En 1933, un an avant *New-York, Miami* qui allait lui valoir un immense succès, Frank Capra réalisait un modèle de comédie américaine «rooseveltienne», *Lady for a day*, sur un scénario de Robert Riskin, longtemps son associé. Invisibles depuis plus de cinquante ans, on ne connaît pas ce film mythique qu'à travers son remake de 1961, *Millar-*

daire pour un jour, qui sous Kennedy avait pris un air rétro, avec son thème de bonté contagieuse, son idéalisme et le formidable numéro de Bette Davis - ce fut la dernière réalisation de Capra. C'est au moment où cette version va repasser dans la rétrospective Bette Davis que l'original ressort. On n'a jamais autant cité Capra - avec généralement des soupçons et des regrets - que depuis quelques mois, à propos de ces comédies américaines qui cherchent à recréer des illusions dont lui avait fait son univers. Mais le modèle est étonnant.

Année 1933 : la crise économique sévit. Les chômeurs vendent des pommes dans les rues, comme Annie, la vieille clocharde alcoolique. Annie-la-Pomme est le porte-bonheur d'un gangster superstitieux. Mais voici qu'elle se tenn, désemparée. Elle fait élire en Espagne une fille qui la croit riche et ne la connaît que sous le nom de Mrs. E. Worthington Maanville, demeurant dans un palace. La fille doit arriver avec son fiancé et son futur beau-père, un grand d'Espagne. Pris d'un état de gêne, le gangster décide de transformer la clocharde en respectable millionnaire, le temps de conclure le mariage.

De nos contes de fées, celui-là fut le plus prisé en Amérique. On lui trouvait une idéologie démocratique. Pourquoi pas ? Mais ce détail historique rappelle, ce qui nous passionne aujourd'hui dans *Lady for a day*, c'est la prise en charge de la réalité sociale par le merveilleux, et un humour sentimental capable de faire croire que tout déshérité peut avoir sa chance. Que les gangsters, les clochards, les représentants de la loi, les hautes autorités de New-York peuvent se rassembler dans le même élan d'humanisme.

La fête mémorable qui clôt le film symbolise le style de dramaturgie comique élaboré en toute liberté par un cinéaste - aujourd'hui âgé de quatre-vingt-quatre ans et devenu une légende de Hollywood - persuadé que l'innocence et la bonté pouvaient soulever des montagnes. Il faut aller voir *Lady for a day*, May Robson, la «grande vieille dame» de l'époque, l'élegant Warren Williams, le trizulent Guy Kibbee, la blonde incendiaire Glenda Farrell, Ned Sparks, le comique qui refusait de rire, Jean Parker, l'ingénue. Tous sont à redécouvrir.

JACQUES SICLIER

Cannes : une nouvelle date pour le Festival ?

La manifestation pourrait être avancée de deux mois ou retardée à l'automne.

Pour son 45^e anniversaire, en 1992, le festival de Cannes fera l'objet d'une grande manifestation new-yorkaise : a annoncé le délégué général Gilles Jacob, qui a précisé que l'édition suivante, en 1993, n'aurait peut-être pas lieu en mai. En effet, le conseil d'administration a décidé, au cours de sa réunion du 26 juin, d'étudier une étude destinée à déterminer les conditions d'un «éventuel changement de dates» et qui «devra être menée à terme d'ici la fin de l'année». Quelqu'il en soit, le Festival 1992 aura lieu du 7 au 19 mai. Par le suite, en cas de changement, trois périodes sont envisagées : mars, septembre-octobre et décembre. Les critères retenus seront «le calendrier international des sorties de films, celui des autres festivals et la météo». Les professionnels concernés et les autres festivals seront consultés. Seule certitude, le choix de la date sera définitif, mettant un terme aux spéculations que le sujet suscite régulièrement depuis plusieurs années.

En attendant, du 19 juin au 10 octobre 1992, le Musée d'art moderne de New-York présentera plus de 120 films vus à Cannes depuis 1946, y compris quelques-uns de ceux qui auront dû participer au premier festival - prévu en septembre 1939, et annulé pour cause de guerre mondiale. La rétrospective est organisée par Mary Lee Bandy et Laurence Kardish, respectivement directeur et conservateur du département cinéma au MOMA.

Les critères de choix sont clairs : «Des films dont l'importance et l'impact ont, à leur manière, contribué à la culture cinématographique mondiale, par l'introduction ou la confirmation d'un cinéaste, d'un mouvement artistique, d'une école, d'un pays producteur». Mary Lee Bandy et Laurence Kardish ne se limitent pas aux palmiers. Elles piocheront dans toutes les sections : la Quinzaine, Perspectives, la Semaine de la critique. Un certain regard (et ses ancêtres, Les yeux fertiles, l'air du temps).

Dans les premières années, les films présentés étaient sélectionnés par les pays eux-mêmes, dit Mary Lee Bandy. Les États-Unis envoyaient généralement ceux qui avaient le mieux marché, certains sont devenus de grands classiques : *The Lost Weekend* de Billy Wilder, le Troisième Homme de Carol Reed, *Notorious* d'Alfred Hitchcock, *Eve de Joseph Mankiewicz*. Mais déjà, Cannes permettait la découverte, la redécouverte et la réhabilitation - ne serait-ce que l'*Othello* et le *Falstaff* d'Orson Welles. Depuis près de dix ans, grâce à ses premières mandales, l'effet Festival a eu sur le circuit commercial américain une incidence plus grande qu'on n'imaginait, en particulier pour des œuvres comme *Stranger than Paradise* de Jim Jarmusch, *Paris Texas* de Wim Wenders, ou *Sexe, mensonges et vidéo* de Soderbergh.

H. B.

Prix record pour une tête Fang à Drouot

Elle est sombre, haute d'un demi-mètre, le front bombé, les grands yeux de lait hallucinés, la bouche entrouverte, la coiffure nattée. Cette tête belle pièce a été acquise en 1904 par un administrateur colonial en poste à Crinchoe, au Gabon, qui s'intéressait au meurs de ses turbulents administrés : «les féroces pahoins», soupçonnés d'actes de cannibalisme. Comment ces «sauvages», qui vivaient dans des huttes au milieu de la forêt et dont l'organisation sociale dépassait à peine le stade familial pouvaient produire de tels objets restait une énigme pour l'administrateur, honnête franc-maçon, comme pour les missionnaires de toutes obédiences qui allaient bientôt convaincre leurs nouvelles ouailles de renoncer à leurs pratiques idolâtres.

Cette figure correspond effectivement à un culte. Le byeri, chez les Fang, est à la fois objet sculpté et croyance, l'expression sensible d'une médiation entre le monde des vivants et celui des morts. Il surmonte habituellement un coffret où reposent des reli-

ques - très souvent des crânes - celles des ancêtres du clan. Sa fonction a pour objet d'éloigner les intrus du sanctuaire. Louie Perros, un des meilleurs connaisseurs de cette ethnologie, attribue cette tête aux Fang batis, qui vivent dans la moitié nord du Gabon. Elle a été vendue jeudi 27 juin par M. Loudmer, à l'hôtel Drouot, pour 2,5 millions de francs à un collectionneur suisse.

Un bon prix pour le marché de l'art africain, mais en dessous de l'estimation (de 3 à 5 millions de francs). Mais les œuvres Fang sont très recherchées aujourd'hui. Une figure de reliquaire Kota avait dépassé en 1989 les 3 millions de francs, un record à l'époque. Et le chiffre avancé pour les 5 byeri de la collection Morzino, achetés récemment par une fondation privée - on avait pu les voir à l'exposition de Florence en 1989 - s'élèverait à plusieurs millions de dollars. Il s'agit, il est vrai, de pièces tout à fait exceptionnelles.

E. DE R.

سكانة الفان

CULTURE

MUSIQUES

Les contestataires de l'enseignement musical

Après avoir appelé ses adhérents et sympathisants de l'enseignement musical à ne pas participer à la Fête de la musique, la CMD (Coordination musique, danse et art dramatique) occupe la place du Palais-Royal depuis le début de la semaine. Elle attend d'être reçue « en personne » par M. Jack Lang afin de lui faire part notamment de ses revendications portant sur le nouveau statut encadrant la profession d'enseignant et de directeur dans les conservatoires et écoles de musique agréées par l'Etat. Le ministre de la culture a accepté le principe de la réunion, le 10 juillet prochain. Une date que la CMD estime trop lointaine.

La première rédaction de ce statut, qui émanait du ministère de l'Intérieur et du conseil supérieur de la Fonction publique territoriale, avait fait la quasi-unanimité contre elle (le Monde des 13, 20 et 21 janvier). La seconde, et dernière en date, marque un net progrès, grâce à l'intervention de divers syndicats et à l'appui de M. Michel Schneider, alors directeur de la musique et de la danse. Elle offre des garanties considérables aux professeurs et directeurs d'établissements agréés par l'Etat, titulaires du certificat d'aptitude à l'enseignement (CA), du diplôme d'Etat (DE) et du diplôme de musicien intervenant (DUMI) (le Monde du 10-11 mars).

Ces garanties portent sur les horaires hebdomadaires de travail, la reconnaissance par l'Etat du bien-fondé des activités complémentaires (un professeur a le droit de mener une carrière d'interprète, qu'elle soit indépendante ou rétribuée par la collectivité), les salaires, les plans de carrière. Reste le problème lié aux congés scolaires, sur lesquels le statut reste muet, et quelques zones d'ombre ou des points contestables : pas de statut particulier pour les directeurs des écoles agréées, possibilité de s'affranchir de l'agrément de l'Etat pour créer des écoles gérées par des associations para-municipales, équivalence de diplômes de niveaux différents, nomination de professeurs hors classe (limitée à un pour cent) laissées au pouvoir discrétionnaire

des directeurs; salaire des directeurs de conservatoire nationaux de région inférieur en fin de carrière à celui d'un professeur agréé dans la même situation; etc. D'un autre côté, certains professeurs reconnaissent que s'il a besoin d'être réajusté, ce statut est fondamentalement sain pour leur profession (1).

Ne bénéficiant logiquement pas de ce statut les professeurs non détenteurs des diplômes précités, ceux employés dans des écoles non agréées par l'Etat, ceux de la filière privée que l'Etat ne souhaite pas réglementer, les professeurs de musique dépendant du ministère de l'éducation nationale et ceux des conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon.

Une opposition systématique

Pour ces derniers, un statut original doit être trouvé qui préserverait le caractère spécifique de leurs activités et ne figerait pas un corps enseignant peu nombreux.

Dès le début de ce conflit, à travers les prises de position des uns et des autres, il est apparu qu'au-delà de ces revendications catégoriques, une opposition systématique à la politique culturelle de l'Etat se fait jour. Elle rejette aujourd'hui de façon confuse en mélangeant des problèmes de nature différente (l'Opéra-Bastille, la Cité de la musique de la Ville de Paris, la redistribution de la carte des écoles des beaux-arts, la nature de l'enseignement des classes de composition du Conservatoire de Paris). Derrière ce confusionnisme, ce corporatisme tatillon, se profile un vrai malaise qui s'exprime à Paris comme en province et qui pourrait se résumer ainsi : « De la musique en France et de la place que l'Etat veut donner aux musiciens dans la société ».

ALAIN LOMPECH

(1) Qui regroupe six mille trois cents professeurs, dont trois mille quatre cents titulaires, disposant leur enseignement à tout moment dans un conservatoire ou cent trente-deux conservatoires nationaux de région (limités à un pour cent) et cent quatre-vingt écoles agréées.

Les charmes du mariage

Un Brésil romantique

OLIVIA et FRANCIS HIME ou New Morning

Francis Hime et sa femme Olivia ont depuis vingt ans mêlé leurs carrières sans les fonder. Il joue du piano, elle chante. Il a débuté avec Vinícius de Moraes, elle avec l'accordeoniste Roberto Menescal. La scène les a réunis pour la première fois l'année passée au Théâtre Rival à Rio pour une série de concerts très « cariocas », en trois chapitres, amour-argent-félicité. Débarrassés des *private jokes* à la brésilienne, le spectacle perdurait dans les quelque deux cents compositions de Francis, musiques subtiles, tendres et légères. Des airs où s'éparpillent des éclats de bossa-nova, de sambas populaires, sur fond romantique nourri par un sens de l'orchestration acquis à Los Angeles. Des airs au parfum léger dont d'autres ont fait des chansons : Vinícius de Moraes, le premier (*Sera mais adeus*, *Samba de Maria*), puis Chico Buarque (*Atras da porta*, *Trocando Mundos*) ou Rui Guerra (*Por um amor maior*, *Mascara*).

Depuis 1975, c'est à quelques rares occasions que l'on trouve de Hime dans du Hime : des hommages aux poètes Manuel Bandeira, qu'elle interprète, et Fernando Pessoa, avec les voix Gilberto Gil, Milton Nascimento... tons deux produits par Olivia : quelques apparitions communes avec la même bande Joyeuse (l'inénarrable A Turma do Funil, avec Christina Buarque de Holanda, Miucha, et les frères Caymmi en 1979 au théâtre d'Ipanema); des passages éclairés d'Olivia dans les

spectacles de Francis (*Passaredo*, *Si porem fosse portante*). L'idée d'un concert commun leur vint après la défection du pianiste d'Olivia lors d'un spectacle au People de Rio, il y a trois ans. On rajouta sur les affiches le nom officiel de Francis, Vitor Walter. Le pianiste-compositeur qui, en villégiature américaine au début des années soixante-dix, écrivait des chansons par téléphone avec Chico, Vinícius et les autres, tourna le dos au public afin de ne pas être reconnu. Olivia et Francis Hime découvrirent les charmes du secret partagé qui les mènent aujourd'hui à Paris.

VERONIQUE MORTAIGNE

► Au New Morning, le 29 à 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41

THÉÂTRE

Chérif Khaznadar administrateur du Théâtre Renaud-Barrault

Chérif Khaznadar, directeur-fondateur depuis 1982 de la Maison des cultures du monde à Paris, installée dans l'ancienne salle de l'Alliance française, est nommé, à compter du 1^{er} septembre 1991, administrateur du Théâtre Renaud-Barrault à Paris. Il remplace à ce poste Danielle Caland, nommée au mois de mars directeur de la communication de l'Opéra de Paris. Madeleine Renaud, quatre-vingt-neuf ans et Jean-Louis Barrault, quatre-vingt ans, restent officiellement les « personnalités tutélaires » du Théâtre du Rond-Point qui porte à présent leur nom.

COMMUNICATION

La situation financière des chaînes publiques

Polémique autour du catalogue de programmes d'Antenne 2

La polémique sur les comptes des chaînes publiques est loin d'être éteinte. Les syndicats d'A 2 et de FR 3 s'efforcent en effet de démontrer que les dirigeants des chaînes n'ont pas le bilan 1990 pour justifier leur plan de restructuration et de nombreuses suppressions d'emplois. Dénonçant les « vrais faux comptes du président Bourgeois », la CGT d'Antenne 2 leur oppose l'analyse de la situation de la chaîne effectuée par le cabinet d'expertise FIDOREC à la demande du comité d'entreprise.

Ce rapport indique que le résultat comptable d'A 2 (744,3 millions de francs de pertes) a été alourdi d'abord par 90 millions de francs de provisions pour d'éventuelles suppressions d'emploi à venir. L'expert note que cette somme, « bien qu'elle soit destinée à couvrir des charges qui pourront être engagées sur plusieurs exercices, n'a pas fait l'objet d'un paiement et pose donc intégralement sur l'année 1990 ». La direction de la chaîne estime, elle, que cette mesure « de saine gestion » est la conséquence d'une décision prise par les anciens responsables d'Antenne 2 en 1990.

Mais, surtout, le résultat d'A 2 semble être affecté par le mode de comptabilisation des programmes. Les émissions achetées ou produites sont inscrites en immobilisations et non en stock. Elles sont amorties à 100 % lors de leurs premières diffusions à l'antenne et sont ainsi du bilan, alors que les émissions produites par la chaîne sont inscrites en immobilisations et non en stock. Elles sont amorties à 100 % lors de leurs premières diffusions à l'antenne et sont ainsi du bilan, alors que les émissions produites par la chaîne sont inscrites en immobilisations et non en stock.

Ainsi l'expert de FIDOREC estime que la valeur comptable du catalogue de programmes rediffusables d'A 2 s'établit à quelque 6,6 milliards de francs, alors que le bilan officiel la chiffre à 110 millions de francs. La CGT renchérit en expliquant qu'un documentaire prestigieux comme « La planète miracle » a plus de valeur comptable alors qu'il va être rediffusé à 20 h 45, entraînant des recettes publicitaires et qu'il s'en est vendu 80 000 cassettes vidéo.

Sur cette partie de la polémique, les syndicats reçoivent le secours appréciable des magistrats de la Cour des comptes. Dans son rapport sur les chaînes publiques, la Cour estime en effet que « ce mode de traitement comptable est inadéquat à l'activité télévisuelle ». Les magistrats estiment que sa modification — à

l'étude depuis de nombreux mois et souvent proposée par les dirigeants des chaînes publiques et leurs commissaires aux comptes — améliorerait « de plus de 300 millions de francs » le résultat exceptionnel d'Antenne 2.

Le rapport de la Cour des comptes conclut que « le maintien des règles actuelles de comptabilisation des programmes ne va pas sans inconvénients en raison (...) des tentatives de changements de méthode comptable au gré des fluctuations de la situation économique d'Antenne 2 » et de l'utilisation des méthodes comptables comme enjeu des négociations avec, entre autres, les autorités de tutelle de la chaîne au détriment de l'image fidèle des comptes. Un diagnostic qui montre bien la politisation excessive des rapports entre l'Etat et les deux chaînes publiques.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le groupe Express cesse la publication de « Mensuel »

Le groupe Express a décidé d'arrêter la parution de son magazine haut de gamme, *Mensuel*, lancé en avril. Le dernier numéro, un numéro double d'été, paraîtra le 2 juillet.

Ce journal, qui tentait de marier art de vivre et loisirs, aura coûté 10 millions de francs d'investissement au groupe. Il n'a pas atteint ses objectifs de diffusion (100 000 exemplaires). Cela-ci aurait atteint 110 000 exemplaires pour le premier numéro mais aurait chuté à 30 000 ensuite. En outre, la récession publicitaire a pénalisé le nouveau magazine. « Le journal n'a pas de publicité et les perspectives de septembre se présentent mal », explique un membre de la direction.

C'est le deuxième titre que le groupe présidé par M. Willy Stricker arrête depuis le début de cette année. En effet, le supplément de l'Express, *L'Express-Paris*, ne reparaitra pas en septembre.

Selon la direction, l'autre titre lancé récemment par le groupe Express, la revue trimestrielle *Belvédère*, est conforme à ses objectifs. Mais il est vrai qu'elle ne dépend pas de la publicité.

Y. M. L.

EN BREF

► L'Equipe absent des kiosques. — L'Equipe était absent des kiosques vendredi 28 juin. Les journalistes du quotidien sportif du groupe Amaury ont en effet refusé d'utiliser le système informatique du journal pour écrire leurs articles. Ils réclament l'intégration de leur prime informatique au salaire, et ont déposé un préavis de grève pour le 2 juillet, jour où doit se tenir une assemblée générale.

► Le Carrière de l'Etat. — Le Carrière de l'Etat prend 45 % du quotidien espagnol *El Mundo*. — Le groupe de presse italienne Rizzoli-Corriere della Sera va prendre 45 % du capital du quotidien espagnol *El Mundo*, grâce à une augmentation de capital de ce dernier. La part détenue dans *El Mundo* par le britannique *Guardian* sera ainsi ramené à 2 %. L'accord entre Rizzoli et les fondateurs d'*El Mundo* prévoit « la continuité de la ligne éditoriale » du quotidien lancé il y a deux ans (*le Monde* du 24 octobre 1989), et le maintien de ses dirigeants actuels.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

PHILATÉLIE

Carennac (Lot)

La Poste mettra en vente générale, le lundi 3 juillet, un timbre d'une valeur de 2,50 F. Carennac (Lot). Cette région a fait l'objet de quelques timbres par le passé : Cahars (1955 et 1957), Rocamadour (1946) ou l'allée du Lot (1974).



Le timbre, au format horizontal 36 mm x 22 mm, de couleur rouille, marron et vert, dessiné et gravé par Eve Luquet, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

P. J.

► Vente anticipée au château de Carennac, les 6 et 7 juillet, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert pour la circonstance; le 6 juillet, de 9 heures à midi, au bureau de poste de Carennac (boîte aux lettres spéciale).

► Exposition philatélique dans les salles du château (entrée gratuite), les 6 et 7 juillet, avec carte et enveloppe éditée à cette occasion. Renseignements : Union philatélique du Quercy, J. Nastorg, BP 217, 46002 Cahors.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 5, rue Antoine-Bourdelle 75015 Paris. Tél. : (1) 40-63-29-27. Spécimen recent sur demande contre 15 F en timbres.

En filigrane

► Dixième anniversaire des noces du prince et de la princesse de Galles. — De nombreuses administrations postales fêtent le dixième anniversaire du mariage du couple princier le plus célèbre du monde, Diana et Charles. Antigua et Barbuda, Dominique, Grenade, Grenade,



Grenadines de Grenade et Grenade de Saint-Vincent, Maldives, Nevis, Saint-Vincent, Sierra Leone, Ouganda, Turks et Caïques, émettent chacune, en juillet, une série de quatre timbres et un bloc-feuillet. L'ensemble, tel un album-photos, retrace dix années de la vie du couple princier.

► Le petit vin blanc, sa télécarte. — La 23^e Fête du petit vin blanc, qui s'est déroulée à Nogent-sur-Marne, les 15 et 16 juin, a donné lieu à l'édition

d'une télécarte de collection (50 unités, tirage : 11 000 exemplaires dont 1 000 numérotés en encart). Composez (260 F plus port) : Canal Industrie, BP 244, 93160 Noisy-le-Grand Arcades.

► Vente. — Vente à prix nets Patrick Codron (Lignage, 13540 Puyricard. Tél. : 42-92-53-10). Deux mille lots, dont rubrique curieuse poste par fusées.

Vente aux enchères Italphil (Piazza Mignanelli, 3 - 00187 Roma, Italie), le 4 juillet. Plus de 1500 lots du monde entier dont une sélection originale de boîtes à timbres de toutes provenances.

► Manifestations. — Bureau de poste temporaire les 29 et 30 juin à Saint-Sauveur (58) pour les championnats de France de cyclisme (souvenirs philatéliques : Ass. phil. de Nevers, BP 208, Nevers cedex).

► Du 28 juin au 13 juillet, deux cents jeunes graphistes d'Europe exposent sur le thème de la Lune, au Musée de la Poste de Paris, à l'initiative de quatre anciens élèves de l'école Estienne. L'exposition est présentée dans une scénographie « lunaire », bien sûr...

LA RECHERCHE CÔTÉ JARDIN

LE MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE OUVRE SES PORTES

100 chercheurs, animations scientifiques pour les enfants, cinéma de la recherche, expos photos...

Samedi 29 juin et Dimanche 30 juin de 9 h à 19 h
21, rue Descartes, 75005 Paris.
Tél. : 46-34-33-74.

— Entrée libre —



KATIA KABANOVA

Janáček / Kout / Friedrich

LOCATION OUVERTE

PAR TÉLÉPHONE (1) 40 01 16 16

ET SUR PLACE AUX GUICHETS

14 JOURS AVANT LA DATE CHOISIE

<p>VENREDI 5 JUILLET - 20 H 30</p> <p>MILES DAVIS ET SON GROUPE</p>	<p>DISSANCHE 7 JUILLET - 20 H 30</p> <p>JOE ZAWINUL SYNDICATE</p>	<p>LUNDI 8 JUILLET - 20 H 30</p> <p>CHICK COREA ANGSTIM BAND</p>	<p>MARDI 9 JUILLET - 20 H 30</p> <p>JOHN SCOTFIELD TRIO</p>	<p>MERCREDI 10 JUILLET - 20 H 30</p> <p>CONCERT HISTORIQUE DE MILES DAVIS</p>
<p>SAMEDI 6 JUILLET - 20 H 30</p> <p>L'ORCHESTRE DE GIL EVANS</p>	<p>JEUDI 7 JUILLET - 20 H 30</p> <p>FEATURING DARRYL JONES ET BILL EVANS</p>	<p>JEUDI 7 JUILLET - 20 H 30</p> <p>DAVE HOLLAND QUARTET</p>	<p>JEUDI 7 JUILLET - 20 H 30</p> <p>QUARTET HERBIE HANCOCK</p>	<p>JEUDI 7 JUILLET - 20 H 30</p> <p>ET SES INVITES WAYNE SHORTER, HERBIE HANCOCK, CHICK COREA, JOHN AND LAUGHLIN</p>

LA GRANDE HALLE-LA VILLETTE

RESERVATIONS 40 03 39 03

AGENCES LA GRANDE HALLE

JVC Halle THAT JAZZ

METRO PORTE DE PANTIN

RENAULT

SPECTACLES

VENDREDI 28 JUIN

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

VENDEDI
Cannes à Paris : Henri Decoin : Pourquoi venait-il à Paris ? (1988), d'Henri Decoin, 18 h : Alexandre le Grand (1980), v.o. s.t.f., de Théo Angelopoulos, 19 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)

VENDEDI
Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : Sunset Boulevard (1949), v.o. s.t.f., de Billy Wilder, 18 h : les Faux de la rampe (1952), v.o. s.t.f., de Charles Chaplin, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

VENDEDI
Le Cinéma juaralain : The Last of the Knucklemen (1979), v.o. s.t.f., de Tim Burdett, 14 h 30 : Colima blanc (1988), v.o. s.t.f., de Philip Noyce, 17 h 30 : Un otage dans la nuit (1988), v.o. s.t.f., de Fred Schepisi, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, Forum Saint-Eustache, Paris des Halles (40-28-34-30)

VENDEDI
Paris en quartiers : Fautoung Saint-Antoine (1982) de Yolande Robbeval, l'Ébéniste du faubourg Saint-Antoine (1978) d'Alain Duvoux, les Mohicans du faubourg Saint-Antoine (1978) de Denis Chegaray, 14 h 30 : A la découverte du 11^e : le 11^e arrondissement à travers l'histoire (1910-1930), Sébastien (1988) de François Chatelet, Rue Oberkampf (1988) de Catherine Braton, Peine de mort pour un prisonnier (1974) de Monique Aubert, le Passage de Georges Leneau, Rumeurs Saint-Maur (1987) de Jakobovits, 18 h 30 : Arènes d'Orléans : Atelier A (1970) de François-Raoul Ouval, Portrait : Violette Leduc (1970) de Pierre-André Boutang, la Déesse du ciel (1988) de Jacques-Daniel Verdon, Une femme sans importance (1933) de Christine Bernheim-Dennery, Cher's Romance (1988) de Bertrand Fevre, 18 h 30 : Enfances : 1942 (1976) de Simone Boruchowicz, Rouge Baiser (1989) de Yvonne Belmont, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).
ALICE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-26-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : George V, 6 (45-52-41-46).
AN ANGEL AT MY TABLE (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (45-74-93-50).
L'ANNÉE DE L'ÉVÉNEMENT (A., v.o.) : Lucarne, 6 (45-74-93-50).
AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-26-57-47).
BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (français, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-58-00).
BIX (lit., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Escorial, 13 (47-07-28-04).
LE CARRÉFOUR DES INNOCENTS (A., v.o.) : Action Écoles, 5 (43-26-57-47).
LE CERCLE DES POÈTES OISIFES (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).
CHER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50).
LA CRÉATURE DU CIMETIÈRE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 6 (45-52-41-46) ; v.l. : Pathé Français, 6 (47-70-33-89) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-89) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-82-82).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-89) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-82-82).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-89) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-82-82).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-89) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-82-82).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-89) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-82-82).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-89) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-82-82).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-89) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-82-82).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-89) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-82-82).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-89) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-82-82).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-89) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-82-82).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-89) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-82-82).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-89) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-82-82).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-89) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-82-82).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04).

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

VENDEDI
Cannes à Paris : Henri Decoin : Pourquoi venait-il à Paris ? (1988), d'Henri Decoin, 18 h : Alexandre le Grand (1980), v.o. s.t.f., de Théo Angelopoulos, 19 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)

VENDEDI
Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : Sunset Boulevard (1949), v.o. s.t.f., de Billy Wilder, 18 h : les Faux de la rampe (1952), v.o. s.t.f., de Charles Chaplin, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

VENDEDI
Le Cinéma juaralain : The Last of the Knucklemen (1979), v.o. s.t.f., de Tim Burdett, 14 h 30 : Colima blanc (1988), v.o. s.t.f., de Philip Noyce, 17 h 30 : Un otage dans la nuit (1988), v.o. s.t.f., de Fred Schepisi, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, Forum Saint-Eustache, Paris des Halles (40-28-34-30)

VENDEDI
Paris en quartiers : Fautoung Saint-Antoine (1982) de Yolande Robbeval, l'Ébéniste du faubourg Saint-Antoine (1978) d'Alain Duvoux, les Mohicans du faubourg Saint-Antoine (1978) de Denis Chegaray, 14 h 30 : A la découverte du 11^e : le 11^e arrondissement à travers l'histoire (1910-1930), Sébastien (1988) de François Chatelet, Rue Oberkampf (1988) de Catherine Braton, Peine de mort pour un prisonnier (1974) de Monique Aubert, le Passage de Georges Leneau, Rumeurs Saint-Maur (1987) de Jakobovits, 18 h 30 : Arènes d'Orléans : Atelier A (1970) de François-Raoul Ouval, Portrait : Violette Leduc (1970) de Pierre-André Boutang, la Déesse du ciel (1988) de Jacques-Daniel Verdon, Une femme sans importance (1933) de Christine Bernheim-Dennery, Cher's Romance (1988) de Bertrand Fevre, 18 h 30 : Enfances : 1942 (1976) de Simone Boruchowicz, Rouge Baiser (1989) de Yvonne Belmont, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).
ALICE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-26-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : George V, 6 (45-52-41-46).
AN ANGEL AT MY TABLE (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (45-74-93-50).
L'ANNÉE DE L'ÉVÉNEMENT (A., v.o.) : Lucarne, 6 (45-74-93-50).
AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-26-57-47).
BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (français, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-58-00).
BIX (lit., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Escorial, 13 (47-07-28-04).
LE CARRÉFOUR DES INNOCENTS (A., v.o.) : Action Écoles, 5 (43-26-57-47).
LE CERCLE DES POÈTES OISIFES (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).
CHER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50).
LA CRÉATURE DU CIMETIÈRE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 6 (45-52-41-46) ; v.l. : Pathé Français, 6 (47-70-33-89) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-89) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-82-82).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17 (40-88-00-16) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-89) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-82-82).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-28-04).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-82-82) ; UGC Bazar, 15 (45-54-46-55) ; Kinoparadise, 15 (43-0

S A N S V I S A

La Thaïlande



Ayutthaya, capitale des Thaïs durant un demi-millénaire, fut détruite par les Birmans au dix-huitième siècle. Il en reste l'un des plus vastes et des plus splendides champs de ruines d'Asie sur lesquelles règnent encore des centaines de bouddhas, toujours vénérés par les Thaïlandais d'aujourd'hui.

Mégapole parfumée aux gaz d'échappement et centre mondial de l'érotisme tarifé, Bangkok fait écran aux attrails historiques de la vieille nation thaïe. Les sites grandioses d'Ayutthaya et Lop-Bouri permettent de remonter les siècles en rencontrant notamment des acteurs français de l'histoire du Siam.

au temps du Siam

Fuir impérativement Bangkok, fausse Venise asiatique dont les encombrements sur terre ferme, gigantesques et moites, vous feraient regretter la poussière de la Nouvelle-Delhi, les klaxons du Caire, les gaz de Téhéran, les chauffards de Karachi : ici tout est offert en un seul maléfique bouquet.

Fuir encore les trois cent mille prostituées (sans compter trois mille travestis souvent non annoncés comme tels), exposées sous nœud, parfois sur plaque tournante, comme un géant plateau à fromages, toutes avec un numéro que l'amateur fait appeler au micro avant de s'enfoncer au cœur de la manufacture à sexe (avec supplément pour bain moussant nu non, etc.), le « pays du sourire » mué en antre de rictus porno.

Fuir enfin les colonnes de touristes s'abattant par roulements sur les temples bouddhiques et sur les étals de fringues où

toutes les marques sont des copies, mais si bon marché ! (C'est plus tard, de retour en Europe, que les clients se souviendront de l'adage : « Le bon marché revient cher »).

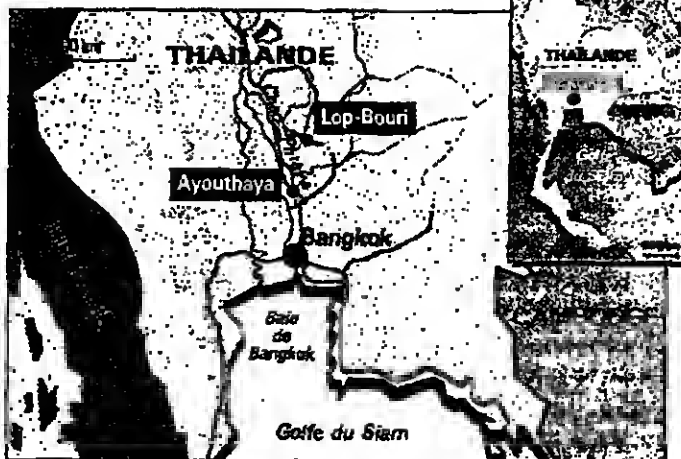
Mais quand on s'est laissé piéger là-bas, où aller pour se dégarer les poumons, l'esprit et les oreilles ?

Une seule réponse : agir comme dans *Mickey remonte les siècles*, aller puiser à pleines mains dans le passé, en l'occurrence à Lop-Bouri et Ayutthaya, anciens sièges du pouvoir royal, à quelques heures de la frénésie bangkokaïse. Retrouver aussi sur ces sites des traces encore perceptibles de l'aventure française nutremer.

A Lop-Bouri, (Lunao dans les textes français du dix-septième siècle), an creux de l'antique enceinte dynastique, un modeste bungalow, construit en 1858, servit de Triangon au roi Rama IV Moukout, né en 1804 et qui régna de 1851 à 1868. On est invité à y entrer pieds nus. Dans la chambre de ce prince, on est accueilli par les statues colorées, presque grandeur nature, de Napoléon I^{er} et de Victoria, symboles de cette civilisation occidentale que Rama IV choisit de faire pénétrer par doses homéopathiques dans ses États, pour les préserver d'une intrusion européenne directe (1).

C'est dans ce pavillon que le souverain, lequel avait de réputer été un mineur actif, créateur d'une confrérie bouddhique, et à ces titres longtemps célibataire endurci, répétait ses déclinaisons latines au milieu de ses concubines (il en eut une trentaine) et de ses enfants (il en eut quatre-vingt-deux). Afin d'étudier une éclipse du Soleil, il fit venir des savants français. Apprécié des Thaïlandais comme protecteur et incitateur de la poésie siamoise, il est célébré parmi le public occidental depuis l'opérette de Rodgers et Hammerstein, *Le Roi et moi*, interprétée à l'écran par le beau Yul Brynner.

Le film de la Century Fox fit naturellement dresser les che-



veux des Thaïs qui le virent (Rama IV était chevelu...) et il fut interdit dans leur pays. L'œuvre se résumait pourtant à une histoire vraie, celle d'Anna Leonnens, née Crawford, au Pays de Galles, en 1834. Venue en 1849 aux Indes où son père était officier, elle épousa dès 1851 son compatriote, le major Leonnens.

Leur tranquille bonheur colonial sur Malabar-Hill à Bombay ne devait pas s'éterniser. Leonnens mourut bientôt au cours d'une chasse au tigre, laissant sans ressources Anna et leurs deux enfants. Elle n'aurait dû en être que la progéniture des fonctionnaires britanniques, mais elle ne sut pas la gérer et dut la former. C'est alors qu'elle reçut une lettre du roi de Siam, l'invitant formellement à venir à Bangkok (capitale officielle du royaume depuis la décision prise en 1789 par le roi Rama I^{er}, fondateur de la dynastie Chakri, toujours régnante) pour y être gouvernante des enfants au sang bleu.

Elle accepta et c'est sur la base de ses deux livres, publiés après la mort de Rama IV, que fut monté *The King and I*. La venue puritaine n'eut, semble-t-il, jamais de romance avec son

employeur couronné, dont elle fut sans doute plus nu moins consciemment amoureuse ; elle se vengea de ses frustrations en brochant un tableau barrique du harem avec ses minuscules guerres intestines frôlant les affaires d'Etat, ses chambres de pénitence où étaient mises au piquet les concubines coupables d'avoir déplié au maître de céans, etc.

Ce sont les formes d'une autre femme, beauté asiatique de vingt-deux ans, qui vous ferraient encore donner un coup en arrière à la rue de l'Histoire. Une veuve prématurée encore, conjointe de Constantin Paulkna, proche conseiller du roi Rama de Siam à la fin du dix-septième siècle. Pendant que ce monarque agonisait, son confident européen fut littéralement coupé en morceaux par les sbires du général Siam qui allait remplacer ce Rama trop curieux des mœurs et sciences étrangères.

C'est vers 1600 que le mot tranchant de « Siam » s'implanta sur la scène internationale, y restant jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale où il fut troqué contre « Thaïlande », la « terre des Thaïs » (de 1945 à 1949, le terme de « Siam » fut officiellement restauré avant

d'être définitivement remis). Les Siamois, au début du dix-septième siècle, libérés de cruelles dévotions de domination birmane ou khmère, se retrouvaient enfin seuls à la maison.

Mais aussitôt, sous l'bonne prétexte de commercer, des Bataves grattèrent à la porte des palmes du Siam. La non-méfiance des natifs, leur goût de la nouveauté, les conduisirent à accorder aux Hollandais le droit d'ouvrir une factorerie, dont le facteur fut bien entendu un agent à la fois commercial et politique. S'engouffrèrent dans la brèche japonais (ils entraînaient bientôt la garde royale), Anglais, Persans, etc. On enrait finalement l'actualité d'un pays d'aujourd'hui ayant quelques richesses et nuancées frontalières... La France, comme toujours, réclamée en premier, arriva bonne dernière, très

« mère des arts et des lois », ne concevant pas de factorerie sans message « universel » aux beaux esprits...

Plus d'un demi-siècle s'écoula entre la première ambassade thaïe à La Haye et l'arrivée, en 1662, à Ayutthaya (capitale depuis 1350, Lop-Bouri étant une résidence secondaire des rois) de l'évêque Lambert de La Motte, prêtre très lousiquatorzien qui avait l'ambition d'évangéliser la Chine.

C'était l'époque où Versailles donnait de la tablature aux trop puissants jésuites en subventionnant la toute nouvelle Société des missions étrangères.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz
Lire la suite page 18

(1) *The Chakri Dynasty* par Abha Shomabour, 230 p., 1983. En anglais. Distribué par Today Book House, 90/21-25 Rajarab Road Makhasan, 10400-Bangkok.

AU SOMMAIRE



Villefranche, port de guerre	p. 17
Retour en France, pour les vacances d'été	p. 16
Madonna Lisa, une femme vraiment modeste	p. 19
Tintin s'expose chez les Belges	p. 22
Escapes (p. 16) • Têles (p. 16)	
Jeux (p. 20) • Table (p. 21)	

CET ÉTÉ LA SCANDINAVIE

CIRCUITS, CROISIÈRES DE TRADITION ET DE QUALITÉ SCANDINAVE

Demandez la brochure

SCANDITOURS ÉTÉ 91

à votre Agent de Voyages ou à

LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES
36, rue Tronchet 75009 Paris, Tél. (1) 47 42 38 65

SCANDITOURS

TOUTES LES FORMULES DE VOYAGES
VERS LES PAYS NORDIQUES

SANS VISA
EN FRANCE

Villefranche port de guerre d'opérette

On y voit des bateaux d'escadre qui tournent sur leur ancre en prenant des poses. Est-ce vraiment la mer ou un lac de carte postale, cette rade sur les bords de laquelle, avec un peu de moyens, il a toujours fait bon venir se délasser ?

C'EST dans les années 20 que Cocteau séjourna pour la première fois à Villefranche. Il est d'abord hébergé par Georges Aurie. Mais il est en proie aux tourments de l'opium. « Je me cache le plus possible, car Aurie n'aime pas voir souffrir », écrit-il. Il s'enfuit presque, un jour, pour aller prendre une chambre sur le port, au Welcome, un hôtel qui avait les pieds dans l'eau. « Le matin, je n'avais plus le courage de déplier la vie », note-t-il, désespéré. Orphée est né là, dit-on, au milieu de cette cascade de maisons ocre qui ont l'air de se précipiter dans la mer, mais qu'une main invisible semble retenir.

Bien plus tard, en 1957, avant d'aller s'installer de l'autre côté de la rade, au cap Ferrat, dans la villa Saotn Snspir, propriété de ses amis Weisweiler, Cocteau fit un superbe cadeau aux gens de Villefranche. A deux pas du Welcome s'élevait une minuscule chapelle qui appartenait à la corporation

des pêcheurs. Cocteau en entreprit la décoration, à la grande fureur, dit-on encore, des pêcheurs, qui faisaient main basse, la nuit, sur les échelles, au point qu'il fallut établir un tour de garde pour protéger l'œuvre qui était en train de naître. Tout s'arrangea lorsque Cocteau proposa qu'on fasse payer l'entrée aux visiteurs et que l'argent glané aille grossir la caisse de secours des pêcheurs (1).

La légende, en tout cas, devait plaire à l'auteur d'Orphée, qui, peut-être, se la dessinait en secret. Hercule, en effet, aurait ouvert la rade de Villefranche en écartant vigoureusement les bras. Et ce bel effort musclaire aurait été accompli pour les beaux yeux d'une oymphé, mais pourquoi pas ceux d'un faune, qui se pressait là-haut dans la garrigue, à l'ombre d'un bois d'oliviers.

La rade de Villefranche est un lac tranquille où ne se lèvent que des tempêtes amoureuses, un havre fait pour abriter les caprices en or massif des têtes couronnées et des poissons de la planète. Jadis, ils s'y sont précipités, à la tête d'imposantes armadas, pour impressionner l'adversaire et remporter des guerres en jupons. Jamais on n'aura vu autant d'altesses au même carré circulaire dans les pinèdes.

Il faut avoir aujourd'hui la mémoire quasi informatique de l'historien André Cane, qui a inventé, répertorié, étiqueté, pour s'y retrouver dans ce dédale aristocratique. « L'impératrice Alexandra Fédorovna, veuve

de Nicolas I^{er}, et qui n'était autre que la mère du grand duc Constantinovitch, lequel... », attaque presque à l'aube, dans sa villa du cap Ferrat, cet homme délicieux qu'est André Cane, entré dans l'intimité des grands, comme on entre en religion, par la petite porte (il possédait une entreprise locale de bâtiment), tandis que le visiteur s'accroche fermement aux accoudoirs de son fauteuil. « La princesse Dolgorouky, épouse morganotique d'Alexandre II, disais-je... » Élémentaire, monsieur Mscintosh.

Les Russes ont été les premiers à se déverser massivement dans la rade. C'était dans les années 1850. Le roi de Sardaigne, Victor-Emmanuel, et Cavour - le rattachement du comté de Nice à la France date de 1860 - cherchaient de l'argent. Le tsar, après la guerre

de Crimée, cherchait, lui, une base de ravitaillement en Méditerranée occidentale. Affaire conclue. Voici la rade de Villefranche, l'unique mouillage du comté niçois (le site de Nice est impropre), louée à la flotte russe.

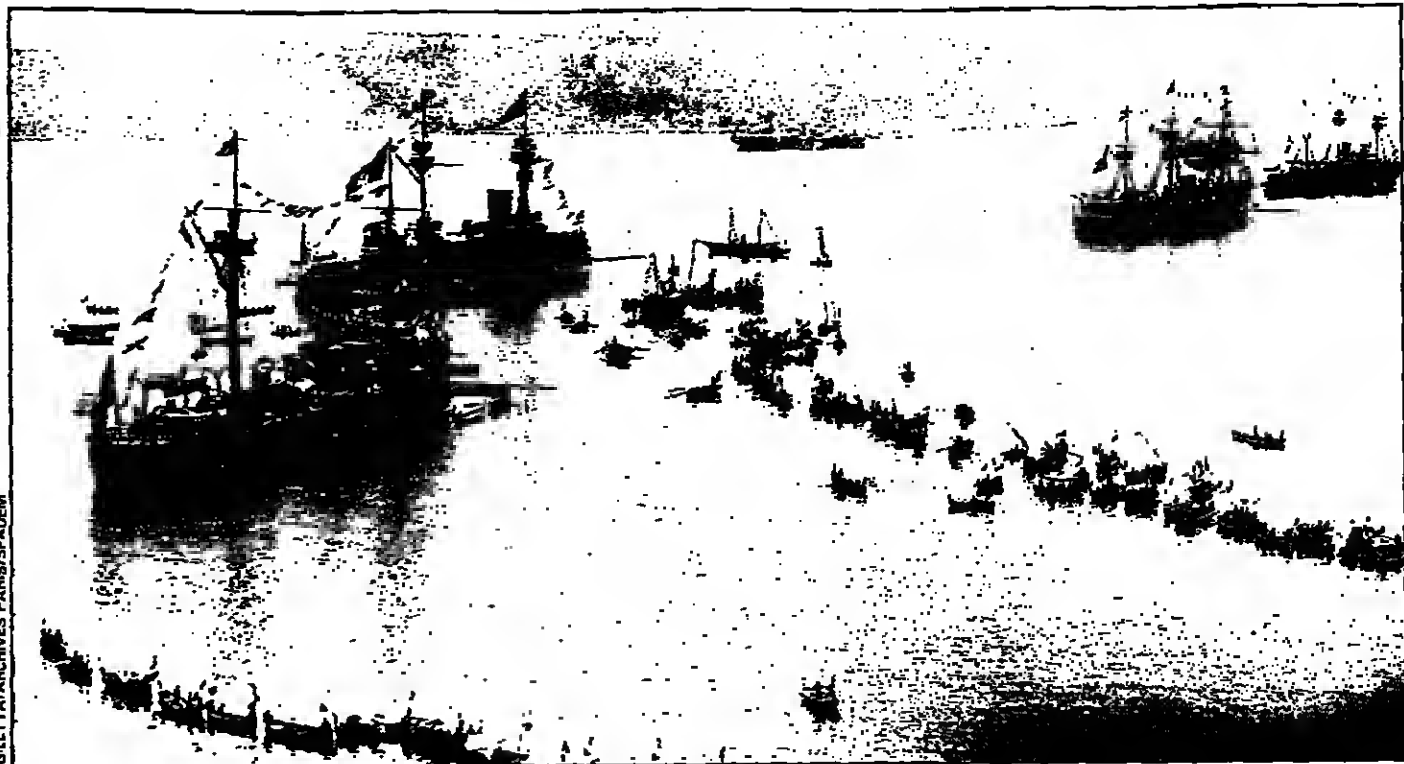
Voici donc pourquoi aussi depuis cette époque une bonne photo de Villefranche ne peut se concevoir sans bâtiments de guerre, de même que Marseille ne peut se présenter sans la Baone Mère. Ils font partie du paysage, de la carte postale, comme les aloès ou les soleils couchants sur le mont Boron.

Mieux, cette expositio quasi permanente de matériel guerrier sur des rivages aussi peu doués pour les chasses sérieuses perfectionne l'opérette. Car, après les Russes, tout le monde s'y engouffre, depuis la flotte française jusqu'aux mastodontes américains, qui y font encore aujourd'hui de courtes escales. Si le séjour de la VI^e flotte américaine (au début des années 60, par exemple, le *Des Moines* et le *Springfield* y font relâche, les marins sont installés à terre avec leurs familles, ce qui fait environ quatre cents personnes) est encore présent dans la mémoire de Villefranche, les « exploits » de la marine tsariste sont complètement tombés dans l'oubli.

Tandis que les princesses s'amuse, il règne une discipline de fer sur les navires. Pour la moindre pécadille les hommes tombent assommés sous les coups de fouet et on jette les corps dans la mer. Révélée, la population de Villefranche, dès l'apparition du premier navire, la frégate *Orloff*, en 1857, descend en masse sur le port pour tenter de sauver les malheureux. Le courant passe mal, mais, quelque temps plus tard, l'humour est plutôt à l'obsequiosité soumise.

En 1865, le conseil municipal de Villefranche déclare que « les habitants de la commune, et surtout les classes ouvrières, trouvent un soulagement assez remarquable à cause de la permanence des escadres russes », et se décide d'envoyer à l'impératrice qui se repose à Nice un « assez élégant bouquet de fleurs fraîches ».

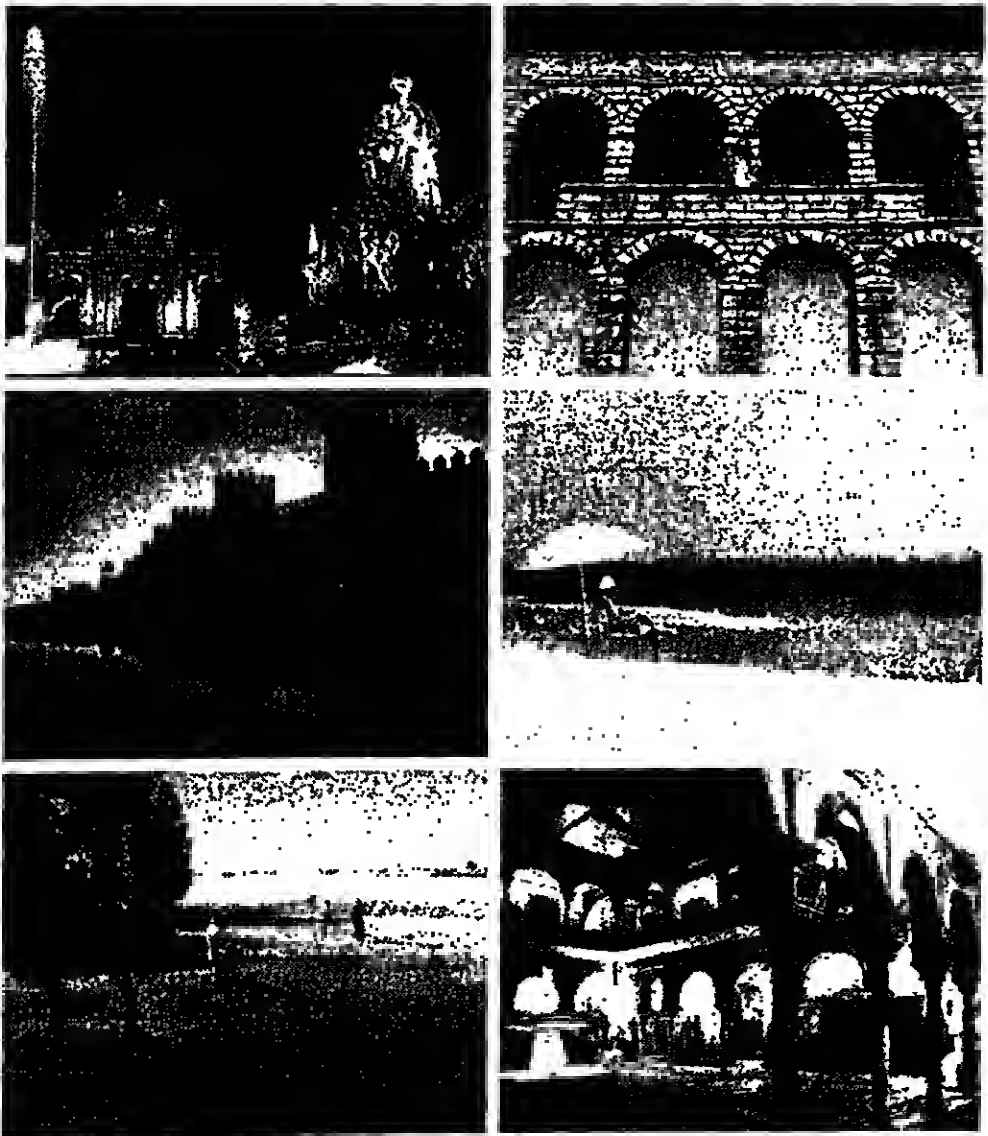
Régis Guyotat
Lire la suite page 18



Escadre militaire dans la rade de Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes) en 1890, lors de l'arrivée du président de la République Sadi Carnot

Si vous voulez tout ça...

Vous voulez tous ça.



Il est une formule magique qui vous ouvre les portes des rêves les plus merveilleux, qui vous fait pénétrer dans un monde rempli de richesses tant culturelles que naturelles, un monde où tous vos souhaits se voient exaucés... "L'Espagne!" "L'Espagne!" et vous côtoyez déjà Goya, Velázquez, Picasso au gré de vos itinéraires. "L'Espagne!" et les pierres précieuses des plus fameux monuments s'offrent subitement à votre regard. "L'Espagne!" et vous plongez dans l'eau cristalline d'une plage qui s'étend de l'Atlantique à la Méditerranée. "L'Espagne!" encore et un parcours de golf de 1380 trous devient chose normale. "L'Espagne!" toujours et les palais des milia et une nuit illuminent vos rêves... Il est une formule magique qui vous ouvre les portes d'un monde merveilleux, un monde où tous vos souhaits se voient exaucés: "L'Espagne!". Parlez-en à votre agent de voyage, il sera le "génie" de vos vacances d'été.



L'Espagne. Tout sous le soleil.

Office Espagnol de Tourisme
43 ter. av. Pierre-1^{er} de Serbie 75381 Paris Cedex 08. Tél.: (1) 47.20.91.54 - Minitel: 3615 Espagne

EXP92 L'Espagne. Hôte des Jeux Olympiques et de l'Exposition Universelle de Séville en 1992.

La Thaïlande au temps du Siam

Suite de la page 15

Lambert de La Motte, envoyé de la « Société », fut séduit par le roi Narai et, au lieu d'aller « à la Chine » s'arrêta « à Siam » et ouvrit à Ayouthaya sa première mission. Fils donc des fabricants et autres factoreries ! Pensez, Narai le Grand correspondait avec Louis XIV à Ayouthaya et Lop-Bouri, dans son *Journal du voyage de Siam* : « M. Constance n'aime grande. Aussi, faut-il avoir bien du mérite pour s'être élevé au poste qu'il tient ici. Il est de Céphalonie, de parents nobles et pauvres. A dix ans, il prit partie sur un vaisseau anglais et a passé par tous les degrés de la marine. Enfin, après avoir fait commerce à la Chine et au Japon, après

(l'historien Pierre Fistié assure que son vrai nom était Constantin Hierarchy et qu'il venait d'une famille hellène de Céphalonie) paraît avoir été le fils d'un gouverneur phénicien de Céphalonie, la plus étendue des îles ioniennes. Voici ce qu'en relate l'abbé de Choisy, membre de l'ambassade de Louis XIV à Ayouthaya et Lop-Bouri, dans son *Journal du voyage de Siam* : « M. Constance n'aime grande. Aussi, faut-il avoir bien du mérite pour s'être élevé au poste qu'il tient ici. Il est de Céphalonie, de parents nobles et pauvres. A dix ans, il prit partie sur un vaisseau anglais et a passé par tous les degrés de la marine. Enfin, après avoir fait commerce à la Chine et au Japon, après

C'est alors que se déroula l'intervention Phaulkon. Constance ou Constantin Falcone, ou Phaulkon,

Villefranche port de guerre d'opérette

Suite de la page 17

Le maire de Villefranche, Désiré Polloin, surnommé « l'empereur du cap Ferrat » et qu'on a blâmé de vouloir franchir les portes des « salons respectables » qui ne sont pas pour lui, soigne les retombées, tandis que sa femme, Amélie, qu'on appelle « Madame Vermicelle », parce qu'elle troque ensuite l'argent contre des pâtes alimentaires, passe le bassin « pour ses pauvres ».

Ils arrivent par la mer. Les palais des bords de la Neva se vident en hiver. Ils ont déjà pris d'assaut les pentes du cap Ferrat au ciel, plus dantesques, de Beaulieu, les deux bâteaux qui sont encore rattachés à Villefranche. Mais, bizarrement, les Anglais – la reine Victoria en tête – sont arrivés par le train, apportant avec eux le water closet salvateur.

Le convoi spécial de la reine comprend quarante-deux serviteurs, dont un sonneur de corne, une musette pour les cantiques religieux, et Jacques, l'âne favori de Victoria, natif d'Aix-les-Bains, qui voyage en queue de convoi dans un compartiment spécial et qui tire la souveraine dans une cariole à travers la campagne épuisée. Le train ne doit pas dépasser 56 kilomètres à l'heure le jour et 40 kilomètres à l'heure la nuit. On s'arrête en rase campagne pour la toilette et les repas. Et à l'arrivée à Beaulieu, où s'arrêtent désormais les trains de Saint-Pétersbourg, un chef de gare charmant, un super Escartefigue ferroviaire, ouvre les portes des Atteintes en pelisse, sous les regards d'une foule ébroulée.

En cette fin de siècle, Villefranche voit passer des ducs juchés sur des tricycles, suivis en courant par des cohortes de domestiques chargés de pousser les augustes postérieurs lorsque la pente se relève. Un homme à la longue barbe blanche, qu'il porte curieusement emmitouflé dans un sac, traverse chaque soir la pinède du cap Ferrat. C'est Léopold II de Belgique, qui a acquis la presque totalité du cap exposé au couchant. A bientôt soixante-dix ans, Léopold s'est déjà offert le Cango et surtout une jeune maîtresse de seize ans, qu'il a installée dans une propriété voisine de la sienne, le domaine du Passable. Et chaque matin le préfet reçoit sur son bureau le même rapport : « Sa Majesté est venue rejoindre Blanche Delacroix. Ils ont joué aux cartes ensemble (1), puis, vers 23 heures, il a regagné les Cédres ».

Il y a de fabuleux excentriques comme Gordon Bennett, le patron du *New York Herald Tribune*, propriétaire de la Petite Afrique à Beaulieu, qui transporte sur son yacht, le *Lysistras*, long de 70 mètres, des vaches bretonnes dans une étable capitonnée afin de ne pas maculer de laitage et qui, lorsqu'il est de retour dans la rade,

jette des pièces d'or au fond du port pour voir les gosses se bousculer pour plonger. Gardoa Beaudet lancera un jour son yacht sur la plage pour permettre à ses invités de sauter à temps dans le train qui entre en gare juste au-dessus du rivage.

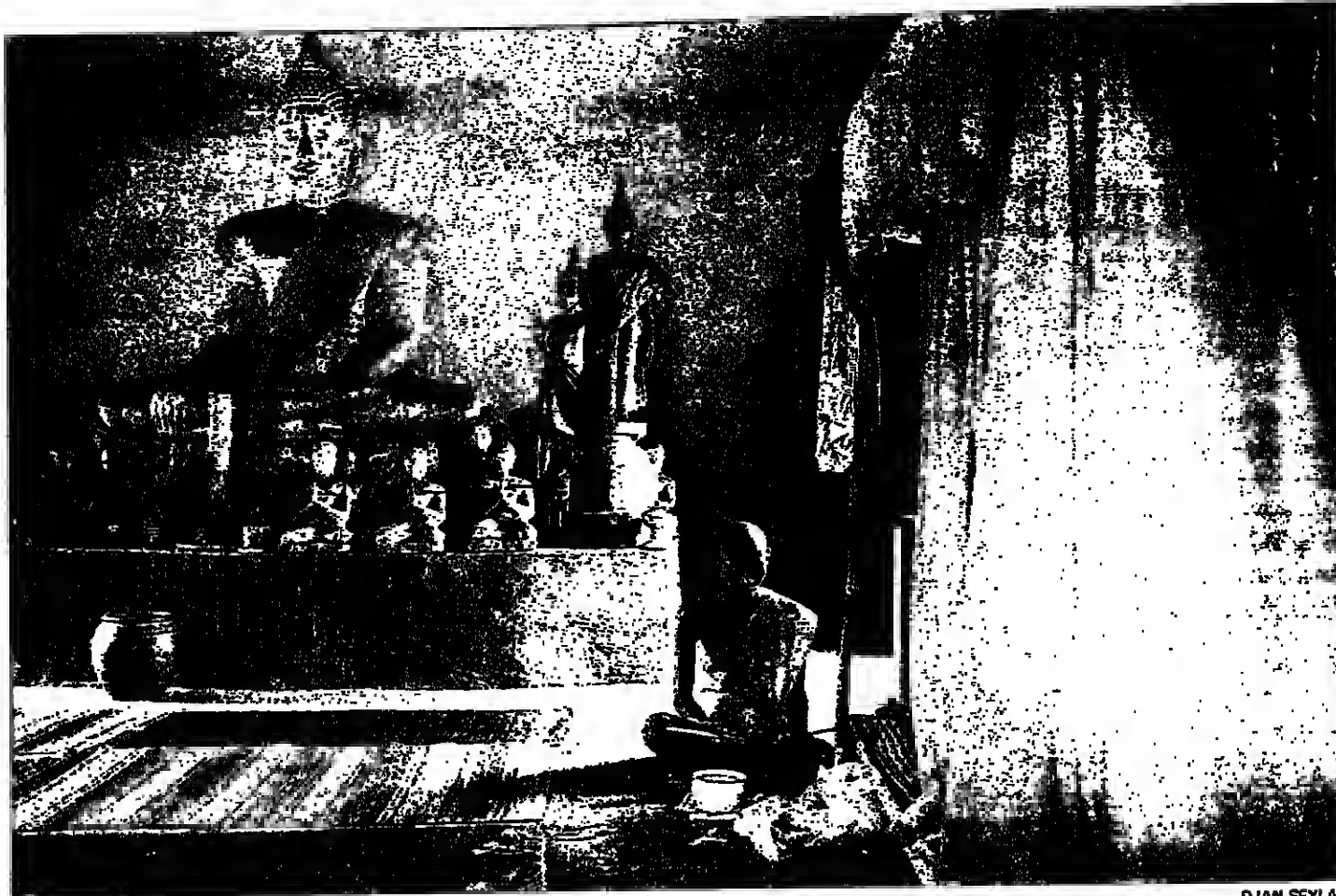
Le 6 mars 1914, ils étaient tous là au gala de bienfaisance pour les pauvres de Beaulieu, les Calizine, les Orloff, les Radziwill, les Habenslab, les Lubomirsky, les de Ligne, les Pignatelli d'Aragon, les Barham, pour se s'en tenir qu'aux princes scintillants. On se donna rendez-vous pour l'année suivante à grand renfort de baisemains, de claquemans de talons et de courbettes à la von Strobheim.

« Ah ! Nous avons eu ensuite mains de têtes couronnées, soupire André Cane. Mais Cocteau émit d'un abord très agréable. Somerset Maugham, c'était autre chose. J'étais à l'époque entrepreneur, et il m'avait demandé de lui commander une fin de bureau où il devait dans sa villa du Cap, la Muresque. Il disait qu'il était distrait par la mer. Un matin, c'était en 1963, je l'ai vu courir comme un fou. Il perdait la tête, et il venait d'échapper à son secrétaire. Il allait traverser la route.

« Alors, je lui ai littéralement sauté dessus. Nous l'avons ramené comme un gosse chez lui. Eh bien, figurez-vous, Churchill, qu'il m'a été donné l'occasion de voir plusieurs fois en train de pendre, est mort le même jour. Quelques temps après, Somerset Maugham est parti comme ça, définitivement, entre quatre planches. C'était l'au revoir et mes pas de promeneur m'avaient guidé à l'entrée de la Muresque... Cela dura un éclair, un corps glissé dans un fourgon. Somerset Maugham venait de quitter à jamais sa maison... ». André Cane, aussi droit qu'un aréhidue, se lève, enfle un pull-over rouge, entrouvre sa porte : « Vous voyez cette villa en face ? Eh bien ! C'était Gregory Peck. Maintenant... ».

Le cap Ferrat, avec ses longues allées silencieuses, ressemble à un grand cimetière et les propriétés à des concessions martiennes. La nature elle-même, traitée, lustrée, taillée, s'est figée. Les cerbères électriques ont ébassé les domestiques en gants blancs qui recueillent sur un plateau d'argent le briolet des visiteurs.

Il y a encore, à Villefranche, quelques nostalgiques qui s'amusent à compter les Rolls. On peste contre « les Italiens », les nouveaux raris du marché immobilier qui détrement les émaux. L'argent n'est plus ce qu'il était. L'art de posséder aurait-il disparu ? Nietzsche, qui arpentait furieusement la colline d'Eze, le pressentait : « Seul devrait posséder celui qui a de l'esprit : autrement la fortune est un danger public. »

De notre envoyé spécial
Régis Guyotat

DJAN SEYLAN

neir fait naufrage deux ou trois fois, il s'attacha au Barkalon (2) de Siam qui, lui trouvant de l'esprit et de la capacité pour les affaires, l'employa et le fit connaître au Roi ; et depuis la mort du Barkalon, sans avoir aucune charge, il les fait toutes.

Bref, M. Constance était devenu l'émence grise, le bras droit du roi de Siam. Arrivé aux Indes avec deux Britanniques en 1670, il s'était rendu huit ans plus tard chez les Thaïs pour s'y occuper du comptoir anglais. Ayant plu, comme interprète, au ministre siamois du Trésor, il fut promu surintendant du commerce extérieur, ce qui lui conféra un droit de regard sur la diplomatie. C'est là que, pénétrant sur le Siam, il éboisit l'islamisme « orthodoxe » au catholicisme gallica et entra dans le jeu français, coupant court à toutes les autres influences extérieures, notamment « les frimousses des mahométans » (abbé de Choisy), puisque le chah de Perse s'était mis en tête, lui aussi, d'amener la famille royale siamoise à sa propre foi, l'islam chiite.

A Lop-Bouri, extra muros, au milieu des rues commerçantes de la cité actuelle, le « quartier français » construit autour de la chapelle romaine et de la maison de Constantin, reste presque intact. L'architecture, par une volonté, absurde au touché, comme on voudra, de plaire à Louis XIV, est aussi française que possible... Comme l'est, à l'intérieur des remparts, la salle des ambassadeurs, où le souverain thaï, véritable divinité vivante (les rois de France n'étaient que de « droit divin »), accueillait du haut d'un balcon intérieur les ambassadeurs étrangers. Il fallut attendre Rama IV, contemporain de Napoléon III, pour avoir le droit de regarder le monarque thaï dans les yeux, et encore n'est-ce point tout à fait entré dans les mœurs de nos jours.

Le Roi-Soleil allait finalement recevoir en 1684 deux diplomates siamois amenés par le Père Vachet des Missions étrangères. C'était tout juste car, entretemps, sous l'influence de la M^{re} de Maintenon (ancienne gouvernante d'enfants de Louis XIV, elle eut plus de chance après de son royal employeur que M^{re} Leonovens puisqu'elle en était devenue l'épouse morganatique), la faveur était revenue aux Jésuites, au détriment des Pères des Missions étrangères auparavant lancés par Versailles dans les jambes des royalistes (heureusement pour son crédit en France, Constantin Phaulkon (3) était passé au catholicisme par l'intermédiaire de la Compagnie de Jésus...).

Enfin, en 1685, après de longs mais d'une navigation périlleuse (quelquefois les cartes étaient fausses) via le cap des Tempêtes (Bonne-Espérance), l'ambassade de Louis XIV auprès de Narai, conduite par le chevalier de Chauvigny (huguenot ramené dans l'obédience de Rome par les Jésuites), arriva au Siam. Les bouddhas d'or d'Ayouthaya et de Lop-Bouri, virent passer ces talons rouges qui voulaient faire de Narai « un grand roi catholique dans l'Asie » et, ensuite, établir le protectorat de la France sur le Siam.

Le monarque thaï envoya à son pair versaillais, entre autres présents, deux éléphants. L'affaire des Français paraissait dans le sac. En 1686, les négociants-espions néerlandais claquaient de dépit la porte de leur bureau et quittaient le pays. L'an d'après, arrivèrent de Brest, six navires fleurdelisés convoyant plus de six cents soldats français. Ils furent installés dans un repli fluvial du golfe de Siam, Banko, fondant sans le savoir, avec leur fortin, le futur Bangkok.

Mais là les choses se gâtèrent. Jésuites et sociétés des Missions se querellèrent sur fond d'une préférence militaire étrangère, bumaînement turbulente et politiquement inquiétante. Les ennemis de Narai

en arguèrent et, lorsqu'il tomba malade, en 1688, le général Phetracha s'empara de la régence puis du sceptre – et surtout fit assassiner Phaulkon. C'est là que se place le drame de sa jeune femme, accusée de « péculat », séquestrée, battue et finalement engloutie on ne sait trop comment par cette révolution de palais. Quant aux malheureux soldats de Fort-Banko, assiégés par les moustiques empaludés et les nationalistes ulcérés, ils s'enfuirent à Paadibéry, place française plus sûre, aux Indes, après maints épisodes marécageux et maritimes. Les missionnaires chrétiens et leurs disciples restés sur place, prisonniers de la guerre, furent massacrés ou réduits en esclavage. Quelques mois plus tard les Hollandais de la Compagnie des Indes rouvrirent leur factorerie.

Cette Compagnie qui inventa, ou tout au moins systématisa le capitalisme international, le mercantilisme et l'exploitation du Sud par le Nord, alimenta parfois aussi, indirectement, l'aventure française au Siam. Un chercheur de l'Université thaïlandaise, M. Dhiravat na Pombejra (4) a récemment remonté la filière qui amena une lignée française, parmi d'autres, à prendre souche en terre thaïe avant de s'y fandre peu à peu tout en laissant son nom bien français (françouillard) flotter sur la petite histoire du Siam.

C'est en 1672 que Daniel Brochebourde, né à Sedan, fut prêt à Sa Majesté siamoise comme chirurgien par la Compagnie néerlandaise des Indes, pour laquelle il officiait près d'Ayouthaya depuis 1659. Il avait épousé une indigène et appris la langue du cru.

Le *macolouan* – « médecin royal » – fit merveille au point de survivre à tous les renversements anti-hollandais, anti-français ou anti-dynastiques. Faisant quelquefois aussi office d'interprète, donc d'homme de confiance, le Dr. Brochebourde mourut en 1697. Les Français l'acclabstrèrent toujours d'avoir empoisonné Narai, par haine protestante

Néanmoins, la palme littéraire sur fond siamoise revient sans doute à Paul Morand – qui fut quelque temps diplomate à Bangkok – pour son *Bouddha vivant* (Grasset, 1987), roman « exotique » véhiculant une vision très « française » du tempérament thaï.

Voir. Il y a également dans *Bouddha vivant* une réflexion sur le comportement du voyageur moderne dont feraient bien de s'inspirer les visiteurs qui expédient en une seule journée les sites immenses de Lop-Bouri et Ayouthaya. Morand nous dit : « La vitesse dévore la Terre, comme elle a dévoré l'Occident. Le vrai luxe, et que personne, faute de raffinement, ne

reçoit en 1684 deux diplomates siamois amenés par le Père Vachet des Missions étrangères. C'était tout juste car, entretemps, sous l'influence de la M^{re} de Maintenon (ancienne gouvernante d'enfants de Louis XIV, elle eut plus de chance après de son royal employeur que M^{re} Leonovens puisqu'elle en était devenue l'épouse morganatique), la faveur était revenue aux Jésuites, au détriment des Pères des Missions étrangères auparavant lancés par Versailles dans les jambes des royalistes (heureusement pour son crédit en France, Constantin Phaulkon (3) était passé au catholicisme par l'intermédiaire de la Compagnie de Jésus...).

Enfin, en 1685, après de longs mais d'une navigation périlleuse (quelquefois les cartes étaient fausses) via le cap des Tempêtes (Bonne-Espérance), l'ambassade de Louis XIV auprès de Narai, conduite par le chevalier de Chauvigny (huguenot ramené dans l'obédience de Rome par les Jésuites), arriva au Siam. Les bouddhas d'or d'Ayouthaya et de Lop-Bouri, virent passer ces talons rouges qui voulaient faire de Narai « un grand roi catholique dans l'Asie » et, ensuite, établir le protectorat de la France sur le Siam.

Le monarque thaï envoya à son pair versaillais, entre autres présents, deux éléphants. L'affaire des Français paraissait dans le sac. En 1686, les négociants-espions néerlandais claquaient de dépit la porte de leur bureau et quittaient le pays. L'an d'après, arrivèrent de Brest, six navires fleurdelisés convoyant plus de six cents soldats français. Ils furent installés dans un repli fluvial du golfe de Siam, Banko, fondant sans le savoir, avec leur fortin, le futur Bangkok.

Mais là les choses se gâtèrent. Jésuites et sociétés des Missions se querellèrent sur fond d'une préférence militaire étrangère, bumaînement turbulente et politiquement inquiétante. Les ennemis de Narai

Néanmoins, la palme littéraire sur fond siamoise revient sans doute à Paul Morand – qui fut quelque temps diplomate à Bangkok – pour son *Bouddha vivant* (Grasset, 1987), roman « exotique » véhiculant une vision très « française » du tempérament thaï.

Voir. Il y a également dans *Bouddha vivant* une réflexion sur le comportement du voyageur moderne dont feraient bien de s'inspirer les visiteurs qui expédient en une seule journée les sites immenses de Lop-Bouri et Ayouthaya. Morand nous dit : « La vitesse dévore la Terre, comme elle a dévoré l'Occident. Le vrai luxe, et que personne, faute de raffinement, ne

du Louis XIV, révoquant de l'édit de Nantes en 1685.

Toujours est-il que Daniel demeura chirurgien du nouveau roi et que son fils, Moses, lui succéda plus tard dans la même charge tandis que son autre enfant, Paulus, figurait aussi dans le personnel médical des palais de Lop-Bouri et d'Ayouthaya. Moses mourut en 1724. Onze ans auparavant, un de ses frères, Pierre, avait été tué à Ayathaya dans une affaire d'opium, drogue sur laquelle les Néerlandais trafiquaient, au mépris des interdits siamois.

Les fils de Narai, l'Arrière ne. D. l'émon, furent plus dignes, travaillant à la fois comme médecin et comme interprète entre l'administration thaïe et les négociants européens, notamment hollandais. Et ainsi de suite jusqu'aux Brochebourde d'aujourd'hui qui, totalement siamoisés, n'ont conservé qu'un très vague souvenir de leurs origines française et chrétienne. Sans doute est-ce mieux ainsi pour l'unité de la Thaïlande ; il en fut de même pour d'autres familles européennes, instruments puis victimes et enfin vestiges de cette OPA hollandaise-anglo-française jetée sur la Thaïlande quand elle était encore le Siam.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(2) Le Barkalon est celui « qui a toutes les affaires étrangères et les magasins du Roi de Siam », nous précise Choisy, plus loin.

(3) Histoire de M. Constance, premier ministre du Roi de Siam, par le Père d'Orléans, de la Compagnie de Jésus (réédité en 1685 à Bangkok. Voir encadré).

(4) Il a notamment exposé ses découvertes lors de séminaires tenus cette année au cours de la reconstitution historique de la route maritime de la soie par l'UNESCO (le Monde sans visa) du 18 novembre 1989.

Guide

● Lire. Comme le montre le rayon Thaïlande de la librairie parisienne L'Astrolabe, (46, rue de Provence), il existe un choix relativement large d'ouvrages en français sur l'ancien Siam. Cependant, l'éventail est encore bien plus ouvert pour ceux, et ils sont de plus en plus nombreux, qui entreprennent le voyage de Bangkok. Là, face au Méridien, la vieille librairie Chalmers (1, arcade Erawan, 10502 Bangkok, tél. : 258-76-86) offre une diversité, peut-être unique au monde, de titres dans les principales langues européennes, sur l'Asie en général et la Thaïlande en particulier.

Pour des sommes modiques, on peut notamment s'y procu-

rer, reproduits à l'identique, en 1985, les relations des diplomates ou religieux français venues à la cour de Siam trois cents ans auparavant.

Un peu dans la même ligne, on peut se procurer *Voyages dans les royaumes de Siam, Cambodge et Laos*, du découvreur français Henri Mouhot (1826-1861) et dont l'édition de 1868 a été reprise en 1989 par les éditions Olizane (11, rue des Vieux-Grenadiers, 1905 Genève, Suisse). Signalons également la traduction française, par Philippe Noble, de l'agréable petit récit bangkokais du Hollandais contemporain Cees Nooteboom, *le Bouddha derrière la palissade* (Actes-Sud, 1989).

Néanmoins, la palme littéraire sur fond siamoise revient sans doute à Paul Morand – qui fut quelque temps diplomate à Bangkok – pour son *Bouddha vivant* (Grasset, 1987), roman « exotique » véhiculant une vision très « française » du tempérament thaï.

Voir. Il y a également dans *Bouddha vivant* une réflexion sur le comportement du voyageur moderne dont feraient bien de s'inspirer les visiteurs qui expédient en une seule journée les sites immenses de Lop-Bouri et Ayouthaya. Morand nous dit : « La vitesse dévore la Terre, comme elle a dévoré l'Occident. Le vrai luxe, et que personne, faute de raffinement, ne

pense plus à s'offrir, c'est peut-être de prendre son temps. »

Délaissés donc pour une nuit ou deux les usines à sommeil plus ou moins luxueuses de Bangkok, installez-vous dans un petit hôtel tranquille de Lop-Bouri ou Ayouthaya, arpentez longuement les splendides champs de ruines, liez ou faites le élève adossé à un bouddha isolé ! Vous pourrez même, pour une perte au moins du parcours, délaissier le train ou la route (en plus la Thaïlande conduit à gauche) en prenant le bateau qui, quotidiennement, relie paisiblement Bangkok (embarcadere de l'hôtel Oriental. Réserver en téléphonant au 233-59-00 ou 236-04-00 à Ayouthaya). ●

Madonna Lisa

Il y a deux ans, la grande peur était de voir la Madonna... (textes très flous et partiellement illisibles)

مكتبة الشامل

SANS • VISA
A PARIS

Madonna Lisa

La Joconde (1502-1506 ?) disparaît sous le vernis du succès. Les foules - 4 millions de visiteurs en 1990 - passent sans la voir. Des vitres pare-balles et des reflets aux mille visages renvoient des scènes de processions, d'adoration, comme devant une relique lointaine exposée dans le brouhaha des fidèles. Histoire d'une femme modèle

La salle des Etats du Louvre où elle est accrochée, son temple profane tout résonnant d'admiration, sombre lieu habité de chefs-d'œuvre, peut-elle contenir tant de ferveur déraisonnable ? Il faut avoir vu la Joconde ! Il faut avoir vu la victime placquée au mur dans sa prison - une chaise qui la maintient à une température de 25°C - d'où on la sort, sous escorte, une fois par an pour une visite médicale. Elle a perdu ses droits à la cime, à n'être qu'un portrait sublime offert par un vieux peintre au plaisir de l'œil. C'est un objet de culte, de peine une peinture - le symbole de la peinture - un ministre souriant. Le public n'est pas seul fau-til ? la signora y a mis du sien et Léonard tout son orgueil.

La Renaissance est une re-création. L'homme rivalise avec Dieu, l'homme triomphe du Grand œuvre, de la grande illusion qui permettrait de fabriquer un autre univers tout aussi charnel, spirituel, un monde réel dont le Moyen Âge s'était détourné pour des visions de Paradis et d'Enfer. Vinci disséquait les cadavres ; il voulait maîtriser la nature en détournant le cours des fleuves, en asséchant les marais, en cherchant à voler le vol de l'oiseau. Sa peinture était son laboratoire d'expérimentation, l'expérimentation des techniques nouvelles pour forger les clés de ce qui derrière la réalité serait la réalité même : le sfumato des paysages, les sentiments sous les figures humaines ; pour donner une éternité à la vie si fugace et complexe, un sens à son espoir fin, une postérité à ses projets insensés.

Le grand peintre n'est plus seulement un peintre. Il tue ses dons, son style, son savoir. Il réinvente tout pour ne pas glacer son entreprise. « Ecris ce qu'est l'âme », se dit-il.

Il prend alors un panneau de peuplier, le prépare, l'enduit de

gesso dura, le ponce pour qu'il devienne aussi lisse qu'un miroir. Il mélange la chimie des couleurs pour obtenir des matériaux inaltérables. De la céruse, de la laque de gualdino, de la majolica, des huiles essentielles extraites de la lavande, de l'aspic, du romarin. Puis il peint d'un pinceau si transparent que la radiographie (48 kV, 5 min 10 s, distance 0,80 m) n'en trouve plus la trace. Il peint couche après couche, laisse sécher longtemps. Son œil voit les ombres du soleil, l'ombre des objets sur les objets, l'ombre portée par le pavé de la rue, l'ombre d'une tristesse nu d'un sourire. Il applique des lois, des calculs, des perspectives qui ne sont que des indications, car la lumière déforme et recompose les lignes : « Plonger les choses dans la lumière, c'est les plonger dans l'infini. » La Dame est loin déjà, elle a quitté sa chaise et son balustrade ; la ressemblance est prise depuis longtemps. Il ne reste que le défi : dix mille heures de travail et de repentirs. Encore dix années de vie sans pouvoir achever l'œuvre.

Le portrait est un manifeste : tout le patient effort d'un génie. L'œuvre s'expose à ne pas être simplement exposée et, dès sa naissance, singulière, anachronique, hors du temps, elle n'est plus du peintre de Vinci, mais de Léonard, l'esprit même de la Renaissance.

Il avait cherché à l'animer par d'innombrables artifices, à lui donner la parole, l'immobilité de l'instinct, comme il arrive dans l'existence d'être assis à sourire sans bouger. Une madone qui ne fût pas l'image d'un personnage divin, mais une femme réelle, elle-même divine, engendrée par l'âme des dieux (Léonard dit : « sur concevoir l'homme le plus beau et le plus fort de Florence. ») Un tel projet devait, comme on dit, rencontrer le succès. Car le travail ne se voit pas, et la recherche lente, toujours aboutie, le miracle opiniâtre, plaît au nombre qui s'incline devant les laborieuses réussites de la mesure.

L'Histoire, comme le sfumato estompant les contours, s'arrange pour transformer les œuvres de fin en légende. On se sait presque rien du passé de la Joconde. La version officielle - elle fut achetée pour 4 000 écus d'or par François I^{er} à Léonard, qui ne voulait pas s'en séparer avant sa mort en 1519, au manoir de Cloux - est aujourd'hui controversée. Une spécialiste américaine de Léonard de Vinci vient de signaler la présence du tableau à Milan six ans plus tard. Giorgio Vasari, peintre et écrivain du seizième siècle, raconte que, pour obtenir le fameux sourire - sibyllin, subtil, sphyngien, équivoque, archaïque, énigmatique - Léonard avait demandé à des musiciens de



jouer des airs aimables pendant les séances de pose. Peut-être... Elle s'appelait Monna Lisa Gherardini del Giocondo, ou Isabella Gualandini, princesse Isabelle d'Este, Philiberte de Savoie, ou Costanza d'Avolas, maîtresse de Julien de Médicis... On ne sait.

Ses origines la cartonnent servent sa notoriété. La Joconde traversera les siècles entourée de mystère. Longtemps, la « courtoise au voile de gaze » fut l'ornement des collections royales ; ou la vit apparaître dans la chambre à coucher de la cédre au duc de Buckingham. « On ne se sépare pas d'un tableau considéré comme le plus précieux de tous. » Dans les châteaux et les maisons bourgeoises, on apprenait aux filles à sourire « à gauche ». La mode s'en empara, mais ce n'était encore qu'un chef-d'œuvre, l'un des plus beaux portraits de la Renaissance italienne. Les peintres le savaient (un a répété plus de deux cents copies anciennes de la Joconde).

Elle fit école, inspira de nombreux artistes : Raphaël, Ingres, David, Carot. Elle fascinait toujours. Michelet écrit : « Je rais à elle malgré moi comme l'oiseau va au serpent. » Dès la fin du dix-neuvième siècle, on lui envoyait des lettres d'amour, mais il lui manquait encore l'épreuve majeure : le sensationnel d'une absence et d'une résurrection.

Le 21 août 1911, les journaux titrent : « On a volé la Joconde ! » avec un point d'exclamation lourd de reproche. Pendant plus d'un an, elle sera activement recherchée. Elle était cachée sous le lit du voleur dans une soupente. Elle se faisait désirer. On croyait qu'elle était morte, brûlée par un photographe maladroit, montée au ciel dans un éclair de magnésium. La France, le monde, se mirent à la regretter bruyamment.

Des chansons des rues pleuraient « la Joconde en balade ». On alla chercher naise à l'innocent Apollinaire, qu'elle irritait passablement. Le pauvre Balthazar Castiglione, suspendu à sa place, ne contenait personne : c'était un pur chef-d'œuvre, sans plus. L'humanoité, excessive de qu'il sagit des rares biens qu'elle possède en commun, se sentit désemparée après la disparition de l'objet - 0,77 m x 0,53 m - où elle se voyait tout entière. « L'humanité a perdu sa madonne », écrit Péladan.

On retrouva la Joconde en janvier 1913, de longs mois plus tard. C'était une idole qui rentrait au Louvre entre deux gardes de la paix en faction. Théophile Gautier lui trouvait déjà le sourire « railleur », il devint « triomphant » pour ceux qui se méfient du sourire des anges. Les iconoclastes et les jocondolâtres jouèrent, car, le modèle l'emportant sur le tableau, la dame avait désormais ses champions. En 1920, dans la revue Dada, Marcel Duchamp colla des moustaches « sur le sourire de toutes les énigmes » et accompagna la confite d'un sigle trivial sans réplique : L. H. O. O. Q. (elle a chaud...). C'était assez dire l'exaspération des athées.

On la tourna et la détourné de toutes les façons. Le commerce s'en empara, ses images se vendirent comme des petits pains. Des marques éhémères sa grille : les parfums et les corsets Monna Lisa, une eau minérale italienne, des cigares allemands, un apéritif marocain, des porte-jarretelles, des déodorants et des préservatifs. Vinci lui-même en avait fait un être presque humain, c'était justice qu'on la soumit aux traces de l'existence. On ne vit plus que son côté vivant. Les médecins l'auscultèrent et lui trouvèrent des maladies : du cholestérol (1), une alopécie (2), un strabisme (3), une paralysie du depressus labii inferioris (gauche) (4). On affirma qu'elle était enceinte (5), d'autres se persuadèrent qu'elle souriait parce qu'elle aimait son Léonard. C'était un homme, un Jocond - à l'appui de son hypothèse M. Georges Isarlin soutenait que « son sourire attire des homosexuels », - nu un autoportrait, ou

Les gardiens se disputaient l'honneur de la servir. Un certain Léon Mezuka abandonna sa petite entreprise pour une casquette et une chaise à ses pieds. Le fanatisme aidant - en 1956, un Bavière, fin comme un Oamien, lui avait égratigné le bras - sa protection fut renforcée : on la barda de systèmes d'alarme, on la mit en boîte, on la rendit invisible pour que chacun sans risque pût la voir. Elle devint par conséquent aux conservateurs du musée, qui durent la suivre comme des gardes du corps. (A Washington, M^{me} Hairs, qui s'approchait de l'hydrothermographe, se fit déchirer sa robe par la baïonnette d'un marinier.)

On redoute aussi les fureurs laïques. Sa présence dans la salle des Etats n'est plus souhaitée. Son rayonnement fait de l'ombre autour d'elle : sur l'extraordinaire Mise au tombeau de Titien, sur les splendeurs des portraits de Raphaël, sur l'étonnant Calvaire de Veronèse. Sur sainte Anne, sa sœur, et sur son frère, saint Jean-Baptiste, qui pourtant sourient d'un même air de famille. Elle a perdu son esprit Renaissance. Elle se croit à Lourdes à présent, et semble se moquer des pèlerins. Le département des peintures du Louvre a récemment ouvert un concours pour la déplacer : dix-neuf projets retenus ; aucun n'est satisfaisant. On aimerait au moins la restaurer, lui enlever des vernis qui l'assombrissent et la jaunissent. Mais qu'il est dur de passer pour sacrilège !

En lui redonnant ses couleurs, on assagrirait peut-être sa glorieuse peu facile, on redonnerait des forces picturales au grand et beau portrait tellement enfumé par les cierges de la dévotion. Oseront-ils ? Ils se prennent à rêver de l'acrobate un jour comme un tableau. Alors peut-être, derrière Monna Lisa, verra-t-on ce paysage fantastique, imaginaire et inquiétant - « la lumière de notre Terre est lunaire » -, ces bleutés évanescents où s'efface le projet de Prométhée, où se cache l'obsession du réalisme, où Léonard cesse d'être un rival pour n'être que le génie de l'homme négatif.

Christian Colombani

- (1) Docteur Haruo Nakamura.
- (2) Académie de dermatologie de Chicago.
- (3) Docteur Etienne Maigre.
- (4) Docteurs Finn Becker-Christiansen et G. S. Hayes.
- (5) Docteur Kenneth D. Keele.

La société L'EST VOYAGES, filiale de L'EST REPUBLICAIN, dont le siège est à Nancy, et la société FRANTOUR ont décidé de se rapprocher et d'unir leurs moyens : la société FRANTOUR prend une participation de 45 % dans le capital de L'EST VOYAGES.

Cette opération permet aux deux groupes de mieux assurer leur présence sur la région du Grand-Est, où L'EST VOYAGES dispose déjà d'une forte implantation à travers 22 points de vente répartis sur 9 départements.

S'appuyant désormais sur un groupe puissant et dynamique, L'EST VOYAGES pourra mieux répondre à la demande d'une clientèle de plus en plus exigeante et affronter dans les meilleures conditions la concurrence qui s'annonce dans le cadre européen.

C'est la deuxième opération du genre pour le réseau FRANTOUR, qui, en 1989, avait pris une participation de 34 % dans le réseau SUD-OUEST VOYAGES.

Aujourd'hui, 120 points de vente affichent ainsi la marque RÉSEAU FRANTOUR.

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT
Christiane Tricoit

COFORMA et les Editions François-Robert
13, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS
Tél : 40-60-05-01 Fax : 45-57-29-41

Victoria-Laubhorn Wengen Berner Oberland

***Nest de famille de 1^{er} cat. garantie avec son grand confort un séjour agréable. Restaurants, bar et café excellents. Chambres avec bain, douche/w.c., téléphone direct, radio, sèche-cheveux, frigo, tv, demi-pension. Choix de menus Fr 85.-/98.- selon saison et séjour. Div. buffets aux charnelles.

Arrangements avantageux : 7 jours demi-pension, choix de menus, bain douche/w.c. y inclus abonnement régional de vacances dès Fr 678 ou bien Fr 1 196 pour 14 jours.

Facile à trouver
Hôtel Victoria-Laubhorn, CH-3823 Wengen, tél. : 1841/36/56 51 51. Tél. 923 232. Fax 56 33 77.

VO Des prix à vous faire partir !

TENERIFE 1700^F
à partir de
PALMA 1200^F
à partir de
Tél. : 40 53 07 11 • 181, bd Pereire, 75017 PARIS

NOMADE

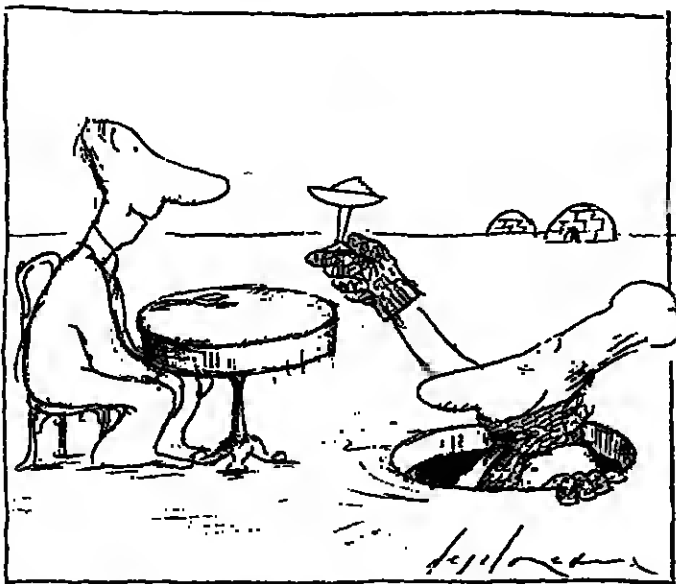
PLUS DE 50 RANDONNÉES DANS LES
GRANDS ESPACES

82000 RUE DE L'AMÉRIQUE
Tél. : 43 43 43 43

ADRESSE
CITE

SANS VISA
TABLE

Spoom !



SPOOM, un mot anglais venant de l'italien *spuma* qui signifie « mousse » et désigne ainsi une sorte de sorbet moussieux, préparé avec un sirop moins concentré que de règle, mais augmenté de meringue à l'italienne.

Curieusement, si les sorbets sont de plus en plus courants, sur les cartes et les menus, le spoom a disparu des réceptions mondaines. Au début du siècle, il était de toutes les fêtes, en grand tralala : il n'était pas un repas d'importance sans qu'un sorbet, soit un granité, soit un punch, soit un spoom. On en servait même au repas élyséen offert par le président Alexandre Millerand au tsar, en visite à Paris. Les profétaires s'indignèrent, les ébousonniers s'en moquèrent : le mot spoom devint un instant célèbre.

Il s'agissait là d'un spoom au vin et non au jus de fruits, puisque considéré comme « coup du milieu ». Ce « coup du milieu » est, lui, d'origine bordelaise et consistait jadis, au milieu d'un festin, en l'apparition d'une jeune et accorte villageoise versant à chaque convive un verre de rhum jamaïcain.

Revenons aux sorbets, en passant par le granité (de l'italien *granita*), qui est un sorbet granuleux poudré de sucre travaillé. Et comme le mat sorbet vient également d'outre-Alpes (sorbetto) l'on pourrait croire que toutes ces réjouissances : punch à la romaine en tête, viennent du latin. Mais le mot sorbetto vient lui-même du turc « chorbet », et l'on assure que ce

furent les Chinois qui en apprirent la préparation aux Arabes. Pendant les croisades, au cours d'une trêve, Saladin n'offrit-il pas à Richard Cœur de Lion des sorbets à la neige du Liban ? Peut-être le spoom britannique date-t-il de ce temps-là ?

Quoi qu'il en soit, les Arabes firent découvrir le sorbet aux Italiens, qui l'amenèrent en France. Il signor Procopio y initia les clients du *Café Procope* (il reste, aujourd'hui, ce *Procope*, une attraction gourmande et historique de la rue de l'Ancienne-Comédie). Plus tard, les glaciers italiens triomphants,

Frascati et Taroni en tête, accablèrent son succès sur « le boulevard » au point que l'appareil à glacer prit son nom et devint sorbette.

Le sorbet, en mi-repas, n'est, à mon avis, qu'une fantaisie. Ou alors une exploration initiatrice comme pour ce repas déjà lointain, à La Tour d'Argent, où, entre chaque plat, Claude Terrail nous fit servir un sorbet différent, inusités en leur parfum et en fonction du plat précédent et du plat suivant. Mais en fin de repas, parfumant le palais, faisant bouche ouverte et caressant l'imagination, le

sorbet est habile conclusion. Et le spoom donc ! Plus encore puisque rarissime ! Il est, quoique venu du Nord, quelque chose d'oriental en lui. C'est une gourmandise de harem.

J'ai souvent (à Calette, ce n'était point sous votre treille muscade !) d'un spoom au vin de muscat éblouissant. J'en avais demandé la recette : « Dans un sirop préparé avec 500 g de sucre et de l'eau, ajouter le jus de deux citrons et celui d'une orange ainsi qu'un demi-litre de vin de Muscat (le sirop à ce moment doit titrer 20 degrés au pèse-sirop). Mettre à congeler. Faire d'autre part, avec 100 g de sucre, un sirop à 39 degrés et le verser, bouillant, sur deux blancs d'œufs battus en neige. Fouetter jusqu'à complet refroidissement. Ajouter cette meringue italienne (c'est son nom) à la composition au muscat. Mêler doucement. Servir dans des verres refroidis. »

Escoffier nous dit que l'on peut ainsi préparer les spooms au champagne, au vin de muscat, au frontignan, aux grands blancs du Bordelais (genre chateau-d'Yquem). On peut regretter les spooms d'autant et méditer l'anecdote rapportée par André Castelint : l'impératrice Eugénie adorait les sorbets. Mais à Fontainebleau, apprenant à la fin d'un repas que Galliflet, alors capitaine, venait d'être blessé à Puebla, elle refusa d'être servie et attendit sa guérison pour renouer avec cette friandise.

La Reynière

ENTRE-METS

Le riz

L'n'est guère aisé de s'y retrouver parmi les innombrables genres de riz, lorsque règne sans partage l'image de l'Uncle's Ben, riz à grains longs, prétraité et qui « ne colle jamais ». Ils appartiennent pour la plupart à la famille *oryza sativa*. Les plus communs croissent dans les rizières de l'Asie. Le riz de montagne, qui pousse à sec, est le plus prisé en France actuellement, c'est le *basmati* du Pakistan - qu'emploie Jean-Paul Jouvet, à Arbois, en accomplissement de son excellence volatile au vin jaune - ou le riz parfumé de Thaïlande.

Le riz peut être long, poletu, rond, et sa couleur est variable de l'ivoire au rouge, au violet ou au brun. La variété « glutineux » est appréciée des Orientaux. Les Japonais en raffolent avec le radis en saumure et le poisson cru. Le riz à fait son apparition, en Chine dit-on, il y a plus de cinq mille ans, sous l'empereur Chen Nong. Naissance légendaire sans doute et contestée dans le sous-continent indien. On le trouve en Égypte à partir du quatrième siècle avant Jésus-Christ et les Sarrasins l'introduisent en Espagne. Dès le quinzième siècle, il est cultivé en Italie. Au paradis des gastronomes de la péninsule, c'est certainement Silvana Mangano, en tenue de rizicultrice, qui prépare le riz au beurre d'éclivasse, filets de perche et chair de grenouilles, imaginé par Guastiero Marchesi (9 via Bonsevin de la Riva, Milan, tél. : 74-12-46). Pour cette recette (1),

ou utilisera le riz blanchi *arborio* ou le *riso 4 lagione*.

En France, Sully tente d'imposer sa culture en Camargue. L'intérêt du riz, outre ses qualités nutritives, qui sont pour des milliards d'individus symbole de l'alimentation quotidienne, tient aussi dans les usages de table qu'il induit. Hormis les restaurants chinois et le gâteau de riz, la France est peu touchée par le phénomène, mis à part le prosélytisme des nurseries mauriciennes : elles ont accoutumé nos enfants à la consommation d'abondantes plates, liées au jaune d'œuf cru. Sur les côtes de la Caroline, un navire échoue avec des grains de riz malgache. C'est le riz Caroline, à grains longs, bleuâtre et glacé. On le trouve aussi en Californie, en Louisiane et dans les régions du Mississippi, pays de l'Uncle's Ben.

Le riz sauvage n'est pas un riz - malgré l'avis du très sérieux Larousse gastronomique. C'est l'avarine des marais, *zizania aquatica*, dont étaient friands les Indiens d'Amérique du Nord. On le trouve à prix d'or chez Israël (120 F le kilo). Vans accommoder le riz sauvage du Shoal Lake (Ontario), avec un fond de vinaigre et des champignons, selon les recommandations de Charles Henri Brandt (*Cuisine de Louisiane*, Denoël).

Reste la force des convivialités étrangères symbolisées par l'usage du riz, là où dominent le fast-food et le surgelé. Diderot, déjà, dans le *Supplément au voyage de Bougainville*, prétend que les sauvages ne sont pas si

étranges, puisqu'ils imitent leurs manières de table. En France, la cuisine d'Asie fait fureur, elle est table de riz. « *Manger le riz* », dans les langues lao ou thaï, signifie simplement « prendre un repas ». Ainsi est la scène culinaire dans les montagnes du Nord lao, ou de la Thaïlande. Chez les Kammu, avec le ragout de bœuf à la citronnelle, ou bien au bord du fleuve Mékong avec le poisson-chat, *pa-benk*, épicé et cuit à la vapeur. Les viandes ne sont là que pour accompagner le riz. C'est la vie quotidienne sur la côte est du Kalimantan, en Malaisie, paradis préservé s'il en est.

Plus près de nous, le restaurant El Taula (11 via Belle Part à Padoue, tél. : 875-18-22) participe de la même dilection, un soin quasi religieux dans la préparation de la « soupe de riz aux asperges ». A Paris, vous goûtez l'admirable « cassolette de riz à la poêle et aux champignons vietnamiens parfumés », chez Kim Anh (15, rue de l'Eglise, Paris (15), tél. : 45-79-40-96). Les traditions festives de la société balinaise et la cuisine d'origine malayo-hollandaise, après avoir transité par Le Cap, sont venues s'épanouir à Amsterdam en d'immenses tables de riz, *rijsttafel*, en général plus agréables à regarder qu'à déguster. Au Japon, comme nous l'apprend le malicieux patron du restaurant Ko (10, rue du Marché-Saint-Honoré, Paris (1^{er}), tél. : 42-60-10-24), le riz ne s'exporte pas. Sa culture, subventionnée par l'Etat, est à usage interne. A la différence de l'auto-

mobile ! La culture du riz pour la restauration nipponne établie à l'étranger se fait en Californie. C'est le précieux *boqueron mal*, la pivoine blanche, amant aussi *kokuh mal*, le trésor du Japon.

Il y a aussi le *sweet rice*, c'est un produit Pacific Rice Product and Co, de Berkeley, en vente chez Dalmaru, au Palais des congrès, et chez l'ancien Correllet, 46, rue des Petits-Champs, Paris (1^{er}). Ce riz sera cuit, comme au Japon, avec l'auto-cuiseur « National ». Un flod d'eau, une poignée de riz et la graine humectée et agglomérée, fleur immaculée, sera tenue chaude durant tout le repas. *Makino ushi*, c'est littéralement l'entracte. Celui du kabuki, du jeu de cartes ou celui du jeu de go. On y croque le *ushi* ou *sushi*, riz enveloppé d'algues ou de fines lamelles de poisson. Chez Ko, nous aurons droit à *ocha nake*, le classique réveille-matin des nuiteux et des couche-tard. Une redoutable mixture à base de rhubarbe et de riz blanc, d'algues écarquantes et de prunes salées.

Il existe également un thé avec grains de riz, c'est le *gen mai chat*. La boulette est bouillie. Voici la serviette éponge, *oshi-bori*, pour se purifier les mains. Ainsi en est-il des usages de la table de riz. En Asie, on jette une poignée de riz sur le couple de jeunes mariés, en signe de fertilité.

Jean-Claude Ribaut

(1) La Cuisine italienne réinventée. Robert Laffont, 1984.

SEMAINE GOURMANDE

La Salle à manger

L'hôtel Raphaël est un minipalace du 16^e arrondissement, d'un raffinement extrême : meubles anciens, tapis d'Orient, objets d'art. Mais son animateur, Alain Astier, a tenu à ce qu'il propose aussi une honnête cuisine dans un restaurant de charme. Des entrées (foie gras au sauternes, saumon fumé norvégien, langoustines à la grâce de moutarde), on retiendra principalement les filets de sardines crues marinées aux trois poivres et accompagnés,

d'une fondue de tomates. Pour suivre, les noisettes de loutre au lard crème de romario le disputent à la matelote de sole au saint-émilion, et le mignon de veau aux gousses d'ail au ris de veau langoustines avec des pâtes fraîches au basilic. Glorieux desserts et beurre d'éclair sur table. Un menu avec fromage et desserts est à 200 F ; et à la carte, il vous faudra compter 350 F-450 F.

► La Salle à manger, 17, avenue Kléber, 75016 Paris : tél. : 45-02-16-00. T.L.J. Salons. Voiturier. CB-AE-DC. Chiens acceptés.

Le Jardin

Ici nous sommes en pays connu, et le restaurant-bulle entouré d'arbustes, de fleurs et de gazon du Royal-Monceau est renommé. Il vient de s'enrichir d'un nouveau chef, Bernard Guilhénat (qui fut chez Laurent avant de tenter, à son compte, une ouverture place Clichy). C'est un imaginaire, mais aussi un sage. Son tartare de maquereau en crepes de sésame ouvre naturellement l'appétit, mais son foie gras est « à la mangrove », son bouillon de légumes aux bulles, et une moutarde d'herbes accompagne un

mélange harard et pigeon insistant. Revenons à la simplicité avec le cabillaud aux lentilles, la raie aux fruits secs, les rougets au jus d'olives noires. Le poulet (de Bresse) et la côte de veau de lait sont rôtis « comme à Mionnay » (hommage au regrettable Alain Chapel). Belle carte des vins et service impeccable. Un menu « affaires » aux déjeuners (choix de deux plats, fromage et dessert) est à 270 F ; à la carte, compter 450 F - 600 F.

► Le Jardin du Royal-Monceau, 35, avenue Hoche, 75008 Paris : tél. : 45-62-96-02. T.L.J. Voiturier. Salons. CB-AE-DC.

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE J.B. MICHEL
B.P. n° 5
MOUSSY 51200 EPERNAY
Propriétaire-viticulteur
Doc. et tarifs sur demande
Etiquettes personnalisées
* « l'abus d'alcool est dangereux pour la santé ».

L'ORT VERT
CAVE VITICOLE
DE CLEBOURG
Vente par correspondance. Tarif sur demande
Livraison rapide dans toute la France et à l'étranger
67160 Wissembourg - Tél. : 88-94-50-33

GASTRONOMIE

Restaurant
La Mare au Diable
Déjeuners d'Affaires ou Dîners Romantiques aux Chandeliers
Fermé dimanche soir et lundi
Tél. : 60-63-17-17 - Fax : 64-41-88-49
Accès direct R.N. 6 - Entre Lissieu et Melan 77550 REAU

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace

68590 SAINT-HIPPOLYTE
HOSTELLERIE MUNSCH***
« Aux Ducs de Lorraine »
Pied du Haut-Koenigsbourg
séjour agréable, promenade,
demi-pension
Tél. 89-73-00-09 - FAX. 89-73-05-46.

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-14-48
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur, Tél. direct, minibar.

NOUVEAU : APPIA HÔTEL ***

8, rue Châteaufort
Au calme à 100 m des plages de
la Croisette. Climatisé, insonorisé,
accousteur, t.v.
Séjour agréable, piscine, tennis, etc.
1/2 pension à partir de 196 F.
Tél. : 93-39-46-51.

MANDELIU - LA NAOULE

ROCHER SOLEIL
RÉSIDENCE HÔTELIÈRE
STUDIOS, 2 et 3 pièces
de très grand confort, climatisés.
Bar, restaurant, salon, tennis privés,
piscine, sauna, salle de gym,
jeux d'enfants.
Face au golf, à 800 m de la plage.
INFORMATIONS - RÉSERVATIONS :
(78-1) 44-01-60-48.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON
Rue Pasteur
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
50 CHAMBRES INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-67-62-56 - Tél. 470410.
Téléphone 93-16-17-59.

HÔTEL VICTORIA***

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Petit centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
1 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Elé-Hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Piscine, tennis, billard, salon de repos.
Meubles, chambres studios, chambres.
1/2 pens. pens. complète, séj. libres
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62.
FAX : 92-45-80-10.

Provence

VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION
AUX BAUX-DE-PROVENCE
LE MAS DE L'OLIVIER***
Un nouveau hôtel grand confort,
avec 20 chambres climatisées, au cœur
d'une oliveraie. Magnifique piscine
payagée. Tennis. Parking fermé.
A proximité : golf 9 et 18 trous,
équitation, vol à voile.
Et, tout autour, le site prestigieux et
idyllique des BAUX-DE-PROVENCE.
Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.-c.
TV couleur.
Tél. direct. FAX : 46-34-24-30.
De 280 F à 420 F. Tél. : 43-54-92-55.

PORTE DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (290 F à 340 F)
TV couleur, Tél. direct, minibar.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE

AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
« Les Logis de France »
Toutes chambres avec w.-c. + bains
PISCINE, TENNIS PRIVÉS,
Pratiques de golf gratuits.
1/2 pension à partir de 196 F.
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-95-94.

Suisse

LUGANO

L'HÔTEL WASHINGTON ***
Situation calme près gare et
centre-ville - Grand parc et parking
1/2 pension : FS. 73 à 83 par pers.
Tél. : (1941) 91/56-41-36.

SILS-MARIA (Engadine)

HÔTEL EDELWEISS ***
L'hôtel aux 4 étoiles.
Pour vos vacances d'été ou d'hiver.
Tous les sports.
Tél. : 1941-82-4 52 22 Fax. 4-55-22
Hôtel et maison d'appartements
Edelweiss/Alpstein CH-7514 Sils-Maria

TOURISME

CANNES

JUIN/JUILLET 1991
Studio touristique
« Les Soles dorés »
30 mètres de la plage, Croisette.
Renseignements : (16) 93-39-82-55.

CARAÏBES

CEI ÉTÉ VOYAGEZ
A SAINT-BARTHELEMY
avec son eau propre et claire
Les plus belles plages
200 MAISONS SUPERBES
Cuisine française raffinée
Voile, sports nautiques et équestres
Appelez aujourd'hui à WIMCO/SIBARTH
Pour vos réservations
ou tout renseignement :
PARIS : tél/fax 43-25-95-11
SAINT-BARTHELEMY :
tél. (590) 27-62-38/fax 27-60-62
NEWPORT, RI USA :
tél. (401) 849-8012/fax 847-6298

Home d'enfants

Vacances d'été
HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 b de
Paris par TGV, agrément Jeunesse et
Sports. Yves et Liliane accueillent vos
enfants dans une ancienne
ferme XVII^e, confort, rénov., au
milieu des forêts et pâturages. Accueil
limité à 14 enfants, cuis. soignée et
équilibrée, chères 2 ou 3 avec adu.
W.-C. Activités avec moniteur :
poney, tennis, jeux, ping-pong, V.T.T.,
initiat. échecs, peinture sur bois,
berbier, fabrication du pain,
découverte environnement.
Tarif tout compris : 1 880 F/semaine
par enfant + option V.T.T.
Tél. : (16) 81-38-12-51.
Le Cèdre-Pagane - La Longeville
25630 MONTBENOIT.



Tintin chez les Belges

festival de musique et de théâtre, Welkenraedt - situé à la limite de la belle campagne fagnarde mais sans charme propre - a l'habitude de recevoir des visiteurs venus de Belgique, d'Allemagne et des Pays-Bas grâce à un réseau local d'autoroutes préfigurant l'abolition des distances dans l'Europe de demain. Cette fois-ci, ses huit mille habitants se sont particulièrement mobilisés, ouvrant bénévolement sur le site de l'exposition, décorant leurs portes et leurs fenêtres d'affiches, de portraits et de maquettes en forme de Dupont, Dupond, Tournesol, fusée lunaire, cigares du pharaon, Arumbayas ou Rascar Capac.

Tout cela pour ne pas être en reste avec « monsieur Steeman », Stéphane, le fils du Stanislas-André auteur de l'Assassin habile au 21, dont la gloire et les revenus d'imitateur, conteur et fantasiste à la télévision supplémentent ceux du père. Après avoir fait une fixation sur Sacha Guitry, et avant de s'adonner à un fétichisme bûche enfant sur Brigitte Bardot, ce collectionneur invétéré a réuni toute l'œuvre du plus illustre des Belges et tout ce qui tourne autour d'elle, études, livres, affiches, bustes, gadgets. Avec des précautions à peine moindres que pour le voyage de la Joconde au Japon, cette moisson a été provisoirement transférée du domicile bruxellois de la vedette à l'heureuse localité dont l'organisateur des festivals est un des amis. Héritier présomptif de la couronne, le prince Philippe en personne a inauguré l'exposition Tintin Hergé le 7 juin en présence d'un vice-premier ministre.

A côté d'une « plume nyant appartenu à Hergé », ça commence par l'enfance du Bruxellois qui s'était encore que Georges Rémi, né en 1907, élevé du collège Saint-Basile. Puis ce sont les premières œuvres dans le mensuel des scouts de Belgique et - après qu'il eut cessé d'y travailler comme sim-

ple employé au service des abonnements rêvant de devenir grand reporter - les collaborations du futur maître au *XX^e littéraire et artistique*, pour lequel il illustre Genevois, Mirand et Verhaeren. Tintin et Milou naissent dans un avatar d'un périodique intellectuel et bien-pensant, le *Petit Vingtième*, dont les couvertures rétros font se pâmer les grands-mères venues accompagner les écoliers de tout le royaume grâce aux billets à tarif réduit que les chemins de fer belges délivrent à l'occasion de cet événement national.

Il n'y a pas le dessin original de la couverture des *Cigares du pharaon*, adjugé 3 millions de francs (français) lors d'une récente vente à Paris, mais sont présentées beaucoup des premières éditions des albums dont le tirage actuel dépasse les cent cinquante millions, dans toutes les langues européennes, mais aussi en chinois, en japonais et en persan. Regardez qui se vaudraient experts sur le passage du noir et blanc à la couleur, recueilliment devant le crayonné de la page 22 de l'*Affaire Tournesol*, le *shirt* tintinnesque sur le dos, un bénevo de Welkenraedt surveille ces émerveillements, aussi sérieux qu'un gardien du Louvre.

Il y a des photos, des lettres, des documents tel le questionnaire de Proust (« Je ne désire rien d'autre que d'être moi-même »). On reste un peu sur sa faim quant à l'homme, limité dans l'exposition à l'écolier ou au professionnel dissimulé derrière un éternel sourire. Absentes de l'œuvre, les femmes complètent, semble-t-il, chez l'ancien scout devenu fabuleusement riche mais, de Germaine, la première épouse, ou de Fanny, la veuve attentive à son tas d'or, pas même un portrait. Au chapitre des curiosités, sert dans le *Plexiglas* un petit fragment de sol lunaire rapporté en 1969 par Armstrong, Aldrin et Collins et prêt par la NASA en hommage à l'auteur

d'*On a marché sur la Lune*, dont le nom a été attribué à un astéroïde situé entre Mars et Jupiter par la très officielle Société belge d'astronomie, en 1982, un an avant sa mort.

Entre les trois cent vingt-cinq vitrines, les organisateurs n'ont voulu ce qu'ils appellent les « déjeuners en trois dimensions » : « Une ambiance, une atmosphère particulière dans un environnement sonore qui devrait susciter un effet émotionnel important et propice au dépaysement, la fumée d'opium du Lotus bleu, la salle du conseil des Incas du Temple du Soleil, l'étage supérieur de la fusée lunaire du professeur Tournesol. » Pas très impressionnant le vaisseau spatial et nullement odorante la carrée des délices asiatiques. Il y a aussi les reconstitutions de la cabine téléphonique Simoun (*Tintin au pays de l'or noir*), des fenêtres cassées du château de Moulinsart (*L'affaire Tournesol*) et, comme dit la Libre Belgique, « mille autres de ces objets aujourd'hui matérialisés qui

nous ont fait rêver. » Le rêve avait-il besoin de cela pour s'épanouir? Mieux vaut partir à Welkenraedt avant les week-ends d'août, quand débarqueront de leurs autobus des milliers de Belges avec leurs gosses sapeurs, incapables d'extase sans « support sensoriel ». Tout Hergé doit s'apprécier un matin pluvieux de semaine, quand les organisateurs renouent à l'« animation », aux « on demande le professeur Tournesol au téléphone » et autres belgeries de patronage.

Alors, presque seul devant les esquisses d'un naïf le trait net et suggestif, vous avez des chances de percevoir ce que Michel Serres (dans le *Tiers instruit*) appelle « le génie » d'Hergé à cause du « rapport secret qu'il entretient avec les deux manifestations positives de la vie : le comique et l'enfance. »

De notre envoyé spécial
Jean de La Guéville

Ayant fait plusieurs fois le tour du monde, Tintin rentre chez lui : réuni par un collectionneur bruxellois, autour de l'œuvre d'Hergé, objets, affiches, gadgets et dessins originaux sont présentés à Welkenraedt, aux confins des Fagnes, près de Liège, jusqu'au 15 septembre.

○ N peut être agacé par l'unicité bonasse exaltée par les organisateurs d'une exposition nuverte, comme il se doit, « aux sept à soixante-dix ans » ; être allergique aux badges, porte-clés et autres autocollants vendus à la « librairie » et peu porté sur la cuisine « régionale » du restaurant arrosée au Coca-Cola. Pourtant, à condition de ne pas trop regarder ses voisins, de se replier sur soi pour une quête proustienne nù la saveur de la madeleine est remplacée par la texture et les couleurs des premiers albums d'Hergé, le voyage en vaut la peine.

Avec son carnaval de tradition rhénane, ses concours de tir, son

Guide

● Welkenraedt se trouve à 400 km de Paris et à 35 km de Liège, sur l'autoroute E 40 Bruxelles-Aachen (Aix-la-Chapelle), sortie 38 bis Welkenraedt. Se garer de préférence dans les parkings fléchés et prendre une navette pour l'exposition, située près de la gare. Ouverture tous les jours, de 10 heures à 19 heures, jusqu'au 15 septembre. Prix d'entrée : 300 francs belges (soit 150 francs français), pour les amateurs de 80, le Centre belge de la bande dessinée, 20, rue des Sables à Bruxelles

(tél. : 19-1-212-219-19-80), constitue une étape indispensable. Ce « musée du neuvième art » ne comporte pas seulement l'œuvre d'Hergé, il inclut la totalité de la production des grands maîtres, y compris dans des genres plus osés que les dessins pour *Cœurs vaillants*.

Si on n'aime pas, on peut toujours admirer le site : les anciens Magasins Wauquez, construits par Victor Horta en 10 heures à 18 heures; sauf le lundi. Entrée : 120 francs belges. ●

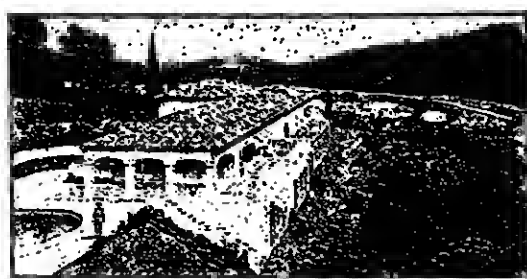
RÉSIDENCES DE LOISIRS

DOMINANT LE GOLFE DE SAINT-TROPEZ



Dans le Domaine du Golf de Sainte-Maxime

LES VILLAS SUR LES GREENS



Votre villa de grand standing avec piscine et jardin paysagé.

Documentation réservée. Pour la recevoir, adressez aujourd'hui même votre carte de visite à : S.C.I. LES VILLAS SUR LES GREENS, l'Espace Mandelieu, 154, Av. de Cannes - 06210 MANDELIEU - Tél. 92.97.03.00 - Fax. 92.97.17.76

VILLAGES de VACANCES JUILLET - AOÛT

CÔTE D'AZUR ARRIÈRE-PAYS NIÇOIS

" AU DOMAINE DE L'OLIVAIE " GILETTE
" LES MESSUGUES " A SAINT-RAPHAËL

LES ALPES

" AUX ESSERTETS " A PRAZ-SUR-ARLY-MEGÈVE

Situation exceptionnelle, tarifs très étudiés, pension complète, animation tous les jours

Renseignements, réservations, adresses

U.L.V.F. 16 77-56-66-09
B.P. 75 - 42703 FIRMINY

RÉSIDENCES DE LOISIRS

Chaque deuxième semaine du mois
le VENDREDI, daté SAMEDI,
dans le supplément MONDE SANS VISA
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.

Renseignements insertions
46-62-72-24 et 46-62-72-97

Livraison juin 92

13 936 8410

BILLET

Une grève pour rien

A première vue, la grève déclenchée le 28 juin à la RATP par le CGT, le Syndicat autonome traction (SAT autonome), la CFDT, la CFTC et FO encadrément, ne débouche sur rien. Tout comme les deux autres journées de grève précédentes, celle du 31 mai ayant déjà été très perturbatrice pour les usagers.

Sur aucune des trois revendications avancées - retraites, salaires, sécurité - les syndicats ne peuvent espérer des retombées positives de leur action. Les inquiétudes affichées dans le domaine des retraites semblent fantasmagoriques puisque le premier ministre a précisé dans son discours de politique générale qu'il n'était pas question de toucher aux régimes spéciaux comme celui de la RATP. Dans le domaine salarial, la direction a accordé 2,8 % d'augmentation, dont 0,3 % de rattrapage, une amélioration du déroulement de carrière et un relèvement des bas salaires. Ce n'est pas le Pérou, mais d'autres syndicats de la RATP ont déjà signé cet accord, plutôt plus généreux que ceux qui se discutent dans d'autres entreprises publiques.

Quant à la sécurité, qui est le problème numéro 1 de la RATP, on peut dire qu'elle dépasse les compétences de l'entreprise. La RATP s'est lancée, depuis dix-huit mois, dans un programme ambitieux de reconquête de son et les marginaux. La baisse incontestable de la délinquance dans le métro ne suffit pas à des agents lassés des agressions. Mais avec ou sans grève, M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, doit annoncer dans le courant de juillet des mesures destinées à améliorer la protection des réseaux de la RATP et de la SNCF.

La grève du 28 juin semble plutôt destinée à exprimer une irritation grandissante de certains états-majors syndicaux, notamment à la CGT et au SAT. Habituellement, comme toutes les organisations syndicales des entreprises publiques, à pratiquer un cordon de fait, ils vivent mal la véritable prise de pouvoir que M. Christian Blanc, PDG de la RATP, effectue mois après mois. Décentralisation des responsabilités, bouleversement de l'organigramme, essouffissement des procédures, rénovation des grilles salariales, élection du comité d'entreprise, toutes ces réformes destinées à dynamiser la régie sont ressenties par certains syndicats comme des atteintes à leurs prérogatives.

La grève du 28 juin représente une tentative pour contraindre M. Blanc à manifester plus de déférence à l'égard des appareils syndicaux. Compte tenu du caractère déterminé du PDG de la RATP, ce pourrait être, là encore, une grève pour rien.

ALAIN FAUJAS

(Lire également nos informations page 30.)

Le rapport de la Commission bancaire

La rentabilité demeure le point faible des établissements financiers

Malgré un renforcement de leur assise financière, la baisse des profits handicape le développement des banques.

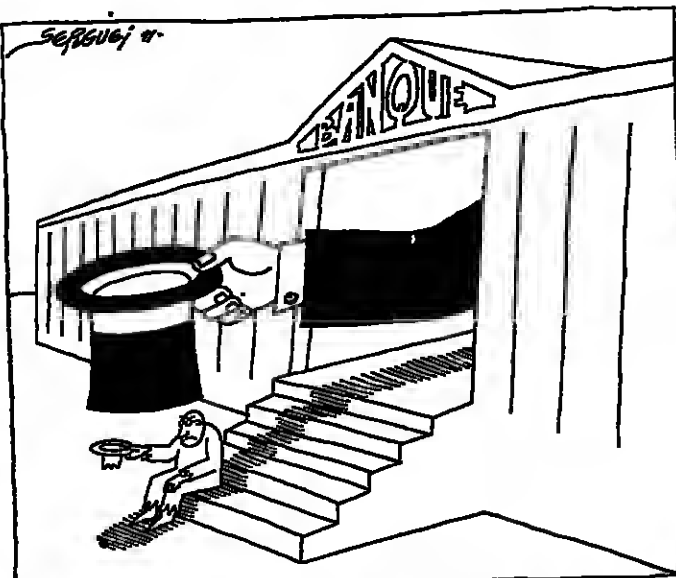
La concurrence est devenue le maître-mot pour expliquer les évolutions du système bancaire. En 1990, si l'on en croit le rapport annuel de la Commission bancaire que M. Philippe Lagayette, sous-gouverneur de la Banque de France, a rendu public vendredi 28 juin, la guerre que se livrent l'ensemble des établissements financiers s'est non seulement accrue mais élargie. En sus des difficultés déjà signalées à propos du coût croissant de la ressource, d'autres problèmes, latents ces dernières années, ont fini par émerger. A la cherté de l'argent, matière première des banques, est venue s'ajouter la rareté.

Déjà, en 1989, le rapport de la Commission bancaire avait signalé le divorce croissant entre les bénéfices consolidés des banques et ceux enregistrés sur leur activité principale, le crédit aux entreprises et aux particuliers. Malgré des chiffres globaux flamboyants, la marge de l'ensemble des établissements bancaires a continué de se réduire en 1990. De 2,93 % en 1986, celle-ci est passée à 2,67 % en 1990. Une érosion qui masque cependant des disparités par catégories d'établissements.

L'argent plus cher et plus rare

Les banques inscrites à l'Association française des banques (AFB), traditionnellement plus exposées que les banques mutualistes par exemple, ont vu leur marge, qui était de 3,4 % en 1986, se réduire à 2,8 % en 1990. Cette situation particulière s'explique notamment par une hausse du coût moyen des dépôts (de 4,25 % en 1986, il a atteint 6 % en 1990) et par une diminution du rendement moyen des crédits, qui est passé de 11 % à 10,6 % sur les cinq dernières années.

Hors les dépôts, le coût moyen de l'ensemble des ressources financières des banques a augmenté. De 4,4 % en 1989, le coût de l'argent est passé à plus de 5 % en 1990.



pour dépasser 6 % en 1990. Un prix d'autant plus élevé que les taux proposés à la clientèle n'ont pas suivi la même ascension. Le prix de certains crédits a même fléchi, suivant en cela l'évolution de « certains taux monétaires directeurs ». « L'augmentation de cette charge provient essentiellement de la déformation de la structure des dépôts », affirme le rapport de la Commission bancaire. Ce qui signifie en clair que l'argent est non seulement devenu plus cher mais aussi plus rare. Ainsi en 1990, le montant des titres de créances négociables (TCN) et de certificats de dépôts émis par les banques pour se procurer de la ressource a augmenté de plus de 40 %. Ce chiffre global masque lui aussi de profondes disparités. Les banques ont augmenté leurs émissions de TCN de 63,7 %, alors que les établissements petits ou moyens se voyaient contraints de les doubler. Ce gonflement soudain des ressources empruntées se comprend mieux quand on sait que les dépôts à vue de la clientèle n'ont augmenté que de 3,4 %, soit un rythme égal à celui de l'inflation.

Quand chaque banque a tenté d'élargir sa part de marché en 1989, la concurrence s'est portée essentiellement sur la distribution des crédits. Désormais, la compétition a lieu aussi sur la ressource. Au point qu'en 1990, les banques se sont livrées à d'importantes opérations en devises dans le but de pallier une politique monétaire qu'elles jugeaient restrictive.

Le rapport de la Commission bancaire apporte aussi des révélations intéressantes sur la constitution de l'épargne longue en France. Poste par poste, la situation financière de l'ensemble des établissements bancaires montre que malgré l'effort commercial déployé autour du plan d'épargne populaire (PEP), aucune épargne nouvelle n'a été créée en France à partir de ce produit. Le poste « épargne à long terme » (à l'exclusion de l'épargne à régime spécial), qui recueille l'ensemble des dépôts affectés à l'épargne sur livret (Codevi, plan d'épargne logement...), a augmenté que de 3 %. D'où viennent alors les 81 milliards de francs recueillis par les banques au titre du plan d'épargne populaire ? Essentiellement de la transformation d'une épargne déjà existante et moins bien rémunérée (PEL, Codevi), qui s'est reportée massivement sur le PEP.

YVES MAMOU

Selon l'Observatoire de l'endettement

Les Français ont moins vécu à crédit en 1990

La proportion de ménages endettés a décliné de 2,5 % en 1990, en raison de la baisse du recours au crédit de trésorerie, selon le dernier rapport de l'Observatoire de l'endettement. Malgré ce désendettement, les Français ont tendance à supporter plus mal que par le passé leurs charges de remboursement.

Les Français ont été un peu moins nombreux à vivre à crédit en 1990, mais un ménage sur deux reste encore endetté : 50,6 % des foyers avaient en effet souscrit un crédit en novembre dernier, soit 2,5 points de moins qu'en décembre 1989, selon la troisième enquête de la SOFRES pour le compte de l'Observatoire de l'endettement des ménages.

Cette décline s'explique par un moindre recours au crédit de trésorerie (-4,7 points), à la fois plus cher et distribué plus prudemment par les banques. Au total, le nombre de ménages ayant souscrit ce type de crédit a baissé d'un million d'unités en un an. Deux grands postes ont fait les frais de ce reflux : l'équipement de transport (en clair, l'automobile), en baisse de 2,2 points, et l'équipement ménager (-1,5 point). Des tendances qui confirment les observations faites pendant la crise du Golfe.

130 000 familles « mal endettées »

En revanche, la part des crédits permettant de « boucler les fins de mois » difficiles n'a guère bougé : -0,2 point pour ceux utilisés à la consommation et -0,1 pour ceux destinés à faire face à des factures et des dépenses imprévues. Dans l'ensemble, les ménages endettés estiment que leur situation s'est plutôt dégradée : 12 % d'entre eux jugent même que le poids de leurs crédits est trop ou beaucoup trop

élevé, une proportion qui augmente de 0,7 point chez les propriétaires et de 1,4 point chez les locataires.

L'Observatoire se refuse à calculer une sorte de taux d'endettement idéal, jugeant qu'un simple rapport au revenu est trop frustre. De même, il préfère parler de « mal endetté » plutôt que de surendettement : 130 000 foyers entrent sous cette rubrique, pour la plupart des accédants à la propriété en difficulté, qui pratiquent la fuite en avant en multipliant les crédits de trésorerie et le découvert bancaire. Le profil-type du ménage « mal endetté » ? Un revenu mensuel de 9 000 francs et 5 000 francs de charges de remboursement.

Plus généralement, les deux tiers des ménages endettés le sont au titre de l'immobilier, soit pour acquérir leur résidence principale (47,9 %), un autre bien immobilier (10,9 %) ou pour faire exécuter des travaux (7,8 %). Parmi ces foyers engagés dans des programmes immobiliers, 67 % n'utilisent pas de crédit de trésorerie, alors que 33 % y ont également recours. Contredisant la tendance générale, le nombre de ménages ayant souscrit un crédit immobilier a augmenté en 1990 (+2 points). La croissance de leurs encours a continué de progresser mais à un rythme moindre que précédemment (0,9 point au-dessus de l'inflation, tous réseaux confondus, contre 2,6 points en 1989).

L'Observatoire, créé au début de 1989, regroupe les banques appartenant à l'Association française des banques (AFB), la Banque de France, les Banques populaires, les Caisses d'épargne, le Comptoir des entrepreneurs, le Crédit agricole, le Crédit foncier de France, le Crédit mutuel et les sociétés financières. 20 000 ménages sont interrogés périodiquement, échantillon renouvelé pour 25 % chaque année. La dernière enquête a permis de recueillir 14 000 réponses exploitables.

FRANÇOISE VAYSSÉ

La hausse des prix

France : l'INSEE confirme l'augmentation de 0,3 % en mai

Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % en mai par rapport à avril, a confirmé l'INSEE le jeudi 27 juin. L'écart d'inflation avec l'Allemagne (hors l'ex-RDA) s'est encore réduit et atteint son plus faible niveau depuis août 1973, 0,2 point, après 0,4 point fin avril et 0,7 point fin mars.

● Prix de l'alimentation : +0,3 % en un mois (+2,5 % sur un an). Les vins supérieurs (+0,6 %), les fruits frais (+0,6 %), les crèmes glacées (+1,1 %) augmentent plus fortement, tandis que le prix du café baisse (-0,5 %).

● Prix des produits manufacturés : +0,3 % en un mois (+2,9 % sur un an). L'augmentation est principalement due aux produits énergétiques, en hausse de 0,6 %.

● Prix des services : +0,2 % en un mois (+4,2 % sur un an). Les services du secteur privé sont restés stables (+0,3 %), hors les services de vacances (+0,7 %), les campings notamment (+1,9 %). Les tarifs publics augmentent de 0,2 % avec la hausse des transports publics (+1,1 %) sous l'effet des tarifs SNCF.

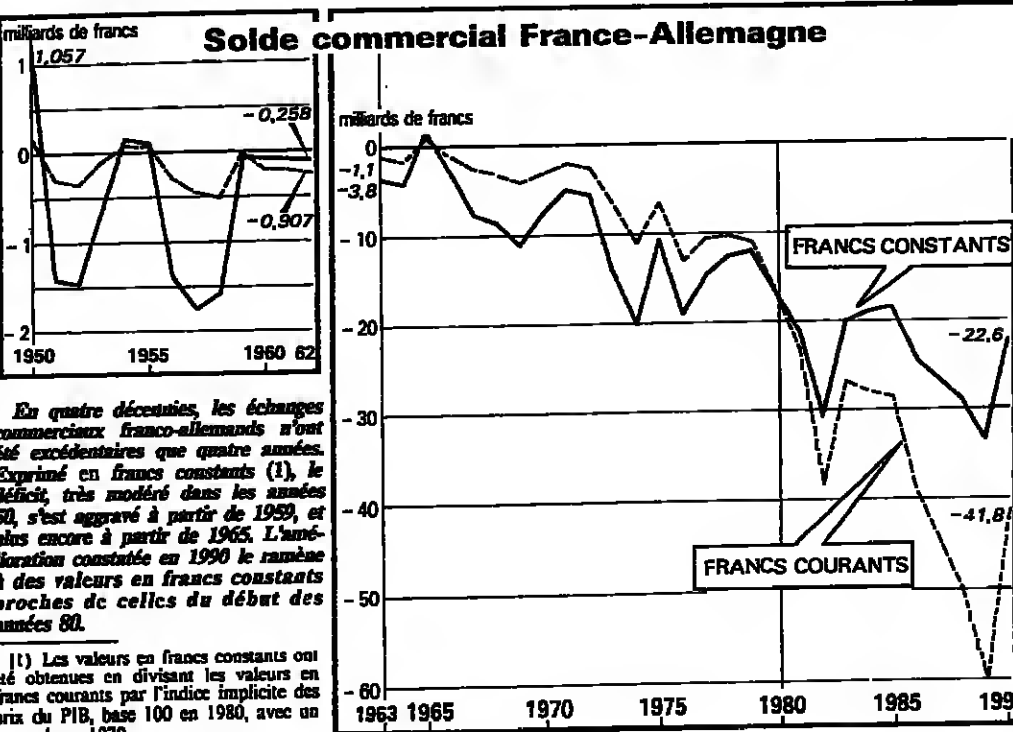
Allemagne : la progression atteint 3,5 % l'an

La hausse des prix de détail en Allemagne occidentale a été forte en juin, atteignant 0,5 % par rapport à mai. Sur un an, l'augmentation atteint 3,5 % (juin 1991 comparé à juin 1990). Ce glissement annuel est le plus rapide enregistré depuis huit ans. En mai, le glissement annuel avait été de 3 % et de 2,8 % en avril.

Au cours d'une conférence de presse réunie avec les principaux responsables de la Bundesbank, son président, M. Karl-Otto Poehl, a déclaré que des signes de redressement de l'économie est-alle-

mande étaient perceptibles. « La fin du tunnel est en vue », a ajouté M. Poehl, qui doit quitter son poste dans un mois. Mais malgré de « visibles améliorations », le président de la « Buba » a tiré de la première année de l'unité monétaire un bilan mitigé, sans reprendre le terme de « désastre » employé au printemps : « Nous sommes plutôt confiants, mais le processus durera plus longtemps que la plupart d'entre nous l'ont cru ».

Echanges franco-allemands : un déficit presque permanent



En quatre décennies, les échanges commerciaux franco-allemands ont été excédentaires que quatre années. Engrais en francs constants (1), le déficit, très modéré dans les années 50, s'est aggravé à partir de 1959, et plus encore à partir de 1965. L'amélioration constatée en 1990 le ramène à des valeurs en francs constants proches de celles du début des années 60.

(1) Les valeurs en francs constants ont été obtenues en divisant les valeurs en francs courants par l'indice implicite des prix du PIB, base 100 en 1980, avec un record en 1970.

Nouveau signe de reprise

Les dépenses de consommation ont progressé de 1,1 % en mai aux Etats-Unis

Nouveau signe de reprise aux Etats-Unis : les dépenses de consommation, qui avaient encore baissé de 0,4 % en avril, sont reparties, progressant de 1,1 % en mai. Cet indice était guetté avec impatience par les conjoncturistes : suivant la hausse de la production industrielle et des ventes de détail (le Monde daté 16-17 juin), il confirme que la reprise pourrait être plus nette que

prévu au deuxième trimestre et amorcer une véritable sortie du tunnel.

Selon les calculs des analystes de la société Fuji Securities de Chicago, un gain de 1 % des dépenses de consommation, qui comptent pour les deux tiers du produit national brut, se traduirait par un taux de croissance de 2 % environ au deuxième trimestre. « Cela ressemble certainement à la première phase d'une reprise économique », a déclaré M. Michael Boskin, conseiller du président Bush.

La hausse en mai des dépenses de consommation, qui s'étaient fortement contractées avec la crise du Golfe, touche tous les secteurs : services, biens durables et non durables. Elle est couplée avec une augmentation des revenus disponibles de 0,5 %, la plus forte hausse mensuelle enregistrée depuis le début de l'année. La différence entre ces deux indices explique que le taux d'épargne ait encore diminué, tombant de 4 % en avril à 3,6 % en mai, soit 1 point de moins qu'en 1990.

DÉCOUVREZ LA SUÈDE

MINITEL 36-14 SUÈDE

RÉSIDENCES DE LOISIRS

Chaque jour, à partir de 10h, nous vendons des billets de 25 francs par jour, ont décidé jeudi 27 juin, au cours d'une assemblée générale, de cesser leur mouvement. La direction a accordé une prime mensuelle de 1 750 francs payable pendant les trois mois d'été de 1991, une de 1 250 francs pendant les trois mois d'été de 1992, une indemnité de manœuvre de 86,40 francs pour 35 agents de manœuvre, 36 promotions supplémentaires au 1^{er} juillet et la réduction des sanctions décidées pour faits de grève (nos dernières éditions du 28 juin).

ÉCONOMIE

SOCIAL

Selon M^{me} Cresson et M^{me} Aubry

Le contrat d'apprentissage devra être revalorisé

Pour M^{me} Edith Cresson, l'emploi est le dossier prioritaire. Le premier ministre l'a répété, le 27 juin, lors de son point de presse hebdomadaire, au lendemain de la publication des chiffres mensuels du chômage. Le gouvernement, a-t-elle dit, va s'attacher de façon ciblée.

Entourée de M. Lionel Jospin, ministre d'Etat de l'éducation nationale, de M^{me} Martine Aubry, ministre du travail et de M. Jacques Guyard, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, M^{me} Cresson est, dans cette perspective, largement revenue sur son projet de développement de l'apprentissage et de la formation en alternance. Elle a cité de nombreux exemples de réalisations concrètes, avec les entreprises, pour démontrer que le mouvement était en marche. Mais ce sont surtout les prévisions apportées par chacun des ministres qui ont permis d'observer l'état d'avancement de ce grand chantier gouvernemental.

Ainsi, après avoir rappelé que « les chiffres du chômage ne peuvent naturellement pas être imprimés à l'inducteur national », M. Jospin a-t-il expliqué que son administration et les enseignants étaient disposés à collaborer. Citant le lance-

ment des filières Descomps pour la formation des ingénieurs, il a affirmé que celles-ci, après avoir été saluées par les dirigeants patronaux, constitueraient une « épave de vérité pour les entreprises ».

En réponse, M^{me} Aubry a assuré que, « au moins dans les groupes industriels », on avait saisi sur l'occasion et que la formule marchait déjà. Le ministre du travail en a profité pour clarifier le discours officiel : les régions ont une compétence de droit commun depuis 1983 et l'action à entreprendre les associera, puisqu'elles ont « un rôle important », déjà démontré au travers de nombreuses expériences : les professions ne seront pas oubliées, avec lesquelles des conventions seront passées. Enfin, les partenaires sociaux auront toute leur place. M^{me} Aubry rappelant que des négociations reprendront en septembre, qui « pourront réorienter » l'apprentissage. A ce propos, le ministre du travail a fixé un objectif : la revalorisation du contrat d'apprentissage, qui « est le motif bien résumé de tout le contrat » de formation.

A. Le.

« Les mauvais chiffres du chômage ne signifient pas l'échec du gouvernement »
affirme M. Barre

« Les mauvais chiffres du chômage ne signifient pas l'échec du gouvernement socialiste », a affirmé, jeudi 27 juin, à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), M. Raymond Barre, à l'occasion d'un dîner-débat organisé par le Cercle des jeunes dirigeants d'entreprises « C'est l'échec d'un système (de formation), a poursuivi l'ancien premier ministre, qui n'aurait d'être complètement rénové et réformé, a-t-il dit, que le gouvernement décidera ».

plus tôt, a toutefois remarqué M. Barre, et dans cette mesure, il est responsable. « Les familles qui estiment, a-t-il ajouté, que l'enseignement professionnel n'est pas noble sont aussi responsables de la situation ».

L'ancien premier ministre a affirmé qu'il n'entendait pas faire de procès d'intention à M^{me} Edith Cresson, mais qu'il ne démentait pas non plus de « vouloir à l'avance. On verra ce que le gouvernement décidera ».

Les suppressions d'emplois se multipliant dans la ville

M. Quilliot, maire PS de Clermont-Ferrand, menace les « énarques » d'une manifestation

A Clermont-Ferrand les suppressions d'emplois succèdent aux suppressions d'emplois... La capitale de la région Auvergne vit une série noire qui ne va pas sans préoccuper M. Roger Quilliot, maire socialiste et sénateur du Puy-de-Dôme. Ce dernier, tout récemment, a frappé du poing sur le table, n'hésitant pas à fustiger les « énarques » des minist-

ères qui font, selon lui, « perdre un temps fou » aux parlementaires dans leur action pour le développement et la diversification industrielle de leur région. L'ancien ministre du logement a menacé d'une « manifestation » organisée par ses soins. En attendant, la CGT devait en organiser une mercredi 26 juin.

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Bien naturellement, lorsqu'est évoquée la situation sociale à Clermont-Ferrand, tous les regards se portent sur le site industriel clermontois de la Manufacture des pneumatiques Michelin, dont le cinquième plan annoncé en avril prévoit la suppression de 2 400 emplois d'ici à 1992. Mais à ceux-ci il faut ajouter une cinquantaine de licenciements envisagés par la direction d'Otio-Fischer, une entreprise spécialisée dans la fabrication de capteurs de pression utilisés dans l'industrie chimique et qui emploie 400 personnes, 60 suppressions d'emplois dans une filiale du groupe Kléber et enfin 150 licen-

ciements aux Ateliers mécaniques du Centre (AMC, 412 salariés), une entreprise clermontoise spécialisée dans les pièces mécaniques automobiles, qui vient de déposer son bilan. Dans ce dernier cas, le tribunal de commerce doit désigner sous peu un reprenneur parmi deux candidats qui proposent l'un et l'autre un plan de reprise avec 260 salariés.

M. Roger Quilliot, sénateur et maire de Clermont-Ferrand, s'est engagé personnellement dans la bataille pour l'emploi. Dimanche, lors de la fête départementale du Parti socialiste, il a souligné que « plus de 2 000 emplois ont été créés dans l'agglomération clermontoise durant ces deux dernières années » mais qu'ils ne compensent malheureusement pas les suppressions... Quant à la mission

d'industrialisation mise en place il y a un an, « elle est à l'origine de 400 emplois industriels » mais il est regrettable, pour M. Quilliot, « qu'elle ne soit pas en mesure de présenter un gisement unique aux éventuels candidats à l'implantation ».

M. Quilliot a haussé le ton en évoquant la lenteur à obtenir, pour l'agglomération clermontoise, la prime d'aménagement du territoire : « Il n'y a plus dans ce pays d'aménagement du territoire ! J'avais pourtant cru comprendre que cette loi était inscrite dans les lois socialistes », a-t-il lancé devant les militants, allant même jusqu'à envisager une manifestation contre les « énarques ».

JEAN-PIERRE ROUGER

Les perspectives des régimes de retraite des cadres

L'affaiblissement de la croissance n'inquiète pas l'AGIRC

Après avoir déposé 2,5 milliards de francs d'excédents en 1990, l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) s'attend à des résultats moins favorables en 1991, sans pour autant nourrir d'inquiétudes. Ardents défenseurs de la retraite par répartition et prompts à dénoncer les « accablants » des assurances, les partenaires sociaux, gestionnaires de l'AGIRC se gardent néanmoins de tout triomphalisme.

Qualité de « tri exceptionnel », le bilan 1990 rendu public vendredi 28 juin soulève « l'impact de la conjoncture économique sur les effectifs et la

masse salariale » mais aussi « pour moitié l'augmentation du pourcentage d'appel (115 points de 115,4 à 117,1). L'année écoulée a en effet été particulièrement favorable avec une croissance de 12,2 % des cotisations (45,9 milliards de francs) et des résultats financiers de bon niveau, alors que les charges ne progressaient que de 9,1 %. En revanche, l'année en cours sera plus difficile. L'AGIRC retient une hausse des effectifs cotisants de 3,2 % (contre 4,1 % en 1990) mais prévoit malgré tout un « recul de 1 milliard de francs » à plus longue échéance. « Le maintien

d'une croissance économique modeste qui permettrait la persistance d'une croissance des effectifs cotisants à l'AGIRC supérieure à 2 % et le maintien d'un gain d'un point de point d'achat des salaires devraient être suffisants pour assurer l'équilibre financier des opérations jusqu'en 1993 ». Au-delà, il faudra augmenter le taux d'appel.

J.-M. N.

(1) : Un taux d'appel de 117 % signifie 100 francs de cotisations à la retraite.

CONJONCTURE

Le déficit des paiements extérieurs de la France a atteint 45,6 milliards de francs en 1990

Le déficit de la balance de paiements courants de la France a atteint 45,6 milliards de francs en 1990. Ces résultats définitifs publiés par le ministère de l'économie et des finances sont plus déséquilibrés que les résultats provisoires, qui tablaient sur un déficit de 40,9 milliards de francs.

L'aggravation enregistrée en 1990 est relativement importante, puisque les paiements extérieurs avaient été déficitaires de 29,6 milliards en 1989 et de 21,1 milliards de francs en 1988. Le déficit reste cependant modéré, puisqu'il ne représente encore que 0,7 % du produit intérieur brut, après 0,5 % en 1989.

INDUSTRIE

A partir de 1995

La RATP exploitera un tramway entre la Défense et Issy

Le conseil d'administration de la RATP a décidé, le 28 juin, le principe de la réalisation d'un tramway à l'emplacement de la ligne SNCF Puteaux-Issy-Plaine prolongée, le long de la Seine, entre la Défense et vers le boulevard Victor. Le matériel roulant sera le tramway moderne à plancher bas identique à celui qui roulera entre Saint-Denis et Bobigny (Seine-Saint-Denis). Les dix-huit rames, capables d'une vitesse de pointe de 70 km/h, seront fabriquées par GEC-Alsthom. Le coût des infrastructures et de la modernisation de la ligne (13 km de long) s'élève à 767 millions de francs et celui des rames à 282 millions.

La mise en service est prévue entre Issy-Plaine et la Défense en 1995, et entre boulevard Victor et Issy-Plaine en 1996. La ligne baptisée « Tram Val-de-Seine », fonctionnera à une fréquence d'un tramway toutes les quatre minutes aux heures de pointe. Les treize stations desserviront les communes de Courbevoie, Puteaux, Suresnes, Saint-Cloud, Sèvres, Meudon, Boulogne-Billancourt, Issy-les-Moulineaux et Paris (15^e arrondissement).

Le percement du tunnel sous la Manche est achevé

Les équipes françaises et britanniques ont achevé le percement du troisième et dernier tunnel qui compose l'ouvrage sous la Manche, vendredi 28 juin à 12 h 30. Le gros œuvre (150 km de tunnels) et les embarcadères ont donc été terminés en trois ans et demi, conformément au calendrier fixé initialement, malgré la difficile mise au point des tunnels, qui sont souvent tombés en panne tout au long de l'année 1988.

Les deux ans qui restent avant la mise en service du tunnel, le 15 juin 1993, seront consacrés à l'installation et à la vérification des équipements électromécaniques (signalisation, ventilation, refroidissement) et, à partir du début de l'année 1992, aux essais des navettes qui transporteront les voitures.

Les soucis du consortium Euro-tunnel portent, désormais, sur le matériel roulant. En raison de modifications imposées par la commission franco-britannique de sécurité, les navettes des passages ne seront pas prêtes en quantité suffisante à l'ouverture et la cadence des navettes ne deviendra normale que progressivement au cours du deuxième semestre 1993. Enfin, les discussions se poursuivent sur les caractéristiques techniques des navettes destinées au passage des poids lourds.

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

62, rue Bonaparte, PARIS VI
Métro : Saint-SulpiceHISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
REGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue trimestriel

Envoi sur simple demande

REPRO-AM • TOUT INTERDIT

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt

RIVOLI/TUILERIES
IMMEUB. LUXUEUX
85 m² Récept. Chambre.
Relais nuit, 7^e étage.
Samedi de 14 h 30 à 18 h.
Omnibus de 18 h à 19 h.
205, rue de Rivoli.

5^e arrdt

PROCHE NOTRE-DAME
STUDIO 20 m², CPT.
500 000 F à saisir
PANTHEON, 5^e et 3^e.
STUDIO 20 m², bon plan.
RUE LAGRANGE, imm. 75
3^e et STUDIO 27 m², balc.
MOUFFETAR, 2^e étage.
2^e p., cuis., bns. sol.,
3 m² en état, 1 180 000 F
FRANÇOIS FAURE, 45-67 95 17

PORT-ROYAL

3 + 2 p., rez-de-chaus.
Calme, centr. quartier
2 180 000 F 42-35 17-36

6^e arrdt

LUXEMBOURG agrandie 3 p.
2 wc duplex, 1 380 000 F
45 77 96 85

8^e arrdt

MALESHERBES
6 P. LUXUEUX
260 m², STUDIO service.
Imm. 1900, P. de raille.
Samedi de 14 h 30 à 18 h.
Omnibus de 18 h à 19 h
17, rue du Général-Foy.

11^e arrdt

METRO CHARONNE
Parl. vd APART 3 p.,
42 m², 2^e ét. Calme, s/cour.
Séjour, coin cuisine, living.
peinture chambre, s. d'eau.
Fables charges.
Prix : 720 000 F
Tél. 43 72 62 65-65 17 h
et sur rendez-vous
au 60-35 07 43

14^e arrdt

MONTFARNASSE
2 P. 35 ET 45 m²
REFAIT NEUF.
Imm. 1900, d. de l'ail.
Samedi de 14 h 30 à 18 h
Omnibus de 18 h à 19 h
42, r. Raymond Losserand.

16^e arrdt

AUTEUIL
Particulier vend petite
maison, jardin, sol., calme
3 500 000 F 42 24 42 16

17^e arrdt

PRIX INTERESSANT
PARC MONCEAU
M^{me} MALESHERBES, 8 m²,
p. de t., et ch., 185 m², 5^e
ét., 4^e Solbi, 4, rue Armand
Samedi, dim., 14 h à 17 h.

PRIX INTERESSANT

PARC MONCEAU
M^{me} MALESHERBES, 8 m²,
p. de t., et ch., 185 m², 5^e
ét., 4^e Solbi, 4, rue Armand
Samedi, dim., 14 h à 17 h.

locations

non meublées
offres

Région parisienne

VOISINS LE BRETONNEUX
maison 210 m², 6 p., 6 ch.
3 bns. gar., ind. 12 000 F
Canal-Buscal 34-87 03 27

Associations

LE BILINGUISME
A LEUR PORTEE :
trimestre, années (8-18 ans)
école réputée à Hampshire.
Soutien en anglais
musique, théâtre.

URSS Moscou (adultes)
pens. compl. chez l'hâti-
tante, cours de russe, excu-
sions, valable toute l'année
ACCORD 42-36 24-95

ANGLAIS, ESPAGNOL

ITALIEN, RUSSIE
INTENSIFS
20 h/semaine (4 h/jour)
30 h/mois (mar., mer., jeu.
18 h 30 - 21 h)
ACCORD
72, rue Rambuteau 75001
Tél. 42 36 24 95

LONDON ÉTÉ 1891

séjours linguistiques :
voyage Paris/LON. 15 h cours
sem. - en rés. univ. - activités
2 semaines 2 300 F PICARDILLY.
Tél. (1) 43 58 43 01.

CÔTE D'AZUR

DOMAINE PRIVÉ DU CAP-BENAT

Dernière chance d'acquies à 5 kms
du Lavandou, face aux îles d'Or, l'une des plus
belles villas, dans un parc protégé à tout jamais,
au cœur d'un domaine de 140 hectares, classé,
privé, gardienné toute l'année.

Documentation réservée. Pour la recevoir, adressez aujourd'hui même
votre carte de visite à : PADINIA - Espace Mandelieu
154, av. de Cannes 06210 MANDELIEU Tél. 92 97 03 00 Fax 92 97 17 76

LIVRAISON

ETÉ 91

Document

Document

Document

Document

Document

Document

Document

Document

Document

Document

Document

Document

Document

Document

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourme, gérant.

Imprimé

12, rue M. Gombert

94852 IVRY (15^e) Cedex

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Reproduction interdite de tout article,

sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

L. place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF

FRANCE

SUISSE - BELGIQUE

LUXEMB. - PAYS-BAS

AUTRES PAYS

Voie normale-CEE

3 mois

6 mois

1 an

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez nous l'habiller avec d'autres noms propres en capitales d'imprimerie

هذا من ألاحظ

ÉCONOMIE

Le rapport de la Cour des comptes relance les critiques de l'opposition sur la « gestion socialiste »

Le rapport annuel de la Cour des comptes a été remis le 26 juin par son premier président, M. Pierre Arpaillange, au président de la République et au Parlement. A l'Assemblée nationale, le président de la commission des finances, M. Henri Emmanuelli (PS), a souhaité une meilleure collaboration entre le Parlement et la Cour.

Il a suggéré que les notes de synthèse de l'institution de la rue Cambon sur la gestion des départements ministériels donnent lieu à des « contacts directs » entre les rapporteurs spéciaux des commissions des finances et les magistrats de la Cour. L'op-

position s'est déjà saisie de ce rapport pour mettre en cause la politique du gouvernement. Ainsi, le RPR estime, dans un communiqué publié le 26 juin, que « la publication du rapport annuel de la Cour des comptes jette un jour cruel sur la gestion socialiste ».

Évoquant notamment le coût du transfert du ministère des finances à Bercy et le montant de la dette publique — « qui, de 605 milliards de francs en 1983 est aujourd'hui proche de 1 850 milliards », le RPR dénonce le « gaspillage » dont l'argent des Français fait l'objet « entre les mains de

dignitaires socialistes manifestement égarés par la folie des grandeurs ».

Après avoir présenté l'essentiel du rapport annuel de la Cour des comptes (le Monde du 28 juin), qui mettait en relief la montée en puissance des chambres régionales des comptes, nous évoquons aujourd'hui la mise en cause par la Cour de la gestion des dépenses d'hospitalisation publique et privée, des opérations financières « contestables » menées par Thomson-CSF ainsi que les critiques adressées tant à la Météorologie nationale qu'aux parcs nationaux.

Parcs nationaux : des intérêts d'abord locaux

La gestion des sept parcs nationaux français (Vanoise, Ecrins, Mercantour, Port-Cros, Pyrénées, Cévennes, Guadeloupe) est épinglée par le rapport annuel de la Cour des comptes à plusieurs titres. D'abord, ils méritent de moins en moins le titre de « nationaux », dans la mesure où le recrutement de leurs personnels est de plus en plus local, avec des agents « attachés à leur vallée, sinon à leur village ».

De fait, en dehors du parc des Cévennes — où un fonctionnaire parisien, M. Lucien Chabasson, a repris la présidence à un « local », la plupart des parcs nationaux sont présidés par des élus locaux, qui ont pour premier souci le développement de leur région et non l'intérêt national et encore moins la recherche scientifique internationale. C'est ainsi que le président du parc des Pyrénées, M. Jean Lassalle, conseiller général, s'est vu retirer le label européen par le Conseil de l'Europe pour avoir négligé la protection de l'ours.

La Cour des comptes déplore aussi que la politique globale d'aménagement des zones périphériques, que « déviation », « évacuation », « évitement », le caractère de la région environnante, n'ait pas été mis en œuvre. Les communes riveraines profitent au contraire de l'image « parc national » pour attirer le touriste, sans aucun plan concerté.

R.C.

Thomson-CSF : opérations financières « contestables »

La Cour des comptes relève tout d'abord un contrôle insuffisant de certaines filiales de Thomson-CSF. La Société, spécialisée dans l'ingénierie financière, a perdu 661 millions de francs entre 1983 et 1989 pour cause de gestion « insuffisamment contrôlée » et de « relance commerciale hasardeuse ». Les 158 millions de francs de pertes d'Auxil, société spécialisée dans la fabrication de générateurs électriques, « auraient pu être évités par une surveillance accrue ». Quant à la Compagnie européenne de composants électriques, elle a perdu 50 millions en 1989 et 200 millions en 1990 pour cause de mauvaise appréciation des risques.

Dans un second volet d'observations, la Cour des comptes juge un certain nombre d'opérations financières « contestables » et « peu conformes à la réglementation ». A commencer par la Société de banque Thomson, dont les activités sur les changes étaient, selon le rapport, non conformes à la réglementation comptable et bancaire. Plus étonnantes apparaissent les « prêts au groupe Marceau investissements » dans le cadre du raid mené par M. Georges Peberau sur la Société générale. Sofinac, filiale de Thomson-CSF finance, a prêté 300 millions en deux tranches à des filiales de Marceau pour financer des achats massifs d'actions Société générale en 1988. Outre une régularisation après coup de ces transferts de fonds, « les conseils d'administration de la Sofinac et de Thomson-CSF finance ne furent pas informés de cette opération en dépit de son caractère déséquilibré et de son objet inhabituel, qui en accroissaient le risque ». En mai 1989, ces 300 millions furent remboursés par anticipation au groupe Thomson qui n'en retira « aucun gain ». Portant un jugement global sur l'activité du groupe, la Cour estime que le redressement des résultats est essentiellement dû à une stratégie financière menée à partir d'un portefeuille de titres composé pour partie des « 10 milliards de fonds propres apportés par l'Etat ». Malheureusement, estime la Cour, le redressement industriel n'a pas été mené en parallèle comme il aurait dû l'être.

V. M.

Hospitalisation publique et privée : l'« échec relatif » de la carte sanitaire

Alors que les controverses sur la maîtrise des dépenses de santé battent leur plein, le rapport 1991 de la Cour des comptes vient fort opportunément mettre en lumière les carences de l'hospitalisation, publique comme privée. Les frais d'hospitalisation, rappelle le rapport, représentaient 211 milliards de francs en 1990, soit 52,6 % des dépenses prises en charge par l'assurance-maladie. Cette masse financière considérable est mal répartie : « Il subsiste en permanence un excédent global de 40 000 lits, soit près du quart des besoins, eux-mêmes constamment surestimés », constate la Cour, qui déplore l'« échec relatif » de la carte sanitaire. En effet, des régions comme le Sud-Est et l'Île-de-France sont « fortement excédentaires » alors que les autres le sont beaucoup moins. Dans ces conditions, les hôpitaux publics « continuent à considérer leurs capacités d'hébergement de façon autonome sans qu'un dispositif contraignant les oblige à opérer les restructurations internes, même inscrites dans un plan directeur, ni à organiser, entre établissements d'une même zone géographique, les complémentarités nécessaires ».

Des économies « pucieroses »

Le rapport évoque à ce propos « des petites manœuvres » dont les taux d'occupation (autour de 30 % et parfois moins) et qui fonctionnent à la limite des conditions de sécurité des parturientes. « Des études faites sur des hôpitaux sous-occupés d'Aquitaine et des Pays de la Loire ont fait ressortir une importante économie potentielle, de l'ordre de 50 % des budgets des services concernés », ajoute la Cour. Elle remarque à ce sujet les efforts consentis en région parisienne par l'Assistance publique, qui ont permis de supprimer 1 500 lits.

En outre, les hôpitaux sont « poussés à recourir à l'emprunt au-delà des

profonds » (60 % de la dépense) pour assurer leurs investissements et se livrent à des « pratiques critiquables » : transfert de crédits de fonctionnement non consommés, utilisation d'excédents « tirés de toutes pièces par la sous-évaluation délibérée de recettes ».

Quant au secteur privé, sa mutation « tient finalement peu compte des objectifs de la carte sanitaire ». Les cliniques, rappelle la Cour des comptes, « disposent d'une plus grande liberté que les hôpitaux publics pour les investissements ainsi que pour l'embauche et la rémunération du personnel » et elles « échappent aux obligations de service public » (accueil des urgences, des bénéficiaires de l'aide sociale, formation des étudiants). Cette liberté leur permet de « se spécialiser, notamment en chirurgie, dans les interventions programmées, moins coûteuses en personnel ». Soulignant « les dérives du coût

de l'hospitalisation privée », et notamment la progression en volume des « forfaits de suite d'opération » (+ 11,5 % en 1989 et + 13,8 % en 1990), le rapport observe que « ces développements de l'activité médicale sont dans la logique de l'intervention, croissante sur le marché de la santé, d'opérateurs financiers parfois importants qui souhaitent rentabiliser leurs investissements ».

Devant cette situation, « l'administration et les caisses d'assurance-maladie n'ont pas les moyens de faire face à leur mission : leur information est lacunaire, la réglementation désoctée ou absente, la portée des négociations trop limitée et les contrôles insuffisants ». En fait, alors qu'une même intervention chirurgicale est facturée à un prix qui peut varier du simple au double selon les régions, « le coût de fonctionnement d'un établissement privé reste inconnu pour l'assurance-maladie ».

J.-M. N.

Météorologie nationale : des dépenses mal connues et des recettes tardives

Les dépenses de la Météorologie nationale sont mal connues, les recettes nouvelles encaissées avec retard et les modalités de participation de la France au financement des satellites météorologiques internationaux inadaptées et coûteuses, souligne le rapport 1991 de la Cour des comptes.

En effet, selon la Cour, en 1991 comme en 1990, 68 % seulement des crédits affectés à la Météorologie nationale (qui est une des directions du ministère de l'équipement) figurent sur le fascicule budgétaire de celle-ci : si, depuis 1989, les militaires mis à sa dispo-

sition et les personnels de l'administration centrale y figurent bien, ceux qui appartiennent au corps commun de la météorologie et de l'aviation civile figurent dans le budget de cette dernière.

D'autre part, pour « lisser » les dépenses, le financement de la participation française aux programmes de satellites Météosat s'est fait par recours à des emprunts à taux variable : ce système, injustifié parce que ces programmes sont renouvelés fréquemment, a finalement entraîné un surcoût de 40 millions de francs sur les années 1989 et 1990.

Enfin, les recettes commerciales, dont le montant est passé de 26,7 millions de francs en 1987 à 53,2 millions en 1990, par suite des demandes nouvelles (entreprises et particuliers) sont traitées comme des « fonds de concours », procédure lourde : en 1989, 27 % de ces recettes n'ont été disponibles qu'au bout de six mois au moins. Plutôt que de risquer de perdre ces recettes, la Cour suggère de donner à la Météorologie nationale un « budget annexe » (comme naguère aux PTT).

G.H.

PRÉFECTURE DE LA VENDÉE

Direction de la réglementation — 1^{er} bureau

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA LIAISON RN 160 ENTRE LA ROCHE-SUR-YON ET LES SABLES-D'OLONNE

Un arrêté préfectoral du 21 juin 1991 a prescrit une enquête portant à la fois :

— sur l'utilité publique des travaux de construction de la liaison RN 160 entre LA ROCHE-SUR-YON et les SABLES-D'OLONNE sur les territoires des communes de :

• LA ROCHE-SUR-YON, VENANSANT, LES CLOUZEUX, LANDERONNE, SAINTE-FLAIVE-DES-LOUPS, LA MOTHE-ACHARD, LA CHAPPELLE-ACHARD, SAINT-MATHURIN, SAINTE-FOY, OLONNE-SUR-MER.

— sur l'attribution du caractère de route express de cette liaison entre les P.R. 59.050 et 68.950.

— sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes précitées.

Cette enquête se déroulera pendant 50 jours consécutifs du 19 juillet au 6 septembre 1991 inclus.

Le siège de l'enquête est situé à la mairie de LA MOTHE-ACHARD où toute correspondance relative à cette enquête pourra être adressée.

La commission d'enquête désignée pour le président du tribunal administratif de NANTES sera composée de :

— M. Gérard PROUTEAU, colonel de gendarmerie en retraite, — M^{me} Jeanne DUFOUR, professeur d'université en retraite, — M. Albert FAUCHARD, exploitant agricole en retraite.

M. Albert COUTAND, clerc de notaire en retraite, a été désigné commissaire-enquêteur suppléant.

Un dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier de mise en compatibilité du POS ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés du 19 juillet au 6 septembre 1991 inclus à la mairie de chacune des communes traversées par le projet et mentionnées ci-dessus.

En outre, les dossiers de mise en compatibilité des POS de toutes les communes seront déposés à la mairie de LA MOTHE-ACHARD.

Pendant l'enquête, chacun pourra consulter le dossier d'enquête dans les lieux de dépôt, les jours et aux heures d'ouverture au public et consigner ses observations sur les registres ou les adresser par écrit à M. PROUTEAU, président de la commission d'enquête, mairie de LA MOTHE-ACHARD.

Au moins un membre de la commission d'enquête recevra en personne les observations du public à la mairie de LA MOTHE-ACHARD, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures, les jours suivants :

— mercredi 24 juillet, — vendredi 2 août, — mardi 6 août, — lundi 12 août, — jeudi 22 août, — vendredi 6 septembre.

Le dossier d'enquête est accessible dès à présent à la préfecture de la Vendée (direction de la réglementation — 1^{er} bureau) et à la sous-préfecture des SABLES-D'OLONNE.

Une copie du rapport relatif au déroulement de l'enquête et des conclusions motivées de la commission d'enquête pourra être consultée à la préfecture de la Vendée, à la sous-préfecture des SABLES-D'OLONNE, ainsi qu'à la mairie de chacune des communes précitées pendant un an à compter de la clôture de l'enquête. Elle pourra également être communiquée à toute personne intéressée qui en fera la demande au préfet de la Vendée (direction de la réglementation — 1^{er} bureau).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 24 JUIN 1991

Réunie le 24 juin 1991, l'Assemblée Générale Ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1990. Le bénéfice net s'est élevé à 92 986 345 F après une plus-value nette à long terme de 5 488 470 F, contre 103 203 682 F après une plus-value à long terme s'élevant à 7 700 826 F au titre de l'exercice précédent, qui comportait d'importantes reprises de provisions exceptionnelles.

L'Assemblée a reconduit l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'opérer éventuellement en Bourse sur les actions de la Compagnie. Elle a également maintenu le dividende à 30 F par action, payable en numéraire ou en actions, assorti d'un avoir fiscal de 15 F, conduisant à un revenu global de 45 F. Le prix d'émission des actions à créer contre le versement du dividende est fixé à 584 F.

ALLOCUTION DE M. PHILIPPE MALET, PRÉSIDENT

Après avoir été une des principales filiales de C.L.H.-Compagnie La Hélin durant dix-huit années, votre Compagnie est devenue, le 20 juin, une des filiales directes de la Compagnie de Suez.

Je vous avais fait part, l'an dernier, du projet d'aménagement de l'organisation du secteur sel de votre Compagnie, visant, par ajustements successifs, à provoquer un climat d'adaptation actif et permanent.

Cette dynamique de changement a été engagée sur le terrain dès 1990 dans le but d'accroître l'efficacité commerciale, technique et économique de ce secteur face à une évolution accélérée et plus imprévisible que par le passé de son environnement.

Il a été créé, le 2 mai dernier, une Direction des Opérations Sel, basée à Montpellier. Elle regroupe, sous une même autorité, l'ensemble des activités de production et de commercialisation du secteur sel et des produits connexes, simplifiant les circuits de décision pour une efficacité maximale et le développement de nouvelles méthodes participatives de travail.

Une Direction des Ressources Humaines a été créée dans le cadre du Secrétariat Général. Cette nouvelle organisation mettra en œuvre une politique moderne de gestion et de valorisation des personnels de votre Compagnie.

L'exercice 1990 a été marqué par un niveau élevé des exportations de sel et par une montée en puissance de l'activité viticole, qui a représenté près d'un tiers du chiffre d'affaires de votre Compagnie, en progression de 12 %.

Le résultat net, qui avoisine 93 MF, est en retrait d'environ 10 % sur celui de 1989, qui avait enregistré une très importante reprise sur provisions.

Votre Conseil d'Administration est cependant en mesure de vous proposer de maintenir le dividende par action à 30 F. Il sera versé, au choix des actionnaires, en numéraire ou sous forme d'actions. Cette distribution, avoir fiscal inclus, vous offre, sur la base d'un cours actuel d'environ 700 F, un rendement global de 6,4 %.

L'activité sel des premiers mois de l'année 1991 a été très soutenue en raison des fortes chutes de neige. Le début de l'exercice en cours se présente donc favorablement. Sous réserve des éléments aléatoires, notamment constitués par les ventes, l'hiver prochain, au marché du déneigement, le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation devraient progresser. Après des années de forte croissance, 1991 sera, pour les domaines viticoles, un exercice de consolidation.

Rigueur de gestion, rapidité de réaction et performance économique sont les objectifs primordiaux que nous poursuivons avec détermination pour tendre vers une meilleure efficacité de notre Compagnie avec comme objectif, notamment, la plus grande satisfaction de nos actionnaires, que je tiens à remercier tout particulièrement pour leur fidélité.

En conclusion, j'ai tout lieu de penser que la nouvelle organisation permet d'aborder l'avenir avec confiance et que notre maison réunira plus que jamais les conditions de son développement.

INSEE
la référence au bout des pages...

LA FRANCE A L'ÉPREUVE DES TURBULENCES MONDIALES

• La situation économique de la France en 1990 replacée dans le contexte de la décennie.

• 401 pages - Prix 140 F

En librairie et dans les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RESULTATS CONSOLIDES

L'Assemblée Générale de la Société RALLYE-SA s'est réunie le 28 juin 1991 à l'effet d'approuver les comptes de l'exercice 1990.

Les acquisitions des groupes DISQUE BLEU et GENTY CATHIARD ont constitué les événements majeurs de l'année.

1990 marque ainsi une étape très importante dans la vie du groupe et constitue une année de transition qui se traduit par les chiffres suivants.

ten milliers de francs	31.12.90	31.12.89
Chiffre d'affaires HT	25 733 622	12 365 002
Résultat d'exploitation	540 873	413 629
Résultat courant	162 064	491 421
Bénéfice net	41 408	225 762
Capacité d'autofinancement	561 283	490 336

Les résultats de l'exercice 1990 ont été affectés par d'importants frais de restructuration, non récurrents (140 millions de francs) et un accroissement des frais financiers liés aux acquisitions. Les résultats actuels de l'exercice 1991 sont conformes aux objectifs et en nette amélioration sur l'exercice précédent.

MARCHÉS FINANCIERS

M^{me} Cresson et l'Union monétaire :
« La France est prête à tout faire
pour aller le plus vite possible »

« Que ce soit pour l'union économique et monétaire ou l'union politique, la France est prête à tout faire pour aller le plus vite possible », déclare M^{me} Cresson dans une interview que publie notre confrère la Tribune de l'économie du vendredi 28 juin.

Soulignant que « ce serait une grave erreur pour l'Allemagne de penser qu'on peut remettre la construction européenne à plus tard », parce qu'il y a

« urgence », M^{me} Cresson déclare que « le chancelier Kohl partage tout à fait ce point de vue ».

A la question concernant la relance industrielle en France : « Pour trouver de l'argent, il faut jusqu'à ouvrir davantage le capital des entreprises publiques », M^{me} Cresson répond : « Si une opportunité ou une nécessité industrielle se présente, le problème sera examiné au cas par cas. Sans plus ».

Après la proposition de M. Bernard Tapie

Réaction de surprise en Allemagne
à l'ouverture du capital d'AdidasFRANCFORT
correspondance

M. René Jaeggi, président du directoire d'Adidas, s'est déclaré « très surpris », jeudi 27 juin à Nuremberg, des déclarations faites la veille par M. Bernard Tapie à son domicile parisien (le Monde du 27 juin) selon lesquelles il désirait ouvrir le capital de son holding allemand GBT pour réduire son endettement.

M. Jaeggi, qui était venu présenter le bilan de l'activité du groupe (Adidas affiche un bénéfice net positif de 52 millions de deutschemarks en 1990 après des pertes de 130 millions de deutschemarks en 1989), a pris connaissance du contenu des déclarations de M. Tapie pendant la conférence de presse. Réagissant à chaud sur la possibilité offerte aux dirigeants d'Adidas d'acquiescer une participation dans le holding GBT GmbH, il s'est déclaré « tout à fait prêt à en profiter », mais seulement après en avoir été informé par des canaux plus officiels. « Il s'agit d'un vieux projet de M. Tapie, déjà annoncé à Rome au moment du rachat d'Adidas, de donner une partie des actions au management. Nous sommes très heureux d'entendre que BTF (Bernard Tapie finances) entend le réaliser à plein », a-t-il précisé.

Bernard Tapie finances doit s'acquiescer en août prochain d'une première échéance de 600 millions de francs empruntés auprès des banques. Pour y faire face, le député de Marseille a affirmé vouloir céder 45 % du capital du holding allemand, contrôlé à 100 % par BTF, qui supporte la participation de 95 % dans Adidas. La plus grosse partie, 35 %, pourrait être reprise par des institutions (une ou plusieurs banques alle-

mandes et le Crédit lyonnais). Tandis que les 10 % restant seraient cédés au « management », c'est-à-dire à M^{me} Cresson, membre du conseil de surveillance, et à M. René Jaeggi.

Selon M. Hans-Jürgen Martens, un autre membre du directoire d'Adidas, cette solution se heurte toutefois en Allemagne à une fiscalité très sévère, qui taxe comme avantage pécuniaire ce sus du salaire toute action distribuée à un taux préférentiel à des membres du directoire. « M. Jaeggi, qui a été élevé à l'école américaine, a toujours favorisé cette solution pour Adidas, mais il est peu probable que la législation change en Allemagne pour les membres du directoire », a précisé M. Martens.

CHRISTINE
HOLZBAUER-MADISON

Le groupe Bolloré prend la totalité de JSA. - Le groupe Bolloré a annoncé jeudi 27 juin avoir porté de 25 % à 100 % sa participation dans JSA. Cette société franco-norvégienne, qui exploite quatre navires rouliers de 120 000 tonnes de capacité avec 250 personnes, a réalisé un chiffre d'affaires de 600 millions de francs. JSA a été créée en 1989 pour regrouper les lignes maritimes du groupe norvégien Høegh et de la Société navale caennaise (SNC) sur l'axe Europe-Afrique : en échange de l'apport des actifs de la SNC, Bolloré avait obtenu 20 % du capital de JSA, part qu'il a portée à 25 % ensuite. Le groupe Bolloré table sur un résultat d'exploitation de 790 millions de francs en 1991, contre 670 millions en 1990, et compte, malgré le rapprochement entre Sncm-Vieljeux et la SCAC, stabiliser son endettement à 3,679 milliards fin 1991.

Quarante-deux ans après sa création

Le COMECON disparaît
officiellement

Les représentants des neuf pays membres du COMECON vont officiellement proclamer, vendredi 28 juin à Budapest, la liquidation de l'ancien marché commun des pays de l'Est, créé en 1949. Au cours de cette quarante-deuxième et dernière session du Conseil d'aide économique mutuelle, les représentants de l'URSS, de la Hongrie, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Mongolie, du Vietnam et de Cuba, signeront l'acte d'auto dissolution de l'alliance et des organismes qui lui

étaient affiliés. Cette dissolution purement symbolique entérine un état de fait.

Un comité de liquidation aura quatre-vingt-dix jours pour régler les problèmes financiers et légaux. Il est prévu qu'ensuite les délégués des pays européens constitueront un groupe d'experts, chargé de jeter les bases d'un nouvel organisme consultatif de coopération régionale. Celui-ci pourrait gérer des questions d'intérêt commun, comme la maintenance du réseau énergétique. - (AFP)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SODEXHO
RESTAURATION ET SERVICES

Les comptes semestriels consolidés part du groupe, arrêtés au 28 février 1991 et publiés au BALO du 27 juin 1991, font ressortir :

- un chiffre d'affaires de 4 426 824 000 F, en progression de 9 % par rapport à celui du premier semestre de l'exercice précédent ;
 - un résultat net consolidé part du groupe de 94 636 000 F.
- La direction financière précise qu'au 31 août 1991, date de clôture de l'exercice :
- le chiffre d'affaires devrait dépasser 8 800 000 000 F, soit une croissance d'environ 14 % par rapport à l'exercice précédent ;
 - la croissance du résultat net part du groupe ne devrait pas être inférieure à 20 %.

INFORMATIONS FINANCIÈRES SODEXHO SUR MINITEL : 3616 - CLIFF

NEW-YORK, 27 juin ↑

Correction
à la hausse

Wall Street a regagné du terrain jeudi 27 juin, une correction technique à la hausse permettant à la grande Bourse new-yorkaise d'échapper à la spirale baissière des dernières semaines. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 2934,93, en hausse de 21,22 points, soit un gain de 0,75 %. Quelque 156 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse : 936 contre 572 ; 530 titres sont restés inchangés.

Les investisseurs se sont lancés à la chasse aux bonnes affaires, encouragés par le bas niveau des cours, indiquent des experts. Une demande sélective des institutions a aussi alimenté la reprise de Wall Street, à l'approche de la présentation semestrielle de leurs portefeuilles.

VALEURS	Cours du 26 juin	Cours du 27 juin
Alcoa	56 1/2	57 1/8
AT&T	38 1/4	38 3/4
Bell	48 1/4	48 1/2
Coca-Cola	17 1/8	17 3/8
Du Pont de Nemours	45 7/8	46 1/4
Eastman Kodak	29 7/8	30 3/4
Exxon	36 3/4	37 1/8
Ford	33 1/8	33 3/8
General Electric	73 1/2	74 1/8
General Motors	40 3/4	41 1/8
Goodyear	33 1/8	33 3/8
IBM	86 5/8	87 1/8
Intel	56 1/8	56 3/8
Motorola	56 1/8	56 3/8
Rockwell	56 1/8	56 3/8
Schlumberger	56 1/8	56 3/8
Texas Instruments	56 1/8	56 3/8
United Technologies	56 1/8	56 3/8
Verizon	56 1/8	56 3/8
Walt Disney	56 1/8	56 3/8
Xerox	56 1/8	56 3/8

LONDRES, 27 juin ↑

Reprise

Les valeurs se sont reprises jeudi 27 juin à la Bourse de Londres après la forte baisse de la veille, encouragées par la décision de la Bundesbank de ne pas relever ses taux d'intérêt. L'indice Footsie a terminé la séance en hausse de 15,2 points, soit un gain de 0,6 % à 2 452,5 points. Le volume des échanges s'est élevé à 517,5 millions d'actions contre 488 millions mercredi.

La fermeté de Wall Street a stimulé la tendance, ainsi que des achats d'opportunité en raison des bas niveaux auxquels étaient parvenus certains titres.

Les valeurs se sont reprises jeudi 27 juin à la Bourse de Londres après la forte baisse de la veille, encouragées par la décision de la Bundesbank de ne pas relever ses taux d'intérêt. L'indice Footsie a terminé la séance en hausse de 15,2 points, soit un gain de 0,6 % à 2 452,5 points. Le volume des échanges s'est élevé à 517,5 millions d'actions contre 488 millions mercredi.

FAITS ET RÉSULTATS

Spie-Batignolles va vendre ses activités touristiques. - M. Georges de Buffvent, PDG de Spie-Batignolles (Groupe Schneider), a annoncé, lors de l'assemblée générale des actionnaires, qu'il allait vendre les activités touristiques et loisirs du groupe. Les pourparlers de cession sont déjà bien engagés, selon M. de Buffvent. Troisième gestionnaire de l'industrie touristique en France - derrière Pierre et Vacances et Muevi - et principal propriétaire de la station alpine de Valmorel (avec le Crédit agricole), Spie-Batignolles n'a pas réussi avec sa filiale Spie tourisme la diversification que ses dirigeants attendaient.

SAE : vers une solution, promet M. Michel Pélégre. - « Une solution sera apportée avant la fin de l'année aux problèmes d'actionnaires de la SAE, un des principaux groupes français de BTP », a affirmé jeudi 27 juin son principal actionnaire, M. Michel Pélégre. M. Pélégre a expliqué que trois solutions se présentaient : lancer une OPA, vendre la participation (33,08 % du capital) ou s'allier avec un autre groupe pour prendre définitivement le pouvoir. « Je choisisrai la solution qui me paraîtra la meilleure », a affirmé M. Pélégre. Pourtant, pour la première fois de son histoire, le groupe Pélégre affiche pour 1990 une perte consolidée de 37 millions de francs pour un volume d'affaires de 13,5 milliards. Son endettement s'élève à 1,65 milliard de francs pour les achats des actions de la SAE et 300 millions pour le groupe, en face de fonds propres estimés à 512 millions.

Harrods : la bataille perdure. - La Chambre des lords, le plus haut tribunal britannique, a donné jeudi 27 juin son feu vert au lancement de poursuites contre les frères égyptiens Al Fayed pour les méthodes employées dans leur prise de contrôle du groupe House of Fraser, dont le fleuron est le magasin Harrods de Londres. Alors que la bataille judiciaire en cours pendant cinq ans entre les Al Fayed et le conglomérat britannique Lohrman semblait classée, les cinq Law Lords ont ouvert le dossier et déclaré que Lohrman était libre de poursuivre les propriétaires de Harrods pour complot et dissimulation.

ECS : résultats 1990 en hausse générale de 20 %. - Le groupe ECS (location informatique et services) a publié mardi 25 juin ses comptes consolidés pour 1990 qui se concluent par un résultat net part du groupe de 68,3 millions de francs, en progression de 19,8 % par rapport au précédent exercice. Le chiffre d'affaires 1990 d'ECS s'est élevé à 10,88 milliards de

PARIS, 28 juin ↓

Retour à la baisse

Le redressement amorcé jeudi n'aure plus de cours duré puisque le lendemain, dès les premiers échanges, le CAC 40 repartait à la baisse. L'indice de la place française a eu à ce jour un recul de 0,19 %, se dépréciant de 1,10 % en début d'après-midi peu avant les premiers échanges à Wall Street.

A nouveau le marché retombe dans le torpé, les investisseurs étant extrêmement réservés sur l'avenir. Malgré le discours officiel d'une reprise économique à l'automne, les milieux financiers ne sont pas très optimistes sur l'évolution économique et politique en France. Des conjoncturistes de Paribas s'expriment devant des banquiers s'interrogeant, jeudi, notamment sur la compétitivité des entreprises françaises et sur l'orientation des taux d'intérêt et du franc français.

Le niveau de l'inflation, plus élevé en Allemagne qu'en France en mai, laisse craindre aux experts un resserrement prochain de la politique de crédit outre-Rhin. La France ne pourrait qu'en subir le mouvement, déclarent-ils.

Parmi les hausses figurent UIF, CICA et GTM Entreprises. Du côté des baisses on note Novag mixta, Ecco et Salomon.

TOKYO, 28 juin ↓

Le recul se poursuit

Le mouvement de reprise matinal a tourné court, vendredi, à la Bourse de Tokyo. L'indice Nikkei, pour la troisième séance consécutive, a terminé sur une baisse sensible. En hausse de plus de 40 points à la mi-journée, il a finalement abandonné en clôture 252,27 points à 23 290,95, soit un repli de 1,1 %.

Ce renversement de tendance a été consécutif aux déclarations du ministre japonais des finances, selon lesquelles il faudrait remettre en cause la possibilité qu'ont les entreprises publiques d'investir en valeurs mobilières.

VALEURS	Cours du 27 juin	Cours du 28 juin
Alco	1310	1250
Banque	1030	1010
Canon	480	460
Fujitsu	2350	2250
Honda Motor	1830	1750
Marubishi	1830	1750
Nissan	677	657
Toyota	1850	1750

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citels	3447	3413	BOA	334 80	325 50
Arnaut Associes	292	285	Macron	134 40	123 80
B.A.C.	138	135	Immob. Habitat	840	825
Banque Paribas	809	810	I.P.B.M.	103	101
Banque Lyonn.	365	347	Loca Invest.	248	246 80
Banque Paribas	211	211	Locam	76	76
C.A.L.-de-Fr. (C.C.I.)	1010	980	Mara Com.	122 30	121
Cabotage	402	402	Molay	151 20	152
Cardif	612	630	Publi-Presse	375	376
C.E.B.P.	153 50	159 50	Rena	525	641
C.F.P.I.	290	286	Rhone-Alp. Est. (L.)	328	337
C.N.I.M.	942	918	S.H.M.	155	155
Codeur	253	253	Solent Invest. (L.)	109	112
Conforama	1135	1098	Sorbus	400	396
Crestis	400	400	S.M.T. Equip.	130	130
Dauphin	1134	1134	Sopra	280	275
Dalmeida	500	500	TFI	329 90	328
Danachy Worms Co.	1008	980	Thermador H. (L.)	276	276
Devil	343	343	Unilog	203 10	201
Dofine	126 50	127	Viel et Co	100	96
Editions Belford	205	216	Y. St-Laurent Group	781	747
Emp. Propul.	272 50	272 50			
Finacor	127 90	127 90			
Frankoparis	128	129 50			
G.F. (group. fon.)	235	226			
Grand Liro	385	389			
Graphovis	218	218			
Groupe Origny	740	723			
Guinard	987	987			
L.C.C.	230	227			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 27 juin 1991

Nombre de contrats : 95 930

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	105,12	105,10	104,74
Précédent	104,48	104,14	-

COURS	Options sur notionnel		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	1,02	1,33	0,91
Précédent	1,02	1,33	0,91

CAC 40 A TERME

Volume : 10 487 (MATIF)

COURS	juin	juillet	août
Dernier	1 770,58	1 762	1 774,58
Précédent	1 760	1 751	1 758,58

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,10 F ↑	PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)
A Paris, vendredi 28 juin, le dollar s'est débarrassé au fixe à 6,1445 francs, contre 6,0965 francs au fixe de la veille. Cette reprise se remarquait aussi à Francfort, à l'ouverture des marchés interbancaires de vendredi. En revanche, à Tokyo, la devise américaine perdait 0,50 yen vendredi 28, à 136,65 yens contre 138,65 yens jeudi 27.	26 juin 27 juin
FRANCFORT 27 juin 28 juin	Industrielles 2 913,01 2 934,48
Dollar (en DM) 1,798 1,810	Valeurs étrangères 119,9 120,1
Dollar (en DM) 1,798 1,810	(SBF, base 100 : 31-12-81)
TOKYO 27 juin 28 juin	Indice général CAC 473,42 478,32
Dollar (en yen) 136,45 138,15	(SBF, base 1 000 : 31-12-87)
	Indice CAC 40 1 760,52 1 767,99

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
\$ E.-U.	6,1075 6,1095 + 191	+ 201 + 383 + 403 + 975 + 1035	
\$ can.	5,3487 5,3498 + 50	+ 63 + 94 + 118 + 228 + 234	
Yen (100)	4,4180 4,4217 + 65	+ 75 + 138 + 155 + 421 + 468	
DM	3,3889 3,3910 + 16	+ 31 + 34 + 54 + 61 + 112	
FF (100)	16,4670 16,4770 + 8	+ 13 + 12 + 21 + 26 + 96	
FS	3,9256 3,9294 + 60	+ 71 + 117 + 137 + 319 + 378	
L (1 000)	4,5544 4,5576 + 71	+ 47 + 131 + 100 + 438 + 371	
F	9,5461 9,5524 + 155	+ 126 + 280 + 235 + 590 + 464	

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 3/8
Yen	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16	7 15/16
DM	8 11/16	8 3/4	8 3/4	8 7/8	8 3/4	8 7/8	8 3/4
FF (100)	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4	8 1/4
FS	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
L (1 000)	10 3/4	11 3/4	10 3/4	11 3/4	10 3/4	11 3/4	10 3/4
F	11 3/8	12 1/2	11 3/8	12 1/2	11 3/8	12 1/2	11 3/8
Rate	9 7/16	9 9/16	9 7/16	9 9/16	9 7/16	9 9/16	9 7/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

POLYTECHNIQUE

36.15 LE MONDE

Tapez RES

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 JUIN

Cours relevés à 14 h 10									
Comptant	VALEURS	Cours précédent	Différence	%	Comptant	VALEURS	Cours précédent	Différence	%
4000	2.450	4010	+0.25	0.006	4000	2.450	4010	+0.25	0.006
200	1.225	200	-0.25	-0.020	200	1.225	200	-0.25	-0.020
1200	1.225	1200	0.00	0.000	1200	1.225	1200	0.00	0.000
1800	1.225	1800	0.00	0.000	1800	1.225	1800	0.00	0.000
1400	1.225	1400	0.00	0.000	1400	1.225	1400	0.00	0.000
1000	1.225	1000	0.00	0.000	1000	1.225	1000	0.00	0.000
800	1.225	800	0.00	0.000	800	1.225	800	0.00	0.000
600	1.225	600	0.00	0.000	600	1.225	600	0.00	0.000
400	1.225	400	0.00	0.000	400	1.225	400	0.00	0.000
200	1.225	200	0.00	0.000	200	1.225	200	0.00	0.000
100	1.225	100	0.00	0.000	100	1.225	100	0.00	0.000
50	1.225	50	0.00	0.000	50	1.225	50	0.00	0.000
25	1.225	25	0.00	0.000	25	1.225	25	0.00	0.000
12	1.225	12	0.00	0.000	12	1.225	12	0.00	0.000
6	1.225	6	0.00	0.000	6	1.225	6	0.00	0.000
3	1.225	3	0.00	0.000	3	1.225	3	0.00	0.000
1	1.225	1	0.00	0.000	1	1.225	1	0.00	0.000
0.5	1.225	0.5	0.00	0.000	0.5	1.225	0.5	0.00	0.000
0.25	1.225	0.25	0.00	0.000	0.25	1.225	0.25	0.00	0.000
0.125	1.225	0.125	0.00	0.000	0.125	1.225	0.125	0.00	0.000
0.0625	1.225	0.0625	0.00	0.000	0.0625	1.225	0.0625	0.00	0.000
0.03125	1.225	0.03125	0.00	0.000	0.03125	1.225	0.03125	0.00	0.000
0.015625	1.225	0.015625	0.00	0.000	0.015625	1.225	0.015625	0.00	0.000
0.0078125	1.225	0.0078125	0.00	0.000	0.0078125	1.225	0.0078125	0.00	0.000
0.00390625	1.225	0.00390625	0.00	0.000	0.00390625	1.225	0.00390625	0.00	0.000
0.001953125	1.225	0.001953125	0.00	0.000	0.001953125	1.225	0.001953125	0.00	0.000
0.0009765625	1.225	0.0009765625	0.00	0.000	0.0009765625	1.225	0.0009765625	0.00	0.000
0.00048828125	1.225	0.00048828125	0.00	0.000	0.00048828125	1.225	0.00048828125	0.00	0.000
0.000244140625	1.225	0.000244140625	0.00	0.000	0.000244140625	1.225	0.000244140625	0.00	0.000
0.0001220703125	1.225	0.0001220703125	0.00	0.000	0.0001220703125	1.225	0.0001220703125	0.00	0.000
0.00006103515625	1.225	0.00006103515625	0.00	0.000	0.00006103515625	1.225	0.00006103515625	0.00	0.000
0.000030517578125	1.225	0.000030517578125	0.00	0.000	0.000030517578125	1.225	0.000030517578125	0.00	0.000
0.0000152587890625	1.225	0.0000152587890625	0.00	0.000	0.0000152587890625	1.225	0.0000152587890625	0.00	0.000
0.00000762939453125	1.225	0.00000762939453125	0.00	0.000	0.00000762939453125	1.225	0.00000762939453125	0.00	0.000
0.000003814697265625	1.225	0.000003814697265625	0.00	0.000	0.000003814697265625	1.225	0.000003814697265625	0.00	0.000
0.0000019073486328125	1.225	0.0000019073486328125	0.00	0.000	0.0000019073486328125	1.225	0.0000019073486328125	0.00	0.000
0.00000095367431640625	1.225	0.00000095367431640625	0.00	0.000	0.00000095367431640625	1.225	0.00000095367431640625	0.00	0.000
0.000000476837158203125	1.225	0.000000476837158203125	0.00	0.000	0.000000476837158203125	1.225	0.000000476837158203125	0.00	0.000
0.0000002384185791015625	1.225	0.0000002384185791015625	0.00	0.000	0.0000002384185791015625	1.225	0.0000002384185791015625	0.00	0.000
0.00000011920928955078125	1.225	0.00000011920928955078125	0.00	0.000	0.00000011920928955078125	1.225	0.00000011920928955078125	0.00	0.000
0.000000059604644775390625	1.225	0.000000059604644775390625	0.00	0.000	0.000000059604644775390625	1.225	0.000000059604644775390625	0.00	0.000
0.0000000298023223876953125	1.225	0.0000000298023223876953125	0.00	0.000	0.0000000298023223876953125	1.225	0.0000000298023223876953125	0.00	0.000
0.00000001490116119384765625	1.225	0.00000001490116119384765625	0.00	0.000	0.00000001490116119384765625	1.225	0.00000001490116119384765625	0.00	0.000
0.000000007450580596923828125	1.225	0.000000007450580596923828125	0.00	0.000	0.000000007450580596923828125	1.225	0.000000007450580596923828125	0.00	0.000
0.0000000037252902984619140625	1.225	0.0000000037252902984619140625	0.00	0.000	0.0000000037252902984619140625	1.225	0.0000000037252902984619140625	0.00	0.000
0.00000000186264514923095703125	1.225	0.00000000186264514923095703125	0.00	0.000	0.00000000186264514923095703125	1.225	0.00000000186264514923095703125	0.00	0.000
0.000000000931322574615478515625	1.225	0.000000000931322574615478515625	0.00	0.000	0.000000000931322574615478515625	1.225	0.000000000931322574615478515625	0.00	0.000
0.0000000004656612873077392578125	1.225	0.0000000004656612873077392578125	0.00	0.000	0.0000000004656612873077392578125	1.225	0.0000000004656612873077392578125	0.00	0.000
0.00000000023283064365386962890625	1.225	0.00000000023283064365386962890625	0.00	0.000	0.00000000023283064365386962890625	1.225	0.00000000023283064365386962890625	0.00	0.000
0.000000000116415321826934814453125	1.225	0.000000000116415321826934814453125	0.00	0.000	0.000000000116415321826934814453125	1.225	0.000000000116415321826934814453125	0.00	0.000
0.0000000000582076609134674072265625	1.225	0.0000000000582076609134674072265625	0.00	0.000	0.0000000000582076609134674072265625	1.225	0.0000000000582076609134674072265625	0.00	0.000
0.00000000002910383045673182111328125	1.225	0.00000000002910383045673182111328125	0.00	0.000	0.00000000002910383045673182111328125	1.225	0.00000000002910383045673182111328125	0.00	0.000
0.000000000014551915228365910556640625	1.225	0.000000000014551915228365910556640625	0.00	0.000	0.000000000014551915228365910556640625	1.225	0.000000000014551915228365910556640625	0.00	0.000
0.0000000000072759576141829552778203125	1.225	0.0000000000072759576141829552778203125	0.00	0.000	0.0000000000072759576141829552778203125	1.225	0.0000000000072759576141829552778203125	0.00	0.000
0.00000000000363797880709147763891015625	1.225	0.00000000000363797880709147763891015625	0.00	0.000	0.00000000000363797880709147763891015625	1.225	0.00000000000363797880709147763891015625	0.00	0.000
0.000000000001818989403545738819455078125	1.225	0.000000000001818989403545738819455078125	0.00	0.000	0.000000000001818989403545738819455078125	1.225	0.000000000001818989403545738819455078125	0.00	0.000
0.0000000000009094947017728694097275390625	1.225	0.0000000000009094947017728694097275390625	0.00	0.000	0.0000000000009094947017728694097275390625	1.225	0.0000000000009094947017728694097275390625	0.00	0.000
0.0000000000004547473508864704548636953125	1.225	0.0000000000004547473508864704548636953125	0.00	0.000	0.0000000000004547473508864704548636953125	1.225	0.0000000000004547473508864704548636953125	0.00	0.000
0.00000000000022737367544323522743182111328125	1.225	0.00000000000022737367544323522743182111328125	0.00	0.000	0.00000000000022737367544323522743182111328125	1.225	0.00000000000022737367544323522743182111328125	0.00	0.000
0.00000000000011368683772161761136910556640625	1.225	0.00000000000011368683772161761136910556640625	0.00	0.000	0.00000000000011368683772161761136910556640625	1.225	0.00000000000011368683772161761136910556640625	0.00	0.000
0.00000000000005684341886080580589452778203125	1.225	0.00000000000005684341886080580589452778203125	0.00	0.000	0.00000000000005684341886080580589452778203125	1.225	0.00000000000005684341886080580589452778203125	0.00	0.000
0.000000000000028421709430402902947263891015625	1.225	0.000000000000028421709430402902947263891015625	0.00	0.000	0.000000000000028421709430402902947263891015625	1.225	0.000000000000028421709430402902947263891015625	0.00	0.000
0.0000000000000142108547152014514711319455078125	1.225	0.0000000000000142108547152014514711319455078125	0.00	0.000	0.0000000000000142108547152014514711319455078125	1.225	0.0000000000000142108547152014514711319455078125	0.00	0.000
0.000000000000007105427357600725735597263891015625	1.225	0.000000000000007105427357600725735597263891015625	0.00	0.000	0.000000000000007105427357600725735597263891015625	1.225	0.000000000000007105427357600725735597263891015625	0.00	0.000
0.00000000000000355271367880036367886891015625	1.225	0.00000000000000355271367880036367886891015625	0.00	0.000	0.00000000000000355271367880036367886891015625	1.225	0.00000000000000355271367880036367886891015625	0.00	0.000
0.000000000000001776356839400181839434455078125	1.225	0.000000000000001776356839400181839434455078125	0.00	0.000	0.000000000000001776356839400181839434455078125	1.225	0.000000000000001776356839400181839434455078125	0.00	0.000
0.00000000000000088817841970009091971722275390625	1.225	0.00000000000000088817841970009091971722275390625	0.00	0.000	0.00000000000000088817841970009091971722275390625	1.225	0.00000000000000088817841970009091971722275390625	0.00	0.000
0.000000000000000444089209850045459858636953125	1.225	0.000000000000000444089209850045459858636953125	0.00	0.000	0.000000000000000444089209850045459858636953125	1.225	0.000000000000000444089209850045459858636953125	0.00	0.000
0.0000000000000002220446049250227299293182111328125	1.225	0.0000000000000002220446049250227299293182111328125	0.00	0.000	0.0000000000000002220446049250227299293182111328125	1.225	0.0000000000000002220446049250227299293182111328125	0.00	0.000
0.000000000000000111022302462511364496455078125	1.225	0.000000000000000111022302462511364496455078125	0.00	0.000	0.000000000000000111022302462511364496455078125	1.225	0.000000000000000111022302462511364496455078125	0.00	0.000
0.0000000000000000555111									

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 29 juin

IMAGES

PIERRE GEORGES

Vieille Europe

La reine d'Angleterre ne paie pas d'impôts. C'est ça que le Grande-Breagne vient de découvrir avec une sorte de hoquet général. Et c'est aussi ce que les téléspectateurs de TF 1 ont appris, jeudi, dans un petit reportage au journal de 20 heures.

Il n'y aura pas de quoi émouvoir les foules, du moins continentales. Mais que la bonne Elisabeth, riche comme reine d'Angleterre, échappe ainsi au sort commun et vulgaire des contribuables, voilà qui est réjouissant. Le royaume n'est pas tout à fait dans la débine, puisque, selon les estimations, ce seraient ainsi quelque 200 millions de francs qui échapperaient annuellement au lord Charles local. On raconte même que cette fraude, ou plutôt, vu la qualité du contribuable, ce fâcheux oubli, dure depuis 1930.

Un royal redressement s'impose. C'est bien le moins en un pays où les premiers ministres tombent sur la Poll Tax. Et où un député conservateur, submergé par pareille duplicité, n'eût qu'une phrase, définitive : « Je trouve cela obscène ! »

Dieu protège la reine ! L'actualité, ou plutôt l'histoire en marche, n'est pas toujours aussi drôle. Ainsi de la Yougoslavie, en pleine implosion. Pour tout dire, la Yougoslavie, même quand elle n'existe pas, a toujours été une sorte de puzzle écorché. De l'époque

où la télévision restait à inventer et où les maladies d'enfants savaient encore se tenir, on a le souvenir de lectures vertigineuses. Les vieux *Illustration* ou *Miroir de la guerre*, montent une gerbe poussiéreuse et héroïque dans le granier de grand-père, racontaient l'amié franco-serbe, les troupes de Franchet d'Espèrey, la Bosnie-Herzégovine ou le Monténégro. Ce n'était pas du Tintin, trop de morts, de millions de morts, mais cela y ressemblait. Et ne cesse, du traité de Versailles à l'épopée tchèque, d'y rassembler, supprime pour potaches résignées à écorcher les noms et les faits.

Le siècle a passé, la télévision est là. Et c'est comme si, soulevant la couverture d'une marmite poussiéreuse, on reprenait la vieille Europe où on l'a laissée. Les images ont montré des gardes slovaques en uniforme gris. Ils faisaient le coup de feu contre les chars fédéraux, improvisaient, dans des barreaux de chantier, des postes frontières ou hissaient au ciel de Ljubljana le drapeau de leur République de mardi. Les images ont montré les violences de Glinac où les Croates s'essayaient encore à rompre le trait d'union avec les Serbes. En son temps, *l'Illustration* serbo-croate, déjà, s'efforçait de serbo-croate.

Signification des symboles :
 ▶ A voir ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ;
 ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 28 juin

TF 1

- 20.45 Variétés : Tous à la Une. Si un disque tout. Spécial points chauds : Trevor Berwick-Wensley Morton ; James Bonetucker Smith-Thierry Armstrong.
- 0.45 Divertissement : Le 88ème show (rediff.).
- 0.50 Journal, Météo et Bourse.

A 2

- 20.45 Jeu : Fort Boyard.
- 22.05 Magazine : Caractères. Invités : Sir Vidualhar Surajprasad Nalpaal (l'Enigme de l'Inde) ; Jean Guillon, Gichka et Igor Bogdanov (Dieu et la science) ; Michel Folco (Dieu et nous seuls pouvons) ; Patrick Guvin (Belles gâtes).
- 23.20 Journal et Météo.
- 23.35 Cinéma : Un été avec Monika. ■■ Film suédois d'Ingmar Bergman (1952) (v.o.).
- 2.00 Magnétophone : Gymnastique rythmique et sportive. Coupe d'Europe (120 min.).

FR 3

- 20.45 Magazine : Thelesse. Hongkong Traffic.
- 21.40 Musique : La Nuit de la Méditerranée. Depuis le Théâtre antique d'Aries.
- 23.00 Journal et Météo.
- 23.20 Sport : Basket. Demi-finale du championnat d'Europe, à Rome.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 28 juin :
 - N° 91-604 du 27 juin 1991 fixant la rémunération de la garantie accordée par l'Etat aux fonds collectés par les caisses d'épargne et de prévoyance au titre de l'exercice 1990 ;
 - N° 91-605 du 27 juin 1991 modifiant le décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 pris en application de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances.

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : Documentaire : L'Europe d'aujourd'hui.
- 22.05 Flash d'Informations.
- 23.00 Cinéma : Tous les coups sont permis. ■■ Film américain de Newt Arnold (1987).
- 0.30 Cinéma : Do the Right Thing. ■■ Film américain de Spike Lee (1989) (v.o.).
- 2.25 Cinéma : Zombi Academy. ■■ Film américain de David Acomba (1988).

LA 5

- 20.50 Téléfilm : Un fil se fâche.
- 22.30 Faut-il être : Mystères à Twin Peaks (11^e épisode).
- 23.20 Série : Hitchcock présente.
- 23.55 Journal de la nuit.

M 6

- 20.40 Téléfilm : Black Cobra.
- 22.15 Série : Equalizer.
- 23.10 Magazine : Vénus.
- 23.40 Capital.
- 23.50 Six minutes d'informations.
- 23.55 Série : Destination danger.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 21.00 Téléfilm : Le Front dans les nuages.
- 22.50 Téléfilm : Le Café des Jules.
- 23.50 Court-métrage : M. J.-Cl. Vaucherin.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. Les grands du théâtre par Michel Polac.
- 21.30 Musique : Black end blue. Jazz vivant chez Allard.
- 22.40 Les nuits magnétiques. Le musicien et son double.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Code.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Concert (donné le 17 mai à Saratuck) : Rondo pour piano et orchestre n° 1 en ré majeur K 385, Concerto pour piano et orchestre n° 17 en sol majeur K 453, Concerto pour piano et orchestre n° 22 en mi bémol majeur K 482, de Mozart.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Volontaires chez les Kurdes.
- 13.50 La Une est à vous.
- 13.55 Série : Vivement lundi.
- 14.30 La Une est à vous (suite). Avec la série Matt Houston.
- 17.25 Divertissement : Mondo dingo.
- 18.00 Magazine : Trenta millions d'amis.
- 18.30 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Série : Marc et Sophie.
- 19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.50 Tirage du Loto.
- 20.00 Journal, Tapis vert.
- 20.45 La Une que j'aime.
- 22.35 Magazine : L'actualité.
- 23.35 Magazine : Fortitude sport. Off shore : Grand Prix de Cannes ; Rallye : Camel Trophy ; Voile : Course de l'Europe.
- 0.25 Journal, Météo et Traffic Infos.
- 0.50 Variétés : Samedi après minuit.

A 2

- 13.35 Magazine : Objectif économie. Les nouvelles dynamiques industrielles : Un patron français chez Volkswagen ; Profession lobbyiste.
- 14.00 Magazine : Animalia.
- 14.52 Magazine : Sports passion. Athlétisme : Coupe d'Europe ; Rugby.
- 17.45 Dessin animé : A l'air d'astérix.
- 18.10 Jeu : Le Chevalier du labyrinthe.
- 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres junior. Finale de la 2^e Coupe des champions, en direct d'Antibes.
- 19.00 JNC.
- 19.05 Série : L'homme qui tombe à pic.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Série :

Un commissaire enquête.

- 22.20 Magazine : Bouillon de culture. Invité : Joël De Rosnay.
- 23.50 Journal et Météo.
- 0.10 Série : Médecins de nuit (rediff.).
- 1.00 Série : L'Homme à la valise (rediff.).
- 2.00 Magnétophone : Escrime. Championnat du monde (120 min.).

FR 3

- 14.00 Sport : Golf. Open de France, en direct de Saint-Quentin-en-Yvelines.
- De 15.00 à 19.00 La Sept
- 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- De 20.00 à 0.05 La Sept
- 0.05 Sport : Basket. Finale du Championnat d'Europe, à Rome.
- 1.30 Magazine : L'heure du golf. Spécial Open de France.

CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : Orage en mai. Jeu : V.O.
- 15.05 Sport : Boxe. Extraits de la réunion de Las Vegas.
- 15.35 Sport : Volley. France-Cuba. Match de la ligue mondiale, en direct de Marseille.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.00 Décade pas Bunny.
- 19.05 Dessin animé : Les Simpson.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Top 50.
- 20.30 Téléfilm : Une voix dans la nuit. Les Nuls... l'émission.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Vendredi 13. chapitre 2. Film américain de Rob Hedden (1988).
- 0.35 Cinéma :

La Voce della luna. ■■

- Film franco-italien de Federico Fellini (1980). Avec Roberto Benigni, Paolo Villaggio, Nadia Ottaviani (v.o.).
- 2.35 Cinéma : Captain Kronos contre les vampires. ■■ Film britannique de Brian Clemens (1972). Avec Horst Janson, John Carson, John Carr.

LA 5

- 13.25 Série : V.
- 15.05 Série : Lou Grant.
- 15.55 Divertissement : Ordes d'histoires.
- 16.25 Tiercé à Autuail.
- 16.50 Sport : Moto. Grand Prix d'Assen, aux Pays-Bas.
- 17.50 Magazine : Intégral.
- 18.30 Divertissement : Rires parade.
- 19.05 Série : L'Enfer du devoir. Journal et Météo.
- 20.00 Sport : Tennis. Wimbledon 1991. Les meilleurs moments de la journée.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Série : Un privé nommé Stryker.
- 22.30 Divertissement : Grain de folie.
- 0.40 Journal de la nuit.

M 6

- 13.30 Série : Cosby Show (rediff.).
- 14.00 Série : Supercopier.
- 14.45 Série : Laramie.
- 15.35 Série : Les Espions.
- 16.30 Jeu : Hit hit hit hurra !
- 16.40 Série : Veges.
- 17.35 Série : L'Homme de fer.
- 18.30 Série : Les Têtes brûlées.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Téléfilm : Un privé en jupon.
- 22.15 Téléfilm : Bill Dragon se venge.
- 23.50 Six minutes d'informations.
- 23.55 Musique : Rapline.

2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 13.30 Téléfilm : Le Café des Jules.
- 14.25 Moyen métrage : M. J.-Cl. Vaucherin.
- 15.00 Orgues, toccatas et fantasies.
- 16.00 Petite chronique d'un calligraphe en Chine.
- 16.50 Cinéma d'animation : Images (et à 18.50).
- 17.00 Avis de tempête.
- 19.00 Documentaire : Magritte.
- 20.00 Le Dessous des cartes.
- 20.05 Histoire parallèle.
- 21.00 Théâtre : Le Chemin solitaire (et à 22.40).
- 22.25 Soir 3.
- 23.40 Le Mystère du château du Dâ.
- 0.05 Documentaires : All Under Heaven ; Les Herbes aux cinq parfums.

FRANCE CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Marie-Hélène Koller-Orban, éditrice.
- 20.45 Dramatique. Nouveau répertoire dramatique : à 20.55, Les Guerriers, de Philippe Minyana.
- 22.35 Musique : Opus. Aretha Franklin.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE MUSIQUE

- 20.00 Opéra (en direct de la RAI, de Naples) : Armida. Abdonato, opéra en trois actes, de Jommelli, par l'Orchestre Alessandro Scarlatti et l'Ensemble vocal de Naples, dir. Marcello Panni.
- 23.05 Poussières d'étoiles. Au revoir, et merci. Œuvres de Mozart, Fatsy, Monteverdi, Moussorgski, Haydn, Prokofiev, Bach, Minn, Rosen, Guerou, Boulez, Merini, Bocmans.

Dimanche 30 juin

- De 12.00 à 14.00, le journal de la région.
- 20.05 Série : Benny Hill.
- 20.40 Magazine : Mille Bravo. Dix ans de culture Lang. Invité : Jack Lang, ministre de la culture et de la communication.
- 22.00 Magazine : Le Divan. Invité : André Dussolier, comédien.
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.45 Cinéma : La Flancée des ténérêts. ■■ Film français de Serge de Poligny (1944). Avec Pierre-Richard Willm, Jany Holt, Edouard Delmont.
- 0.15 Magazine : Belles et Bialles.
- 0.45 Musique : Carnet de notes. Jeune fille au pull-over gris, de Ducrot.

CANAL PLUS

- 14.00 Téléfilm : Les gens ne sont pas forcément ignobles.
- 15.20 Documentaire : Le Carnaval des perroquets.
- 15.45 Dessin animé : Les Simpson.
- 18.10 Documentaire : Les Années Téléphone.
- 17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.).
- 18.00 Cinéma : Le Provincial. ■■ Film français de Christian Gion (1980). Avec Richard Anconina, Hélène de Saint-Père, Michel Galabru.
- En clair jusqu'à 20.40
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.40 Ce cartoon.
- 20.30 Die Döner... ?
- 20.35 Magazine : L'équipe du dimanche.
- 20.40 Cinéma : Miss Missouin. ■■ Film français d'Elie Chouraqui (1989). Avec Richard Anconina, Hélène de Saint-Père, Wendy Visser.
- 22.20 Flash d'informations.
- 22.25 Football : Boxe. Evénement : volley. France-Cuba ; Basket américain.
- 1.05 Cinéma : Poisson d'avril. ■■ Film français de Gilles Grangier (1954). Avec Bourvil, Annie Cordy, Denise Grey.

LA 5

- 13.20 Dessin animé : Show Bug's Bunny.
- 13.45 Cirque.
- 14.35 Série : La Famille des collines.
- 15.30 Série : L'homme qui vient 3 milliards.
- 16.20 Tiercé à Saint-Cloud.
- TITRE Série : Frog show.
- 17.15 Série : Lou Grant.
- 18.00 Série : La Loi de Los Angeles.

- 10.25 Série : L'Enfer du devoir.
- 19.50 Journal.
- 20.10 Magazine : Dimanche 20 h 10 Elkabbach.
- 20.45 Journal des courses.
- 20.50 Cinéma : Rocky 2, la revanche. ■■ Film américain de Sylvester Stallone (1979).
- 22.55 Magazine : Reporters. Causes, les raisons de la colère.
- 23.55 Magazine : Top chrono. Résumé du Grand Prix moto d'Assen.
- 0.40 Journal de la nuit.

M 6

- 13.50 Série : Deklar.
- 14.45 Magazine : Culture pub. Festival international du film publicitaire.
- 16.45 Série : Vic Daniels, fils à Los Angeles.
- 17.15 Série : L'Homme de fer.
- 18.10 Série : Supercopier.
- 19.00 Série : Les Routes du paradis. Six minutes d'informations.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Ma sorcière bien-aimée.
- 20.30 Magazine : Sport 6 (et à 0.30).
- 20.40 Téléfilm : Le Prix de la liberté.
- 22.25 Capital.
- 22.35 Cinéma : Le Clé. ■■ Film italien de Tinto Brass (1983).
- 0.25 Six minutes d'informations.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 15.15 Documentaire : Shadow Master.
- 16.15 Documentaire : Cheng Tchong (2).
- 17.15 Téléfilm : Le Front dans les nuages.
- 19.00 Documentaire : Le Vieil homme, le Désert et la Météorite.
- 20.00 Magazine : La SEPT et le Monde.

- 20.20 Cinéma d'animation : Images.
- 20.30 Cinéma : Ah Ying. ■■ Film chinois de Fong Yuk Ping (1983).
- 22.20 Court métrage : Honkong, Allen Fong, cinéaste.
- 22.30 Cinéma : Chine, ma douleur. ■■ Film français de Dui Sijie (1989).
- 23.55 Cinéma d'animation : J'ai sauvé les cars.
- 0.15 Cinéma d'animation : Le Petit Singe espiègle.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radiophonique.
- 22.35 Musique : Le concert. La tradition des Flandres : Orchestre populaire du Grammont.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 2 février lors du Festival de Salzbourg) : Sonate pour piano n° 4 en mi bémol majeur K 82, Rondo pour piano en fa mineur K 511, Sonate pour piano en fa mineur K 533 et Rondo pour piano en fa mineur K 494, Adagio pour piano en si mineur K 540, Sonate pour piano n° 14 en ut mineur K 457, de Mozart, par Alfred Brendel, piano.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COUEAN et la collaboration de « Monde ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
 RADIO TELEVISION
 COMMUNICATION

La grève de la RATP est moins suivie que la précédente

La grève de la RATP lancée par la CGT, la SAT (conducteurs automobiles), la CFDT, la CFTC et FO-encadrément entraînait moins de perturbations dans les transports parisiens, vendredi 28 juin dans la matinée que celle du 31 mai dernier. A 9 h 45, la direction indiquait que 150 rames sur 400 roulaient, les lignes A et B du RER fonctionnant à 80 % et 95 %. A 7 h 30, les autobus roulaient à 95 %. De source syndicale toutefois, 37 % seulement du personnel travaillait dans le métro vers 10 heures.

En fait, le trafic a été plus perturbé en tout début de matinée que par la suite : selon la RATP, les six lignes de métro qui étaient fermées à 6 heures étaient toutes rouvertes une heure plus tard, la dernière étant la ligne 10 (Austerlitz-Boulogne). A l'approche du changement de service, à 11 h 30, la ligne 1 était fermée. Le mouvement était aussi particulièrement suivi sur la ligne 2, la 10 et la 7 (Aubervilliers-Villejuif).

A la veille de la manifestation nationale prévue à Narbonne

Le mouvement de contestation des enfants de harkis se développe dans le Midi

Une semaine après le début des incidents de Narbonne, où une « manifestation nationale » est annoncée samedi après-midi 29 juin, le mouvement de contestation des enfants de harkis se développe dans les départements méridionaux.

Le premier ministre, M. Edith Cresson, devait recevoir, vendredi, en début d'après-midi, les membres de la « mission de réflexion sur la communauté rapatriée d'origine nord-africaine » venue lui remettre un rapport formulant une trentaine de propositions.

Plusieurs actions destinées à soutenir les revendications des enfants d'anciens harkis de la cité narbonnaise des Oliviers et à faire pression sur l'Etat ont eu lieu, jeudi 27 juin, dans les

départements de Vaucluse, du Var, des Bouches-du-Rhône et du Lot-et-Garonne.

A Avignon, une vingtaine de fils d'anciens harkis ont occupé, dans l'après-midi, le bureau d'un conseiller municipal délégué auprès de la communauté française d'origine musulmane et des communautés d'origines étrangères pour dénoncer le non-respect des promesses qui avaient été faites en 1982 par la mairie socialiste de créer une quarantaine d'emplois destinés aux rapatriés maghrébins. Ils y sont restés jusqu'à 22 heures, après avoir réclaté un entretien avec le préfet, puis ont regagné leur quartier, la cité Montclair, où une manifestation violente a alors éclaté. Une centaine de jeunes gens, visages masqués, ont cassé des briques et des bancs avant de mettre le feu à des pneus et à un véhicule en stationnement. La situation est restée très tendue pendant plusieurs heures, les forces de l'ordre n'intervenant pas. Le calme est revenu vers 2 heures du matin après que le préfet et le maire, accompagnés du procureur de la

République, eurent rencontré une délégation et accepté le principe d'une prochaine discussion.

A Saint-Maximie-la-Sainte-Baume (Var), des pneus ont été enflammés, dans la soirée de jeudi, sur la RN 7, à proximité de l'entrée de l'autoroute A8. A La Ciotat (Bouches-du-Rhône), une cinquantaine de jeunes ont investi, pendant plusieurs heures, le péage de l'autoroute A50 Marseille-Toulon. Dans le même département, alors que les habitants de la « cité de transit » de Jouques maintenaient, depuis lundi, leur barrage sur la RN96, des tronc d'arbre ont été placés sur la RN86, à Fuveau, par de jeunes manifestants.

Près du camp de Bias (Lot-et-Garonne), dans la nuit de jeudi à vendredi, une voiture et une grange ont été incendiées, et le pare-brise d'une voiture de gendarmerie a été brisé lors d'une manifestation à laquelle participaient une vingtaine d'adolescents qui ont bloqué la circulation pendant deux heures. Les gendarmes présents ont essuyé des jets de pierres.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Hobby

Et la tendresse, bordel ? Et le clair de lune ? Et le violoncelle ? Vous vous languissez après, hein, les filles, et vous ne voyez rien venir vu que votre bonhomme, c'est plutôt le genre Ingres, il a un violon. Consolerez-vous, il est pas le seul. C'est marqué cette semaine dans Femme actuelle, des comme lui, dans ce pays, il y en a près de vingt-cinq millions ! Je dis ça, parce que les nanas n'ont pas de hobby, ou alors très rarement. Sans vouloir ouvrir ici la vieille querelle de l'inné et du acquis, faut bien reconnaître que, même dans la bourgeoisie, sortie d'une partie de tennis ou de bridge, en France, la femme adulte n'aime pas tellement jouer. Sinon pour gagner. Au loto ou au tiercé.

La mâle, lui, adore. Timbres, verres, gravures anciennes, train électrique, vélo, ballon, fusil, bateau, canne à pêche, photo ou plongée sous-marine, il s'arme, un vrai gamin, il se donne entièrement à ce qui ne lui rapporte rien. Il se passionne. Et bon, le passion, ça vous dévaste, ça vous ravage un ménage en moins de temps qu'il n'en faut pour dire : Qui t'es permis de passer l'aspirateur sur ma planche à puzzle.

non, mais t'es folle... Ou encore : il me manque un soldat de plomb, gare à toi si...

D'autant que son dada, il ne tient pas, mais alors pas du tout, à ce que vous l'enfourchiez avec lui : Laissez tomber, t'y comprends rien. Il préfère le partage avec d'autres mordus de son espèce, incolables sur la qualité d'un leurre, d'un winch ou d'un dérailleur. Jalousie de votre part, sentiment d'exclusion. Il court les salons, il dévore les revues spécialisées et multiplie les occasions de se retrouver entre toqués de la même marotte, quitte à vous ramener à la maison : Va faire à bouffer, tu veux, six plateaux-télé, ou plutôt sept, il voudra pas la loucher, Paulo, le Coupe des coupes.

Si la vôtre est pleine, ras le bol, un bon conseil : rendez-lui la monnaie de sa pièce. Faites collection, vous aussi. Pas de télécartes, de pin's ou de boîtes d'allumettes, c'est d'un banal ! Pas de mecs non plus, c'est d'un ennui ! Des poupées. Gonflables. A l'image des hommes de vos rêves ! Ça existe, oui, et c'est super. Ça se déballe vite fait. Et ça vous pompe pas l'air, ce serait même plutôt le contraire !

L'ESSENTIEL

SECTION A

- Un revers pour M. Gorbatchev**
Le Parlement ukrainien a renvoyé à septembre l'examen du projet du Traité de l'Union 3
- Les troubles en Algérie**
Une mise en garde du premier ministre aux islamistes 4
- Les débats parlementaires**
L'abstention des communistes permet l'adoption du projet de loi sur la ville. Le Sénat approuve l'accord de Schengen 9
- L'embaras des centristes**
M. Méhaigne tente de préserver la cohésion de son groupe. 9
- La préparation des élections régionales**
M. Tapie affrontera M. Le Pen en Provence-Côte d'Azur 9
- Sûreté nucléaire**
Le CEA épingle EDF félicitée. 11
- La catastrophe de Barbottan**
Vingt personnes mortes par asphyxie dans l'établissement thermal 11
- Ventes d'art contemporain à Londres**
Un marché plus sélectif et plus hésitant 12
- Polémique autour du stock des programmes d'A 2**
La Cour des comptes s'en mêle 13

SECTION B

SANS VISA

- La Thaïlande au temps du Siam
• Villefranche, port de guerre d'opéra
• Tintin chez les Belges
• La table
• Les jeux 15 à 22

SECTION C

- Baisse des profits pour les banques**
Le rapport annuel de la Commission bancaire 23
- Le rapport de la Cour des comptes**
Thomson, le Météorologie, les hôpitaux 25

Services

- Abonnement 24
Carnet 28
Jeux 20
Loto, Tac-o-tac 28
Marchés financiers 26-27
Météorologie 28
Radio-Télévision 29
Spectacles 14
Week-end d'un chineur 28
- La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 28 juin 1991 a été tiré à 496 412 exemplaires.

Selon « National Hebdo »

M. Jean-Edern Hallier « rallie » le FN

Dans sa dernière livraison, le magazine d'extrême droite *National Hebdo* publie un article, selon lequel M. Jean-Edern Hallier, directeur de *l'Idiot International*, affirme qu'il « rallie » le Front national. L'auteur, M. Michel Collinot, membre du bureau politique du parti d'extrême droite, qui avait interviewé l'écrivain dans le précédent numéro de cette publication, révèle le contenu d'une conversation téléphonique datant du 15 juin. « Je rejoins Le Pen à 17 h 30, aurait affirmé M. Hallier. J'ai pris ma décision, il faut en finir avec ce régime. Les nouvelles socialistes communistes, incroyables, il faut rétablir les valeurs de droite, défendre le peuple. »

Interrogé par *le Monde*, le 28 juin, le pamphlétaire a démenti ce « ralliement », mais il a indiqué être opposé à la « diabolisation politique ». « Je rencontre Le Pen, comme Leroy et Marchais [respectivement directeur de *l'Humanité* et secrétaire général du PCF] et j'ai une conversation avec eux. Le Pen représente beaucoup de Français de la France profonde. Il faut réconcilier Doriot et Thorez. »

Le journal de M. Hallier était en kiosque, le 28 juin, avec un numéro spécial de douze pages (20 F), après une cessation de parution d'un mois liée à des difficultés financières.

La nouvelle formule de *l'Idiot International* aura pour rédacteur en chef MM. Marc Cohen, ancien dirigeant de la Jeunesse communiste employé par TSE 93 (la radio du PCF en Seine-Saint-Denis) et Philippe Palat, auteur d'un faux entretien avec deux dirigeants du Front national qui lui a valu une condamnation. L'écrivain Patrick Besson, collaborateur de *l'Humanité*, et M. Charles Dantzig, seront chargés de la culture, tandis que M. Alain Sanders, du quotidien *l'Ecologiste* Présent, « Un de mes poteaux, une amitié d'écrivains », dit M. Hallier, entre au comité de rédaction.

M. Charles Pasqua invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, président du Conseil général des Hauts-de-Seine, sera l'invité de l'émission hebdomadaire, « Le grand Jury RTL-le Monde », dimanche 30 juin, de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Chirac, fondateur de l'association Demain la France, répondra aux questions d'André Passeron et de Bertrand Le Gendre, du *Monde*, et de Dominique Pennequin et Paul Joly, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

(Publicité)

Métros Saint-Sebastien et Duroc, aux Entrepôts du Marais :

pantalon au plus bas : 159F

En toile ainsi que d'autres pantalons légers, on les trouve chez ces champions du prêt-à-porter de luxe à prix de fabrique, ainsi que des vestes légères à 399 F, des costumes en tissu Dormeuil à 990 F, et un grand choix d'articles de lingerie. Egalement au rayon grande et forte (jusqu'à 62). Dans leurs deux boutiques : 3, rue du Pont-aux-Choux (3^e), et 112, rue du Cherche-Midi (6^e), de 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

EN BREF

■ **ESPAGNE** : un mort et onze blessés dans l'explosion d'un colis piégé. — Une personne a été tuée et une vingtaine d'autres ont été blessées, selon les indications données par la préfecture régionale, à la suite de l'explosion, le vendredi 28 juin, d'un paquet piégé dans une prison de Séville où se trouvait le procès d'un membre présumé de l'organisation séparatiste basque ETA, Joscha

■ **TUILERIES** : Les foras sont de retour. — La grande allée des Feuillants, dans le jardin des Tuileries à Paris, est de nouveau occupée par des attractions foraines. L'association Défense des Tuileries manifestera sa protestation contre cette présence en drapant de noir les fenêtres des immeubles de la rue de Rivoli, les 28 et 29 juin. Association Défense des Tuileries, 224, rue de Rivoli, Paris-1^{er}. Tél. : 42-60-26-22.

■ **L'estuaire de la Seine bloqué** par des maris-pêcheurs harras. — Dans l'attente depuis quatre mois d'une réponse du ministère de la mer concernant la participation financière de l'Etat pour la construction d'un port de pêche au Havre (Seine-Maritime), les maris-pêcheurs harras ont décidé vendredi 28 juin de bloquer l'entrée du chenal de la Seine, interdisant ainsi les mouvements des navires de commerce pour le port de Rouen, apprend-on auprès de l'Union maritime CFDT. Au port autonome de Rouen, on indiquait vendredi à midi que quatorze navires de commerce étaient attendus, dans la journée dont une moitié de petits pêcheurs soviétiques, et qu'une dizaine de bateaux devaient remonter le fleuve pour regagner la mer.



DEFRICHEUR DE BROUSSE ECONOMIQUE

SCIENCE & VIE ECONOMIE
Job, idées, argent
TESTEZ VOTRE PROFIL ECONOMIQUE

- ⇒ DOSSIER : L'EUROPE AVANCE
à 550 jours de l'ouverture du marché unique européen, le point sur les changements qui vous concernent.
- ⇒ CLUB MED : LES CHEFS DU VILLAGE MONDIAL
- ⇒ LES JAPONAIS TRAVAILLENT-ILS MIEUX QUE NOUS ?
- ⇒ DUTY-FREE : LA FIN DES PRIVILEGES

Science & Vie Economie Nouvelle Formule
LE MAGAZINE EXPLORATEUR DE L'ECONOMIE